ROSITA

HISTOIRE PÉRUVIENNE.

I.

L'Andalousie perdrait certainement de sa célébrité et Séville ne serait plus appelée la perle des Espagnes, si les touristes, affrontant une navigation de quatre mois, étendaient leurs excursions jusqu'au Pérou et visitaient Lima. Sans doute la capitale de la république péruvienne n'est plus cette opulente cité des rois (*ciudad de los reyes*) où l'or resplendissait de toutes parts; mais il lui reste deux choses que ne lui ôteront jamais ni les guerres civiles ni les tremblemens de terre : sa position charmante au milieu d'une vaste plaine qui s'allonge depuis la base des Andes jusqu'à l'Océan Pacifique, et la splendeur sans égale de son climat tropical. En dépit des secousses d'un sol capricieux qui, dix fois déjà, ont failli les détruire de fond en comble, ses monumens lézardés sont encore debout; à l'étranger qui les voit de loin surgir parmi des masses d'orangers et de citronniers, ils semblent dire : La beauté de ces lieux vaut bien la peine que l'on brave une chance de péril. Comme les principales villes des Amériques espagnoles, comme toutes celles où la douceur permanente de la température appelle la population au grand air, Lima a sa *plaza mayor*, rendez-vous habituel des promeneurs. Là s'élèvent la cathédrale, qui fut long-temps la plus riche du Nouveau-Monde; le palais du gouvernement, édifice informe — et non chinois, comme l'attestent des géographes qui ne l'ont pas vu, — et le grand hôtel habité par l'archevêque. Deux longues rangées d'arcades complètent cette place. L'une, appelée *Portal de Escribanos*,

sert d'abri aux hommes de loi et écrivains publics, qui y stationnent en habit noir râpé, devant de petits bureaux de chétive apparence. Elle a pour pendant le *Portal de Botoneros*, ainsi nommé parce que les passementiers (*botoneros*) et les fileurs d'or y ont établi leurs rouets et leurs dévidoirs. Derrière cette ligne de gens occupés du matin au soir à fabriquer les riches torsades qui décorent les épaules des généraux et les galons énormes qui brillent aux habits des officiers, règnent les magasins les plus fréquentés de la ville. Ces boutiques ne sont ni spacieuses ni décorées avec luxe comme celles des boulevards de Paris; elles ressemblent plutôt aux *tiendas* du Zacatin de Grenade. Cependant on y trouve des soieries de Lyon et de la Chine, des toiles de Flandre et de Hollande, et surtout ces gentils souliers de satin dont les femmes du Pérou font une si prodigieuse consommation. Les dames de Lima les visitent du matin au soir; elles ont l'habitude d'entrer dans toutes les boutiques, de marchander tout ce qui s'y trouve, quitte à ne rien acheter; c'est à vrai dire leur seule occupation.

Un soir, — je ne sais plus en quelle saison, on ne les connaît pas là où le printemps est éternel, — un jeune cavalier monté sur un cheval fringant traversait la place de Lima au petit galop. Tout à coup l'*angelus* tinta à la cloche de la cathédrale. Les conversations des promeneurs cessèrent à l'instant même; tout travail fut suspendu comme par enchantement : on n'entendit plus que le murmure d'un millier de bouches récitant à voix basse *la oracion*. Le cavalier s'était arrêté à ce signal solennel, il avait même ôté respectueusement son chapeau; mais son cheval impatient bondissait et faisait des écarts à droite et à gauche, au grand scandale de la foule, qui, tout en marmottant l'*ave Maria*, indiquait son mécontentement par des mouvemens de tête et d'épaule. Quand les passementiers et les écrivains se remirent, ceux-ci à griffonner leurs paperasses, ceux-là à faire grincer leurs rouets, quelques paroles malsonnantes pour le cavalier retentirent autour de lui.

— C'est un Anglais, disait l'un. — Et partant un hérétique, disait l'autre. — Il a fait exprès d'éperonner sa monture pour nous troubler dans nos prières, ajoutait un troisième.

Ces mots, prononcés avec plus d'émotion que de colère, causèrent cependant un certain embarras au cavalier. Les groupes les plus rapprochés de lui s'aperçurent qu'il se troublait; leur hardiesse s'en accrut, et ils firent entendre quelques sifflets.

— Eh bien! s'écria aussitôt une voix forte qui s'élevait du *Portal de Botoneros*, depuis quand verra-t-on les *fils du pays* insulter un étranger? Un Anglais, un hérétique, dites-vous? Moi, je vous déclare que vous vous trompez. Ce jeune homme est catholique comme vous et moi : don Patricio, sur mon honneur, n'a d'anglais que sa tournure et la couleur blonde de ses cheveux. *I say*, lieutenant Patrick?

A ces mots, le cavalier, qui s'éloignait au petit pas, craignant de fouler les passans peu empressés à se ranger devant son cheval, tourna la tête, et il rencontra la main que lui tendait amicalement celui dont la voix venait de s'élever en sa faveur. Ce personnage portait le grand chapeau à la Basile, le manteau noir et le col brodé de bleu des chanoines espagnols.

— Ne vous fâchez pas, dit-il à l'étranger; ces pauvres gens tiennent à toutes les pratiques de leur religion comme à l'indépendance de leur pays : c'est une partie de leur patriotisme.

Le cavalier salua et reprit sa route; de son côté, le chanoine lui répondit par un geste de la main. Comme il s'en retournait pour aller reprendre sa place sur le banc de bois où il fumait tranquillement sa cigarette, il heurta une jeune fille qui, pendant sa conversation avec le cavalier, s'était tenue immobile derrière lui.

— *Ahi!* Rosita, lui dit-il avec vivacité, que faisais-tu là, fillette? Va donc, il sied bien à une enfant comme toi de courir les magasins!

La jeune fille, un peu honteuse, se hâta de cacher ses traits sous les plis de son voile noir. La tête bien enveloppée du *rebozo* qui masquait tout son visage à l'exception de l'œil droit, le corps serré dans la *saya* de satin à petits plis qui l'enfermait comme un fourreau, elle se glissa dans la foule, à peu près comme une couleuvre se perd dans les hautes herbes.

L'*angelus* avait annoncé le coucher du soleil; avec la nuit, la masse des promeneurs devenait plus intense. Autour de la fontaine qui marque le milieu de la grande place, les vendeurs d'eau se pressaient plus nombreux; ils remplissaient à la hâte leurs barils, les chargeaient sur leurs ânes, sautaient en croupe, et se répandaient dans tous les quartiers de la ville. Les marchands de fruits et de légumes multipliaient leurs apostrophes aux passans. Il s'allumait autant de cigares dans cet étroit espace que d'étoiles au firmament. Les hommes, drapés de manteaux amples et légers, causaient de ce ton vibrant et grave qui fait mieux ressortir la sonorité de la langue espagnole; les femmes, vêtues du costume national que nous venons de décrire, la face voilée, le corps emprisonné dans une jupe étroite et élastique, erraient à travers les groupes d'un pas à la fois nonchalant et svelte. On eût dit un de ces jours de carnaval où les dominos se mêlent à la foule des spectateurs et des curieux, et pourtant rien ce soir-là n'était changé à la vie habituelle de cette population étrange où les femmes semblent courir les aventures et les hommes attendre avec une dignité solennelle qu'une voix amie ou inconnue leur jette à l'oreille quelque douce appellation. Au murmure des conversations, au bruit des souliers de satin effleurant le sol, se mêlait sur plusieurs points le flonflon des guitares qui bourdonnaient sourdement comme les *cigalons* de Provence à travers

les blés. L'étranger que le chanoine avait appelé du nom de don Patricio ne tarda pas à reparaître parmi les promeneurs; seulement, afin d'être moins remarqué et de conserver une allure plus libre au milieu de cette population insouciante et joyeuse, il avait changé de vêtement et portait le costume d'un cavalier péruvien : *poncho* blanc à longue frange, large chapeau de paille, bottes de peau de vigogne et grands éperons d'argent. Comme il entrait dans la boutique d'un marchand de cigares, le chanoine se trouva devant lui, et le cavalier l'aborda.

— Permettez-moi de vous demander, lui dit-il, comment il se fait que j'aie l'honneur d'être connu d'une personne dont je ne sais pas même le nom?

— Monsieur, répliqua le chanoine, j'ai commis une indiscrétion sans doute en vous adressant la parole sur la place publique, mais c'était dans votre intérêt : j'espère que vous me le pardonnerez. Quant à votre nom, je l'ai deviné, et voici comment. Plus d'une fois je vous ai vu au couvent de Santo-Domingo à l'heure des offices; je me suis dit : Ce jeune homme en habit d'officier de marine de sa majesté britannique est catholique, donc il est Irlandais : tout bon Irlandais se nomme Patrick... Me suis-je trompé? J'ai voyagé beaucoup en Europe, monsieur, et j'ai conservé pour les Européens un attachement que mes compatriotes ne partagent guère, il faut bien l'avouer. Lima n'est pas une ville comme une autre; elle a ses périls... Vous riez, monsieur?... Je ne parle pas des poignards et des couteaux que vos romanciers mettent toujours à la main des héros qu'ils appellent d'un nom castillan, ni des rasoirs que les *Limeñas* portent à leurs jarretières. Ce sont là des fables, ou tout au moins des dangers qu'on évite avec un peu de prudence...

Comme il parlait ainsi, une petite main brune et effilée jeta une piécette sur le comptoir du marchand, qui donna en échange un paquet de cigarettes enveloppées dans des feuilles de maïs. Le chanoine baissa la tête et reconnut, sous le voile qui la couvrait, la jeune fille à laquelle il avait adressé la parole au milieu de la place, quelques heures auparavant.

— Encore dehors, Rosita? lui dit-il d'un ton sévère. Je le dirai à ta mère.

Rosita secoua les épaules avec un peu d'humeur et beaucoup d'insouciance, comme si elle eût dit intérieurement : — Ah! ma mère!... elle s'occupe bien de savoir où je suis. — Et elle s'éloigna.

Le chanoine alluma son cigare à celui de don Patricio, et ils se promenèrent ensemble quelques instans. S'il avait été revêtu de son uniforme d'officier de marine, celui-ci aurait certainement hésité à engager si familièrement la conversation avec un étranger; mais, sous le *poncho* qui lui couvrait les épaules, il se croyait moins enchaîné par les

prescriptions de l'étiquette. Après avoir dit quelques mots de ses voyages en Europe, le prêtre péruvien parla des curiosités du pays; il signala au jeune officier un beau tableau placé dans le couvent des *Desemparados*, et que l'on attribue à Murillo; il offrit de l'accompagner dans les excursions qu'il ne manquerait pas de faire aux ruines du temple du Soleil et aux tombeaux des Incas. Enfin, quand ils se séparèrent, le chanoine don Gregorio donna, sans plus de façon, son adresse à don Patricio, qui, de son côté, lui remit sa carte. Rentré dans sa chambre, le jeune officier se hâta d'inscrire sur son *memorandum* la liste de toutes les belles choses qu'il se proposait de voir à Lima et dans les environs. Il tailla ses crayons, prépara ses albums, et fit la revue des boîtes dans lesquelles il se promettait de piquer les papillons étincelans qu'il avait vus voltiger par-dessus les murs des jardins. La frégate sur laquelle il servait en qualité d'enseigne se trouvait alors à Guyaquil; il ne l'attendait pas avant six semaines : c'étaient donc quarante-cinq jours de congé qui lui restaient à employer selon ses goûts en toute liberté.

II.

Le lendemain matin, de bonne heure, la jeune fille que le chanoine don Gregorio avait appelée du nom de Rosita descendait les degrés de la cathédrale : enveloppée de son voile et de son étroit jupon de satin noir, elle glissa le long des murs, comme une chrysalide, et atteignit le *Portal de Escribanos*. Il n'y avait personne sur la grande place, à l'exception de quelques Indiens, arrivés pendant la nuit des montagnes de l'intérieur; ils étaient debout et immobiles près de leurs lamas qui ruminaient paisiblement, accroupis à la manière des chameaux. Les boutiques s'ouvraient, mais lentement; les commis-marchands, après avoir enlevé le premier volet du magasin, se disaient bonjour d'une porte à l'autre et aspiraient l'air frais du matin, en regardant les *gallinazos* (1) sautiller sur les toits et le long des ruisseaux. Les passementiers installaient leurs dévidoirs et leurs rouets sous les arcades et échangeaient quelques mots avec les femmes matinales qui sortaient de la messe à laquelle venait d'assister Rosita : celle-ci marchait à petits pas sous la galerie des écrivains. Arrivée à l'extrémité du *portal*, elle en découvrit un, le seul qui fût établi à sa place accoutumée, et s'approcha de lui. L'écrivain dormait, la cigarette passée derrière l'oreille, les mains croisées sur l'abdomen, les pieds allongés sous la table. Plusieurs fois Rosita passa devant lui, sans que le frôlement de sa *saya* pût le réveiller; enfin elle l'effleura du coude, toussa

(1) Gros oiseaux de proie communs aux deux Amériques, qui se nourrissent des immondices qu'on jette au coin des rues.

doucement, puis un peu plus fort, si bien que l'*escribano* leva la tête en se frottant les yeux. Après avoir machinalement pris sa plume et appuyé son avant-bras sur une feuille de papier, afin d'en faire disparaître les plis, le scribe se posa en maître d'écriture et regarda fixement la jeune fille.

— Voyons, dit-il à demi-voix. — *Mi querido*... et puis après? — En parlant ainsi, il traça d'une main sûre les deux mots : *Mi querido*, qu'il environna d'un nuage de parafes.

— *Mi querido?* répéta Rosita; mais, en vérité, je ne sais pas si je puis commencer ainsi....

— Eh bien! dit l'écrivain, ce papier-là servira à une autre. Allons, que mettrai-je? *Señor cavallero, excellentissimo señor?*... Voyons donc, *niña*, vas-tu me tenir la plume en l'air jusqu'à midi?

— Jésus! répliqua la jeune fille en se cachant derrière le pilier qui abritait le bureau du scribe, que c'est difficile d'écrire à quelqu'un à qui on n'a jamais parlé!... Eh bien! mettez : *Muy señor mio*.... non; mettez plutôt : *Señor capitan;* je crois qu'il est capitaine.

— Ah! s'écria le scribe impatienté, si tu ne sais pas ce que tu veux dire, *niña*, tu vas me faire barbouiller le papier; ta lettre aura l'air d'un brouillon d'écolier, plein de ratures et de mots ajoutés en marge. Cela serait dommage; du papier d'un *real!*

— D'un réal! Et pour écrire, combien prenez-vous donc? demanda Rosita.

— Vas-tu marchander? dit l'écrivain. Puisque c'est à un *cavallero* que tu adresses ton épître, il faut que la chose soit propre et bien tournée. Dépêchons-nous, et, si tu ne me fais pas perdre trop de temps, je te passerai le tout à quatre réaux, papier et rédaction.

— Quatre réaux! s'écria Rosita; *Maria purissima*, que c'est cher!

— Eh bien, *niña*, apprends à écrire, et ne viens plus éveiller un *escribano* qui dort tranquillement devant son bureau pour lui dire quoi?... que tu n'as pas quatre réaux dans ta poche. Une belle fille, en vérité, pour écrire à un capitaine!... Tu ferais mieux d'acheter pour un *medio* de soie noire et de raccommoder ton voile qui bâille au vent!

En achevant ces mots, il tourna le dos à la jeune fille, essuya sa plume sur sa manche et se croisa fièrement les bras. Rosita se fût exécutée de bonne grace; mais cette brusque sortie de l'écrivain la mit en fuite. Quand elle eut quitté la grande place, elle dénoua la pointe de son châle et se mit à compter l'argent qu'elle y tenait enveloppé. — Quatre, huit, dix, vingt réaux, se dit-elle en contemplant sa bourse. Que je suis sotte de m'être troublée! j'aurais mieux fait de dire son nom, puisque je le sais maintenant, et de mettre tout simplement : Señor don Patricio... La lettre serait écrite; il l'aurait dans une demi-heure... Oui, mais il a dû en recevoir bien d'autres depuis qu'il est à

Lima; aurait-il lu la mienne? y aurait-il répondu?... Non, je n'écrirai pas; allons plutôt trouver Tia Dolorès. — Et elle alla frapper à une petite porte de la rue des Borriqueros.

Tia Dolorès était une respectable duègne courbée par l'âge, qui marchait péniblement en s'appuyant sur un bâton; ce qui ne l'empêchait pas de courir la ville du matin au soir.

Gens boiteux n'aiment pas à rester au logis!

— Eh bien! ma fille, demanda la vieille d'une voix doucereuse, qu'y a-t-il?

— Il y a que j'ai besoin de vous, Tia, répondit la jeune fille; il y a que je suis éprise d'un *cavallero* étranger qui se nomme don Patricio, que j'ai vu déjà trois ou quatre fois passer à cheval sur la place. Il est blond, il a les yeux bleus, et je meurs d'amour pour lui.

— Ta, ta! s'écria la duègne, j'ai peur que ce ne soit un Anglais. Que veux-tu que je lui dise?... Il me répondra : Oh!... et me mettra à la porte. Si c'était un Français, je ne dis pas; ces gens-là parlent à tout le monde...

— Non, Tia, non, ce n'est ni un Français ni un Anglais; c'est un... un blond, vous dis-je, un cavalier plein de grace, charmant, comme on n'en a jamais vu à Lima. Dites-lui que je l'aime comme la prunelle de mes yeux, plus que ma vie. Courez, Tia Dolorès, courez donc! Tenez, voilà votre béquille... Il demeure dans l'hôtel de la marquise de ***, au premier, la fenêtre grillée qui fait face au marchand de bonbons. Le portier est un vieux nègre à moitié sourd qui ne vous entendra pas, si vous ne frappez pas très fort avec votre bâton sur les dalles du porche. Courez, courez!

La duègne partit en marmottant. Le portail de l'hôtel était ouvert; le vieux nègre, renversé sur sa couchette, jouait de la guitare et ne s'occupait nullement de savoir qui passait devant sa loge. Comme il avait l'oreille très paresseuse, ainsi que l'avait remarqué Rosita, il raclait les cordes de son instrument à tour de bras pour en augmenter la sonorité; ce qui produisait un vacarme sans doute fort agréable au vieux noir, car il bondissait de joie sur son matelas, entre les quatre murs de son étroite cellule, comme le bourdon s'agite en frémissant dans le calice d'une fleur. La duègne monta doucement l'escalier, prit haleine sur le palier en regardant par le trou de la serrure, et frappa à la porte de don Patricio. Celui-ci venait de donner le dernier coup de brosse à son chapeau; il mettait ses gants et se disposait à sortir.

— Que demandez-vous, ma bonne femme? dit-il à la vieille, qui s'encadrait dans la porte comme une eau-forte de Goya.

— Seigneur cavalier, répondit la duègne, je viens vous prier d'avoir

pitié d'une jeune fille, la Rosita Corrizuelo... Elle se recommande à vous de toute la force de son ame et de son cœur...

— Diable! interrompit Patricio, demander l'aumône à domicile, voilà qui est choquant! Tenez, la vieille, prenez ceci et ne revenez plus...

Il lui remit une petite pièce d'or enveloppée dans une feuille de papier qu'il tira de sa poche, la poussa doucement à la porte et descendit dans la rue. Tia Dolorès, toute surprise d'un accueil à la fois si froid et si généreux, le suivit du regard et dit en hochant la tête : Sur mon ame, voici un cavalier accompli! Quel dommage qu'il comprenne si peu la langue du pays!

Le soir même, Rosita vint trouver la vieille; elle brûlait d'impatience de connaître l'issue de sa démarche. — Eh bien! Tia, s'écria-t-elle en entrant, eh bien! qu'a-t-il dit? Il a deviné que celle qui vous envoyait était la même qui passait si souvent devant son balcon, n'est-ce pas? Il a eu le temps de me voir, car hier je suis restée plus d'une demi-heure à aller et venir devant lui, et comme il faisait grand chaud, j'avais laissé tomber mon voile...

— Tiens, dit la duègne, voilà sa réponse...

— Jésus Maria! s'écria la jeune fille, une pièce d'or! Tenez, Tia Dolorès, prenez ces quatre réaux pour votre peine; vous avez mieux parlé que le scribe n'eût écrit. Bah! tous les parafes d'un *escribano* ne valent pas quatre paroles dites par une langue bien affilée! Voyons, que vais-je faire de tout cet argent-là? D'abord il me faut une paire de souliers neufs; ceux que j'ai là ont bien une semaine de service. Et puis... Voilà le *picantero!*

Et elle sortit en appelant de toutes ses forces : Picantero! picantero!

Le marchand ne se le fit pas dire deux fois; il s'assit sur une borne et présenta à la jeune fille sa petite boutique abondamment pourvue d'oranges, de sucreries et de gâteaux. Rosita en prit autant qu'elle en pouvait emporter dans ses deux mains et paya sans marchander; puis elle appela ses petites voisines et les régala sur le trottoir. Il fallait voir ces enfans folâtres et gourmandes, les cheveux au vent, l'œil noir et vif, dévorer les friandises, sauter, danser, s'ébattre là au coin d'une rue comme une volée de perruches à l'ombre d'un bosquet. Quand leurs cris devenaient trop perçans, Rosita, prenant un air de reine, leur imposait silence, et ses compagnes lui obéissaient. C'était à leurs yeux une grande fille; elle avait quatorze ans!

La pièce d'or, changée en menue monnaie, fondit dans les mains de Rosita comme les sucreries entre ses dents; quand elle eut fini avec le picantero, la jeune fille s'aperçut qu'il lui restait une demi-piastre. Qu'en faire? à quoi la dépenser?... Cette question fut bientôt résolue. Au cri de : *Quarenta mil pesos!* répété d'une voix sonore et vibrante

dans une rue voisine, Rosita prit sa course. — Quarante mille piastres à gagner à la prochaine loterie!... tel était le sens de ces trois mots que prononçait le vendeur de billets en regardant aux fenêtres et en jetant aux passans un coup d'œil interrogateur. L'encrier pendu à la ceinture, la plume passée derrière l'oreille, il marchait au milieu de la rue pour éviter aux pratiques la peine de traverser d'un trottoir à l'autre. Rosita ayant fait un mouvement pour se rapprocher de lui, il se pencha vers elle et lui dit à voix basse :

— *Niña de mi alma!* veux-tu que je te donne le billet gagnant au même prix que les billets creux?

— Ouais! répliqua la jeune fille, vous allez me voler mon argent, et je paierai une demi-piastre un carré de papier qui ne sera pas même bon à faire une cigarette.

— On voit bien que le Pérou est ruiné, dit le marchand de billets; on ne trouve plus à vendre quarante mille piastres au prix de dix réaux d'Espagne! Je n'ai rien fait aujourd'hui; étrenne-moi, ma belle, cela me portera bonheur. On ne peut pas dire que je garde les bons numéros pour moi, puisque je suis toujours gueux.... Non, non, je les donne aux jolies filles qui ont besoin d'une dot pour épouser leurs *novios*.

En parlant ainsi, il tendit sa liasse de billets à Rosita, qui en prit un au hasard, et il s'éloigna, criant à pleins poumons : *Quarenta mil pesos!* Magiques paroles qui, traversant les airs comme une vague espérance, faisaient battre bien des cœurs.

III.

Le lendemain, don Patricio, le lieutenant irlandais, et le chanoine don Gregorio revenaient ensemble d'une promenade aux ruines de Pachacamac, ce fameux temple du Soleil qui fut si long-temps le symbole de la puissance des Incas. Il en reste bien peu de chose aujourd'hui; les *tumuli* qui s'élèvent dans la vallée de Mamacona comme des collines artificielles et sous lesquels ont été ensevelis les souverains du Pérou font plus d'impression sur l'ame du voyageur que les ruines dispersées du plus splendide monument dont se soient enorgueillies les deux Amériques. Sa longue robe noire retroussée jusqu'aux genoux, posé sur la selle de sa mule comme un cavalier de Cuyp, avec aisance et dignité, le chanoine trottait côte à côte avec son jeune ami, et lui nommait les villages dont les clochers se montraient à travers les arbres. Don Patricio, enivré du galop de son cheval, promenait ses regards ravis sur le magnifique panorama qui l'environnait. A sa droite, les Andes, dont le soleil frappait perpendiculairement les premiers contreforts, présentaient de profondes fissures toutes perdues dans l'ombre, où les perruches à longue queue s'allaient cacher en poussant

des cris aigus pareils à des éclats de rire; à sa gauche, la mer, calme et étincelante, aussi bleue que le ciel tropical qu'elle reflète, se perdait dans l'infini. De quelque côté que les regards se tournent dans cette vallée, la nature leur offre un spectacle grandiose et saisissant. Tantôt c'est un désert de poussière et de sable sur lequel se projette l'ombre des grands oiseaux de proie, descendus des hautes cimes pour dévorer un pauvre âne mort; tantôt c'est un champ de cannes à sucre, arrosé par des canaux d'irrigation, aussi frais, aussi verdoyant qu'une prairie normande. A mesure qu'on se rapproche de Lima, on voit se déployer comme une zone de forêts les jardins de Miraflor, qui laissent loin derrière eux, il faut bien le dire, la *huerta* de Valence et la *vega* de Grenade. Les montagnes, la mer, les fleurs et les fruits, tout ce qui fait rêver, tout ce qui attire, tout ce qui sourit à l'homme et lui rappelle les bienfaits de la Providence, est réuni là dans un même cadre. Enfin, ce qui ajoute encore au charme de cette délicieuse vallée, c'est que nulle part au monde le soleil, étincelant de toute la puissance de ses rayons, n'est tempéré par une brise plus fraîche et plus douce. Là plus qu'ailleurs, l'astre du jour devait être adoré comme un dieu plein de force et aussi de clémence. Les Indiens, qui vivent encore autour de leur temple détruit, tout baptisés qu'ils sont, n'ont point oublié entièrement ces traditions effacées. Fidèles au souvenir des Incas fils du Soleil, ils regrettent ces maîtres glorieux; on assure même qu'ils en portent le deuil. Ceux que les deux cavaliers croisaient au passage s'enveloppaient dans leurs ponchos noirs sans leur témoigner ni haine ni respect. Comme des gens résignés, ils poursuivaient leur route et se dispersaient bientôt dans le creux de la montagne, où ils ont établi leurs cabanes; l'homme que la civilisation n'a pas encore atteint occupe si peu de place sur la terre!

— Don Patricio, dit le chanoine, lorsque la ville de Lima laissa voir plus distinctement au-dessus des lourdes murailles ses palmiers élégans et les hautes tours de ses églises, voilà trois siècles et demi que Pizarro a élevé ici, sur les bords du Rimac, le jour des Rois, le premier temple catholique qui ait été bâti dans le Nouveau-Monde. Cependant le diable, qui aime les doux climats, ne peut se résoudre à quitter notre pays. Par combien de piéges et de séductions il tente les étrangers que leur mauvaise étoile pousse sur ces rivages!... Vous êtes sage, vous, mon ami; ce n'est pas pour vous que je parle...

— Et pour qui donc? demanda don Patricio; c'est la seconde fois, souvenez-vous-en, que vous me donnez de pareils avis, et, si vous ne me supposiez pas en quelque péril, ces conseils seraient au moins imprudens.

— C'est vrai, reprit le chanoine avec un certain embarras; écoutez, mon ami : il y a vingt ans, un pauvre officier, qui se fit tuer dans les

guerres de l'indépendance, me légua sa fille : c'était un lourd fardeau. L'enfant, — elle avait quinze ans, — me faisait tourner la tête par ses caprices, par ses étourderies de tous les instans. Heureusement je la mariai de bonne heure au sacristain d'une petite paroisse du faubourg, honnête garçon qui la prit en affection et n'eut pas trop à se plaindre d'elle; mais cette femme a une fille qu'elle ne surveille guère, et qui, je le crains, me causera plus d'embarras que sa mère. En attendant que je lui trouve un mari, elle trotte le soir sur la grande place avec une désinvolture, une imprudence qui me causent des inquiétudes sérieuses... Ne vous a-t-elle point encore abordé, don Patricio?

A cette brusque question, le jeune lieutenant releva la tête avec une fierté dédaigneuse. — En vérité, don Gregorio, voilà d'étranges paroles dans la bouche d'un homme de votre caractère! Ou je me trompe fort, ou vous me prenez pour un chercheur d'aventures, à qui vous croyez devoir donner, par acquit de conscience, un avis en passant. Et puis, je vous le demande, quel intérêt si vif pouvez-vous porter à une jeune fille qui, vous le supposez vous-même, aurait abordé un étranger en pleine rue?

— L'intérêt qu'inspire un enfant qui joue avec le danger, répliqua don Gregorio. Cette jeune fille n'est ni une effrontée ni une folle; comme tant d'autres de son âge et de sa condition, elle se lance, sans autre guide que ses passions naissantes, à travers un monde qui lui sourit..... et de plus elle est de son pays! Et vous, que je considère comme un sage, entendez-vous? mais qui n'avez pas l'expérience des piéges qui vous entourent, vous êtes déjà complice des illusions qui fascinent ce jeune cœur. Elle vous a fait connaître ses sentimens, et vous y avez répondu... Vous l'avez fait sans le savoir, je vous excuse donc. A l'avenir cependant, je vous recommande plus de prudence. Ne donnez jamais ici un *réal* sans savoir quelle main vous est tendue. Une bonne intention peut conduire à des résultats déplorables.

Don Patricio n'eut pas de peine à trouver dans ses souvenirs l'explication de ces paroles, qui firent sur son esprit une double impression. Il était médiocrement flatté d'avoir attiré l'attention d'une Péruvienne de bas étage, dont le chanoine avouait si franchement la mauvaise éducation et l'étourderie. Cependant, si la fierté naturelle de don Patricio le mettait à l'abri de certaines séductions vulgaires, sa curiosité s'éveillait au sujet de cette jeune fille romanesque et hardie qui, sans le connaître, semblait s'attacher à ses pas et le poursuivre d'une vague affection. Par un mouvement rapide de la pensée, il compara ces mœurs naïves et relâchées aux mœurs simples et pures de son pays; le visage vénéré de sa vieille mère, la figure chaste et angélique de sa jeune sœur, se présentèrent à lui avec tant de force, qu'il rougit. A son

insu pourtant, une autre image lui apparaissait aussi, celle de la Limeña qu'il n'avait point vue encore, et dont il ne pouvait s'empêcher de faire un portrait assez gracieux. Enfin il chassa de son esprit les idées contradictoires qui commençaient à le troubler, et remercia cordialement don Gregorio de ses conseils. Quand ils se séparèrent, il lui serra la main en disant : — Soyez tranquille, je vous aiderai à la remettre dans la droite voie!

— Excellent jeune homme, répondit le *padre*, je ne doute pas de vos bonnes intentions. La seule recommandation qui me reste à vous faire, c'est de n'y pas mettre trop de zèle.

Arrivé chez lui, don Patricio abandonna les rênes de son cheval au vieux nègre qui remplissait le triple office de portier, de garçon d'écurie et même de cocher. L'hôtel dont ce vieux serviteur à peau noire gardait l'entrée appartenait à une marquise d'un âge très respectable, que son mari avait ruinée en jouant sur une carte des poignées d'or. Réduite à une mince fortune, la bonne dame louait aux étrangers la partie de son vaste hôtel qui regardait la rue. Elle était censée ne pas connaître ses locataires, et s'éloignait d'eux avec une certaine affectation. Sa vanité humiliée gardait rancune aux hôtes qui lui fournissaient de quoi vivre. Tout le jour, on la voyait assise sur un canapé, au milieu d'un immense salon garni sur deux faces d'une cloison de verre à travers laquelle se montraient de belles fleurs que becquetait éternellement un bourdonnant essaim de colibris. Sur les murs de la cour, des peintres du pays avaient barbouillé de grandes fresques, qui représentaient des paysages fantastiques, des enfilades de portiques et de colonnes, et des sujets empruntés à la vie des saints. Ce genre de décorations, fort en usage à Lima, donne aux hôtels de cette ville un faux air de palais. Quand la marquise allait en visite, le vieux nègre lui donnait la main pour monter dans son coche, après quoi il enfourchait l'unique mule de l'attelage, et guidait majestueusement, par les rues de la ville des rois, son auguste maîtresse.

Le jour même où Patricio, fatigué de son excursion à Pachacamac, venait de rentrer chez lui, le noir phaéton avait endossé sa longue veste galonnée et posé un chapeau à cornes sur sa grosse tête crépue; la noble dame, vêtue de gala, se rendait à la promenade. Les deux pieds appuyés carrément sur le brancard, mal assis sur la selle rembourrée de clous d'argent, le vieux nègre s'appliquait de son mieux à faire sortir le carrosse sans heurter les roues aux bornes du porche, quand une jeune fille, qui se tenait depuis long-temps en sentinelle, profita du moment pour entrer. Elle se glissa sous le portail, baissa la tête en passant près de la voiture pour n'être pas vue de la marquise, et s'élança vers les premières marches de l'escalier : c'était Rosita. A mesure qu'elle s'approchait de l'étage supérieur, son pas devenait plus

lent. Entraînée par un élan irrésistible qui la poussait en avant, elle se sentait encore retenue par un reste de timidité et comme troublée par une vague appréhension. Quand elle se trouva devant la porte de don Patricio, elle s'arrêta pour respirer; son cœur battait bien fort.

— Allons, Rosita, se dit-elle, te voilà rendue... Il n'y a plus à reculer; du courage... Elle frappa, et la porte s'ouvrit.

— C'est bien ici que demeure le *caballerito* étranger, le lieutenant don Patricio? demanda la Rosita en fixant sur celui-ci, à travers son voile, un regard pénétrant.

— Que lui voulez-vous? répondit don Patricio.

— Le voir et lui parler, dit la jeune fille, qui courut s'asseoir au fond de l'appartement.

— Señorita, reprit don Patricio un peu surpris de ces façons dégagées, je n'ai pas l'avantage de vous connaître.

— Vous ne me connaissez pas, dit vivement Rosita en laissant tomber son voile sur ses épaules; vous ne connaissez pas la Rosita Corrizuelo, à qui vous avez envoyé une pièce d'or? Voulez-vous savoir ce que j'en ai fait? D'abord, j'ai acheté une paire de souliers de satin; ils sont jolis, n'est-ce pas? Regardez donc... et elle allongeait la pointe de son petit pied... Ah! don Patricio, j'étais bien sûre que vous finiriez par me remarquer; mais, dites-moi, combien de temps m'auriez-vous laissée courir après vous sans me parler? Tenez, vous qui savez lire, apprenez-moi donc le numéro qui est écrit sur ce billet de loterie..... C'est encore avec votre argent que je l'ai acheté. Je suis une folle de le porter toujours sur moi; si j'allais le perdre!... Oh! les beaux cigares que vous avez là, *caballero!* du feu, s'il vous plaît!

Tout en débitant ces phrases décousues d'une voix rapide et vive, Rosita se mit à marcher au hasard dans l'appartement, comme un oiseau familier qui voltige çà et là en gazouillant toujours. Cette visite inattendue avait déconcerté le jeune lieutenant. Faire sentir à la Rosita l'indiscrétion de sa démarche et lui donner à entendre une fois pour toutes qu'on ne s'introduit pas chez un *gentleman* comme on entrerait chez une commère du voisinage, sans préambule et pour le simple plaisir de babiller, lui parut le meilleur parti qu'il eût à prendre en cette occurrence; mais la langue espagnole ne lui était pas si familière qu'il n'éprouvât un grand embarras à formuler son *speech*. Tandis qu'il cherchait un exorde, Rosita s'assit sans façon devant la table et ouvrit l'album qui s'y trouvait.

— Laissez cela, dit sèchement don Patricio; en vérité, je ne sais ce que vous êtes venue faire ici! Veuillez vous retirer, señorita; il faut que j'écrive et que je me prépare à aller en visite.

— En visite?... Chez qui? demanda la jeune fille.

— Je vous le répète, reprit don Patricio, retirez-vous et laissez-moi seul.

— Tout à l'heure... Dites-moi, don Patricio, allez-vous prendre votre costume d'officier? Je serais si contente de vous voir avec des galons et des épaulettes! Pourquoi ne voulez-vous donc pas que je regarde les images qui sont dans ce grand livre? C'est vous qui les avez peintes, n'est-ce pas? — Et elle tournait les uns après les autres les feuillets de l'album. Aux marques d'impatience qui échappaient à don Patricio, elle répondait : Je pars, je pars à l'instant, quand j'aurai fini de voir les images; puis elle continuait de les examiner, en murmurant à demi-voix : Oh! que c'est joli! des navires, des clochers, des cavaliers avec des lances, tout cela en couleur! — Tiens, s'écria-t-elle tout d'un coup avec surprise, une dame! Quelle est cette dame, don Patricio? Elle est de votre pays, car ses cheveux sont blonds. Quel teint frais, quel regard doux et affable..... Moi qui suis si brune! ce n'est pas ma faute, si j'ai la couleur de mon pays. Dites-moi donc le nom de cette belle dame!

— C'est ma sœur, répondit le lieutenant Patrick d'un ton sévère.— Et il cherchait à retirer l'album des mains de Rosita.

— Attendez donc, reprit celle-ci, que je la regarde à mon aise : elle vous ressemble, *caballero;* ce sont là vos traits, votre physionomie... elle est bien jolie, votre sœur. Donnez-moi ce portrait?

— C'est déjà trop que je vous l'aie laissé voir, dit don Patricio en fermant l'album. Si ma sœur savait que j'ai livré son image aux regards d'une personne étrangère, inconnue... elle ne me le pardonnerait jamais. Dans notre pays, señorita, les jeunes filles ne se permettent point de lever les yeux sur les jeunes gens à la promenade : elles vivent dans une grande retenue et évitent avec un soin extrême toute démarche...

— Quel drôle de pays! dit Rosita.

— Un pays, señorita, où les mères aussi veillent sur leurs filles, où les jeunes filles ne s'éloignent point imprudemment de leurs mères. Retournez près de la vôtre et n'abusez point de la liberté qu'elle vous laisse; écoutez les conseils de don Gregorio : c'est un saint homme, plein de sagesse, et doué d'expérience. Allez, señorita.

A ces paroles sérieuses, prononcées avec une certaine solennité, Rosita leva sur le lieutenant Patrick un regard à la fois surpris et ému. — Vous me chassez? dit-elle à demi-voix... je vous ennuie! Que voulez-vous, don Patricio! une pauvre fille du faubourg ne peut avoir le ton et les manières d'une grande dame : apprenez-moi à parler, à me conduire comme vous l'entendez...

— Je ne vous chasse point, répondit don Patricio, mais j'ai besoin d'être seul. Si je me suis exprimé si franchement tout à l'heure, c'est

que je vous porte un véritable intérêt. Mon intention n'était point de vous faire de la peine, encore moins de vous humilier; bien au contraire, je voudrais vous inspirer plus de respect de vous-même.

— Voilà qui est parlé, s'écria Rosita en se redressant avec fierté : vous avez le regard un peu hautain et la parole un peu sèche, don Patricio; mais vous êtes bon. Je vous obéis, et je m'en vais. Quand je vous reverrai, il ne faudra plus m'appeler señorita, mais Rosita tout court. Adieu, seigneur cavalier; à bientôt... — Elle gagna la porte d'un pas rapide, puis, se retournant sur le seuil : — Quand vous écrirez à mademoiselle votre sœur, ajouta-t-elle, dites-lui que je l'aime!

Quand elle fut partie, le lieutenant Patrick s'aperçut qu'en cette première rencontre il avait déjà perdu du terrain : la jeune fille lui avait causé une assez vive impatience par ses manières indiscrètes; mais avait-il blâmé sa conduite avec fermeté? s'y était-il pris de manière à ce qu'elle ne reparût jamais en sa présence? désirait-il même ne plus la revoir? Sans se l'avouer, il était étonné de trouver, dans cette Limeña, qui n'avait reçu aucune éducation, je ne sais quelle grace native qui en tenait lieu jusqu'à un certain point. Il se demandait comment, au lieu d'éconduire tout d'abord cette jeune fille, il s'était laissé surprendre et étourdir par son babil; comment celle-ci, malgré les maladresses de ses actes et de son langage, avait produit sur son esprit une impression quelconque : c'étaient là des questions difficiles à résoudre et qui l'occupèrent long-temps. De son côté, Rosita, tout en retournant chez elle, réfléchissait sur cette entrevue. — Ces étrangers, pensait-elle, ont de singuliers préjugés! ils se retranchent derrière un cérémonial qui déconcerte de simples gens comme nous. C'est égal, il ne m'a pas trop malmenée, et s'il faut de grands airs, Rosita saura les prendre tout comme une autre.

IV.

Si le chanoine don Gregorio se croyait tenu en conscience de donner des avis au jeune lieutenant Patrick, il ne les épargnait pas non plus à la mère de Rosita : mais la bonne dame, — elle se nommait doña Mercedes, — après avoir écouté avec patience les remontrances du chanoine, y répondait nonchalamment par de courtes phrases qui toujours exprimaient cette idée : — Que voulez-vous que j'y fasse? ne sont-elles pas toutes ainsi? — Son mari, qui remplissait les fonctions de sacristain et de sonneur dans une petite paroisse des faubourgs de Lima, passait la plus grande partie de ses journées hors de chez lui. Quand il avait fini de faire tinter ses cloches, il s'accoudait à la plus haute fenêtre du campanile, et promenait sur l'horizon ses regards inoccupés : les gens qui vivent dans les lieux élevés deviennent à la

longue semblables aux hirondelles et aux martinets qui nichent autour d'eux; rarement ils se posent sur la terre. De son côté, la mère de Rosita tenait une toute petite boutique de fils et d'aiguilles; mais le commerce qu'elle faisait n'était point si important que la présence de sa fille lui fût souvent nécessaire; celle-ci jouissait donc d'une entière liberté. Les prétextes ne lui manquaient pas pour sortir, et la porte de la boutique, toujours ouverte, la sollicitait incessamment à de nouvelles promenades. Si par hasard une occupation imprévue la retenait au logis, quelque voisine charitable entrait, qui disait à la mère : — Doña Mercedes, j'ai une longue course à faire, vous me permettez d'emmener Rosita, n'est-ce pas? — Et celle-ci, sans attendre la réponse, partait comme si un ressort l'eût lancée dans la rue. Elle parcourait donc en tous sens cette ville de Lima, vouée au plaisir, au luxe et à l'oisiveté; elle causait beaucoup, apprenait maintes histoires qui n'étaient guère de nature à calmer les effervescences d'une jeune tête, et rentrait décidée à avoir aussi son petit roman.

Ce roman était esquissé déjà, comme nous l'avons vu. Naïve jusque dans sa témérité, la jeune Péruvienne ne doutait pas que don Patricio ne finît par l'aimer : l'accueil un peu dédaigneux qu'elle avait reçu de lui ne la décourageait point; elle l'attribua à la fierté naturelle d'un *caballero* de bonne race dont le regard planait de haut sur la foule. A force d'épier ses démarches, elle se mit au courant de tous les détails de sa vie, et se promit bien de profiter de cette circonstance pour risquer de nouveau une entrevue. Matinal comme un marin et habile comme le sont en général les habitans du Royaume-Uni à choisir l'heure et le terrain de ses excursions, Patricio prenait son vol aux premières clartés du jour pour aller explorer, en dessinateur et en naturaliste, les environs de la ville des rois. Il n'ignorait pas que, sous les latitudes équinoxiales, où règne un été perpétuel, le printemps s'est réservé les instans fugitifs qui séparent la nuit de l'invasion définitive du soleil : à ce moment-là, une vapeur dorée s'élève du sommet des montagnes; la terre, rafraîchie par la rosée, est douce à fouler. Les oiseaux chantent si gaiement, que l'homme à son tour, oubliant ses tristesses, s'épanouit avec confiance en face de la nature radieuse, qui semble vouloir le fasciner. Cette heure précieuse, que tant de paresseux laissent passer sans en jouir, don Patricio l'employait soit à courir à cheval sous les belles allées qui ombragent la route du Callao, soit à errer pédestrement au versant des montagnes, dont les croupes élevées en amphithéâtre dominent la ville du côté de l'est. Un matin, il avait pris cette dernière direction, et après une longue marche il achevait de gravir l'un de ces sommets escarpés. Un magnifique panorama se déroula subitement à ses yeux : à pic, au-dessous de lui, dans le demi-jour d'une ombre mystérieuse, s'allongea une vaste plaine bien arro-

sée. Des maisons blanches, couvertes de briques rouges, qu'entourent des champs de cannes à sucre et des plantations de bananiers, signalent partout la présence de l'homme dans cette heureuse vallée. Au-delà des cultures, quelques palmiers, des buissons épineux et des bouquets de saules bruns se montrent encore parmi les sables humides; puis s'étendent au loin les grèves jaunes, qui se perdent dans la mer en formant des caps et des presqu'îles. Ce paysage varié a pour limite extrême les flots étincelans de l'Océan Pacifique, et pour premier plan de sombres roches volcaniques, fendues par les tremblemens de terre; dans les fissures de ces blocs gigantesques poussent des plantes grasses dont la hampe, garnie de fleurs élégantes, s'abrite derrière un rempart de feuilles longues et pointues comme des épées.

Un artiste passionné eût battu des mains et bondi de joie devant un si beau site; mais le lieutenant Patrick gardait le *decorum* jusque dans la solitude. Assis à l'ombre, il tailla tranquillement ses crayons et se mit en devoir d'esquisser la riante vallée qui posait devant lui. Sa main courait rapidement sur le papier; déjà les lignes principales étaient jetées et les arbres massés largement. Satisfait de cette première ébauche, don Patricio relevait la tête pour en mieux juger l'effet, quand une avalanche de petits cailloux qui roulaient tout autour de lui vint le distraire de sa contemplation. Une jeune fille descendait du sommet de la montagne en posant son pied au hasard sur les pierres détachées du rocher, et, quelque légère que fût sa marche, ces pierres, suspendues sur un plan incliné, s'éparpillaient au contact de ses pas. Cette jeune fille, qui semblait tomber des nues, c'était Rosita.

— Don Patricio, s'écria-t-elle en se précipitant vers le jeune lieutenant, don Patricio, sauvez-moi!

— Vous ici! répondit Patrick.... Et que venez-vous faire dans cette solitude?

— Sauvez-moi, je vous en conjure! répéta la jeune fille en lui prenant les mains. Tenez, ne voyez-vous pas cette poussière au fond du ravin?... Ce sont eux!

— Mais qui? reprit don Patricio avec impatience.

— Les brigands! répliqua Rosita d'une voix tremblante. Vite, pliez vos papiers et gagnons la plaine.

A ce mot de brigands, Patricio se leva et tira de sa poche une lunette qu'il dirigea vers le ravin, d'où s'échappait un tourbillon de poussière. Il vit distinctement trois ou quatre cavaliers armés de sabres et de tromblons, qui cherchaient à gagner le sentier de la montagne. Penchés sur le cou de leurs chevaux, qu'ils éperonnaient vivement, ils galopaient à bride abattue par des chemins semés de grosses pierres, faisant à droite et à gauche de brusques détours, comme des gens poursuivis qui veulent à tout prix gagner du terrain. Quand il les eut

considérés quelques instans, don Patricio reprit ses crayons et se mit à esquisser de souvenir ce petit groupe de fuyards, qui formait une scène fort animée.

— Que faites-vous? lui cria Rosita pâle de frayeur; ne voyez-vous pas qu'ils viennent par ici? Ils seront sur nous avant cinq minutes.

Le bruit de plusieurs coups de feu qui retentirent au même instant dans la vallée lui ferma la bouche; elle tomba à moitié évanouie aux pieds de don Patricio : celui-ci se pencha sur les rochers et regarda. Il n'eut plus besoin de sa longue-vue pour suivre tous les détails du drame qui s'accomplissait désormais assez près de lui. Tandis que les brigands fuyaient, une partie du détachement de lanciers envoyés à leur poursuite avait tourné la montagne pour leur couper la retraite. Cette manœuvre, bien exécutée, amena une rencontre. Après avoir hésité, les bandits déchargèrent leurs armes au hasard sur les soldats qui les serraient de près, puis se jetèrent tête baissée dans les fourrés qui couvrent les flancs des rochers. Les balles de leurs tromblons avaient blessé légèrement quelques lanciers et abattu deux ou trois chevaux; cependant les lanciers répondirent instantanément au feu de l'ennemi. Leurs carabines portaient plus juste que les *trabucos* évasés des brigands; une balle fracassa la cuisse de l'un des fuyards, et il tomba. Les autres, au lieu de défendre leur compagnon, l'abandonnèrent aux mains de la justice et allèrent se cacher dans les escarpemens des *sierras* voisines. Le blessé n'avait point envie de se laisser prendre vivant. Adossé à un arbre, à genou sur la seule jambe qui pût le soutenir, il provoquait les soldats par des paroles insultantes et promenait autour de lui la gueule béante de son tromblon. L'arme était-elle vide ou chargée? Les lanciers n'en savaient rien, et aucun d'entre eux ne se souciait beaucoup de vérifier le fait. Pendant quelques minutes, le bandit, pareil à un sanglier forcé par les chiens, fit tête aux assaillans; mais tout à coup un brigadier, piquant des deux, plongea sa lance dans le cœur du blessé et le cloua sur l'arbre qui lui servait d'appui. Le bandit laissa tomber son tromblon; ses yeux, éclairés par un reste de fureur, se fermèrent bientôt, et il expira. C'était un mulâtre d'une taille colossale, aux formes athlétiques. Les soldats, fiers de leur victoire, chargèrent son corps sur l'un de leurs chevaux, afin de le ramener en triomphe dans la ville. Ils l'avaient jeté en travers sur la selle; ses longs bras et ses grandes jambes, que la vie n'animait plus, se heurtaient aux pierres du chemin, et les ronces fouettaient ce visage souillé de sang et de poussière, qui semblait menacer encore.

— Maintenant, dit don Patricio à la jeune fille, la route est libre; vous pouvez en toute sûreté continuer votre promenade.

— Jésus Maria! sortir d'ici toute seule! s'écria Rosita; qui sait s'ils ne vont pas encore tirer des coups de fusil? Je ne m'en irai qu'avec

vous. Vous me reconduirez, don Patricio, n'est-ce pas? Si vous saviez comme j'ai peur!

— Eh bien! si vous avez si grand'peur, comment se fait-il que vous vous exposiez seule dans ces montagnes?

— Écoutez, dit Rosita d'un air sérieux en se rapprochant du lieutenant Patrick, qui se préparait à regagner la ville; j'étais allée ce matin voir ma marraine, qui demeure là, tenez, à cette petite maison devant laquelle vous êtes passé pour venir ici. Ma marraine est une duègne bien méchante, qui me gronde toujours, et, si ce n'était pour obéir à ma mère, je ne la verrais jamais. Comme je sortais de chez elle pour retourner en ville, j'ai rencontré des cavaliers qui se sauvaient en disant que les bandits erraient aux environs; la peur m'a prise....

— Et au lieu de rentrer chez votre marraine, interrompit don Patricio, vous avez jugé plus prudent de gravir la cime de ces rochers?

— Oui, pour vous avertir du péril et me mettre sous votre protection, répliqua la jeune fille.

— Qui vous avait dit que j'étais ici?

— Qui me l'avait dit!... Et qui m'a dit aussi qu'hier soir vous vous êtes promené sur la route du Callao jusqu'à dix heures? qui m'a dit qu'avant-hier vous êtes allé en visite chez la marquise de .....? Tenez, don Patricio, quand une Limeña a jeté les yeux sur un *caballero,* qu'il soit fils du pays ou étranger, elle est bien vite instruite de toutes ses démarches, de toutes ses actions les plus indifférentes.

Tout en parlant ainsi, elle prit le bras de don Patricio, sous prétexte qu'elle se sentait lasse de la marche et des émotions de la matinée. Le jeune Irlandais marchait lentement et sans rien dire; son regard errait au hasard sur les grands horizons qui se découvraient par échappées entre les rocs et les arbres de la route. Sa main distraite cueillait les fleurs et arrachait les feuilles des buissons; son visage doux et sérieux ne trahissait ni joie ni tristesse, mais il s'y reflétait cette mélancolie rêveuse qui s'empare d'un jeune cœur assez sensible pour être impressionné et trop attentif pour se laisser surprendre. Cette romanesque promenade sous le plus beau ciel du monde, seul à seul avec une jeune fille qui l'aimait, lui plaisait cependant, mais comme un épisode de sa vie qu'il se raconterait à lui-même pendant ses longues heures de quart, la nuit, sur son vaisseau. Rosita, au contraire, s'épanouissait naïvement à ce premier rayon de bonheur. Cette rencontre réalisait son vœu le plus ardent, sa plus secrète espérance. Suspendue au bras de don Patricio, elle redressait fièrement sa petite taille et marchait avec une dignité de reine; à chaque pas, elle levait sur lui ses yeux noirs, comme pour lui arracher un sourire ou quelque parole affectueuse. Que n'eût-elle pas donné pour savoir à quoi il rêvait

ainsi et quelles pensées occupaient son esprit! Elle supporta d'abord assez patiemment ce long silence, mais bientôt la vivacité l'emportant : — Courons! s'écria-t-elle, — et elle entraîna don Patricio. Le sentier était assez rapide en cet endroit; ils descendirent précipitamment et sans pouvoir s'arrêter jusqu'à l'entrée de la plaine, et Rosita, haletante, éclatant de rire, se jeta sur l'herbe, au bord d'un ruisseau ombragé de beaux arbres.

— Où sommes-nous ici? demanda le lieutenant Patrick.

— Sur la route de Lima, répondit la jeune fille. Vous ne connaissez pas ce chemin-là? A la vérité, ce n'est pas le plus court; mais qu'importe? je ne suis pas pressée de rentrer en ville. Et vous?

— Je ne suis pressé que d'une chose, repartit don Patricio : c'est de rencontrer quelque paysan, avec qui vous puissiez continuer votre route et retourner près de votre mère.

— Un paysan, un porteur d'eau, n'est-ce pas? répondit Rosita en se relevant avec fierté; le premier passant sera bon pour m'accompagner au milieu de la ville; vous, señor caballero, vous auriez honte d'être vu avec la pauvre Rosita! Oh! si j'étais une grande dame, vous me prieriez à mains jointes de me laisser suivre par vous à la promenade. Je vous ennuie, je vous fatigue; vous rougissez de moi! Pourquoi vous êtes-vous trouvé sur mon passage juste au moment où j'éprouvais un irrésistible désir d'aimer quelqu'un? Tenez, vous voyez ce colibri qui voltige en bourdonnant au-dessus de l'eau; tâchez de l'arracher à ces fleurs qui l'attirent, et dont le parfum l'enivre; jetez-lui du sable, chassez-le, il y reviendra toujours; mais, non, vous aurez pitié de son petit cri, vous ne voudrez pas blesser ce frêle oiseau qui ne demande qu'un rayon de soleil et la vue des fleurs pour être heureux. Moi, j'ai cherché pendant un mois, j'ai épié pendant quatre semaines l'instant de me trouver près de vous, et vous me dites : Va-t'en! Et encore, vous ne me chassez qu'après vous être bien assuré que la pauvre Rosita vous aime. Vous n'avez pas même l'excuse de l'ignorer!

En achevant ces paroles, Rosita couvrit son visage de ses deux mains et éclata en sanglots; un mouvement de colère avait troublé son cœur confiant et attendri, comme un orage passager agite parfois les eaux calmes du lac le plus tranquille. Il en coûtait beaucoup à don Patricio d'avouer ou du moins de laisser entendre à la jeune fille qu'elle avait lu assez clairement dans son cœur. Le moment d'ailleurs eût été mal choisi pour expliquer à cette enfant inexpérimentée et irréfléchie qu'elle courait tête baissée au-devant des regrets et des chagrins. Pour toute réponse, le lieutenant Patrick tendit la main à la jeune fille; celle-ci sourit, ses yeux mouillés de larmes rayonnèrent d'un éclat charmant. Elle reprit le bras de don Patricio, et ils continuèrent de marcher vers la ville par de frais sentiers. Les petites perruches vertes à

longue queue babillaient autour d'eux dans les arbres des vergers; des jardins bien cultivés qu'ils côtoyaient lentement s'élevaient de suaves émanations; le parfum du citronnier en fleur se mêlait à celui de l'ananas. Vaincu par cette nature pleine de charme et de puissance, don Patricio éloigna de son esprit les réflexions chagrines qui menaçaient de le troubler. Il causait gaiement, et la tristesse qui avait un instant envahi le cœur de Rosita fit place à la joie la plus vive. Quand ils furent près de la ville, la jeune fille s'arrêta : — Adieu, seigneur cavalier, dit-elle en serrant les deux mains du lieutenant Patrick. Nous devons nous séparer ici; m'accompagner plus loin serait de votre part une faiblesse, et si je vous en priais, je serais une sotte. La Rosita sait vivre; fiez-vous à elle, et vous verrez qu'elle a de la raison pour une fille de quatorze ans.

En achevant ses paroles, elle rejeta son voile sur ses yeux, pressa le pas et s'éloigna sans tourner la tête en arrière.

V.

Le lieutenant Patrick ne parla point à don Gregorio de cette rencontre sur la montagne : il y aurait eu dans ce récit des choses trop délicates à dire. Bien qu'il fût de ceux qui aiment à avoir le cœur libre et savent en maîtriser les élans, l'image de cette jeune fille le poursuivait dans ses promenades et dans ses études plus qu'il ne l'aurait voulu. Chaque fois qu'il sortait, la Rosita se trouvait sur son passage, et, cachée derrière son voile, lui jetait à l'oreille un *adios, caballerito; buenas noches, señor don Patricio*. Ces paroles affectueuses, prononcées d'une voix émue au milieu d'une ville étrangère, le faisaient tressaillir malgré lui. Il n'y répondait que par un signe de tête, mais enfin il s'y était habitué, et rentrait même un peu triste quand par hasard il ne les avait pas entendues. — Le chanoine avait raison, pensait-il quelquefois; il arrive dans ce pays-ci de singulières aventures! Mais, bah! avant quinze jours ma frégate sera au Callao, je partirai, et tout sera fini! — La pensée de ce départ prochain lui faisait faire des réflexions sérieuses; il se promettait d'en avertir Rosita, qui semblait l'oublier ou n'y vouloir pas croire. Puis, retenu par le vague désir de voir jusqu'où irait ce fol amour de jeune fille, il ajournait sans cesse cet adieu définitif; les jours se passaient, et Rosita s'abandonnait à des rêves chimériques. Une seule personne, le chanoine don Gregorio, pouvait lui donner de bons conseils; mais elle n'était ni assez prudente pour lui en demander, ni assez sage pour les suivre; d'ailleurs, elle n'avait confié son secret à personne autre que Tia Dolorès, la duègne boiteuse dont le lieutenant Patrick avait reçu d'abord le message sans le comprendre. Tia Dolores écoutait avec indulgence les aveux confi-

dentiels de la jeune fille; elle en avait tant de fois entendu de pareils! Quand elle rencontrait don Patricio, elle lui tendait la main en marmottant, et comme le jeune officier, par bonté de cœur et sans la reconnaître sous la mante qui couvrait son front, lui donnait toujours quelque chose, elle professait pour ce noble cavalier une admiration sincère.

— Ah! ma fille, dit-elle un jour à Rosita, je prie Dieu tous les jours pour qu'il reste long-temps ici! Sais-tu s'il doit bientôt partir?

— Il ne m'en a point parlé, répondit la jeune fille avec émotion.

— Hem! fit la vieille, ces étrangers-là décampent un matin comme des oiseaux sans avertir personne. Il est vrai qu'ils arrivent de même, et quand l'un a disparu, il en revient un autre.

En achevant ces mots, la duègne prit son bâton pour s'éloigner. Rosita l'arrêta par le bras : — Dolorès, lui dit-elle, don Patricio est un cavalier plein de cœur; il ne me quittera pas ainsi. Que deviendrais-je quand il serait parti? N'est-ce pas, Tia, n'est-ce pas qu'il aura pitié de moi?

A ces paroles qui trahissaient une émotion profonde, la duègne leva sur la jeune fille des yeux surpris. — Jésus! ma pauvre petite, tu l'aimes donc tout-à-fait! demanda-t-elle à demi-voix.

— Je vous l'ai dit dès les premiers jours, répliqua vivement Rosita, et lui aussi, il m'aime! Si vous voyiez comme il sourit quand je lui dis bonjour en passant, quand je lui touche le coude à la promenade!

— Ah! *niña,* si tu étais moins pauvre, si tes parens avaient un peu de crédit!

— Eh bien!

— Il y aurait moyen de tout arranger. Tu diras qu'il a promis de t'épouser, on l'empêcherait de partir au nom de la loi... Mais, non, cela ne se peut pas! il est officier, et son commandant le réclamerait. Tu n'as qu'à renoncer à lui, mon enfant; tu es bien jeune, Dieu merci, et tu as le temps de l'oublier!

— Jamais! jamais! s'écria la Rosita.

— Si j'avais autant d'onces d'or que j'ai entendu de ces sermens-là, reprit la duègne, je serais bien riche.

— Jamais! entendez-vous? répéta la jeune fille avec exaltation. Je sais qu'il est impossible de le retenir ici; eh bien! je le suivrai,

— Allons, allons, dit tout bas la duègne, il n'y a pas à disputer avec un enfant en colère. Donnez donc de bons avis à des obstinés qui veulent tout faire à leur guise! Cela n'a pas quinze ans, et cela n'écoute pas la vieillesse! — Et elle s'en alla traînant sur le trottoir son pas inégal.

Plusieurs jours se passèrent pendant lesquels Rosita, en proie à une certaine inquiétude, courait par la ville, et cherchait à rencontrer partout don Patricio, comme pour s'assurer qu'il n'était pas parti. Le soir,

elle s'échappait de chez sa mère et se précipitait vers la maison qu'habitait le jeune lieutenant; quand le jeu de la lumière reflétait son ombre sur les rideaux, elle faisait claquer ses doigts comme une paire de castagnettes. Averti par ce signal, don Patricio s'avançait sur le balcon; il ne pouvait faire moins que d'adresser quelques mots bienveillans à la jeune fille, et celle-ci, ivre de joie, se mettait à sauter et à danser sur le trottoir; puis, dès qu'un passant venait à paraître, elle s'enfuyait d'un pas si léger, qu'on eût dit un oiseau s'envolant dans les ténèbres. Cependant ces entrevues furtives se succédaient sans lui donner l'occasion de s'entretenir avec celui dont elle rêvait nuit et jour. Malgré l'amour qu'elle lui avait voué à première vue et qui la subjuguait complétement, il lui était impossible de se familiariser avec don Patricio : elle se troublait en sa présence; ses manières graves et froides lui imposaient. Pour rien au monde, elle n'eût osé, comme auparavant, frapper à sa porte et tenter une démarche inconsidérée qui lui eût attiré des paroles de blâme.

On était alors au commencement de décembre, dans les temps de l'Avent. Fidèle aux anciens usages, la marquise dont le lieutenant Patricio habitait l'hôtel célébrait des cérémonies religieuses dans son grand salon, transformé en chapelle. Tout ce qu'il y avait dans sa maison de vases, de fleurs, de tentures, de candélabres, concourait à la décoration de la salle. De jeunes enfans, vêtus de blanches robes de lin, balançaient en l'air les encensoirs et chantaient des hymnes d'une voix limpide. A genoux sur un prie-Dieu, la vieille marquise, coiffée de ses cheveux blancs, dirigeait la *funccion* avec une dignité parfaite. Derrière elle se rangeaient ses vassaux, nègres, mulâtres et métis; c'étaient les serviteurs, esclaves et libres, qui travaillaient aux plantations de la noble dame. Convoqués pour la cérémonie, ils arrivaient à cheval, ceux-ci sur des mules pelées, ceux-là sur des chevaux maigres, portant le mouchoir noué sur le front et le chapeau pointu, le court pantalon de toile grise et l'éperon d'acier rouillé fixé par de grosses courroies au talon nu. Cette domesticité, mal vêtue et peu nombreuse, témoignait du mauvais état des affaires de la marquise, que les prodigalités de son mari avaient ruinée. Cependant elle tenait à cet entourage qui lui rappelait son ancienne splendeur et les anciennes mœurs patriarcales des riches créoles péruviens. Tous ces serviteurs l'abordaient avec le plus profond respect; on reconnaissait en eux des gens honnêtes et dévoués quand même à des maîtres dont la ruine se réflétait jusque sur leurs pauvres vêtemens. Dès que les candélabres s'allumaient, le portail de l'hôtel s'ouvrait à deux battans; le vieux noir chargé, comme nous l'avons vu, des triples fonctions de portier, de cocher et d'intendant, remplissait en cette occurrence l'emploi de suisse d'église et de bedeau; c'était lui qui veillait à ce que la foule, qui

envahissait bientôt la cour, ne fît pas trop de tapage. Il se donnait beaucoup de mal pour établir un peu d'ordre aux abords du grand salon; mais, comme il ne portait ni hallebarde ni verge noire, les enfans et les mauvais plaisans de tout âge se faisaient un jeu de le tourmenter. Sa livrée, qui l'eût fait prendre chez nous pour un marchand de vulnéraire suisse, ne suffisait point à lui attirer le respect des curieux. Aussi, tandis que dans l'intérieur du salon vitré la marquise, sa suite et les invités accomplissaient leurs exercices religieux, on se livrait en dehors à des conversations profanes et tumultueuses. Seulement, lorsque le prêtre, — c'était don Gregorio le chanoine, — donnait la bénédiction, la foule tombait à genoux, et il régnait dans la cour un si profond silence, qu'on entendait les pieux gémissemens des duègnes blotties dans les coins.

Logé dans l'hôtel, don Patricio assistait à la cérémonie, non pas en habits de gentleman, moins encore en uniforme d'officier, mais en simple tenue de cavalier péruvien. Un soir, comme les curieux s'écoulaient, il attendait que don Gregorio sortît pour l'accompagner jusqu'à sa demeure. Le hasard voulut que la marquise retînt le chanoine à souper; don Patricio, adossé à la muraille, regardait machinalement les bougies qui s'éteignaient l'une après l'autre dans la chapelle, quand une petite main saisit vivement son bras. Il se détourna et vit Rosita, qui, serrée contre lui, le contemplait avec une émotion mêlée de crainte, et semblait dire : — Je le tiens!

— Il n'y a plus personne dans la cour? cria au même instant le vieux nègre; je vais fermer la porte, et tant pis pour qui restera dedans : une fois dans ma loge, je n'ouvre plus!

— Attendez, répliqua don Patricio, je sors!

Il sortit en effet, et emmena Rosita pour empêcher que le nègre ne la vît. La lune se levait, et la brise de mer, près de s'assoupir, murmurait encore faiblement dans les arbres des jardins. Quand ils furent dehors, le jeune lieutenant s'arrêta une minute : — Que me veut-elle? Où vais-je? — Telles furent ses premières pensées, et il eut envie de congédier Rosita; puis la pensée lui vint de savoir quels progrès avait faits dans le cœur de la Péruvienne cette passion subite dont il étudiait froidement les phases diverses. Cette promenade d'ailleurs serait la dernière : il dirait à la jeune fille quelques bonnes et honnêtes paroles que fortifierait encore un éternel adieu. Il semblait que Rosita devinât ce qui se passait en lui; elle s'accrochait à son bras et l'entraînait en avant, comme pour l'empêcher de retourner sur ses pas. Ils allèrent ainsi jusqu'à l'entrée de la grande et belle route plantée d'arbres qui conduit de Lima au Callao. Les étoiles brillaient à l'envi sur un ciel profond dont aucun nuage n'avait depuis bien long-temps altéré la pureté; la lune, qui commençait à monter au-dessus des

montagnes, éclairait l'un après l'autre les pics les plus élevés de la sierra, et jetait de proche en proche, sur les versans inférieurs, des flots de lumière. Des deux côtés de la route s'étendent de vastes vergers, où croissent les plus robustes orangers de toute cette partie de l'Amérique. A cette première heure de la nuit, leurs fruits, échauffés par le soleil, répandaient au loin ce parfum vivifiant, cette odeur rafraîchissante et suave que rien n'égale. Çà et là, dans la campagne, de joyeux éclats de voix se faisaient entendre; dans cette bienheureuse vallée du Pérou, on chante au lieu de parler, on danse au lieu de marcher. La richesse a disparu, l'or est devenu rare; mais la folie vit dans l'air et dans le cœur des habitans. Il est difficile, même aux étrangers qui ne font que passer, de n'en pas ressentir un peu les atteintes.

— Quel merveilleux climat! s'écria don Patricio après quelques instans d'une conversation que la jeune fille s'efforçait d'animer; quel ravissant pays... et pourtant il faudra le quitter!

— Est-ce vrai que vous allez bientôt partir? demanda Rosita.

— Oui, mon enfant, répondit le jeune lieutenant; la frégate sera bientôt en rade du Callao : il est temps que je reprenne mon service.

— Et je ne vous reverrai plus jamais? dit la jeune fille en fixant sur lui ses grands yeux humides de larmes. La pauvre Rosita restera ici seule, abandonnée?

— Abandonnée! reprit don Patricio, et votre famille, et don Gregorio qui veille sur vous?

Rosita secoua tristement la tête. — J'ai vécu quatorze ans heureuse auprès de ma mère, tranquille et gaie comme la perruche qui se balance sur la feuille du palmier... mais ce temps-là est passé! Vous, don Patricio, vous ne pouvez pas être triste; n'allez-vous pas revoir ceux que vous aimez?

— Mon enfant, dit don Patricio en lui prenant la main, je n'ai risqué cette promenade avec vous que pour vous donner des avis. Écoutez-moi; c'est la dernière fois que je vous parle, la dernière fois...

— Oh! ne dites pas cela, interrompit la jeune fille; ne dites pas cela!

— Je n'avais que peu de semaines à passer ici, et elles sont écoulées. Vous le saviez...

— Je le savais, mais je voulais l'oublier, reprit Rosita; et vous, si j'étais venue un matin vous dire : Je suis riche, bien riche; j'ai trouvé un trésor, il m'est tombé du ciel un gros héritage, et je le mets à vos pieds; vous-même, don Patricio, n'auriez-vous point oublié que vous deviez si tôt partir?

— Enfant! répliqua le lieutenant Patrick, à quoi bon ces rêves chimériques? Le hasard nous a un instant réunis, et il faut maintenant

nous séparer. Je me suis plus d'une fois reproché d'être trop sévère pour vous; peut-être aurais-je dû l'être encore davantage...

— Oui, vous l'auriez dû, reprit vivement Rosita. Il fallait me repousser franchement, et ne pas m'absoudre du regard après m'avoir blâmée d'un mot. Si je suis une enfant, comme vous le dites, vous deviez me prendre en pitié et rire de ma folie... Mais non; à quoi bon vous adresser des reproches? Moi seule je suis coupable, don Patricio; je me suis mise à vous aimer avec passion, sans savoir qui vous étiez, sans prévoir... Et vous, n'avez-vous jamais ressenti pour la pauvre Rosita un peu d'affection? Mettez la main sur votre cœur, et répondez-moi.

La jeune fille, en adressant cette question à don Patricio, retira sa main qu'il avait prise et se plaça devant lui dans l'attitude d'Œdipe cherchant à deviner l'énigme du sphinx. Elle était petite, comme la plupart des femmes de son pays; comme elles aussi, gracieuse et douée de ce charme, *donayre*, particulier aux Liméniennes, à quelque classe qu'elles appartiennent. Don Patricio, un peu embarrassé de cette attaque subite, fixa ses regards sur le front de Rosita, que la lune illuminait de ses pâles rayons, et, poussé par un mouvement irrésistible, il y imprima un baiser. Cette réponse en valait bien une autre; la jeune fille, triomphante, sauta au cou de don Patricio avec des transports d'une joie qui allait jusqu'à l'extravagance.

— Maintenant, dit-elle après avoir réprimé ces élans impétueux, j'ai une grace à vous demander.

— Laquelle? répondit avec une certaine inquiétude le lieutenant irlandais, qui se sentait entraîné plus loin qu'il ne l'aurait voulu.

— C'est de me prévenir de votre départ le jour où la frégate jettera l'ancre dans le port.

— Je vous le promets, dit don Patricio; et plût à Dieu qu'elle arrivât bientôt, ajouta-t-il à voix basse, car on devient fou dans cet étrange pays!

VI.

Le lendemain, don Patricio ne sortit point; soit qu'il craignît de rencontrer sur son chemin cette naïve jeune fille à laquelle il n'avait plus le droit de ne pas répondre, soit qu'il voulût achever divers dessins ébauchés dans ses courses précédentes, il resta chez lui. Quand don Gregorio vint le voir, il le trouva ses crayons à la main, penché sur sa table. La vue du chanoine lui causa d'abord quelque embarras; celui-ci s'en aperçut, et il se disposait à se retirer, mais don Patricio le retint.

— *Padre*, lui dit-il, restez un peu, je vous en conjure. Je n'ai plus que peu de jours à passer à Lima, et je ne voudrais pas vous quitter

sur un mensonge. Vous m'avez donné d'excellens, de paternels conseils, vous avez eu confiance en moi, et je vous ai trompé. — Puis, sans attendre les questions du chanoine qui le regardait avec moins de surprise que de tristesse, il lui conta tout d'un trait la conduite qu'il avait tenue à l'égard de Rosita; comment, sans la repousser ni l'attirer à lui, il s'était plu à entretenir en elle une passion qu'il eût fini peut-être par partager.

— Vous ne m'apprenez rien, mon ami, répondit gravement don Gregorio. Depuis un mois, j'observe avec attention cette capricieuse enfant; elle m'évite, elle secoue la tête quand je lui parle; son visage est animé d'une joie qui n'est point celle du premier âge. Je voudrais pour beaucoup que vous fussiez parti.

Don Patricio avait peut-être omis de mentionner dans son récit sa réponse un peu trop éloquente à certaine question de la Rosita; toujours est-il que cet aveu lui fit du bien. La conversation se continua sur les sujets qu'évoquait naturellement la pensée de leur séparation prochaine. En se quittant, ils se promirent de se trouver le lendemain matin à cheval à la porte de la ville et de pousser ensemble une pointe jusqu'au Callao. Don Patricio employa le reste de la journée à préparer le gros de ses bagages; le jour suivant, il revêtit son costume de cavalier péruvien et courut rejoindre au lieu indiqué le chanoine, qui l'attendait déjà. Excités par l'air frais du matin, les chevaux piaffaient et caracolaient; mais les deux cavaliers trouvaient trop de plaisir à se promener au pas sous les arbres chargés d'ombre et de rosée pour hâter leur marche. Des voyageurs plus pressés passaient en galopant montés sur de grandes mules au pied fin; le pommeau de leurs selles, leurs étriers de bois, le manche du petit fouet qu'ils tenaient à la main, tout était incrusté d'argent et reluisait au soleil.

— Leurs ancêtres portaient ces ornemens en or, dit don Gregorio à son jeune ami; leurs descendans, et eux-mêmes peut-être, les porteront en acier. L'âge de fer est venu pour le Pérou! Depuis que nous jouissons du bonheur d'être indépendans, notre beau pays se voit envahi par les discordes civiles et par la misère.

— Pardonnez mon indifférence, répondit don Patricio; mais je ne puis croire aux souffrances d'un peuple qui, loin de se plaindre, s'abandonne avec une complète insouciance aux plus bruyans plaisirs. La nature a traité les Péruviens en enfans gâtés. Chez vous, point de longues et sombres nuits, point d'hiver. Lima laisse dans l'ame du voyageur un éternel souvenir; et nous, habitans des froides latitudes, nous y croyons voir une image du paradis.

— Lima est le paradis des femmes, selon un ancien proverbe, répliqua don Gregorio, et l'enfer des ânes! Voyez cet innombrable trou-

peau de bourriques que des *cholos* (1) piquent sans pitié avec des bâtons pointus. Leur croupe est tout écorchée, les sangles du bât leur coupent le ventre, et leurs intelligens conducteurs leur ont fendu les narines pour qu'elles puissent respirer plus facilement.

L'escadron de bourriques signalé par le chanoine dépassa rapidement les deux cavaliers, qui continuaient de marcher au pas; c'étaient de pauvres ânes de la plus petite espèce, aux pattes si courtes, que les jambes des *cholos*, placés à califourchon sur leurs croupes, touchaient presque la terre. A quelque distance de là, un grand tourbillon de poussière couvrit la route d'un nuage épais; la troupe s'arrêta, puis le désordre se mit dans ses rangs, malgré les cris des *cholos*, qui vociféraient à pleine tête. Les ânes commencèrent à braire sur toute la ligne; ce fut bientôt un assourdissant vacarme.

— Voilà une aventure digne du chevalier de la Manche, s'écria en riant don Patricio. Au galop, *padre*, allons reconnaître l'ennemi!

Ils piquèrent des deux, et un étrange spectacle s'offrit à leurs regards. Une centaine de matelots anglais, qui semblaient s'être rafraîchis au Callao et dans tous les cabarets de la route, se dirigeaient vers Lima en phalange serrée, montés sur des chevaux de louage. Celui-ci, haut de six pieds, écrasait du poids de son corps un frêle *pony;* celui-là, court et trapu, oscillait sur le dos d'une haridelle efflanquée. Ces cavaliers improvisés tiraient la bride par saccades, à droite et à gauche, s'accrochaient à la selle, perdaient leurs étriers, et embrassaient le cou de leurs montures, qui ruaient à l'envi. On eût dit une troupe de *clowns*, à voir leurs postures extravagantes et leurs gestes bouffons; ils ne riaient pas cependant. Tout en trottant et galopant de la sorte dans le plus incroyable pêle-mêle, ils essayaient de causer comme des gens qui conservent leur sang-froid. Les chevaux, fatigués de porter ces incommodes *riders*, pirouettaient sur eux-mêmes, marchaient de côté, et exécutaient toutes les feintes imaginables sans réussir à désarçonner ces agiles marins, cramponnés sur leurs selles à la manière des singes. Les ânes, plus sages, avaient donc éprouvé un moment de trouble à la vue de cette cavalcade désordonnée qui leur barrait le chemin.

— La frégate est arrivée, dit don Patricio; elle a dû mouiller cette nuit en rade. Ces marins qui courent dépenser à Lima, en quelques heures, leur solde de trois mois, font partie de l'équipage. Galopons jusqu'au Callao, *padre!* que je revoie mon beau navire!

Les deux cavaliers aperçurent bientôt la frégate immobile sur les eaux; à la vue de son pavillon, le lieutenant Patrick se découvrit avec une émotion mêlée de joie. La fascination qu'exerçait sur lui cette

(1) Métis.

contrée énervante disparut immédiatement pour faire place au sentiment du devoir; il lui tardait d'être à bord. Son premier soin, en arrivant au Callao, fut d'avertir par lettre le commandant qu'il reprendrait son service dès le lendemain, en s'excusant de ce que son costume de cavalier ne lui permettait pas de paraître en sa présence. Il retourna à Lima plus vite qu'il n'était venu; don Gregorio, qui l'accompagnait toujours, demeura près de lui le reste de la journée, afin de l'aider à faire ses dispositions pour le départ; peut-être aussi le *padre* se tenait-il à côté de son jeune ami pour empêcher Rosita de tenter l'aventure d'une dernière rencontre. Le soir même, deux mules emportèrent les bagages de don Patricio.

Cent matelots anglais se ruant à la fois dans les rues de Lima devaient y causer une certaine sensation. Aux noms de *Jack, Tom, Bill, Dick, Sam,* que prononçaient les marins en s'appelant d'une rue à l'autre, les habitans se mettaient aux portes, et l'on sut bientôt jusque dans les quartiers les plus reculés que la frégate était revenue au mouillage. Cette nouvelle arriva aux oreilles de Rosita et la mit en émoi. A plusieurs reprises, elle passa sous le balcon de don Patricio; mais elle entendait la grosse voix du *padre* et disparaissait au plus vite. En proie à une secrète inquiétude, elle allait et venait d'un pas rapide, puis cherchait à se rassurer en songeant à la promesse que lui avait faite don Patricio. — Il viendra, se disait-elle; il ne partira pas sans m'avertir. — Et elle se résigna à l'attendre devant la porte de sa mère. Les heures se passèrent... don Patricio ne vint pas! Fatigué des occupations multipliées qui l'avaient tenu sur pied depuis le matin, il se coucha dès que don Gregorio se fut retiré, rêvant à la mer, à sa frégate et à cette vie de marin qu'il allait reprendre; il ne tenait plus à la terre. Ce séjour de six semaines à Lima s'effaçait de son esprit comme un rêve devant la réalité. A peine le jour commençait-il à poindre, qu'il avertit le vieux portier de lui amener son cheval. Le nègre, qui avait reçu maintes fois d'excellens pour-boire, ne put retenir ses larmes en voyant partir celui qu'il appelait son jeune patron. Le chapeau à la main, le visage contracté par la tristesse, il se mit à débiter le plus grotesque compliment sur un ton de voix si larmoyant, que don Patricio eut peine à ne pas éclater de rire.

— Merci, merci, mon vieux, répondit le jeune cavalier; rentre dans la loge et racle ta guitare. Voilà de quoi te consoler.

Il lui mit dans la main une pièce d'or, sauta lestement en selle et sortit de la cour. Son cheval s'élança comme un trait; on eût dit qu'il comprenait la pensée de son maître et avait hâte de le déposer sur le rivage. De son côté, la Rosita, qu'une vague appréhension avait tenue éveillée toute la nuit, s'était mise en campagne. Elle débouchait dans la rue que suivait don Patricio pour gagner le port du Callao, au

moment où celui-ci allait atteindre les premières maisons du faubourg. Il l'aperçut, lui fit un geste de la main et cria tout en galopant :

— *Adios*, Rosita!

— Il n'est pas parti, c'est impossible! se dit la jeune fille. — Et elle courut à l'hôtel de la marquise. — Don Patricio, le cavalier étranger, va-t-il bientôt rentrer de la promenade? demanda-t-elle au nègre, qui accordait sa guitare et s'essuyait les yeux du revers de la main.

— Il ne reviendra de sa promenade ni aujourd'hui ni demain, *niña*, répondit le portier. Ses bagages ont été expédiés hier soir, et il est parti.

— Pour toujours?

— Est-ce que je lui ai demandé où il va? Et qu'est-ce que cela te fait, à toi, *niña*? Voyez un peu comme ces jeunes filles sont curieuses! Ah! c'était là un patron généreux, affable, point fier, qui ne rentrait jamais à des heures indues, comme tant d'autres étrangers qui ont la bouche pleine de dures paroles et la main vide. Tu ne sais pas ce que je perds à son départ..... Ah! mon Dieu! je crois que je vais pleurer comme un enfant....

— Parti! parti!... répétait Rosita navrée de douleur, sans me dire une parole d'adieu, sans m'avertir, comme il me l'avait promis!... Il faut que je le voie, que je lui parle...

Haletante, vaincue par l'émotion, elle s'était assise un instant sur une borne, près de défaillir; tout à coup, rassemblant ses forces, elle se prit à courir dans la direction de la route que venait de suivre don Patricio. A cent pas de là, un mulâtre lui barra le passage.

— Halte là, Rosita! Où cours-tu si vite, ma belle?

— Laissez-moi, répondit la jeune fille en levant sur le mulâtre des yeux égarés; que me voulez-vous? qui êtes-vous?

— Qui je suis? Tu ne reconnais pas celui qui t'a vendu pour quatre réaux le meilleur billet de la loterie? Combien me donneras-tu pour la nouvelle que je t'apporte? Depuis ce matin, je te cherche par toutes les rues de Lima; tu pleures, fillette, et moi, je vais te faire rire... Les quarante mille piastres sont à toi!

— A moi, à moi les quarante mille piastres!... Amenez-moi une voiture, des chevaux, un équipage, que je le rattrape... Quarante mille piastres, *Jesus Maria!* Quand il me saura si riche, il m'épousera, j'en suis sûre... Oh! mon Dieu! si ce bonheur-là m'était arrivé hier...

Puis, sans répondre au mulâtre, qui la regardait la bouche béante et lui tendait la main, Rosita s'élança sur la route du Callao. Ivre de joie, folle d'espérance et en proie à une anxiété qui croissait de minute en minute, elle s'arrêtait souvent pour prendre haleine. Ses souliers de satin la gênaient dans sa course; elle les ôta, et marcha sur

ses bas de soie, qui furent bientôt mis en pièces. Ceux qui la voyaient courir à pied sur cette grande route encombrée de voitures et de bêtes de somme, l'œil hagard et haletante, levaient les épaules et souriaient en lui jetant quelques sarcasmes qu'elle n'écoutait pas. Elle eut beau se hâter, il ne lui fallut pas moins d'une heure et demie pour franchir l'espace qui sépare Lima du Callao. Au moment où elle atteignait la plage, le lieutenant Patrick mettait le pied sur le pont de sa frégate. — J'ai le temps de le rejoindre avant qu'il ne lève l'ancre, pensa la Rosita, et, sans perdre une minute, elle se précipita dans le premier canot qui s'offrit à sa vue, en criant au marinier de la conduire à bord.

— *A ver el dinero, niña,* voyons ton argent, ma fille? répondit le marinier avec le plus grand calme.

Rosita tâta la pointe de son châle, où elle avait coutume de nouer quelques réaux; ce jour-là, elle n'avait point songé à prendre d'argent.

— Allez toujours, dit-elle au batelier, il y a quelqu'un à bord de la frégate qui paiera pour moi... Partons vite, partons, et je vous récompenserai généreusement au retour.

— Je n'entends point de cette oreille-là, ma fillette, répliqua le marinier en se croisant les bras; débarque, et va chercher ton argent à Lima, si tu veux.

— Je vous promets une once d'or, deux onces d'or, que vous aurez ce soir; pour l'amour de Dieu, menez-moi à bord!...

— Pourquoi pas mille piastres? Il n'en coûte rien de promettre de l'or, même quand on court les pieds nus... — En parlant ainsi, le batelier lui tourna le dos, et se mit à rouler une cigarette entre ses doigts. Rosita se tordait les bras de désespoir; elle criait, pleurait, et fixait sur la frégate des regards effarés.

— Que veux-tu faire *à bord de l'Anglais?* dit froidement le marinier. Le voilà qui commence à lever son ancre; personne sur le pont, officier ou matelot, n'a le temps de causer d'amourette. Tiens, voilà la yole qui vient chercher le commandant; il ne reste plus que lui à terre. Quand il abordera son navire, on hissera les voiles..... et adieu la frégate.

— Être si riche, et n'avoir pas sur soi de quoi payer le plus petit bateau de la rade! disait Rosita en pleurant. J'aurais le temps encore; il me reste un quart d'heure, et ce quart d'heure n'est pas à moi, faute de deux ou trois réaux!...

Comme elle s'abandonnait ainsi à la violence de son chagrin, la yole du commandant, montée par six matelots et un aspirant, s'approcha doucement du quai. Rosita s'y jeta sans hésiter, à la grande stupéfaction des rameurs et du jeune officier auquel ils obéissaient.

— Déposez cette femme à terre, dit d'un ton de voix qu'il voulait

rendre sévère l'aspirant anglais, enfant de douze ans aux cheveux blonds. — Les rameurs se mirent en devoir d'exécuter cet ordre; mais Rosita s'accrochait aux bancs de la yole, se débattait de toute sa force et criait qu'elle voulait absolument aller à bord. Dans son exaltation, elle parlait de don Patricio, de son amour pour lui, des quarante mille piastres qui lui tombaient du ciel.... C'était peine perdue : ni le *midshipman* ni ses matelots n'entendaient un seul mot d'espagnol. Eussent-ils compris les paroles, ni sa douleur, ni ses larmes n'auraient pu les fléchir. Cédant enfin à la pression des bras vigoureux contre lesquels elle luttait en vain et qui modéraient leur force pour ne pas la blesser, Rosita dut lâcher prise; le plus ancien des rameurs la prit dans ses grandes mains et l'emporta comme un enfant sur l'extrémité du quai; puis il la poussa légèrement du côté de la terre en lui disant : *Run, miss;* courez, mademoiselle. Le commandant passait. Rosita saisit la basque de son habit; il lui lança un coup d'œil si froid et si hautain, qu'elle recula d'un pas et tomba épuisée sur le rivage. Les rameurs levèrent leurs avirons pour saluer leur capitaine, qui prit place à l'arrière de la yole sur son tapis d'honneur. Cinq minutes après, le frêle canot, emporté par six rames longues et flexibles, touchait le bord de la frégate. Le grand navire livra ses voiles au souffle de la brise; il s'inclina d'abord comme pour saluer ce doux rivage du Pérou, se redressa majestueusement, puis s'éloigna vers la haute mer.

Plongée dans une morne stupeur, Rosita considérait avec un déchirement de cœur inexprimable la belle frégate qui emportait don Patricio. Il lui semblait que l'équipage, par ses cris joyeux, insultait à sa douleur; le bruit même de la vague ne répétait-il pas ce mot fatal : Il est parti! Et pourtant elle restait clouée sur le sable de la plage, n'espérant plus, mais regardant encore. Ce fut là que le chanoine don Gregorio la retrouva une heure après le départ de la frégate. Le *padre* s'était mis en quête de la Rosita; il l'avait demandée à sa mère, qui, moins que personne, savait ce qu'elle était devenue. Craignant tout de cette petite tête exaltée, il monta à cheval et vint droit au Callao. Dès qu'il aperçut la jeune fille immobile sur le rivage, il s'approcha d'elle et lui dit avec douceur : Allons, *niñita,* retournons en ville..., ta mère t'attend.

— Là-bas, là-bas, répondit Rosita sans se détourner; il est là, parti, parti pour toujours!...

— Viens, fit le *padre* en la prenant par la main, viens te reposer, ma fille; tu souffres!...

— Laissez-moi, cria la jeune fille, je ne veux pas aller avec vous! Qui sait s'il ne va pas revenir?... *Padre,* il va peut-être revenir pour m'épouser, maintenant que je suis si riche! Ah! Patricio, vous me donnerez le bras sur l'Alameda...; *quarenta mil pesos!*

Don Gregorio essaya vainement de se faire écouter; la Rosita l'interrompait à chaque parole et prononçait avec une volubilité effrayante des phrases sans suite. Il prit le parti d'attendre que l'accablement succédât à ce paroxysme d'agitation. En effet, après les cris vinrent les larmes : Rosita, plongée dans un morne silence, regardait toujours la mer, mais sans la voir et sans entendre le bruit que faisait autour d'elle la foule assemblée. Sollicitée encore par le *padre* de revenir près de sa mère, elle le suivit enfin machinalement. Don Gregorio la fit monter dans une voiture pour la transporter à Lima.

Malgré tous les soins que lui prodigua le *padre*, jamais Rosita ne put recouvrer l'usage de sa raison. La fortune que le hasard lui avait si inopinément envoyée ne servit qu'à la rendre folle et à lui procurer quelques douceurs dans l'hospice d'aliénés où elle devait passer le reste de ses jours. Quand je visitai cet hospice, don Gregorio, qui m'accompagnait, me la montra; ce fut lui aussi qui me conta son histoire telle que je la rapporte ici. La Rosita, toute folle qu'elle était, reconnaissait immédiatement les Européens; elle les suivait et s'approchait d'eux avec une émotion visible. Toutes les fois qu'on parlait auprès d'elle une langue étrangère, elle se mettait à pleurer et demandait à voix basse si la frégate était revenue au Callao. Quelquefois on la conduisait jusqu'au bord de la mer; arrivée sur la plage, elle regardait attentivement, puis secouait la tête, et demandait à retourner dans sa triste prison. Voilà quinze ans qu'elle y est entrée; combien de pays a visités le lieutenant Patrick depuis qu'elle ne compte plus parmi les vivans, depuis qu'elle a cessé de parcourir librement les sentiers fleuris qui se croisent en tous sens dans la vallée de Lima! — Ah! don Patricio, disait souvent le chanoine Gregorio en jetant sur la Rosita un regard douloureux, on vous tient dans le monde pour un homme honnête; votre conscience est en repos..., et pourtant voilà votre ouvrage!

TH. PAVIE.

LE CÉLESTE EMPIRE

DEPUIS LA GUERRE DE L'OPIUM,

SOUVENIRS D'UNE STATION DANS LES MERS DE L'INDO-CHINE.

Le 24 avril 1847, la corvette *la Bayonnaise* quittait la rade de Cherbourg pour se rendre dans les mers de Chine. Ce bâtiment devait faire partie de la station que la marine française entretenait depuis quelques années sur les côtes du Céleste Empire, et dont le commandement venait d'être transmis par M. le contre-amiral Cécille à M. le capitaine de vaisseau Lapierre. Ces lointaines campagnes ont perdu sans doute un peu de l'attrait pittoresque qui en faisait autrefois oublier les fatigues : elles ont acquis un intérêt plus réel. L'empire chinois n'offre plus une mine féconde et inexploitée aux récits des voyageurs, mais il commande leur attention à un autre titre. Ce monde étrange a sa place marquée aujourd'hui dans les calculs de la politique. Il faut désormais le prendre au sérieux, étudier son gouvernement, ses ressources, ses tendances, si l'on veut apprécier dans leur ensemble les nouveaux élémens d'un équilibre que l'intérêt de chaque puissance s'efforce de troubler à son profit, que l'intérêt général de l'Europe s'applique constamment à rétablir.

Les conditions de cet équilibre se compliquent et se modifient d'un siècle à l'autre; les oscillations que subit le commerce du globe tendent surtout à les déplacer. L'Europe, qui, avant 1789, échangeait 1,100 millions avec l'Amérique, n'en échangeait que 260 avec l'Asie. Le marché asiatique a maintenant une importance représentée par le

chiffre de 1,600 millions. L'Inde britannique réclame la plus large part dans cette circulation féconde; mais, après l'Inde anglaise, il faut nommer le Céleste Empire. Ce vaste continent livre au commerce étranger une valeur de 177 millions de francs en échange de 226 millions de produits bruts ou manufacturés que lui versent l'Inde et l'Occident. L'indépendance des États-Unis d'Amérique a été la cause première de cette révolution commerciale. Avant cette époque, on ne comprenait de commerce maritime qu'avec des colonies qu'un soin jaloux défendait de la concurrence étrangère. C'était vers l'extension indéfinie de ce domaine privilégié que tendaient tous les efforts. Ce que Cuba est devenu pour l'Espagne, Java pour la Hollande, Saint-Domingue et les Antilles l'étaient alors pour la France, la Jamaïque et les colonies d'Amérique pour l'Angleterre. Ces riches possessions représentaient toute la vie extérieure de leur métropole. Depuis l'émancipation des États-Unis, l'Angleterre a dû appuyer sa prospérité sur une plus large base; son commerce colonial n'est plus que le quart de son commerce extérieur. L'Allemagne, les États-Unis reçoivent plus de produits anglais que les Indes et Ceylan, la Hollande leur ouvre un marché plus avantageux que l'Amérique du Nord, la France et le Brésil en consomment une plus grande quantité que les Indes occidentales. L'extrême Orient lui-même a sa place dans cette sphère agrandie, où nous voyons l'infatigable activité du commerce britannique entraîner à sa suite les intérêts rivaux des puissances européennes et des états du Nouveau-Monde.

La révolution commerciale qui a été le contre-coup de l'émancipation des États-Unis semblait imposer à la France une politique nouvelle. Il n'en a rien été cependant. La France est restée fidèle aux vieilles traditions. Ses opérations avec les colonies presque insignifiantes qu'elle possède encore se sont élevées en 1847 à 90 millions, chiffre à peine inférieur à la somme de ses transactions avec le Brésil et les républiques de la Plata. Effectué tout entier sous notre pavillon, ce commerce réservé forme, depuis 1815, la base de notre navigation marchande; il est fâcheux que ce soit aux dépens du libre progrès de nos relations avec le reste du globe et surtout avec l'extrême Orient. Ce n'est point là toutefois le seul obstacle qui entrave le développement de nos opérations dans ces contrées lointaines. La consommation plus ou moins considérable des principaux produits de la Chine, le thé et la soie grège, détermine l'importance des échanges que l'on peut opérer avec les sujets du Céleste Empire. La Chine a besoin de vendre, non d'acheter. A l'exception de l'opium et du coton de l'Inde, ce qu'elle accepte du commerce étranger, elle ne l'accepte qu'en vue de favoriser l'écoulement de ses propres articles. D'après une pareille donnée, il est facile de prévoir le rôle commercial que la

France peut se créer sur ce nouveau terrain à côté des autres puissances de l'Occident. L'Angleterre importe dans ses entrepôts 25 millions de kilogrammes de thé, les États-Unis 8 millions, la Russie 4 millions. Quant à la France, elle ne transporte que le thé nécessaire à sa consommation et n'en reçoit pas 300,000 kilogr. par an. La soie grège n'est exportée que par l'Angleterre et les États-Unis. L'Angleterre en demande au Céleste Empire plus d'un million de kilogrammes, représentant une valeur d'environ 35 millions de francs. De tous les pays qui cherchent en Chine un débouché pour leurs produits, l'Inde anglaise est le seul qui y trouve un marché facile, et qui puisse y faire pencher la balance des échanges en sa faveur. La Chine reçoit annuellement de Calcutta et de Bombay pour 30 millions de coton brut, pour 120 millions d'opium. Les manufactures britanniques, en se condamnant à ne vendre leurs tissus qu'à vil prix, sont parvenues cependant, malgré la concurrence de l'industrie chinoise, à faire entrer dans les ports de Canton et de Shang-haï une valeur de 33 millions en fils de coton et en cotonnades, de 11 millions en tissus de laine. Les draps russes offerts à Kiachta et dans l'Asie centrale, les cotonnades américaines importées à Shang-haï, acceptent les mêmes conditions et se résignent aux mêmes sacrifices. Ce commerce onéreux se soutient à l'aide des bénéfices réalisés sur les chargemens de retour, et contribue encore à exclure les produits français de l'extrême Orient. Aussi, dans les meilleures années, les échanges de la France avec la Chine n'ont-ils pas dépassé 2 millions.

Des situations aussi tranchées que celles de l'Angleterre et de la France assignaient à l'intervention de ces deux puissances en Chine des conditions bien distinctes. On comprend que l'Angleterre se préoccupe avant tout des intérêts matériels qu'elle exploite presque sans partage. Nous avons dû porter notre action sur un autre terrain. L'ébranlement moral causé par la guerre de l'opium est venu imprimer dans l'extrême Orient une nouvelle impulsion au zèle de nos missionnaires, et a multiplié pour notre pavillon, sur les côtes du Céleste Empire, les occasions de se montrer fidèle aux plus nobles traditions de la France.

En ce moment, la Chine fait de nouveaux efforts pour se soustraire aux influences européennes. Attaqué dans son immobilité séculaire, le vieil empire se débat contre la pression matérielle de l'Angleterre et contre la propagande religieuse qui se poursuit sous la tutelle de la France : le peuple chinois cherche à se replier encore une fois sur lui-même. Cette période de résistance ne hâte pas moins le développement de l'avenir que la trève apparente qui suivit le traité de Nan-king. Mieux que d'autres peut-être, nous pouvons apprécier la portée réelle et l'effet probable de ces tendances rétrogrades, car sous nos yeux mêmes

l'animosité des populations chinoises s'est souvent trahie par des actes sinistres, par de lâches et perfides agressions. Nous avons toujours pensé qu'en dépit de ces violences, le régime de l'isolement ne pourrait se rétablir en Chine. L'Orient a définitivement cessé d'être immuable; mais quelle sera l'issue de la transformation qui s'y prépare? Telle est la question qui se pose encore aujourd'hui devant nous et qu'on ne saurait essayer de résoudre sans avoir étudié la double action que l'Europe a été appelée à exercer sur les destinées du Céleste Empire : dans le domaine politique, par les armes de l'Angleterre; dans le domaine moral, par la prédication de l'Évangile.

I.

D'après une statistique dressée en 1813 par les mandarins chinois, et dont un recueil officiel, présenté à l'empereur Tao-kouang, a publié les évaluations, le Céleste Empire compte 361 millions d'habitans répandus sur une surface de 3,362,000 kilomètres carrés. C'est environ 108 habitans par kilomètre, chiffre qu'on ne soupçonnera pas d'exagération quand on voudra réfléchir que cette population spécifique est à peu près celle des Pays-Bas et du département du Pas-de-Calais, qui n'est point cependant le département le plus peuplé de la France. D'ailleurs, le trait le plus frappant, le plus caractéristique de l'empire chinois, c'est précisément l'excès de la population : cette extrême densité des habitans peut seule expliquer la difficulté qu'éprouve le peuple à s'y procurer sa subsistance. Cette race infatigable ne laisse cependant en friche aucun morceau de terre susceptible de culture; les chemins ne sont guère en Chine que des sentiers servant à contenir les terrains étagés que féconde l'irrigation. Les alluvions des fleuves, les moindres espaces conquis sur le lit des rivières ou sur l'océan se trouvent à l'instant circonscrits par des digues et convertis en rizières : hommes, femmes, enfans, tous participent à ce rude labeur. Des millions de pêcheurs vivent sur leurs bateaux, promènent incessamment leurs énormes filets sur les côtes poissonneuses du Céleste Empire, et ne demandent à ce sol si avidement exploité que quelques pieds de terrain accordés à leur tombeau.

Cette activité prodigieuse, jointe à une extrême sobriété, ne suffit pas à préserver les Chinois de la famine. Les sécheresses, les inondations détruisent souvent la récolte dans des provinces entières. Les chemins sont alors remplis de cadavres : on voit des malheureux exposer leurs enfans nouveau-nés, vendre leurs femmes, leurs fils, leurs filles, pour se procurer quelques alimens; d'autres se pendre ou se jeter dans les fleuves pour abréger les tourmens d'une trop lente agonie. Des bandes de voleurs se répandent dans les campagnes, pillant tout ce qui leur tombe

sous la main. Quelquefois, sur certains points, la population émigre en masse. Ces peuplades errantes se partagent en groupes de mille ou cinq cents individus, et se mettent en marche sous la conduite d'un chef auquel le mandarin de la localité a délivré un certificat de détresse et un permis de mendicité. Des greniers publics, entretenus aux frais du trésor impérial, ont été établis depuis des siècles pour venir au secours du peuple dans ces affreuses années de disette; mais cette sage précaution demeure stérile, car l'empire est désolé par un autre fléau non moins redoutable que la famine, la mauvaise administration.

L'administration chinoise a depuis long-temps atteint le dernier degré de la corruption; les officiers turcs sont des modèles d'équité et de désintéressement auprès des mandarins du Céleste Empire. Tout est arbitraire et vénal dans la conduite de ces magistrats lettrés; la justice est au plus offrant, et les fonctions publiques sont l'objet d'un trafic honteux. Ces institutions littéraires dont l'appareil imposant fait encore l'admiration de l'Europe n'ont organisé que le pillage; ces fonctionnaires qui ont passé leur vie à commenter les préceptes de Confucius n'en pressurent pas moins le peuple sans pudeur, et se voient pressurés à leur tour par les mandarins d'un ordre supérieur. Autour de ces magistrats dégradés viennent se grouper les *satellites*, troupe immonde, composée d'hommes de la plus basse classe, tout à la fois soldats, agens de police et bourreaux; affreux pillards qui passent leur vie à jouer et à fumer l'opium, et n'ont pour ainsi dire d'autres moyens d'existence que le produit de leurs rapines. Le *fils du ciel*, le *souverain maître du monde*, l'empereur, vit enfermé dans son palais à quatre lieues de Pe-king, et sait à peine ce qui se passe dans ses états. L'exercice de sa suprême puissance est tout entier dans les mains de ces esclaves hypocrites qui forment autour de son trône un cercle impénétrable.

Ce despote abusé s'est long-temps cru l'arbitre de la terre, et nous avons partagé nous-mêmes une partie des illusions dont on caressait son orgueil. Il a fallu la guerre de l'opium pour faire tomber tous les voiles qui cachaient la misère et la faiblesse réelle de son empire. Sur la foi des documens officiels, on avait cru long-temps que la Chine entretenait sept cent mille hommes sous les armes, tandis qu'elle ne compte en réalité que soixante mille soldats, bandes prétoriennes entièrement composées de Tartares mantchoux et divisées en huit bannières. La majeure partie de ces régimens tartares ne quitte jamais la capitale; le reste est dispersé dans les provinces et forme la garnison des principales villes. Ce corps d'élite renferme des hommes robustes et braves, mais qui, avec leurs arcs et leurs arquebuses à mèche, avec leur complète ignorance de la tactique militaire, n'en sont pas pour cela plus redoutables. Ces fiers guerriers mantchoux sont, en fait de stratégie,

beaucoup moins avancés que les pirates de l'archipel malais. Ils constituent cependant la véritable, la seule armée chinoise. Outre cette armée, la Chine compte une nombreuse milice. Le métier des armes y est, comme dans les huit bannières, un héritage de famille. Quand le fils a pu apprendre de son père à manier le sabre et le bouclier, à frapper d'une main et à se couvrir de l'autre, quand il sait lancer une flèche au but ou charger l'arquebuse, il se présente devant le mandarin, et, après avoir donné les preuves de capacité requises, achète le droit de servir l'empereur. Ce brevet, délivré pour quelques taëls (1), vaut au soldat chinois une ration de riz ou un coin de terrain qui assure sa subsistance. Attachés au sol, ces miliciens ne sont point rassemblés dans des casernes. Chaque soldat vit chez lui, entouré de ses enfans, cultive tranquillement sa portion du territoire céleste, et n'endosse l'uniforme que dans de rares occasions. Au moment du besoin, on ne retrouve pas le quart des soldats inscrits sur les registres des mandarins. Quelques-uns ne répondent pas à l'appel, le plus grand nombre n'a jamais existé. Leur solde a servi à grossir la paie insuffisante des officiers. Une fois rangée sous les drapeaux, cette multitude indisciplinée se mutine souvent, et on voit des corps entiers, arrivés en présence de l'ennemi, refuser de se battre, à moins qu'on ne les paie pour faire leur devoir. Avant l'expédition des Anglais en 1840, la guerre était en effet une éventualité imprévue dans ces contrées vouées à une paix profonde, et le champ de bataille ne paraissait pas le terrain inévitable sur lequel dût s'exercer la profession militaire; les voleurs même, dont les bandes, grossies par la misère et l'oppression, ont souvent menacé l'intégrité de l'empire, les voleurs redoutent peu les soldats chinois. Ils ont été plus souvent désarmés par des négociations opportunes que domptés par l'armée impériale. Il en est de même des pirates qui infestent les côtes du Fo-kien et le golfe du Tong-king. Ces écumeurs de la mer de Chine battent les jonques de guerre et se rient des bateaux mandarins, qui ne sont propres qu'à la navigation des fleuves. Quand le gouvernement a voulu disperser ces pirates, il s'est vu forcé de leur opposer un de leurs chefs, qui, détaché de l'association, a passé avec une partie de la flotte rebelle au service de l'empereur.

Le désordre des finances est encore une des plaies de l'empire chinois. L'impôt se perçoit en nature ou en numéraire, et doit être apporté à Pe-king aux frais des contribuables. En argent, le trésor impérial ne reçoit, année moyenne, que 479 millions de francs; mais les quantités de riz, de thé, de soie, de cotonnades qu'engouffre la seule

(1) Le taël vaut 7 fr. 50 cent.

ville de Pe-king sont incalculables. Il n'est pas de ville au monde qui puisse offrir le tableau d'une aussi énorme importation, importation presque sans retour, car le sol est peu fertile dans la province du Pe-tche-ly, et les produits qu'y fabrique l'industrie se dirigent vers le nord. Les bannières nomades campées en dehors de la grande muraille, les Tartares mantchoux et mongols vivent, ainsi que les mandarins de Pe-king, des bienfaits de l'empereur.

Vingt millions sont affectés chaque année par la munificence impériale à l'entretien des canaux et des fleuves; les provinces s'imposent d'immenses sacrifices pour le même objet. Cependant les canaux s'oblitèrent, les fleuves rompent leurs digues, et l'on craint qu'avant trente ans l'eau ne vienne à manquer dans le grand canal. Le déficit est partout : dans le produit des douanes, dans celui des monopoles; la ferme seule du sel doit à l'état plus de 15 millions. Les hôpitaux, les greniers publics dotés par le gouvernement, voient leurs revenus dévorés par l'avidité des mandarins et des satellites. Ce ne sont point les institutions qui manquent à la Chine; mais ces institutions sont aujourd'hui comme un arbre épuisé qui ne peut plus porter de fruits. Lapeyrouse l'avait déjà remarqué en 1787 : « Ce peuple, disait-il, dont les lois sont si vantées en Europe, est peut-être le peuple le plus malheureux, le plus vexé et le plus arbitrairement gouverné qu'il y ait sur la terre. »

Comment une révolution n'a-t-elle pas déjà bouleversé cette portion du globe? Des sociétés secrètes poussent bien l'audace jusqu'à maudire la dynastie régnante, la secte des *Pe-lien-kiao* ou du *Nénuphar* s'accroît bien chaque jour de quelques nouveaux affiliés; mais l'éducation domestique basée tout entière sur le respect des traditions, le tempérament froid et patient du peuple chinois, l'âpre labeur auquel il est assujetti, peut-être aussi cet instinct de subordination propre aux races asiatiques, tout ce concours de liens naturels et de liens politiques que nous n'apprécions qu'imparfaitement a prévenu jusqu'ici un soulèvement général qui ne fut jamais appelé par plus d'abus.

Cet empire chancelant est entouré de vastes états, tributaires de sa puissance politique et de sa civilisation. La Corée, le royaume annamite qui comprend le Tong-king, la Cochinchine et le Camboge, semblent les satellites de cette bizarre planète. Ces états sont livrés à une administration, sinon plus avilie, au moins plus oppressive que celle de la Chine; ils composent ce qu'on pourrait appeler la Chine barbare. Agité par d'éternelles discordes, bouleversé par la guerre civile, le royaume annamite a surtout perdu ce respect de la vie humaine qui forme le trait distinctif de la grande famille chinoise. On n'y a point, comme dans l'Empire Céleste, cette horreur du sang et des supplices

qui tempère en Chine les rigueurs de la servitude. Le pouvoir s'y exerce avec des formes dures et féroces; la tyrannie s'y défend par des exécutions en masse et d'atroces boucheries.

Ce royaume, dont la Cochinchine forme le centre, le Camboge et le Tong-king les annexes, est un des points de l'extrême orient sur lesquels l'attention de la France s'était dirigée avant la révolution de 89. Vers cette époque, ce fut à un missionnaire français, l'évêque d'Adran, que le souverain de la Cochinchine dut la conservation de son trône. Dépossédé de la majeure partie de ses états, le roi Gia-long confia son fils à ce prélat étranger. L'évêque d'Adran passa en France avec le jeune prince, et un traité qui nous assurait la possession de la baie de Tourane fut signé, en 1787, entre le roi Louis XVI et le missionnaire agissant au nom du souverain annamite. La révolution de 89 vint s'opposer à l'entière exécution de ce traité. Quelques officiers français passèrent cependant en Cochinchine, rouvrirent à Gia-long l'entrée de ses états et l'aidèrent plus tard à faire la conquête du Tong-king. Ces officiers organisèrent l'armée, créèrent une marine, fortifièrent les places, dirigèrent les opérations militaires; mais le souvenir de ces grands services ne survécut point au prince qui en avait profité. Ses successeurs, voués aux idées chinoises, s'empressèrent de relever entre l'Europe et la Cochinchine cette vieille barrière qui ne s'était abaissée un instant que pour livrer passage aux secours de la France. Le pouvoir despotique de ces malheureuses contrées a la conscience ombrageuse de tout mauvais gouvernement et redoute à l'excès la moindre influence extérieure. Le roi s'est arrogé le monopole du commerce : ce système l'enrichit et ruine le royaume. La population appauvrie traîne une existence misérable dans le plus fertile pays du monde. Sur cette terre qui porte chaque année deux moissons, on ne rencontre que des êtres chétifs et amaigris. La race annamite, abrutie par ses souffrances, est d'une timidité extrême, sans culture dans l'esprit, sans autre expression dans la physionomie que celle d'un ébahissement naïf ou d'une vague appréhension. Toute trace des innovations introduites par les officiers français a disparu depuis long-temps, et cette armée cochinchinoise, qui avait soumis le Tong-king, n'a pu défendre le Camboge contre les troupes du roi de Siam. Si le climat n'y mettait obstacle, un millier d'Européens feraient aisément la conquête du royaume annamite.

La Corée, moins connue de l'Europe que la Cochinchine, est cette longue péninsule qui sépare la mer Jaune de la mer du Japon. Ce royaume se trouvait exposé par sa situation aux incursions des Japonais comme à celles des Chinois. Vers la fin du XVIe siècle, ce fut une armée japonaise qui en ravagea les provinces méridionales; dans le XVIIe, ce furent les Chinois qui s'avancèrent jusqu'à la capitale et firent

couler des torrens de sang sur leur passage. La Corée est restée dépeuplée par ces deux invasions. Dans les gorges resserrées que laissent entre elles les rudes aspérités du sol, ses rares habitans cultivent le riz, leur nourriture ordinaire; sur les montagnes, le maïs et le millet. L'inégalité des castes, cette idée étrangère à la Chine, est encore un nouveau fléau pour ce malheureux pays. Quelques milliers de nobles fainéans et déguenillés s'arrogent le droit de vivre aux dépens du gouvernement et du peuple. Tributaire, dit-on, du Japon, la Corée l'est également de la Chine. Deux fois par an, le souverain de ce misérable état envoie une ambassade à Pe-king. A la neuvième lune, l'ambassade vient recevoir du *tribunal des Mathématiques* le calendrier; à la onzième, elle présente à l'empereur les hommages qu'au renouvellement de l'année lui doivent tous les princes vassaux. Refoulés dans leur presqu'île, les Coréens n'ont que deux points de contact avec la frontière chinoise : l'un sur les bords de la mer du Japon, l'autre non loin des côtes que baigne la mer Jaune. C'est là qu'ont lieu, tous les deux ans, les échanges commerciaux entre la Chine et la Corée. Partout ailleurs, des terrains neutres et déserts ou d'impénétrables forêts s'opposent aux communications de la péninsule coréenne avec la province du Leau-tong et la Mantchourie.

Non loin de la Corée, entre la Chine et l'empire du Japon, se rencontre encore un état qui a dû subir, comme la presqu'île coréenne, une double suzeraineté. Le royaume oukinien, composé de deux groupes distincts, celui des îles Lou-tchou et celui des Madjico-sima, se reconnaît, depuis l'année 1372, tributaire de la Chine. C'est un ambassadeur de l'empereur qui pose la couronne sur le front du roi des Lou-tchou; mais, si la suzeraineté apparente est chinoise, la domination réelle est japonaise. Le culte, la langue, les mœurs, les habitations, tout porte le cachet du Japon. Malgré le mystère dont s'entoure cette influence, il est certain que le royaume oukinien n'est qu'une dépendance de la principauté japonaise de Sat-suma. Grace au double tribut qu'il consent à payer, ce paisible empire, autrefois ravagé par les troupes du Japon, depuis près de deux siècles ne connaît plus d'orages; mais, avant d'entrer dans cette période d'apathie et d'indifférence, il avait eu aussi ses jours d'expansion et d'activité. Le pouvoir, partagé entre plusieurs princes, se concentra, vers la fin du xve siècle, entre les mains d'un seul souverain, et le commerce prit soudain un rapide essor. Les jonques oukiniennes visitèrent les ports de Formose et du Fo-kien, les principautés japonaises, les côtes mêmes de la Cochinchine et du royaume de Patani, dans la presqu'île de Malacca; ce fut la grande époque des îles Lou-tchou. La domination ombrageuse du Japon a interrompu ces relations fécondes, mais elle n'a point effacé complétement les traces d'une prospérité qui pourrait facilement renaître. La

plus considérable des Lou-tchou, la grande Oukinia, possède deux excellens ports, et la position centrale de cette île la désigne comme l'entrepôt naturel du commerce de la Chine, du Japon et de la Corée. Aujourd'hui le royaume oukinien se borne à acheter dans le Fo-kien des étoffes de soie et des médicamens. Le riz, le coton, le thé, le tabac, la cire végétale, les métaux, lui sont apportés par les marchands japonais, qui reçoivent en échange du soufre, un sucre grossier, et quelques étoffes fabriquées dans le pays avec les fils du bananier textile. L'aspect florissant des campagnes indique le bon ordre qui règne dans cette monarchie en miniature; malheureusement cet ordre n'assure que le bien-être de la classe privilégiée; au-dessous de quelques familles riches et oisives vit un peuple famélique qui ne peut posséder la terre qu'il cultive. Nul instinct de révolte dans les classes asservies ne provoque d'ailleurs la sévérité des oppresseurs. La police est absolue, s'étend à tous les actes de la vie, mais n'est point sanguinaire comme en Cochinchine ou en Corée. Nulle part, on ne rencontre d'armes dans ces îles; si les habitans, comme on l'a prétendu, en conservent de cachées, il est fort douteux qu'ils sachent s'en servir. Pour qui les a vus accroupis sur leurs nattes, vêtus de leurs longues robes, les cheveux relevés au sommet de la tête et retenus par une double aiguille de métal, avec leur physionomie débonnaire et leur face bouffie, l'éventail paraît la seule arme qui convienne à cet apathique troupeau de vieilles femmes.

Les îles Lou-tchou, par leur admirable situation, par leur climat délicieux, sous lequel on rencontre la végétation des tropiques confondue avec celle des régions tempérées, semblent faites pour exciter la convoitise des puissances européennes; mais la population inoffensive qui les habite se défend mieux par la douceur de ses mœurs que le peuple chinois par ses inutiles violences. Tout prétexte manquerait à l'agression, et aucune puissance civilisée ne voudrait accepter la responsabilité d'un tel acte. D'un autre côté, les traités de commerce, dans l'état actuel des choses, seraient sans importance; ils seraient d'ailleurs impossibles, le Japon ne les tolérerait pas. Ces honnêtes insulaires paraissent donc destinés à goûter en paix leur calme et uniforme existence jusqu'au jour où l'empire du Japon ouvrira ses ports aux navires européens. Ce jour paraît encore éloigné : dans les états du souverain japonais, comme dans ceux de l'empereur de Chine, on n'entrevoit de paix et de sécurité qu'à l'abri de la politique d'isolement. A l'exception des Hollandais et des Chinois admis une fois l'an à Nangasaki, les étrangers sont entièrement exclus des côtes du Japon. Une population de 34 millions d'ames vit là dans une paix profonde, grace à la plus inflexible des disciplines. Le Japonais, de même que le Chinois, ne peut sortir de son pays sans encourir la peine capitale; mais en Chine les

lois sont constamment violées : au Japon, on les exécute. Au milieu de peuples qui ne connaissent d'autres mobiles que la crainte et l'intérêt, cette race plus vigoureuse offre le spectacle d'une société fondée à la fois sur le principe d'autorité et sur le point d'honneur. L'invasion européenne trouverait donc probablement au Japon plus d'obstacles qu'elle n'en a rencontré en Chine. Cependant, pour cet empire aussi, de grands événemens se préparent. Une circulation active s'opère aujourd'hui entre les ports de la Californie et ceux de l'extrême Orient; le développement de ces relations auxquelles les ports du Japon seront bientôt nécessaires préoccupe déjà le gouvernement des États-Unis, et ne peut manquer d'imprimer tôt ou tard une nouvelle énergie aux efforts de cette démocratie puissante, qui vient sans cesse, comme la vague de l'océan, battre les barrières qu'on lui oppose. Si d'ailleurs l'empire chinois se trouve un jour violemment jeté hors de son orbite, si ce colosse obéit enfin aux attractions qui le sollicitent, il est douteux qu'il soit donné au Japon de pouvoir continuer, seul et silencieux, à graviter ainsi à l'écart.

Tous ces membres de la même famille, Chinois, Cochinchinois, Coréens, ont, à un degré différent, les mêmes qualités et les mêmes défauts : chez ces populations laborieuses et patientes, tout sentiment généreux semble oblitéré. La race chinoise a l'instinct de l'ordre et de la discipline, comprend et sait pratiquer la plupart des vertus domestiques, la sainteté du mariage, le respect des vieillards, l'amour des enfans; en revanche, une avidité extrême la rend peu scrupuleuse sur les moyens de s'enrichir. A l'énergie, au courage militaire qui leur faisait défaut, ces peuples ont substitué la souplesse et la ruse; ils ne sont point à craindre sur le champ de bataille, mais nul ne sait mieux qu'un Chinois méditer une vengeance patiente et ourdir un guet-apens : ses principes de morale ne reposent que sur la recherche exclusive du bien-être matériel. Les tribus nomades qui vivent sous des tentes en dehors de la grande muraille sont essentiellement religieuses; les populations de la Chine, du royaume annamite et de la Corée, se montrent complétement indifférentes aux mystères de la vie future : un labeur excessif a courbé leurs esprits vers la terre. Ces hommes n'ont point de loisir pour les aspirations d'un ordre supérieur, et la lutte de chaque jour les défend des vagues inquiétudes de l'avenir. L'idée de la mort les occupe moins que la crainte de la famine; ils élèvent des temples à leurs dieux, et n'ont en réalité ni religion ni culte extérieur; ils ont des pratiques superstitieuses, à l'aide desquelles ils essaient de se rendre le sort propice. L'encens qu'ils brûlent devant l'autel leur tient lieu de prières. Au ciel, aux astres, aux génies, aux mânes des ancêtres,—qu'ils adoptent le vague déisme de Confucius, les rêveries de Lao-tseu ou les doctrines qu'il y a près de quinze siècles le boud-

dhisme leur apporta de l'Inde, — ils demandent tous la même chose : longue vie et richesse. Abâtardie dans les classes supérieures par une civilisation efféminée, dans les couches inférieures de la société par la misère, cette race est aujourd'hui la race la plus positive et la plus matérialiste du globe.

Tel est l'empire auquel l'Angleterre a déjà fait subir la puissance de ses armes, la France catholique l'infatigable action de sa propagande : la marine anglaise et la nôtre ont eu toutes deux leurs campagnes dans ces mers lointaines. Pour défendre leur commerce, les Anglais ont ébranlé le trône de Tao-kouang; pour protéger les chrétiens chinois, nous n'avons pas craint d'intervenir dans le gouvernement intérieur de la Chine. L'influence britannique s'adresse à l'industrieuse activité de ce peuple; la nôtre ne recherche que ses sympathies. C'est par la guerre que l'Angleterre a dû maintenir sa prépondérance commerciale en Chine : nous n'essaierons point de refaire le récit des campagnes bien connues de 1840 et de 1841; nous insisterons davantage sur l'expédition si brusquement décisive de 1842, dont les incidens et les résultats ont peut-être trouvé la France trop inattentive. Cette expédition a révélé ce que ne nous avaient point appris les deux autres campagnes : c'est qu'il ne faut qu'une démonstration maritime bien dirigée pour triompher du gouvernement de Pe-king. L'Angleterre sait désormais comment doit être conduite une guerre européenne dans le Céleste Empire; quand elle le voudra, elle pourra remporter sur le cabinet impérial une victoire d'intimidation aussi complète que celle qui fut couronnée par le traité de Nan-king; mais a-t-elle aujourd'hui, dans les conséquences d'un pareil succès, la confiance qui l'animait il y a quelques années? Si l'on ne veut considérer qu'une armée anglaise en regard d'une armée chinoise, si l'on ne veut point sortir du cadre des opérations militaires, le gouvernement britannique n'a rien à craindre d'un nouveau conflit avec la Chine. Tout n'est point dit cependant quand on a fait plier la dynastie tartare et la population officielle qui se groupe autour de son trône. Vaincue dans son gouvernement et dans ses armées, la Chine proteste encore contre le triomphe de l'étranger par la persistance des passions populaires. Il y a deux faces à l'action de l'Angleterre en Chine : dans la guerre, cette action se meut à l'aise; avec la paix, la Chine reprend ses avantages. Au tableau des faciles succès de la guerre il y a donc un intérêt sérieux à faire succéder le tableau des difficultés de la paix; mais ce tableau nous amène à interroger la société chinoise elle-même, il aura sa place dans une autre partie de ce travail. Ce sont les années de lutte ouverte dont l'histoire doit seule nous occuper aujourd'hui; ce sont elles qui nous introduiront au milieu des embarras et des complications qui ont suivi la guerre de l'opium, et qui, pendant un

long séjour sur les côtes de Chine, ont été le principal objet de nos études.

II.

La sécurité profonde dont jouissait l'empire chinois depuis l'avénement de la dynastie mantchoue reposait tout entière sur sa situation géographique. Les vastes prairies d'où s'étaient élancés autrefois les conquérans mongols ne nourrissaient plus qu'une race pacifiée par le lamaïsme; les hordes du Turkestan ne s'agitaient qu'au loin, sur les frontières occidentales; des montagnes infranchissables ou des déserts glacés séparaient la Russie de la Chine. L'invasion ne pouvait donc venir que du côté de la mer, et quelle puissance entre les puissances européennes, les seules qui pussent s'attaquer au Céleste Empire, eût osé entreprendre de transporter une armée par ce circuit de cinq mille lieues, à travers ces immensités de l'océan, que l'on mettait près de six mois à franchir? L'Angleterre elle-même ne l'eût point tenté; mais l'Angleterre avait l'Inde, et ce qui eût été impossible au royaume-uni, l'Inde anglaise pouvait l'accomplir.

L'empire indo-britannique, fondé par une compagnie de marchands, possède une armée de trois cent mille hommes, sur lesquels on ne compte que trente mille Européens; tout le reste, infanterie, artillerie, cavalerie, est indigène; les officiers seuls sont Anglais. Pour une campagne maritime, il peut y avoir quelques ménagemens à garder dans le choix des régimens : les soldats du Bengale sont enchaînés au sol de la presqu'île par leurs préjugés religieux; dans le gouvernement de Madras, ces préjugés n'existent pas, et l'on peut disposer au premier moment venu de toutes les troupes de la présidence. L'Inde place donc l'Angleterre à quarante ou cinquante jours des rivages du Céleste Empire, et l'armée de la compagnie peut trouver facilement le chemin de Pe-king.

On sait à quelle occasion éclata entre l'Angleterre et la Chine le conflit qui s'est terminé par le traité signé en 1842. Le commerce de l'opium avait troublé la balance des échanges et faisait refluer chaque année vers l'Europe près de 50 millions de ce numéraire que l'empire chinois absorba pendant près de deux siècles en échange des produits de son industrie. La cour de Pe-king fut alarmée de l'extension qu'avait prise ce trafic illicite, des ravages qu'il exerçait dans les classes populaires, de l'appauvrissement dont il semblait menacer la réserve métallique de l'empire. Elle chargea un fonctionnaire énergique, le commissaire Lin, de mettre un terme à cet abus. Après avoir tenu bloqués pendant quelques jours dans les factoreries de Canton les négocians européens et le surintendant du commerce anglais, le capitaine

Elliott, Lin obtint la remise de vingt mille caisses d'opium, qu'il fit réduire en pâte et jeter à la mer le 7 juin 1839. C'en était fait du commerce de l'Angleterre en Chine, si cette puissance laissait une pareille violence impunie. La guerre fut donc résolue, et Chou-san vit bientôt briller sous ses murs les baïonnettes transportées par la flotte anglaise du golfe du Bengale dans les mers de Chine. Cette première campagne fit tomber entre les mains des Anglais, le 5 juillet 1840, l'île de Chou-san, considérée comme la clé du commerce maritime des provinces septentrionales, et imposa, le 25 mai 1841, à la ville de Canton une rançon de 36 millions de francs. Ces rapides succès ne firent point fléchir cependant l'orgueil de l'empereur; ils n'amenèrent de sa part que des négociations déloyales, dans lesquelles un nouveau mandarin, le souple et astucieux Ki-shan, déploya, pendant quelques mois, toutes les ressources de la diplomatie chinoise. L'Angleterre dut alors songer à porter ses forces sur des points plus sensibles de l'Empire Céleste, et dirigea de nouveau sa flotte vers le nord. Canton demeura pour ainsi dire un terrain neutre; le commerce y reprit ses anciennes allures, de nombreux navires se pressèrent dans le fleuve, et vinrent acquitter, en même temps que les droits impériaux, les taxes vénales des mandarins. Les Anglais se résignèrent même à subir en cette occasion un impôt additionnel, et ce fut leur commerce qui, par le paiement de cet impôt, supporta en réalité la contribution de guerre dont les marchands de Canton avaient fait l'avance.

La seconde campagne, ouverte au mois d'août 1841, fut dirigée par un nouveau plénipotentiaire, sir Henry Pottinger, qui avait succédé au capitaine Elliot. La flotte, commandée jusque-là par le commodore sir Gordon Bremer, passa sous les ordres du contre-amiral sir William Parker, et la conduite des troupes demeura confiée au général sir Hugh Gough. L'île de Chou-san, que dans un élan de confiance le capitaine Elliot avait rendue au gouvernement chinois, fut de nouveau occupée par les troupes britanniques; Amoy, Chin-haë, Ning-po, virent également flotter la croix de saint George. Ces conquêtes furent accomplies en moins de deux mois, et ne coûtèrent aux vainqueurs qu'une vingtaine d'hommes. L'Europe étonnée commençait à se demander quelle serait l'issue d'une guerre dont le cours était marqué par de si faciles triomphes. Les Anglais trouvèrent à Ning-po ce climat vif et fortifiant du nord, si salutaire aux constitutions affaiblies par la température énervante des tropiques. Les soldats de l'Inde eux-mêmes éprouvèrent les bienfaits de l'hiver. Dans la première campagne, entreprise pendant l'été, on avait compté les malades par milliers. Cette fois, les hôpitaux étaient vides, bien que la neige couvrît souvent les rues et qu'un vent glacial semblât apporter jusqu'à Ning-po les frimas de la Mantchourie. Les paisibles habitans du Che-kiang n'avaient pas abandonné

leurs fertiles campagnes; ceux qui avaient quitté la ville y rentraient en foule; le marché était richement approvisionné, et la confiance commençait à s'établir entre les Chinois et les barbares. Si les Anglais avaient eu de plus vastes desseins, l'occasion était favorable alors pour prendre pied sur le territoire du Céleste Empire. Tout cédait à la force de leurs armes; ils avaient devant eux une riche et fertile province, habitée par une population pacifique et industrieuse, commandée par une forte position, l'île de Chou-san, dont on pouvait faire le pivot et comme la citadelle de cette occupation militaire. Cette province, coupée dans tous les sens de canaux et de fleuves, pouvait fournir en abondance les deux principaux produits de la Chine, le thé et la soie; elle promettait par son climat, par sa situation géographique, par la fécondité du sol, par l'humeur débonnaire de la population, de devenir un jour une des plus magnifiques possessions de l'empire britannique. Une poignée d'hommes y maintenait depuis six mois une domination presque incontestée; une armée telle que l'Inde la pouvait fournir eût assis cette domination sur des bases plus solides que celles qui soutiennent aujourd'hui l'édifice politique de la plupart des nations européennes. L'ascendant des vainqueurs eût été subi sans résistance par les timides habitans du Che-kiang, le jour où on les eût rassurés, par une occupation définitive, contre la vengeance des mandarins; mais personne n'est plus effrayé de la grandeur de l'Angleterre que l'Angleterre elle-même. Elle recule devant la fatalité qui la pousse, et ce qu'elle demande aux cinq parties du monde, ce n'est pas de nouvelles provinces, mais de nouveaux marchés. Produire et vendre, voilà la destinée que lui ont faite les nouvelles conditions de son existence. C'est à ce besoin impérieux qu'avait obéi le cabinet britannique quand il s'était décidé à entreprendre une expédition que réprouvait le sens moral d'une partie du parlement. Le ministère whig voulait obtenir pour le commerce anglais une réparation du dommage que ce grand intérêt avait souffert, ouvrir à ses opérations un plus vaste théâtre et lui conserver un point d'appui sur la côte; il voulait aussi lui assurer des défenseurs pleins de sollicitude qui n'eussent point à s'humilier devant les autorités chinoises et pussent entretenir avec elles des relations dignes des représentans d'un grand pays. Ce but n'était pas atteint par l'occupation du Che-kiang; il s'agissait de le poursuivre, et ce fut l'objet d'une troisième campagne, celle de 1842. L'histoire des opérations de l'armée anglaise en Chine à cette époque se lie à trop d'intérêts actuels, et ces opérations mêmes ont eu des conséquences trop décisives pour ne pas mériter une attention particulière.

Entre les immenses provinces sur lesquelles le souverain qui réside à Pe-king étend son pouvoir, il existe une division naturelle : cette division, c'est le Yang-tse-kiang qui l'établit. Jamais plus puissante

barrière ne marqua les frontières de deux états, jamais limite plus précise ne satisfit aux nécessités de la politique; ce cours d'eau gigantesque partage le Céleste Empire en deux régions distinctes, la région du nord et celle du midi. Les deux branches du canal impérial viennent déboucher dans le Yang-tse-kiang à 40 milles au-dessous de Nan-king, à 160 milles de l'embouchure; c'est par ces canaux que les provinces du nord reçoivent le riz, le thé et les soieries des provinces du midi. Pe-king ne peut plus vivre, si l'on intercepte cette communication; c'est empêcher l'air d'arriver à ses poumons, c'est frapper la dynastie mantchoue d'asphyxie. Le capitaine Bethune, sur la frégate le *Conway*, avait reconnu le cours du Yang-tse-kiang; il affirmait qu'on pouvait conduire des vaisseaux de ligne jusqu'à l'embranchement des canaux et du fleuve. Cette assurance valait mieux qu'une victoire. Puisque les Anglais ne voulaient pas dépouiller l'empereur, mais réduire son orgueil à demander grace, puisqu'ils couraient non après une conquête, mais après un traité, il fallait renoncer à ces occupations multipliées qui n'étouffaient la résistance sur un point que pour la laisser renaître sur un autre; il fallait chercher un chemin plus direct pour aller jusqu'au cœur qui battait à Pe-king. Remonter le Yang-tse-kiang, placer la flotte anglaise au point vital de l'empire, arrêter la circulation de ce grand corps, semblait la voie la plus prompte et la plus sûre d'atteindre le but proposé; une marche sur Pe-king aurait eu des conséquences moins certaines. L'empereur pouvait, dans ce cas, évacuer la capitale, se retirer en dehors de la grande muraille ou dans la province occidentale du Chan-si; de là, protégé par les difficultés de cette contrée montagneuse, il eût encore commandé aux provinces méridionales; la guerre se fût éternisée, et peut-être une anarchie générale eût-elle éteint ou du moins compromis ce commerce pour lequel, depuis trois ans, on avait les armes à la main. Toutes ces considérations, mûrement méditées, entraînèrent la détermination des généraux anglais, et le fleuve qui baigne les murs de Nan-king fut choisi pour le théâtre d'une expédition qu'on se flattait de rendre décisive.

L'entreprise était périlleuse : ce fleuve majestueux, qui prend sa source dans les montagnes du Thibet et traverse la Chine dans toute sa largeur, n'a point les paisibles allures de nos rivières européennes. Dans les passages où son lit se resserre, le courant atteint des vitesses de six ou sept milles à l'heure; mais les difficultés les plus réelles se présentent à l'embouchure même. Le Yang-tse-kiang s'épanche à la mer entre des côtes à demi noyées. Quand les derniers îlots de l'archipel de Chou-san se sont abaissés sous l'horizon, on se trouve au milieu d'une mer boueuse et jaune, dont les bords n'apparais-

sent nulle part. Il faut se hâter d'aller chercher la rive méridionale du fleuve et la contourner, la sonde à la main, si l'on ne veut s'exposer à échouer inopinément sur les bancs de sable mouvant qui se sont formés plus au nord. Ces bancs se prolongent jusqu'à l'île de Tsung-ming, aujourd'hui cultivée par un million d'hommes, mais qui fut, elle aussi, il y a quelques siècles à peine, un banc de sable et de vase. A la hauteur de cette île, le Wam-pou vient mêler ses eaux rapides à celles du grand fleuve. C'est sur la rive gauche de ce cours d'eau tributaire que s'élèvent les villes de Wossung et de Shang-haï. Au-dessus de l'île de Tsung-ming, le rivage commence à s'élever. Près de la ville de Chin-kiang-fou, la côte offre déjà des ondulations considérables; le lit du Yang-tse-kiang se resserre et se creuse, la marée cesse de se faire sentir. On quitte le bras de mer pour entrer vraiment dans le fleuve. Chin-kiang-fou commande la branche méridionale du grand canal, dont les eaux baignent sur deux faces le pied de ses murs. La branche septentrionale de cette importante communication, celle qui aboutit à Tien-tsin, s'ouvre sur la rive opposée du fleuve, près de la petite ville de Kwa-tchou. A Chin-kiang-fou, le Yang-tse-kiang a trente mètres de profondeur; sous les murs de Nan-king, à deux cents milles de son embouchure, il peut encore porter des vaisseaux de ligne.

Déterminées par l'importance du but et par l'immense étendue de l'empire chinois, les proportions de l'expédition anglaise étaient considérables. La flotte comptait deux vaisseaux de 74, huit frégates, un grand nombre de corvettes et de bricks, quarante transports et douze navires à vapeur. L'armée, en y comprenant les soldats de marine, présentait en ligne plus de quinze mille hommes. Malgré la reconnaissance exécutée par le capitaine Bethune, on ne s'avança qu'avec les plus grandes précautions dans le Yang-tse-kiang. Les navires à vapeur éclairèrent la route de l'escadre, les bâtimens légers détachés le long des bancs du nord indiquèrent le passage le plus profond aux vaisseaux. Mouillée sous les îles qui terminent de ce côté l'archipel de Chou-san, la flotte ne se mit en mouvement que lorsque ces préparatifs furent achevés; le 13 juin, elle jetait l'ancre devant Wossung, ayant mis quinze jours à parcourir quatre-vingts milles. L'entrée du Wam-pou avait été garnie d'une nombreuse artillerie, mais d'une artillerie chinoise. Ces batteries furent enlevées par les troupes après avoir été canonnées par l'escadre, et deux colonnes d'infanterie furent dirigées avec les pièces de campagne sur Shang-haï, l'une des colonnes embarquée à bord des navires à vapeur, l'autre marchant sur la rive gauche. Les habitans des villages que traversait cette division montraient plus de surprise que d'alarme. Ils regardaient avec étonnement ces barbares aux cheveux blonds, ces soldats au teint de bronze venus

de Madras et du Bengale, ces canons traînés par des chevaux dont la taille, comparée à celle des poneys tartares, leur semblait tenir du prodige. Au bout de quelque temps, ces pauvres gens s'étaient complétement rassurés. Les sapeurs anglais les employaient à porter les lourdes échelles d'escalade, et les artilleurs se servaient de leurs bras pour faire franchir aux pièces de campagne les passages où l'on était obligé de dételer les chevaux. C'est ainsi que l'armée arriva sous les murs de Shang-haï : elle trouva une ville entièrement abandonnée, où elle entra sans rencontrer la moindre résistance.

La cour de Pe-king ne s'était point laissé décourager par l'occupation d'Amoy et de Ning-po. La prise même de Cha-pou, que les Anglais avaient enlevée et saccagée avant d'entrer dans le Yang-tse-kiang, n'était qu'un désastre facilement réparable; mais les progrès de la flotte anglaise dans ce fleuve, qui, comme une immense artère, distribue la vie à toutes les parties du territoire; ces progrès, que le cabinet impérial n'avait pas prévus, lui arrachèrent les premières propositions de paix : un commissaire fut envoyé à Shang-haï, pour ouvrir de nouvelles négociations. Trop souvent abusés par les diplomates chinois, les Anglais ne se laissèrent pas prendre à ce piége. Sir Henry Pottinger déclara que les hostilités ne cesseraient que le jour où l'on aurait souscrit à toutes ses demandes. La chaleur était accablante; les troupes souffraient beaucoup de leur longue réclusion à bord des navires sur lesquels elles étaient entassées. Il importait donc d'arriver promptement sous les murs de Chin-kiang-fou et de Nan-king : là, du moins, on pourrait traiter à loisir. L'attaque de Shang-haï, comme celle de Cha-pou, avait été une faute. Ces opérations secondaires ne pouvaient qu'amener de scandaleux pillages et apporter de nouveaux retards au seul résultat qu'on pût se proposer. Pendant quelques jours, les vents contraires s'opposèrent à l'appareillage de la flotte. Le *Cornwallis*, vaisseau de 74, qui portait alors le pavillon de l'amiral Parker, se fit précéder par une division de l'escadre légère et escorter par deux navires à vapeur. Ainsi accompagné, il prit la tête de l'escadre, qui se forma dans ses eaux en divisions séparées par un intervalle d'un ou deux milles. L'amiral s'avança sans encombre jusqu'à vingt-cinq milles au-dessus de Wossung; mais là, serrant de trop près l'île de Tsung-ming, il échoua le *Cornwallis* sur un banc de sable. Peu de temps après, le même accident arrivait au vaisseau le *Belle-Isle*. La marée, en montant, remit ces deux navires à flot. Cette marée, qui se fait sentir à plus de cent milles au-dessus de Wossung et suspend chaque jour pendant quelques heures le courant du fleuve, était un puissant auxiliaire pour remonter le Yang-tse-kiang; mais, quand on fut privé de ce secours, quand on eut à refouler constamment un courant de cinq et six milles à l'heure, il fallut, pour avancer, une brise fraîche et favorable. Enfin,

le 20 juillet, on atteignit le but de tant d'efforts : l'escadre, au nombre de soixante-quinze voiles, se trouva réunie près de l'Ile-d'Or, devant la célèbre ville de Chin-kiang-fou.

Les Chinois n'avaient pas rassemblé sur ce point important toutes les forces dont ils auraient pu disposer. Avant d'apprendre l'entrée des Anglais dans le Yang-tse-kiang, c'était surtout à Tien-tsin et à Peking que le gouvernement avait multiplié les moyens de défense : il y avait cependant à Chin-kiang-fou une armée chinoise campée sur les hauteurs et une garnison tartare enfermée dans la ville. Les Chinois ne tinrent pas un instant contre la division anglaise qui fut chargée d'enlever les positions qu'ils occupaient. Cette colonne n'essuya qu'une décharge impuissante; mais l'ardeur du soleil foudroya plusieurs hommes dans les rangs. A l'attaque de la ville, on éprouva une résistance plus sérieuse : les Tartares disputèrent le terrain aux Anglais avec un admirable courage. Chassés des remparts, ils se précipitèrent dans leurs maisons pour y égorger leurs femmes et leurs enfans, et marchèrent de nouveau à l'ennemi. Les régimens anglais, se croyant maîtres de la ville, s'avançaient sans défiance entre les remparts et quelques jardins coupés de haies vives. Les Tartares débouchèrent subitement sur le flanc de cette colonne, leur première décharge tua ou blessa plusieurs hommes; mais les Anglais reprirent bientôt l'offensive et ne firent aucun quartier aux ennemis qu'ils purent atteindre : la prise de Chin-kiang-fou leur avait coûté cent quatre-vingt-cinq hommes, tués ou blessés.

Le soleil du 22 juillet 1842 éclaira en se levant une scène de désolation. Dans les maisons en ruines, dans les rues de Chin-kiang-fou, on ne rencontrait que des cadavres. Les Tartares qui n'avaient pas péri les armes à la main s'étaient suicidés; leur général s'était brûlé dans sa maison. Les soldats anglais, les régimens de cipayes surtout, avaient commis les plus affreux excès et prouvé que la féroce énergie des Tartares n'avait été que prévoyante. En immolant leurs femmes, ces malheureux leur avaient épargné du moins la flétrissure et le déshonneur. Le sac de Chin-kiang-fou est le plus terrible épisode de cette guerre; il a imprimé une tache au nom anglais. Aucune description ne saurait donner une idée de ce qu'était cette ville après quelques jours d'occupation. Les rues étaient désertes, l'air empoisonné par des cadavres dont des bandes de chiens maigres et affamés se disputaient les lambeaux. Les officiers faisaient d'impuissans efforts pour arrêter le pillage et la dévastation. Pas une maison n'avait été épargnée. Les portes étaient enfoncées, les fenêtres brisées, les murs éventrés; les toits même avaient disparu. Dans l'intérieur de ces demeures désolées, une masse confuse de vêtemens, d'armes, de meubles souillés, foulés aux pieds, jonchait le sol; c'était la plus complète image de la guerre

telle que les barbares la faisaient autrefois. La petite ville de Kwa-tchou, située sur la rive opposée du Yang-tse-kiang, offrit pour sa rançon 3 millions de francs, et obtint à ce prix d'être exemptée d'une occupation désastreuse. On se contenta de mouiller une frégate à l'ouverture de la branche septentrionale du grand canal, et la séparation des deux parties de l'empire fut accomplie.

La terreur désormais régnait à Pe-king; le parti de la paix l'avait définitivement emporté. On se sentait impuissant à combattre ces vaisseaux qui, suivant les rapports des mandarins, s'élevaient du sein de l'océan comme des montagnes et défiaient toutes les foudres de la Chine. Niu-kien, général tartare, Eli-po, vieillard octogénaire, Ki-ing, membre de la famille impériale, accouraient munis de pleins pouvoirs pour traiter avec les barbares et accéder à leurs propositions. Déjà cependant les quarante milles qui séparent Chin-kiang-fou de Nan-king avaient été franchis par la flotte anglaise, et les couleurs britanniques flottaient sous les murs de l'antique capitale de la Chine, de la résidence favorite de ses plus glorieuses dynasties. Les vaisseaux étaient embossés devant les remparts, les troupes débarquées, un des angles de la ville désigné pour l'assaut, quand sir Henry Pottinger donna l'ordre de suspendre les hostilités. Le 29 août 1842, le traité de Nan-king fut signé à bord du vaisseau le *Cornwallis*.

Par ce traité, le gouvernement chinois s'engageait à payer dans l'espace de trois ans une contribution de guerre d'environ 120 millions de francs, à ouvrir au commerce les ports de Canton, Amoy, Fou-tchou-fou, Ning-po et Shang-haï, à céder enfin aux Anglais l'île de Hong-kong, qu'ils occupaient déjà. De son côté, le gouvernement britannique promettait de restituer l'île de Chou-san et celle de Ko-long-seu, dans la rade d'Amoy, dès que l'entier paiement de la contribution stipulée aurait eu lieu. Le 20 septembre, vaisseaux, navires à voiles et navires à vapeur, bâtimens de guerre et bâtimens de transport, tout avait appareillé. La flotte redescendait le Yang-tse-kiang, et cette terrible apparition, qui avait semé l'effroi sur sa route, semblait s'évanouir comme s'évanouissent les fantômes évoqués par un rêve; les murs noircis de Chin-kiang-fou gardaient seuls les traces du sanglant passage des barbares. Les populations rendues à leurs travaux oublièrent bientôt ce funèbre souvenir. Dans les autres parties de l'empire, la retraite des étrangers fut célébrée comme une victoire. Les levées appelées des bords du fleuve et du lac Poyang, les soldats venus du Kiang-si, du Hou-pé, du Hou-nan, reprirent sur des barques le chemin de leurs provinces. Ces vaillantes troupes, qui n'avaient pas vu l'ennemi, n'en revenaient pas moins triomphantes. Chaque détachement avait sa bannière arborée à l'un des mâts de la jonque, et les chants dont ces guerriers faisaient retentir les rives étonnées du Yang-tse-kiang commen-

çaient par ces mots : « Ce drapeau déployé, les ennemis ont pris la fuite! » L'impression produite par cette guerre ne fut donc point aussi durable qu'on eût pu le penser. Tant de défaites réitérées n'humilièrent les armes de l'empereur qu'aux yeux des populations sur lesquelles avaient directement pesé les faciles succès des barbares. La plupart des Chinois ne virent dans l'expédition anglaise que le triomphe passager d'une bande de rebelles, qu'une incursion de pirates sur quelques points désarmés du territoire. Sous les murs de Canton, les Anglais avaient semblé battre en retraite; ils se retiraient encore sans tenter d'entrer dans Nan-king. Ces deux circonstances contribuèrent à sauver pour quelque temps la puissance morale des Tartares.

Les Anglais n'abusèrent point de leur victoire; ils pouvaient tout exiger; une sage politique leur conseilla la modération. Ils ne poursuivaient point en Chine le but qu'ils avaient atteint dans l'Inde; ils ne voulaient pas occuper une portion du Céleste Empire, mais verser jusqu'au fond de ses provinces leurs tissus de coton et de laine. Ils ne demandaient que l'extension et la sécurité du commerce; il fallait donc se montrer facile sur les autres conditions, et n'imposer au gouvernement chinois que des engagemens qu'il ne fût pas tenté de rompre. Le grand point, en effet, était non pas d'obtenir un traité avantageux, mais d'amener les mandarins à ne plus avoir la volonté de l'éluder. Pendant quelques années, on put croire que ce résultat était acquis. Les difficultés qui survinrent entre les deux pays semblèrent naître bien moins de la mauvaise foi des autorités chinoises que du défaut de discipline qui paralysait leur action sur certaines parties turbulentes du territoire. La conservation momentanée de Chou-san, ce gage que l'empereur avait hâte de retirer des mains des barbares, contribuait à rendre les négociations plus faciles, et le vice-roi de Canton plus conciliant; mais, quand Chou-san eut été évacué, il fallut répondre aux lenteurs étudiées de la diplomatie chinoise par des menaces ou des démonstrations. Il fallut affecter d'être prêt à recommencer la guerre, tout en ayant la ferme intention de ne la point entreprendre. C'est ainsi qu'on a vu, depuis le traité de Nan-king, les Anglais perdre insensiblement le prestige qu'ils avaient gagné par leurs victoires, reculer sans cesse dans leurs prétentions, opposer à la ruse une patience exemplaire, et ne point oser, malgré la conscience de leur force, affronter la responsabilité d'une seconde rupture. C'est à cette longanimité même que nous serions tenté de reconnaître la profondeur de leurs desseins. S'ils n'ont point osé reprendre les armes, quand le soin de leurs intérêts semblait les y inviter, c'est qu'ils ont compris qu'une nouvelle guerre, avec toutes ses conséquences si funestes à leur commerce, doit avoir un but plus considérable qu'un nouveau traité de Nan-king qui pourrait être aussitôt violé que conquis.

III.

Tandis que l'Angleterre assurait si laborieusement sa prépondérance commerciale en Chine, que faisait la France pour fonder son influence morale dans ces contrées lointaines? Les intérêts qu'elle avait à y protéger ne le cédaient point par l'ancienneté de l'origine aux intérêts commerciaux. Du jour où l'Europe moderne, se frayant une route inconnue à l'ancien monde, put entrer en communication avec le Céleste Empire, la vieille civilisation de la Chine se trouva en présence des deux forces qui la sollicitent encore aujourd'hui : les ports de l'extrême Orient virent apparaître à la fois le commerce européen et la religion chrétienne, les marchands portugais et les missionnaires catholiques.

On sait avec quelle rapidité grandit et s'écroula l'église fondée au Japon par l'apôtre des Indes. Vers la même époque, les successeurs de saint François-Xavier annonçaient l'Évangile à la Chine, et pénétraient dans le palais des empereurs. Les membres de la compagnie de Jésus présidèrent le *tribunal des Mathématiques*, et portèrent la robe des mandarins. La bienveillance du souverain favorisa les progrès de cette illustre mission, et la naissante église s'assit sur le terrain mouvant de la faveur impériale. Il fallut user de ménagemens envers la religion politique de l'empire, lutter avec les envieux que suscitait la faveur du prince, subir le contre-coup des révolutions de palais, résister aux rivalités des autres ordres qui essayaient de porter à leur tour les lumières de la foi dans le Tong-king, dans les provinces du Fo-kien, du Che-kiang et de Canton. Ce premier édifice, ébranlé par des dissensions intestines, s'abîma sous les coups de la persécution. Les missionnaires le relevèrent; mais cette fois ils ne comptèrent point, pour l'affermir, sur l'appui du bras séculier. Ils cherchèrent ailleurs qu'à la cour des auxiliaires et des prosélytes. L'œuvre de l'Évangile s'accomplit en Chine comme aux temps de la primitive église. Ce fut aux pauvres gens des campagnes, aux pêcheurs, qui n'avaient d'autre demeure que l'océan ou les bords des fleuves, que ces hommes dévoués allèrent révéler les espérances d'une autre vie. Les conversions ne se comptèrent plus par milliers, mais les convertis résistèrent aux tortures et à la mort. Les néophytes chinois eurent la foi des anciens jours. Ce troupeau d'élite s'accrut lentement, au fond des provinces les plus reculées de l'empire, dans le Su-tchuen, dans le Hou-kouang, sur les confins de la Tartarie. L'Europe lui vint enfin en aide; une association pour la propagation de la foi prit naissance en 1820 dans la ville de Lyon, et établit sa direction centrale à Paris. Les souscriptions arrivèrent bientôt de toutes les contrées catholiques. Sans atteindre

les recettes fabuleuses des sociétés protestantes, la nouvelle association vit son avenir assuré. Près de 500,000 francs furent affectés par le conseil central à l'entretien des missions répandues sur le vaste territoire de la Chine et de la Tartarie, dans la Cochinchine et dans le Tong-king, dans le royaume de Siam et dans la presqu'île de Malacca, des montagnes du Thibet aux frontières de l'Inde anglaise.

En Chine, cinq ordres religieux s'étaient partagé et se partagent encore les travaux de l'apostolat : les franciscains, les dominicains, les jésuites, les lazaristes et les prêtres des Missions étrangères. Quatre-vingts missionnaires et cent trente prêtres indigènes parcouraient dix diocèses, dont le moindre était plus étendu que la France. Chaque diocèse était administré par un vicaire apostolique, évêque *in partibus*, assisté quelquefois d'un évêque coadjuteur. Au conseil de la Propagande, dont les membres résidaient à Rome et étaient nommés par le saint-siége, appartenait la direction générale des missions; aux divers ordres religieux, la disposition des ressources qu'ils devaient à la piété des fidèles. Les missionnaires portugais avaient conservé la province de Canton; les Espagnols avaient le Fo-kien, ravagé en 1837 par la persécution; les Italiens occupaient le rude territoire du Shan-tong et du Chan-si, le Hou-kouang, souvent désolé par la famine, le Kiang-nan, province riche, pacifique et pleine d'avenir. C'est dans le Kiang-nan qu'acceptant la juridiction d'un prélat italien, les pères de la compagnie de Jésus étaient venus réclamer les débris de leur héritage. Depuis la destruction de cette célèbre société, les enfans de saint Vincent de Paule avaient succédé aux jésuites dans le diocèse de Pe-king. Ils donnaient des évêques au Ho-nan, au Che-kiang, au Kiang-si. L'établissement des Missions étrangères, fondé en 1663, sous le règne de Louis XIV, illustré par de nombreux martyrs et l'éclat non interrompu de ses longs services, supportait seul le fardeau de quatre vicariats apostoliques : le Su-tchuen, livré aux angoisses de la misère et de la faim; le Yun-nan, malsain et marécageux; le Kouei-tcheou, où l'Évangile pénétrait pour la première fois; le Leau-tong au climat de fer. Dans le royaume annamite, une décision pontificale avait partagé le Tong-king en deux vicariats, l'un à l'orient, l'autre à l'occident. Le premier, qui confine à la Chine, était entre les mains des dominicains espagnols; le second, ainsi que le vicariat de la Cochinchine et du Camboge, avec le vicariat tout récent de la Corée, était confié à la société qu'on était sûr de trouver au premier rang dans cette œuvre d'abnégation, à la société française des Missions étrangères.

Outre le clergé indigène, les missionnaires avaient encore de précieux auxiliaires dans les catéchistes chinois. De ces catéchistes, les uns, astreints au célibat, accompagnaient les prêtres européens dans le cours de leurs visites, ou parcouraient eux-mêmes les districts éloi-

gnés pour administrer le sacrement du baptême, présider aux funérailles, découvrir ou réformer les abus; les autres étaient généralement des pères de famille choisis parmi les chrétiens les plus instruits. Le missionnaire les chargeait d'entretenir les nouveaux fidèles dans leur foi par des lectures pieuses et des exhortations familières. On comptait trois cent mille chrétiens environ dans l'empire chinois, trois cent quarante mille dans les deux vicariats du Tong-king, quatre-vingt mille dans celui de la Cochinchine, quelques milliers à peine en Corée. C'était une bien faible partie de l'immense population qu'on voulait convertir; mais, il faut le répéter, la plupart de ces fidèles étaient des chrétiens comme l'Europe n'en connaît plus guère. Ils avaient confessé la foi par l'exil, par la torture, ou tout au moins par la pauvreté volontaire. Les uns avaient gémi pendant des années entières au fond de l'Asie centrale, sur les confins du Turkestan et de la Sibérie; d'autres, agenouillés dans le prétoire, avaient bravé le bâton des bourreaux; d'autres avaient fui dans les montagnes, abandonnant aux satellites tout ce qu'ils possédaient. Il avait donc fallu obtenir de cette race craintive qu'elle osât braver les édits sans cesse renouvelés des mandarins, il avait fallu apprendre à ces natures cupides l'horreur de l'usure, il avait fallu renverser le respect des traditions, abolir les coutumes les plus chères à ce peuple et en apparence les plus saintes, l'éloigner des tombeaux de ses pères, comprimer ses instincts invétérés et exalter son attachement aux nouvelles croyances jusqu'au courage et au dévouement du martyre. Pour faire des chrétiens de ces hommes, il avait fallu les transformer.

Comment les missionnaires avaient-ils opéré ce prodige? Par l'exemple de leur propre vie et l'exemple de leur propre foi. Ils n'avaient point offert à ces pauvres gens les dogmes du christianisme comme une théorie ou un système, mais comme une histoire qu'ils tenaient eux-mêmes pour avérée, et ce témoignage, ils s'étaient montrés prêts à le sceller de leur sang. Ils ne se donnaient point pour des hommes à miracles, mais leur constance et leur résignation étaient un miracle renouvelé chaque jour aux yeux de ces néophytes qui n'avaient jamais rien rêvé de semblable. En moins de trente ans, le vicariat du Hou-kouang fut arrosé du sang de trois prêtres européens, un franciscain et deux lazaristes français, MM. Clet et Perboyre; dans la seule année 1838, la persécution immola en Cochinchine vingt-trois martyrs : trois évêques, deux missionnaires, neuf prêtres indigènes, cinq catéchistes et quatre fidèles. Tout servait de prétexte à la haine des persécuteurs. Ils affectaient de confondre les chrétiens au Tong-king et dans le Camboge avec les rebelles, en Chine avec la secte des Pe-lien-kiao, qui avait jadis renversé la dynastie mongole, et qui, grossie de

tous les vagabonds de l'empire, conspirait encore la ruine de la dynastie régnante. On accusait ces hommes doux et inoffensifs des pratiques les plus révoltantes, de bâtir des maisons pour y séduire les femmes, d'arracher les yeux aux malades, de recevoir des mains du prêtre un pain confectionné avec des ingrédiens mystérieux. La prière en commun, les onctions faites sur les yeux des mourans, le sacrement de l'eucharistie, avaient donné naissance à ces fables ridicules qui puisaient un certain crédit dans l'extrême ignorance des masses et dans l'aveugle aversion du peuple pour les étrangers.

Ce fut au milieu de ces épreuves si cruelles pour les missions catholiques que la guerre vint à éclater entre l'Angleterre et la Chine. La France ne vit d'abord dans l'ouverture des hostilités qu'une raison d'exercer une surveillance plus active sur les projets d'agrandissement d'une puissance rivale. Quand elle s'aperçut que l'intégrité de l'empire chinois n'était pas menacée, quand elle dut renoncer à lutter contre la prépondérance commerciale de l'Angleterre et des États-Unis, elle crut un instant que son rôle était terminé. Ce rôle venait au contraire de s'ouvrir. La pente naturelle de notre politique, quel que soit le gouvernement qui la dirige, a toujours été de prendre parti pour les opprimés. Il y avait en Chine des victimes et des bourreaux; il y avait là aussi des compatriotes qui faisaient honorer le nom de notre pays, des prêtres qui avaient mérité l'admiration du monde chrétien. Notre conduite pouvait être prévue d'avance : au moment où le drapeau tricolore semblait devoir se retirer de ces mers, rebuté par la stérilité de nos relations commerciales, une politique plus prévoyante l'y retenait en l'appelant à couvrir la cause de la civilisation et de la liberté religieuse.

Ce fut à la corvette française *la Danaïde*, commandée par M. Joseph de Rosamel, qu'appartint l'honneur de montrer notre pavillon sur les côtes de la Chine à l'époque même où l'escadre anglaise venait chercher à Canton le traité qu'elle croyait avoir conquis dans le golfe de Pe-tche-ly. M. de Rosamel était appelé à se mouvoir au milieu de circonstances d'autant plus difficiles qu'elles étaient imprévues, et soulevaient à chaque pas les questions les plus délicates de droit international. La loyale fermeté de cet officier fut appréciée par le plénipotentiaire anglais, et M. de Rosamel put assister à l'entrevue qui eut lieu dans la rivière de Canton, au mois de mai 1841, entre le commissaire impérial et le capitaine Elliott. A la vue de ce jeune capitaine, que les Anglais entouraient de tant d'égards, Ki-shan parut comprendre le rôle qui, dans ces conjonctures, pouvait être dévolu à la France; mais déjà le parti violent l'avait emporté à Pe-king : Ki-shan avait été rappelé et dégradé; le capitaine Elliott lui-même était désapprouvé; toute médiation était devenue impossible. Une nouvelle campagne ne tarda pas à

s'ouvrir. M. de Rosamel suivit à Chou-san l'escadre anglaise, et ne voulut quitter les mers de Chine qu'en apprenant l'arrivée de la frégate *l'Érigone* à Manille.

Nul n'était mieux préparé que le commandant de *l'Érigone*, M. le capitaine de vaisseau Cécille, pour le double rôle que les circonstances allaient imposer au représentant de la France dans ces parages. Il fallait se montrer à la fois marin entreprenant et négociateur habile. La guerre, un instant suspendue, allait recommencer avec plus d'activité que jamais. Arrivé à Macao, M. Cécille sut attirer vers lui les regards des autorités chinoises éperdues, et donner de sages conseils sans sortir de la plus stricte neutralité. En cachant la vérité à l'empereur, les mandarins s'exposaient à perdre l'empire. Le péril si pressant leur avait ouvert les yeux, il ne fut point difficile de les convaincre de l'impuissance de la Chine, de la nécessité de traiter avant que de nouveaux triomphes eussent rendu les Anglais plus exigeans; mais ce qui n'était donné à aucune éloquence, c'était d'inspirer à ces fonctionnaires un courage inconnu dans ces cours serviles : braver le courroux du souverain pour l'éclairer sur les dangers que courait son trône était une perspective que nul d'entre eux n'osait envisager. Les destinées de la Chine purent donc s'accomplir. Les Anglais remontèrent le Yang-tse-kiang; le point vulnérable de l'empire fut découvert, et l'on sut désormais où devaient porter les coups pour qu'on les sentît à Pe-king. Accueilli avec une distinction toute particulière par l'amiral sir William Parker, qui aimait jusque dans l'officier d'une marine rivale l'homme de mer habile et résolu, le commandant Cécille put suivre, avec sa frégate, l'escadre anglaise à Wossung. Invité à assister à la conclusion du traité qui fut signé à bord du *Cornwallis*, il remonta sur une jonque à Nan-king, et fut présenté par l'amiral anglais aux commissaires impériaux.

Peu de jours après la signature de ce traité, une corvette française venait jeter l'ancre au milieu de la flotte britannique. C'était *la Favorite*, commandée par M. Page. A l'honneur de notre marine, cet officier avait entrepris de réaliser seul, sans autre secours que quelques instructions vagues et un grossier croquis de la carte du capitaine Bethune, ce que l'escadre anglaise, avec toutes ses ressources, n'avait point exécuté sans péril. Le capitaine Page ne se laissa détourner de son dessein ni par les difficultés qu'il rencontra sur sa route, ni par les sérieux dangers auxquels fut exposée *la Favorite*. Il réussit, et les Anglais apprirent une fois de plus qu'ils n'avaient point seuls dans les entreprises maritimes le privilége de l'audace et de la constance.

Le traité de Nan-king ne stipulait que les principales conditions de la paix. Ce fut à Canton, par une convention débattue entre les commissaires de l'empereur et sir Henry Pottinger, que furent déterminés

les nouveaux tarifs de douane et les règlemens de commerce. La taxe la plus considérable, celle que prélevait sur les navires européens la cupidité des autorités de Canton, le *kam-sha*, qui s'élevait à plus de 12,000 francs par navire, fut définitivement abolie. On ne maintint que les droits impériaux et le droit de navigation, fixé à 3 fr. 75 cent. par tonneau. Les objets importés ou exportés furent soumis à une taxe modérée qui ne dépassa pas 5 ou 10 pour 100 de la valeur conventionnelle attribuée à ces marchandises. Jamais conditions plus libérales n'avaient été faites en aucun pays au commerce étranger; il importait de mettre la France en mesure d'en profiter. Le commandant de *l'Érigone* se hâta de revenir à Macao. Les Anglais se montraient disposés à n'exiger aucun avantage exclusif; ils avaient fait même insérer dans leur traité commercial un article qui étendait aux autres nations les stipulations obtenues en faveur du commerce britannique; mais il ne pouvait nous convenir d'accepter cet état de choses et de n'être admis sur les marchés de la Chine qu'en vertu de cet acte de dédaigneuse munificence. M. Cécille et plus tard M. de Ratti-Menton, nommé consul de France à Canton, s'empressèrent tous deux de réclamer pour les négocians français une complète participation aux priviléges dont jouiraient les sujets des autres puissances dans le Céleste Empire. Le 10 septembre 1843, les droits de la France furent solennellement reconnus et consignés dans une communication officielle adressée par Ki-ing et Ki-kong à M. Guizot, alors ministre des affaires étrangères. Une mission diplomatique confiée à M. de Lagrené vint bientôt convertir en un traité solennel cette convention provisoire.

Ce traité, conclu à Wam-poa le 24 octobre 1844, ne pouvait être, comme celui que venait d'obtenir quelques mois auparavant le plénipotentiaire américain, que la reproduction du traité anglais. Sur le terrain commercial, le principe d'égalité établi par les Chinois écartait avec habileté toute prétention nouvelle; mais on pouvait porter sur un terrain moins ingrat l'immense influence qu'assurait au plénipotentiaire français l'éclat d'une mission appuyée par des forces imposantes. Ce fut alors que quelques personnes songèrent à obtenir la révocation des édits promulgués contre les chrétiens. Cette démarche n'avait pas été prévue dans les instructions données à M. de Lagrené; elle était digne de la France et des hommes qui la représentaient dans ces mers lointaines; elle honore également ceux qui en conçurent la pensée et ceux dont l'habileté en assura le succès. L'empereur Tao-kouang avait ouvert son règne par de nouveaux édits de proscription contre la religion chrétienne : il fallait l'amener à les déchirer à la face de l'empire. Avant la guerre, il ne se fût point trouvé un mandarin pour lui conseiller une pareille mesure; mais la voix des étrangers était devenue toute-puissante, et leur influence opérait des miracles. L'amiral

Cécille, entouré d'une nombreuse division, avait su donner aux Chinois une haute idée de notre puissance navale. La cour de Pe-king attachait un grand intérêt au bon vouloir de la France. Le vice-roi du Kouang-tong et du Kouang-si, Ki-ing, chargé de traiter avec les négociateurs européens, accueillit avec un empressement inattendu les premières ouvertures de M. de Lagrené. L'aménité du plénipotentiaire français avait gagné la confiance du mandarin tartare. Dans la convention qui devait intervenir entre les deux puissances, on ne s'écarta point des bases admises par les Anglais et les Américains. Le traité de Nan-king n'avait ouvert aux Européens que les cinq ports; les étrangers demeuraient exclus du reste de l'empire, et les missionnaires ne furent point exceptés de cette interdiction générale. Les Anglais cependant avaient exigé que tout étranger saisi dans l'intérieur du pays ne fût justiciable que du consul de sa nation. Cette clause était applicable aux missionnaires et les mettait à l'abri des arrêts sanguinaires du prétoire; mais c'était là, aux yeux de ces hommes intrépides, une conquête sans importance; quelques-uns d'entre eux n'acceptaient même qu'à regret ce gage de sécurité qui les menaçait de la concurrence des sectes protestantes. Ce que tous demandaient comme un bienfait inappréciable, c'était la liberté pour les sujets de l'empire d'embrasser la foi catholique et d'en professer ouvertement le culte extérieur. On ne pouvait faire de cette tolérance religieuse un article du traité qui allait engager les deux nations; on pouvait solliciter ce bienfait comme une faveur. C'était une affaire qui devait être discutée officieusement entre les deux plénipotentiaires. La France ne jeta point son épée dans la balance; elle réclama les droits de l'humanité avec le langage modéré qui convenait à la cause qu'elle s'était chargée de défendre; elle suivit avec persévérance des négociations pacifiques, et vit ses efforts couronnés d'un plein succès. Trois édits impériaux furent accordés aux sollicitations de notre ambassadeur : le premier permettait à tous les Chinois d'embrasser la religion chrétienne; le second donna pour marque distinctive du christianisme le culte de la croix et des images; le troisième prescrivit la restitution des églises bâties depuis le règne de l'empereur Kang-hi, de celles du moins qui n'auraient point été converties en pagodes ou en édifices d'utilité publique. Un cri de joie, parti du sein de l'église de Chine, depuis si long-temps opprimée, salua dans l'apparition de ces édits la promesse d'un meilleur avenir. Une ère nouvelle s'ouvrait pour les missions, et notre marine, appelée à défendre l'œuvre de notre diplomatie, devait bientôt, par la force même des choses, chercher à en développer les conséquences.

On était fondé à espérer que les états tributaires de la Chine suivraient cet empire dans la voie des concessions religieuses. Si la cour

de Pe-king eût obéi à une autre impulsion que celle de la crainte, s'il se fût opéré un renversement complet dans la politique impériale, l'exemple de l'empereur eût entraîné sans doute le souverain du royaume annamite et celui de la Corée : la contagion eût peut-être gagné le Japon; mais, dans l'édit de tolérance accordé aux chrétiens chinois, on ne vit, hors de l'empire comme au sein de l'empire même, que le résultat des obsessions étrangères, qu'une nouvelle humiliation imposée au fils du ciel. On ne songea donc qu'à se mieux garder contre cette intervention importune de l'Occident. L'amiral Cécille ne se laissa point décourager par les dispositions ouvertement hostiles des états tributaires de la Chine, et n'en épia qu'avec plus de soin l'occasion de faire pénétrer la clémence jusqu'au sein de ces monarchies barbares. Au mois de février 1843, il avait appris que cinq missionnaires français condamnés à mort étaient détenus dans les cachots de Hué-fou, capitale et siége du gouvernement annamite. Il se préparait à se rendre à Tourane, quand la corvette *l'Héroïne* arriva sur la rade de Macao. Ce bâtiment devait, en retournant à Bourbon, visiter plusieurs ports placés sur sa route, et Tourane en particulier. Le capitaine Favin-Lévêque reçut tous les renseignemens qui pouvaient faciliter la délivrance des prisonniers. Fier d'avoir à remplir une si belle mission, cet officier en assura le succès par la fermeté de ses demandes et la modération de sa conduite. Les mandarins comprirent qu'ils avaient devant eux un homme inébranlable que toutes leurs lenteurs ne parviendraient pas à lasser, et dont ils ne se débarrasseraient qu'en se décidant à le satisfaire. MM. Berneux, Charrier, Galy, Miche et Duclos furent remis au commandant de *l'Héroïne*. En Cochinchine, ce furent les premières victimes arrachées aux bourreaux. Deux années après cette heureuse expédition, Mgr Lefebvre, évêque d'Isauropolis, fut arrêté à son tour par les autorités cochinchinoises. Le capitaine de la corvette *l'Alcmène*, M. Fornier-Duplan, chargé par l'amiral d'une lettre pour le roi Thieu-tri, se rendit à Tourane, et, après une assez longue négociation, obtint la liberté du vicaire apostolique de la Cochinchine. Ce double service rendu par notre marine aux missions catholiques eut un salutaire effet. On cessa de rechercher aussi activement les prêtres européens, quand on eut reconnu que leur arrestation ne manquait jamais d'attirer sur les côtes du royaume annamite ce qu'on voulait éloigner avant tout, les navires de guerre étrangers.

La mission de Corée ne méritait pas moins d'intérêt que celle de Cochinchine. Depuis un demi-siècle, il y avait des chrétiens en Corée. L'Évangile y avait été apporté par un prêtre chinois venu de Pe-king; en 1801, le gouvernement fut averti de la présence d'un étranger dans le royaume, et la persécution dispersa les membres épouvantés de cette chrétienté naissante. Ce fut vers 1834 que la Propagande confia aux

Missions étrangères le soin de développer les germes de foi déposés par ce prêtre-martyr. La Corée fut érigée en vicariat apostolique. Le premier évêque, Mgr Bruguière, n'atteignit la frontière de son diocèse qu'après des prodiges de persévérance. Il mourut sans avoir pu y pénétrer. Deux missionnaires, MM. Maubant et Chastan, et un nouvel évêque, Mgr Imbert, furent plus heureux. Ils franchirent sur la glace le Ya-lo-kiang, le fleuve du Canard-Vert, qui se jette sur les confins du Leau-tong dans la mer Jaune, et arrivèrent jusqu'à Seoul, capitale de la Corée. De nombreuses conversions récompensaient déjà leur courage, quand les progrès de la secte proscrite furent dénoncés à la cour. Dans une seule séance, quarante chrétiens furent condamnés à mort; un système de visites domiciliaires, qui rendait cinq familles responsables pour un seul individu, fut organisé dans les huit provinces. On voulait à tout prix découvrir les trois Européens qu'on savait cachés dans le pays. Les missionnaires pensèrent que le moment était venu de sacrifier les pasteurs pour sauver le troupeau : ils se livrèrent aux satellites qui avaient perdu leurs traces, et furent mis à mort le 21 septembre 1839.

Ce ne fut qu'à la fin de 1842 que ces désastreuses nouvelles arrivèrent en Chine. Un nouvel évêque fut nommé par le saint-siége : ce fut Mgr Ferréol. Ce prélat parvint jusqu'à la frontière; mais les guides chrétiens venus à sa rencontre refusèrent de l'introduire en Corée. Depuis la dernière persécution, la surveillance des autorités était devenue plus active. Des postes de soldats échelonnés de distance en distance gardaient toutes les issues. Un jeune diacre coréen, élevé dans le séminaire de Macao, où il avait été envoyé par les premiers missionnaires, André Kim, fut plus heureux que l'évêque : il parvint à se glisser en Corée entre les nombreux postes de la frontière et à pénétrer dans la capitale. Ce chrétien intrépide résolut alors d'aller chercher Mgr Ferréol à Shang-haï et de l'amener par mer sur les côtes de la péninsule que les autorités coréennes croyaient suffisamment gardées par l'absence de toutes relations maritimes entre la Corée et la Chine. Plein d'ardeur et d'espoir, il réunit quelques néophytes, gagna la côte, se jeta avec ses compagnons dans une mauvaise barque, et, capitaine improvisé, se lança en haute mer, cherchant à l'aide d'une méchante boussole les rivages du Céleste Empire. Tout devait être aquilon pour le frêle esquif. Un coup de vent le surprit au milieu de la mer Jaune; le gouvernail fut brisé; les Coréens se croyaient perdus : André seul avait conservé toute sa confiance. Ces nouveaux Argonautes rencontrèrent heureusement, au milieu de ce pressant péril, une jonque chinoise qui se chargea, moyennant la promesse d'une assez forte somme, de prendre leur bateau à la remorque et de le conduire jusqu'à Shang-haï. Quelques jours plus tard, Mgr Ferréol élevait au sacerdoce le coura-

geux diacre, et montait avec un autre missionnaire, M. Daveluy, sur la barque qui venait d'accomplir ce miraculeux voyage. A la fin de 1845, le prélat et ses compagnons entraient furtivement dans Seoul, où la piété des chrétiens coréens leur avait préparé un asile.

A côté de la Corée, les îles Lou-tchou devaient, comme une dépendance de l'empire japonais, attirer l'attention de la Propagande. La corvette *l'Alcmène* avait, au mois d'avril 1844, porté dans ces îles un missionnaire catholique, M. Forcade. Les communications constantes que les Lou-tchou entretiennent par Nafa avec le Japon semblaient un moyen indirect d'entrer en relations avec cet empire. L'amiral Cécille eût voulu trouver à Nafa un port d'entrepôt pour le commerce avec le Japon, le saint-siége un point de départ pour une mission autrefois florissante et qu'il tenait à honneur de rétablir. Le missionnaire porté aux îles Lou-tchou par *l'Alcmène* venait d'être nommé évêque de Samos et vicaire apostolique du Japon. La police se fait trop bien dans l'empire japonais pour qu'on y puisse tenter ces introductions clandestines qui ont réussi en Corée et en Cochinchine. Les premiers pas du missionnaire sur ces côtes interdites l'auraient conduit infailliblement à un martyre stérile. Néanmoins, si l'on parvenait à se créer quelques relations dans le pays, si l'on se procurait des guides japonais, comme on avait eu des guides chinois et coréens, il était certain que du sein des missions s'élanceraient à l'instant des hommes pour lesquels ces menaces de mort ne seraient qu'une séduction de plus. Ce sont ces relations, ce sont ces guides que M. Forcade était venu chercher à Nafa, quand l'amiral avait envoyé *l'Alcmène* aux îles Lou-tchou pour y sonder le terrain des intérêts commerciaux; mais l'amiral et le missionnaire devaient voir leur espoir également déçu. Le gouvernement du Japon ne voulait point autoriser de rapports, si indirects qu'ils pussent être, entre ses sujets et d'autres Européens que ceux qu'il admettait une fois l'an à Nangasaki. M. Forcade n'en parvint pas moins à exploiter la curiosité des gardes chargés de le surveiller. Au bout de six mois, il parlait avec facilité la langue du pays. Ce fut l'unique succès qu'il put obtenir : le gouvernement oukinien, sans le persécuter, avait très habilement fait le vide autour de lui. Dès que le missionnaire sortait de la *bonzerie* qui lui avait été assignée pour demeure, ses gardes le suivaient, faisaient fermer les portes et éloigner les curieux. Ce n'était point à ces natures molles et pusillanimes qu'on pouvait faire accepter les vérités du christianisme.

Si la Chine se montrait momentanément bienveillante, l'empire annamite, la Corée, les îles Lou-tchou, moins accessibles, provoquaient, on le voit, de nouveaux efforts et devaient entretenir l'activité de notre marine. L'amiral Cécille, parti de Macao dans les premiers mois de 1846, se rendit d'abord aux îles Lou-tchou et mouilla dans le port d'Oun-

ting. Mgr Forcade, qui devait être sacré à Manille, fut reçu à bord de *la Cléopâtre*, et deux nouveaux missionnaires, MM. Leturdu et Adnet, occupèrent sa place à Nafa. La division se dirigea, en quittant Ounting, vers les côtes du Japon. Le port de Nangasaki, les îles de la Corée, virent successivement apparaître le pavillon français. L'amiral eut besoin, pendant cette croisière, de toute son expérience pour guider ses navires à travers les mille dangers de la route, de toute sa modération pour ne point user des forces imposantes qu'il tenait dans sa main. Il pensa que, s'il fallait respecter les barrières que ces peuples ombrageux ont élevées entre eux et le reste du genre humain, il n'était point inutile de déployer quelquefois sous leurs yeux l'appareil de notre puissance. Nos baleiniers vont exercer leur périlleuse industrie jusque dans ces mers lointaines; nos missionnaires vont y porter les lumières de la foi : oserait-on regretter la pression morale qui peut leur rendre ces côtes moins inhospitalières? Cette campagne ne fut point du reste sans fruit pour la science. *La Sabine*, commandée par M. Guérin, marin consommé et manœuvrier intrépide, avait reçu à son bord trois ingénieurs hydrographes, MM. Delaroche-Poncié, Estignard et Delbalat. Ces ingénieurs levèrent, avec la précision que les officiers de ce corps distingué apportent dans tous leurs travaux, les plans des ports de Nafa et d'Ounting. Les îles semées sur la route des Lou-tchou aux côtes du Japon, de Nangasaki aux côtes de la Corée, îles pour la plupart inconnues ou mal déterminées, occupèrent enfin sur nos cartes la position que la nature leur assigna dans ces mers orageuses.

Cette expédition du nord fut la dernière campagne de l'amiral Cécille dans les mers de Chine. Il y avait près de cinq ans que, capitaine de vaisseau et commandant de *l'Érigone*, il était arrivé pour la première fois à Macao. Pendant cette longue station, il avait vu se développer des événemens d'une immense portée. Il en avait suivi et souvent pressenti le cours. Livré à ses propres inspirations, il dut prendre conseil des circonstances et assumer une responsabilité que l'absence d'un agent accrédité auprès du gouvernement chinois lui faisait un devoir d'accepter. Ce n'est que dans de rares occurrences que la marine voit ainsi s'agrandir son horizon; mais on nous permettra de constater, du moins par cet exemple, que l'exercice du commandement, précédé des sérieuses études qu'exige le métier de la mer, n'est point une si mauvaise initiation à l'intelligence et à la pratique des affaires.

Au mois de janvier 1847, l'amiral Cécille transmit le commandement de la station de l'Indo-Chine à M. le capitaine de vaisseau Lapierre. Il ne pouvait remettre cette station en des mains plus loyales et plus capables. M. Lapierre venait de commander le vaisseau *le Suffren* sous les murs de Tanger et de Mogador, dans ces brillans combats dont le souvenir est deux fois cher à la France, quand il arbora son

guidon à bord de la frégate *la Gloire*. Toute la marine le connaissait pour un noble cœur, et rendait justice à son caractère ferme et élevé. L'expérience n'avait point éteint chez lui l'esprit d'entreprise et la résolution. L'amiral lui léguait deux missions délicates : la première, de paraître à Tourane pour y réclamer Mgr Lefebvre, qui, rentré en Cochinchine, y avait été une seconde fois arrêté; la seconde, de se présenter sur les côtes de Corée pour essayer d'y obtenir quelques garanties en faveur de nos missionnaires. M. Lapierre se félicita de l'heureux début que lui avait réservé l'amiral. Il avait conservé sous ses ordres la corvette *la Victorieuse*, commandée par M. Rigault de Genouilly. Assuré du concours de cet officier distingué, qui, attaché depuis plus de trois ans à la station de l'Indo-Chine, en possédait toutes les traditions, le commandant de *la Gloire* ne douta point du prompt succès de ses démarches. Malheureusement les Cochinchinois étaient aussi mobiles dans leurs dispositions que les autres peuples de l'extrême Orient. Dans ces esprits pusillanimes et cauteleux, la crainte et la fureur ont tour à tour le dessus. Pour s'épargner de nouvelles réclamations, le roi Thieu-tri avait fait relâcher Mgr Lefebvre, et ce prélat avait déjà pris sur une jonque le chemin de Singapore. Il semblait qu'à l'arrivée de *la Victorieuse*, qui avait devancé *la Gloire* dans la baie de Tourane, le gouvernement annamite dût se montrer empressé de se faire un mérite auprès des officiers français de cet acte spontané de clémence. Les mandarins repoussèrent au contraire toute tentative de communication. M. Lapierre arriva sur ces entrefaites : il éprouvait les plus vives inquiétudes sur le sort de Mgr Lefebvre, qu'il savait sous le coup d'un arrêt de mort, et dont il cherchait en vain à obtenir quelques nouvelles. Cinq corvettes de guerre cochinchinoises, toute la marine militaire du royaume, étaient à l'ancre dans le fond de la baie et se disposaient à prendre la mer. Il fallut menacer les mandarins de s'opposer au départ de ces bâtimens pour obtenir qu'ils voulussent bien accepter une lettre et se charger de la faire parvenir à Hué-fou. Pour réponse, les conseillers du roi Thieu-tri préparèrent à nos officiers une infâme trahison. Quand on n'a point étudié de près le caractère de ces barbares, quand on n'a pas suivi les événemens de ces trois années de guerre pendant lesquelles les Chinois, sans cesse battus, furent sans cesse les agresseurs, on a peine à comprendre que le gouvernement annamite ait pu passer si subitement d'un excès de terreur à un excès d'audace; mais ces corvettes mouillées dans la baie de Tourane avaient été construites sur des modèles européens et semblaient par leur masse supérieures à *la Victorieuse :* on avait entassé sur chacune d'elles un millier de soldats, on avait rassemblé en outre des jonques dans la rivière, on en avait appelé d'autres points de la côte, et toutes ces jonques étaient chargées de troupes. On se proposait,

en un mot, d'attaquer deux navires avec une armée : comment n'eût-on pas cru au succès?

La seule chose qu'on n'eût point prévue, c'était la promptitude du commandant Lapierre à prendre une détermination vigoureuse. Dès que ce brave officier eut reconnu les préparatifs hostiles dirigés contre la division française, il fit embosser *la Gloire* et *la Victorieuse*, et ordonna aux mandarins de faire rétrograder les jonques qui manœuvraient pour mettre nos bâtimens entre deux feux. Si ces jonques entraient dans la rade, il prendrait l'initiative des hostilités; les jonques continuèrent à s'avancer, et le 15 avril 1847, à onze heures du matin, l'action s'engagea entre nos navires et les corvettes. Le feu des Cochinchinois était vif, mais mal dirigé; les boulets français, au contraire, portaient tous. Bientôt les cinq corvettes étaient complétement réduites. Le peu de profondeur du mouillage avait forcé *la Gloire* de combattre à grande portée de canon; *la Victorieuse*, petite corvette de 22 caronades, avait pu serrer l'ennemi de plus près. M. Lapierre voulut décerner à cette corvette l'honneur de la journée, et sut rendre un juste hommage aux excellentes dispositions prises par M. de Genouilly. On s'empressa, dès que le combat fut terminé, de mettre à terre les blessés cochinchinois qui pouvaient être débarqués sans danger; on conserva les autres à bord de *la Gloire*, où les soins les plus empressés leur furent prodigués. La division française n'avait plus rien à faire à Tourane; elle s'était bornée à repousser une agression insensée. Sans chercher à pousser plus loin ses avantages, M. Lapierre s'empressa de revenir à Macao. L'impression produite en Cochinchine par cet acte de vigueur n'en fut pas moins salutaire. Partout on vantait le courage des Français pendant l'action, leur humanité après la victoire; partout on blâmait ouvertement le roi Thieu-tri et l'on raillait sa folie (1). Celui-ci cependant faisait élever de nouveaux forts à Tourane, construisait de nouveaux navires et lançait un édit de proscription contre les Français; mais ces mesures étaient loin de le rassurer. Sur le faux avis qu'une division française était arrivée à Singapore, il tomba malade et mourut au bout de sept jours, le 4 novembre 1847. Son second fils lui succéda sous le nom de

(1) Voici du reste sur cette affaire la version des Cochinchinois telle qu'on peut la lire dans un journal anglais imprimé à Singapore, le *Straits-Times* du 21 octobre 1848 : « Le commodore Lapierre avait reçu des mandarins l'ordre de prendre les provisions, le bois et l'eau qui lui étaient nécessaires, et de mettre sous voiles dans l'espace de trois jours. S'il s'y refusait, le roi ferait tirer sur les bâtimens français par ses navires et par ses forts. En effet, tout fut préparé pour l'attaque; quatre jonques de guerre partirent de Hué-fou; les forts se disposèrent à les soutenir. Le commodore prit ombrage de ces mesures, et jura qu'on ne le mettrait pas à la porte avec si peu de cérémonie. *Le troisième jour, les navires du roi et les forts ouvrirent le feu sur les bâtimens français.* Les forts avaient une artillerie trop faible et tiraient de trop loin. Le commodore *répondit à l'instant*, détruisit quatre navires et tua plus de douze cents hommes. »

Tu-duc (postérité vertueuse), et, malgré quelques velléités de persécution qui signalèrent les premiers jours de son règne, les chrétiens recueillirent bientôt, sous ce prince plus éclairé que son père, les fruits du combat de Tourane.

M. Lapierre avait dignement rempli à Tourane la première des deux missions que lui avait léguées l'amiral Cécille; la seconde, dont les côtes de la Corée étaient le but, présentait des difficultés de navigation toutes particulières. On n'a encore jusqu'à ce jour pu réunir sur l'hydrographie de la Corée que des données bien incomplètes. Les navires qui conduisirent lord Amherst à Pe-king en 1816, la frégate l'*Alceste* et le brick la *Lyra*, ont tracé de leur route à travers l'archipel un croquis rapide et vague; le capitaine Basil Hall y avait joint la relation de ce voyage. Il indiquait comme un mouillage sûr la baie qui porte son nom; c'est sur ce point que, le 9 août 1847, se dirigeaient *la Gloire* et *la Victorieuse*. La corvette était à un mille en avant, sondant et signalant le fond; le vent du sud-ouest soufflait avec force, la mer était grosse; les deux navires étaient emportés par un sillage rapide, bien qu'ils eussent deux ris pris aux huniers. Tout à coup les signaux et la manœuvre de *la Victorieuse* indiquent que la route est dangereuse à tenir. On veut serrer le vent, revenir sur ses pas; mais le courant contraire et la grosse mer repoussent la frégate et la corvette. Chaque bordée les enfonce davantage dans l'impasse où elles sont engagées; elles s'échouent. C'était le moment de la haute mer et la veille de la nouvelle lune; la mer baissa ce jour-là de dix-huit pieds, le lendemain de plus de vingt-et-un. La corvette demeura complétement à sec; la frégate n'eut plus autour d'elle que quelques pieds d'eau. Aucun effort humain ne pouvait sauver ces deux navires, bientôt ouverts et brisés par la vague. Ce fut alors que l'on vit ce que peuvent le sang-froid et la sérénité des chefs. La division française était perdue; la chance avait tourné contre elle : il fallait remettre à d'autres temps les regrets que ce désastre pouvait inspirer. Ce qui était urgent, c'était d'assurer le salut de plus de sept cents hommes, dont l'existence dépendait des mesures qu'allaient adopter les deux capitaines. On chercha d'abord un refuge sur une des îles voisines, sur l'île Ko-koun. On s'y établit sans difficulté avec les vivres et les armes qu'on avait sauvés du naufrage, et on s'occupa immédiatement de s'y retrancher. Bientôt des Coréens arrivèrent du continent; ils furent étonnés de trouver les naufragés en si bon état de défense, et promirent d'apporter du riz, qu'on menaça d'aller chercher soi-même, si cette promesse n'était pas réalisée. On avait songé en effet à traverser le bras de mer qui sépare l'île Ko-koun de la terre ferme, et à gagner Pe-king, ou du moins un des ports du Leau-tong; mais on voulut tenter d'abord une autre chance. Deux embarcations furent confiées à MM. Delapelin et Poidloue, lieutenans de

vaisseau; ces officiers partirent successivement pour Shang-haï dans des canots pontés à la hâte, emportant les vœux et l'espoir des deux équipages.

C'était une traversée de cent vingt lieues à accomplir dans des embarcations qui n'avaient jamais été destinées à affronter les périls d'une pareille navigation. Plus d'une fois les frêles esquifs furent sur le point d'être submergés; ils atteignirent enfin le port. Le 5 septembre, quinze jours après le départ du premier canot, les naufragés entendirent des coups de canon qui signalaient l'approche de la division anglaise, accourue au secours des équipages français. Le brave capitaine Macqu'hae, dont notre marine ne saurait oublier le nom, avait réuni la frégate le *Dædalus*, les bricks l'*Espiègle* et le *Childers*, et, conduit sur le lieu du sinistre par MM. Delapelin et Poidloue, il venait offrir à nos compatriotes de les transporter en Chine. Le 12 septembre, les équipages de *la Gloire* et de *la Victorieuse* avaient évacué l'île Kokoun, et les navires anglais reprenaient le chemin de Hong-kong.

Les exemples de cette réciprocité de dévouement abondent depuis quelques années dans l'histoire des deux marines, ils prouvent combien les vieilles haines nationales tendent à s'effacer; mais ici l'empressement de l'escadre anglaise à secourir la nôtre avait une portée plus grande, une signification qui ne put échapper au gouvernement coréen. Les ministres qui avaient ordonné la mort des trois prêtres français y virent avec inquiétude les premiers symptômes de cette solidarité européenne qui ne pouvait manquer de se produire dans l'extrême Orient et d'y placer sous une égide commune les intérêts de la civilisation. Les Anglais ne sont pas si uniquement préoccupés de leurs intérêts matériels qu'on le suppose; ils nous envient très sincèrement le rôle qui nous est échu en Chine, et en partageraient volontiers l'honneur avec nous. Sans répudier cet utile concours, la France se doit cependant de ne pas laisser tomber en d'autres mains le patronage que lui a déféré d'une voix unanime la catholicité reconnaissante, et qui ne saurait être exercé avec une complète efficacité que par une puissance catholique. Heureusement, dans cette occasion même, la ferme contenance des marins français après leur malheur, cet appareil militaire qu'ils déployaient encore sur l'île où ils s'étaient réfugiés, ne contribuèrent pas moins que les prompts secours qu'ils reçurent de Shang-haï à inspirer plus de circonspection aux persécuteurs. Les autorités coréennes, qui montraient autrefois un acharnement sans exemple à poursuivre les missionnaires européens, se demandèrent ce qu'elles feraient de ces étrangers une fois qu'elles seraient parvenues à les saisir. Les mettre à mort ne semblait plus possible; les jeter dans les prisons de Seoul, c'était appeler encore une fois les navires français sur les côtes de la presqu'île. La prudence, cette qualité instinc-

tive des peuples de l'Orient, commandait donc aux Coréens de ne point s'engager à la légère dans ces poursuites dangereuses, et les conseils de la cour de Pe-king tendirent à les confirmer dans ces dispositions. La politique du cabinet impérial était d'éviter autant que possible les réclamations de nos agens et de ne point donner prise à l'exercice de ce protectorat, dont chaque acte rappelait tristement une des faiblesses de la diplomatie chinoise (1). En s'engageant à promulguer dans les provinces de l'empire les édits de tolérance, on n'avait cru faire aux sollicitations de notre ambassadeur qu'une concession sans importance. On s'aperçut bientôt que de toutes les concessions arrachées par l'influence étrangère, celle-ci était la plus grave et serait la moins facilement éludée.

Dans le Fo-kien, dans le Kiang-nan, dans le Che-kiang, partout où pouvait atteindre notre marine, les vice-rois s'étaient empressés de donner une grande publicité aux édits; dans le Su-tchuen, dans le Yun-nan, dans le Hou-pé, dans le Kiang-si, on se flatta d'éviter la promulgation promise, et les chrétiens eurent à subir les violences et les avanies accoutumées. C'était méconnaître un engagement pris avec la France et appeler des protestations qui ne se firent pas attendre.

(1) Une pièce très authentique, qui fut communiquée à M. le commandant Lapierre au mois de juin 1847, donnera une idée des sentimens qu'apportèrent les mandarins chinois dans les négociations ouvertes à Wam-poa entre le vice-roi Ki-ing et M. de Lagrené. Voici le texte traduit de cette circulaire confidentielle adressée par le vice-roi du Fo-kien aux officiers de cette province : « Nous avons reçu la dépêche de son excellence le vice-roi de Canton, Ki-ing, dans laquelle le vice-roi nous fait connaître que l'ambassadeur français, M. de Lagrené, revenu à Canton, accuse le gouvernement chinois d'avoir violé la convention qui vient d'être conclue avec la France. L'ambassadeur a été informé que les mandarins du Hou-pé et du Kiang-si continuaient à maltraiter les chrétiens malgré les édits de l'empereur : c'est pour cela que le vice-roi Ki-ing s'est rendu à Bocca-Tigris pour traiter de nouveau cette affaire de la religion chrétienne. — Il faut, dit-il, laisser les chrétiens libres d'adorer Dieu, d'honorer la croix, les images, d'élever des chapelles, de prêcher leur doctrine, de réciter des prières; mais on ne permet pas aux missionnaires européens de pénétrer dans l'intérieur de l'empire. Telles sont les conditions du nouveau traité. — J'ai ouï dire que la France était le plus puissant royaume de l'Europe; l'année passée, en effet, l'ambassadeur français se montra ici avec une flotte bien capable de résister à la flotte anglaise. Prenez donc garde de maltraiter les chrétiens..... Les Français ne font pas très grand cas de leur commerce; mais ils voudraient répandre la religion chrétienne dans le monde entier pour en acquérir de la gloire. Vous devez recommander à vos officiers inférieurs, aux soldats, aux satellites, de ne commettre aucun acte imprudent vis-à-vis des chrétiens, de peur d'irriter les Français et d'attirer de grands malheurs sur l'empire..... Insensiblement nous en reviendrons à surveiller la perfidie des chrétiens. Vous devrez tenir cette lettre secrète, et si vous quittez le poste que vous occupez en ce moment, vous la remettrez en main propre à votre successeur en lui recommandant de ne la communiquer à personne et en lui faisant comprendre la nécessité d'exiger de ses subalternes les plus grands ménagemens envers les chrétiens. Sans ces précautions, on attirerait d'incalculables malheurs sur nos provinces maritimes. »

M. l'amiral Cécille, M. Lefebvre de Bécourt, consul accrédité auprès du gouvernement chinois, M. le commandant Lapierre, se chargèrent successivement de réclamer la complète et sincère exécution des décrets de l'empereur. Le gouvernement français s'occupa enfin d'assurer à cette salutaire vigilance une portée plus efficace encore, en confiant le soin de l'exercer à un agent revêtu d'un caractère essentiellement politique. Un nouveau poste diplomatique fut créé à Canton, et M. Forth-Rouen reçut, avec le titre de ministre de France, la mission d'aller recueillir et défendre l'héritage de M. de Lagrené. Au mois d'avril 1847, M. Forth-Rouen s'embarqua à Cherbourg sur la corvette *la Bayonnaise*, qui devait le transporter à Macao. A partir de ce moment, pour suivre les relations de la France avec la Chine dans la voie nouvelle ouverte aux deux pays par le traité de Wam-poa, nous n'aurons plus à consulter que nos propres souvenirs.

Pour attacher la France à la conservation de son influence morale en Chine, nous n'avons pas besoin d'évoquer des calculs positifs qui paraîtraient aujourd'hui prématurés : nous ne demandons point que le patronage des chrétiens chinois devienne dans nos mains un levier politique; mais nous ne pouvons oublier, quand nous appelons l'attention de notre pays sur cette question un peu mise à l'écart, que le jour où l'unité du Céleste Empire viendrait à se dissoudre, le jour où l'Europe serait appelée à intervenir d'une façon plus directe, plus pressante dans les affaires de l'extrême Orient, la France serait la seule puissance européenne dont le nom pût être invoqué avec confiance par une partie de la population chinoise. Les intérêts commerciaux peuvent naître pour nous en Chine de la moindre modification apportée dans nos tarifs, du plus léger changement qui se produira sur les marchés de l'Asie : les intérêts politiques sont déjà créés. L'Orient est plein de sourdes et mystérieuses rumeurs. Tout indique que cette vieille société est profondément remuée et tremble sur sa base. Il ne dépend point de la France de fermer ces vastes perspectives; il est de son devoir de les envisager avec sang-froid et de méditer le rôle qu'elles lui réservent. Nous pouvons ne point presser de nos vœux ce moment d'inévitable expansion, nous pouvons ajourner nos désirs à des temps plus prospères; mais si jamais, accomplissant la parole de l'Écriture, la race de Japhet vient s'asseoir sous la tente des races sémitiques, l'Europe doit s'y attendre, la France doit l'espérer, les missions catholiques nous auront gardé notre place à ce nouveau foyer de richesse et de grandeur.

E. JURIEN DE LA GRAVIÈRE.

POÈTES

ROMANCIERS ET HISTORIENS LITTÉRAIRES

DE LA FRANCE.

LV.

M. C.-A. SAINTE-BEUVE.

Causeries du lundi.

Les débuts littéraires de M. Sainte-Beuve remontent à l'année 1824. Cependant son premier livre, je veux dire le *Tableau de la poésie française au seizième siècle*, ne parut qu'en 1828. La *Vie*, les *Poésies* et les *Pensées de Joseph Delorme* sont de l'année suivante. Ainsi M. Sainte-Beuve, né en 1804, est entré en relations avec le public dès l'âge de vingt ans; il eût été difficile de commencer plus tôt. Je me propose d'examiner dans leur ensemble tous les travaux de cet esprit ingénieux qui occupe aujourd'hui dans notre littérature une place si considérable, si légitimement acquise. Pour donner à ma pensée plus de clarté, au lieu de suivre l'ordre chronologique, bien qu'il semble naturellement indiqué, j'étudierai tour à tour le poète, le romancier, l'historien de Port-Royal, et enfin le critique, le peintre de portraits. Cette division, qui n'est pas tout-à-fait d'accord avec l'ordre chronologique, me permettra de marquer avec plus de précision les diverses faces de sa pensée, et de noter en caractères plus faciles à saisir les oscillations, les transformations, et parfois même les réfutations qu'il ne s'est pas épargnées. J'ai assisté à ses débuts avec sympathie, j'ai

suivi ses travaux avec curiosité, avec empressement. Son érudition active et variée est pour moi le sujet d'une vive admiration. Toutefois je suis loin de partager toutes les opinions qu'il a exprimées, et mon hésitation s'explique facilement; car M. Sainte-Beuve, à peine âgé de quarante-sept ans, a plus d'une fois varié en parlant du même sujet, et je pourrais accepter ce qu'il a dit autrefois d'un poète ou d'un historien sans me trouver d'accord avec lui, je veux dire sans épouser son opinion d'aujourd'hui.

A Dieu ne plaise que je voie dans la permanence des opinions un signe évident, irrécusable de sincérité! Je sais trop bien que plus d'un écrivain, pour échapper au reproche d'inconséquence, est demeuré fidèle aux paroles, aux idées qu'il avait depuis long-temps abandonnées, dont il sentait toute la fausseté. Aussi, quand le moment sera venu de discuter les jugemens littéraires de M. Sainte-Beuve, s'il m'arrive de lui adresser quelques reproches, je lui tiendrai compte de la mobilité naturelle de son esprit, et je ne condamnerai pas ses idées nouvelles en tant que nouvelles, mais plutôt comme exprimées trop tard ou d'une façon inopportune.

Pour bien comprendre toute la valeur des *Poésies de Joseph Delorme*, il faut se reporter par la pensée aux dernières années de la restauration; car, bien qu'il y ait dans ce recueil une partie substantielle, une partie vraiment humaine, les questions de forme y tiennent tant de place, qu'on le jugerait trop sévèrement en négligeant le milieu où il s'est produit. En 1829, toutes les questions de rhythme, de rime, de césure, d'enjambement, étaient le sujet de vives controverses. Ce n'est pas là, sans doute, le fond même de la poésie. Cependant ces questions, bien que secondaires, ont une véritable importance, et je conçois très bien que M. Sainte-Beuve les ait étudiées avec ardeur, avec amour. D'ailleurs, tout en étudiant l'instrument poétique en artiste, en érudit, il n'a jamais négligé l'étude de sa propre pensée, et la science des mots, la connaissance approfondie de toutes les ruses du métier, ne l'ont jamais distrait du but suprême de la poésie. Il a toujours préféré l'expression d'une idée vraie, d'un sentiment généreux, aux évolutions du rhythme, aux caresses de la rime. Les *Poésies* et les *Pensées de Joseph Delorme* nous offrent, sous deux formes diverses, le fruit des études de M. Sainte-Beuve. Dans les *Pensées de Joseph Delorme*, l'auteur discute et justifie les doctrines qu'il a embrassées; dans les *Poésies*, il traduit, il exprime ces mêmes doctrines en strophes ardentes ou éplorées, et il s'acquitte de cette double tâche avec un égal bonheur. Il manie la controverse littéraire aussi habilement que la rime et la césure. Subtil et précis dans les *Pensées*, il trouve dans les *Poésies* des images heureusement assorties pour tous les sentimens qu'il veut nous révéler, pour tous les regrets auxquels il veut nous associer.

Je crois distinguer dans les *Poésies de Joseph Delorme* trois parts bien distinctes : la première appartient à l'étude du XVIe siècle, je veux dire à l'étude de la France pendant cette période érudite et ingénieuse, la seconde à l'école des lacs, à Coleridge, à Wordsworth, à Wilson, et la troisième enfin relève tout entière de l'ame du poète. Si je prends la peine d'établir cette triple distinction, ce n'est pas pour amoindrir la valeur poétique du recueil, mais bien plutôt pour en déterminer le vrai caractère. L'auteur, tout en demeurant lui-même, tout en maintenant l'originalité de sa pensée, a pourtant pris conseil, tantôt de Ronsard, de Baïf ou Du Bellay, tantôt de Coleridge ou de Wordsworth, comme s'il sentait que sa main encore novice a besoin d'être guidée sur le clavier, et ce double conseil lui a porté profit. D'ailleurs, malgré sa jeunesse, — il avait alors vingt-cinq ans, — l'érudition n'a pas engourdi chez lui la spontanéité de la pensée. M. Sainte-Beuve, dans les *Poésies* mêmes de *Joseph Delorme*, tout en modelant sa parole sur la parole des maîtres, a toujours su garder son caractère personnel. Ainsi les trois parties distinctes que j'ai indiquées dans ce recueil, tout en marquant la diversité des études poursuivies par l'auteur, sont pourtant dominées par un ton général de sincérité. Il n'y a pas une page qui ne porte l'empreinte d'un sentiment réellement éprouvé, et ne rappelle la devise de Montaigne : « C'est avant tout un livre de bonne foi. »

Cette sincérité est, à mon avis, le mérite le plus incontestable de *Joseph Delorme*. Les esprits sérieux, qui, sans dédaigner les questions de forme, mettent la pensée, le sentiment, c'est-à-dire la substance même de la poésie, au-dessus de la rime, de la césure et de l'enjambement, peuvent sourire plus d'une fois en voyant l'auteur lutter sans relâche avec Ronsard et Baïf, et s'efforcer de leur dérober tous leurs secrets. Il est permis de croire que, dans cette joute poétique, M. Sainte-Beuve ne s'est pas toujours arrêté à temps. Au-delà de certaines limites, l'arrangement des mots, loin de servir au relief de la pensée, en diminue volontiers l'importance. Le XVIe siècle ne paraît pas avoir deviné ce point délicat, difficile à marquer sans doute, mais dont la réalité ne saurait être contestée. Peut-être M. Sainte-Beuve a-t-il embrassé trop chaudement les doctrines de Ronsard sur le rhythme et la rime. A cet égard, je crois qu'il est aujourd'hui du même avis que nous. Quant à l'imitation des poètes anglais de notre âge, je suis loin de la blâmer. Cette imitation, pratiquée librement, est un utile exercice. Il y a d'ailleurs dans Coleridge et dans Wordsworth plus d'une page qui peut se comparer, pour la grandeur et la pureté, aux plus belles pages de Byron. C'est pourquoi je pense que M. Sainte-Beuve a bien fait d'entretenir un commerce familier avec ces deux poètes, dont la renommée est si inférieure au mérite. A l'âge où il écrivait

les *Poésies de Joseph Delorme*, Coleridge et Wordsworth étaient pour lui des conseillers plus utiles que Ronsard et Baïf, car ils lui enseignaient l'art d'étudier sa propre pensée, de sonder son cœur, tandis que les maîtres applaudis du XVIe siècle, si ingénieux et si habiles dans le maniement de la parole, se laissent trop souvent distraire de la pensée par le déplacement de la césure ou l'entrelacement des rimes.

Si M. Sainte-Beuve s'en fût tenu à cette double imitation, s'il se fût borné à reproduire librement la poésie française des derniers Valois, la poésie anglaise de notre temps, il n'appartiendrait pas à l'histoire littéraire. N'existant pas par lui-même, ne vivant pas d'une vie indépendante, il ne serait guère connu que des érudits; heureusement il a mis dans son premier recueil quelque chose qui n'appartient qu'à lui, et c'est par là qu'il a pris rang. La partie vraiment originale de *Joseph Delorme* a soulevé plus d'une objection. Quelques lecteurs enclins à la pruderie ont blâmé le choix des sujets, comme si l'art n'avait pas le privilége de relever tout ce qu'il touche. Pour moi, je ne saurais m'associer à ces objections. Sans conseiller à la poésie de s'adresser indistinctement à tous les accidens de la vie réelle, je pense qu'elle agit sagement en interrogeant tour à tour les bonnes et les mauvaises pensées, les heures égarées aussi bien que les heures paisibles. Quels que soient les dangers de certains sujets, j'aime mieux voir le poète se frayer un sentier nouveau, dût-il trébucher plus d'une fois, que de le suivre sans inquiétude sur une route cent fois parcourue.

La sincérité chez Joseph Delorme est poussée si loin, qu'il n'hésite pas à se montrer sous le jour le plus défavorable. Il ne se contente pas de peindre l'égarement des sens, il confesse sans détour toutes les mauvaises pensées, les sentimens honteux enfouis au fond de son cœur. Il se déclare franchement incapable d'aimer d'un amour constant et dévoué. En rêvant les plus doux triomphes, il rêve le désenchantement et l'abandon. Si ce n'est pas une calomnie, comme j'aime à le penser, c'est à coup sûr un étrange aveu. La jeune fille ignorante et naïve, la jeune femme liée au bras d'un vieil époux, excitent en lui la même ardeur, la même curiosité; mais que l'une des deux se prenne à l'aimer et se livre, malheur à elle! car, son désir à peine assouvi, il prévoit qu'il détournera les yeux et ne gardera pas même le souvenir de leur nom. C'est là sans doute une nature marquée d'un sceau funeste, qui ne séduira personne, malgré le talent du peintre, une nature qui éveillera plus de colère que de sympathie; car celui qui se déclare incapable d'aimer et qui pourtant essaie d'inspirer l'amour impose silence à toute compassion : son malheur devient méchanceté; il se venge sur les natures meilleures de l'infirmité de sa nature. Cependant je préfère cet aveu, si triste qu'il soit, à toutes les déclamations sur l'éternité de l'amour, sur la sainteté des sermens, que la foule est

habituée à saluer comme des modèles de franchise et de loyauté. J'aime mieux l'amertume sincère que la sérénité menteuse. Si Joseph Delorme a dit vrai en parlant de lui-même, s'il n'a rien exagéré en affirmant qu'il ne pouvait s'empêcher de répondre au dévouement par l'ingratitude, et, pour ma part, j'aime à penser qu'il s'est trompé, ce n'est pas moi qui lui reprocherai la crudité d'un tel aveu.

L'ivresse de l'amour, l'extase de la passion, sont d'ailleurs retracées dans les *Poésies de Joseph Delorme* avec une vivacité d'accent, une ardeur de langage qui révèlent chez le poète une nature meilleure et plus généreuse : il a pris soin lui-même de se réfuter; il a trouvé, pour la fuite des heures que l'ame voudrait enchaîner, des paroles empreintes d'un regret profond, et qui rachètent bien des blasphèmes. Je lui pardonne tout le mal qu'il a dit de lui-même, toutes les paroles impies qu'il a prononcées sur le néant de l'amour et la duperie du dévouement, en faveur de ces vers éclos dans son cœur, au bruit de la valse, à la lueur des bougies pâlissantes. De tels regrets, si éloquemment exprimés, n'appartiennent qu'à des cœurs vraiment capables d'aimer. Aussi, tout en reconnaissant que la nature de Joseph Delorme, telle du moins qu'elle se révèle à nous dans ses essais lyriques, n'est pas une nature complète, tout en acceptant comme vrais plusieurs des reproches qu'il s'adresse, je me sens disposé à l'indulgence. Il y a chez lui plus de malheur que de malignité. Il désire plus qu'il ne veut, et, quand il lui arrive de vouloir sérieusement, il ne mesure pas sa volonté à sa puissance : de là ses plaintes et ses blasphèmes.

Les *Consolations* nous offrent le talent poétique de M. Sainte-Beuve sous la forme la plus heureuse et la plus complète. Quoique ce recueil ait suivi de très près les *Poésies de Joseph Delorme,* il signale dans la carrière littéraire de l'auteur un progrès éclatant. Tout ce qui était ébauché dans le premier livre se trouve achevé dans le second. Je vois dans les *Consolations* l'épanouissement spontané d'une riche intelligence qui jusque-là n'avait pas encore révélé toute sa splendeur, toute sa variété. Si M. Sainte-Beuve eût gardé fidèlement le style de ce dernier livre, sa place serait marquée dans les premiers rangs de nos poètes. Il règne dans toute la série des idées qu'il met en œuvre une élévation constante, et pour être juste je dois ajouter que l'expression se maintient toujours à la hauteur de la pensée. Bien que le sujet soit parfois d'une nature mystique, il n'y a pas une page des *Consolations* qui mérite le reproche d'obscurité. Le lecteur suit sans inquiétude, sans trouble, sans hésitation, le développement du thème choisi par le poète. Il sent que ce thème, mûri lentement par la réflexion, va porter des fruits savoureux, et son attente n'est pas déçue. Les *Consolations* se distinguent de *Joseph Delorme* sous le rapport moral aussi bien que sous

le rapport littéraire. Non-seulement le style est plus limpide, plus transparent; mais la pensée, plus sereine, plus paisible, embrasse un plus vaste horizon. Dans ce second recueil, l'imitation tient très peu de place. Si le récit débute quelquefois à la manière de Crabbe, il se poursuit et s'achève par un procédé qui n'a rien à démêler avec les œuvres du poète anglais. Pour caractériser nettement le mérite moral et poétique des *Consolations*, deux pièces me suffiront : l'une inspirée par un sonnet de Michel-Ange, l'autre par un passage de *la Vie nouvelle*. La manière savante dont M. Sainte-Beuve a traité ces deux pièces montre clairement qu'il possède tous les secrets de son art. La simplicité du début, l'agrandissement progressif de la pensée, les transitions inaperçues qui relient sans effort les diverses parties de la composition, ne laissent aucun doute sur la prévoyance qui a présidé à la conception, à l'achèvement de l'œuvre. Rien d'inutile, rien de fortuit. Le poète ne perd pas de vue un seul instant le but qu'il veut toucher, et sait d'avance la route qu'il suivra. Il traduit d'abord dans une langue harmonieuse et pure le sonnet de Michel-Ange, et répond au peintre immortel comme s'il avait besoin d'être consolé, comme s'il n'avait pas vu face à face la vérité suprême devant qui toute douleur se tait et s'apaise. Michel-Ange, dans les dernières années de sa vie, si nous acceptons comme sincère son propre témoignage, si le sonnet dont je parle n'est pas un caprice de son génie, n'envisageait qu'avec une pitié dédaigneuse les œuvres que nous admirons, et qui assurent à son nom les louanges de la postérité la plus reculée. Livré tout entier au salut de son ame, il s'affligeait d'avoir pratiqué si long-temps le culte de la beauté, d'avoir si long-temps négligé la prière pour lutter de puissance et de fécondité avec les œuvres divines. Il s'accusait d'avoir oublié la voie qui conduit l'ame sainte aux pieds de son Créateur pour s'enivrer de gloire et d'applaudissemens. A vrai dire, les deux biographes de Michel Ange ne vont pas si loin dans l'expression de ses sentimens religieux. Toutefois M. Sainte-Beuve avait le droit de le croire sur parole sans discuter, sans contrôler son témoignage, et j'aurais mauvaise grace à le chicaner sur sa crédulité, car le sonnet de Michel-Ange est devenu pour lui le sujet d'une éloquente réfutation. Non, l'art pratiqué dans toute sa sincérité n'est pas une œuvre profane. Ce n'est pas méconnaître et oublier Dieu que d'étudier la création et d'essayer de la retracer dans toute sa magnificence. Les *Sibylles* et les *Prophètes*, la *Genèse* et le *Jugement dernier* de la chapelle sixtine ne méritent pas la compassion d'une ame chrétienne. Non-seulement ils nous représentent le Créateur dans sa bonté, dans sa justice, dans sa puissance; mais, abstraction faite du sujet, le génie même à qui nous devons ces œuvres immortelles rend hommage à Dieu en se révélant pleinement. L'épanouissement complet des facultés qu'il a reçues du ciel est une forme de la reconnaissance,

Le poète a donc raison de répondre à l'artiste affligé de sa gloire : « Non, tu n'as pas démérité; non, tu n'as pas négligé Dieu en multipliant tes œuvres. Ton labeur n'est pas un labeur stérile. Le maître souverain accepte comme autant de prières toutes les pensées austères que tu as exprimées par la forme ou la couleur. » M. Sainte-Beuve a trouvé pour ces sentimens des paroles magnifiques, pleines à la fois de force et d'onction. Il a su traiter la réhabilitation religieuse de l'art sans jamais confondre la langue du philosophe et la langue du poète. La vérité s'offre toujours à nous sous les traits de la beauté. Toutes les pensées revêtues d'images tour à tour mystiques ou éclatantes se gravent sans effort dans notre mémoire. Le procédé suivi par M. Sainte-Beuve se recommande à la fois par la sagesse et la puissance. Il n'a pas abandonné aux hasards de l'improvisation une parcelle du sentiment qu'il voulait exprimer. Avant d'entamer l'entretien avec son illustre interlocuteur, il a mesuré ses forces et pesé mûrement toutes les paroles qu'il allait lui adresser. Aussi voyez comme la sainteté de l'art est franchement proclamée et vaillamment défendue. Les idées naissant des idées, les images naissant des images, portent la persuasion dans l'intelligence, sans jamais la troubler ou la lasser. Le poète peut-il souhaiter, peut-il espérer un triomphe plus complet? Parler à Michel-Ange de son art, de son génie, du salut de son ame en restant digne d'un tel sujet, l'entreprise était hardie, périlleuse; M. Sainte-Beuve l'a menée à bonne fin, et pour une telle œuvre, la louange n'est que justice.

La pièce inspirée par un passage de *la Vie nouvelle* mérite les mêmes éloges que la réponse à Michel-Ange; c'est la même simplicité, la même grandeur, la même clarté. Le songe et le réveil du poète florentin sont racontés dans une langue naïve, qui reproduit sans servilité toute la grace du texte original. Puis, le récit achevé, le poète français prend la parole à son tour et suit librement sa rêverie. Je ne veux pas essayer d'analyser cette pièce, qui défie toute analyse : c'est un mélange habile de pensées familières, de tristesse élégiaque et d'élans lyriques, dont notre littérature offre peu d'exemples. Aussi je n'hésite pas à la recommander comme un modèle d'élégance et de spontanéité. Parfois il semble que le style prend une allure prosaïque; mais il ne tarde pas à se relever, et deux ou trois images habilement choisies suffisent pour nous ramener en pleine poésie.

Ainsi les *Consolations* contentent la raison en même temps qu'elles charment l'imagination : ce n'est pas seulement une lecture attrayante, c'est une lecture salutaire. La pensée religieuse qui domine le recueil tout entier relie dans une harmonieuse unité les plaintes, les vœux, les espérances qui tour à tour s'échappent des lèvres du poète.

Malheureusement, si les *Consolations*, comparées aux *Poésies de Joseph Delorme*, marquent un progrès éclatant dans la vie intellectuelle

de M. Sainte-Beuve, les *Pensées d'Août*, comparées aux *Consolations*, ne portent pas le même caractère : ce n'est pas que la pensée proprement dite, la pensée prise en elle-même, soit dépourvue de grandeur; mais dans ce dernier recueil les idées les plus ingénieuses, les sentimens les plus généreux, sont enveloppés d'une brume que l'attention la plus persévérante ne réussit pas toujours à écarter. Je ne demande pas à la poésie élégiaque ou lyrique la clarté, la précision, l'évidence d'un livre de géométrie; il y a cependant, même en poésie, une clarté relative que les maîtres de l'art ont toujours considérée comme une loi impérieuse : or M. Sainte-Beuve, je le crains bien, en écrivant les *Pensées d'Août*, n'a pas tenu compte de cette clarté relative. Qu'est-il arrivé? Le sort réservé à ce livre n'était pas difficile à prévoir; à peine quelques esprits courageux ont-ils poursuivi la lecture jusqu'au bout. Le souvenir des *Consolations* les soutenait dans cette tâche épineuse, et, la tâche accomplie, ils ne sont pas demeurés sans récompense; car, la brume une fois soulevée, nous trouvons dans ce recueil une ample moisson d'idées qui, pour être appréciées, n'auraient besoin que de se produire dans une langue plus transparente et plus vive. Sous le voile qui les couvre, elles sont pour la foule comme non avenues. Et quand je dis la foule, je n'entends pas parler de la foule bruyante, inattentive, à qui la poésie lyrique ne s'adresse jamais; je parle de cette foule intelligente et lettrée, mais quelque peu paresseuse, qui veut comprendre sans effort et ne relit pas volontiers ce qui est demeuré obscur à la première lecture. Or c'est avec elle qu'il faut compter, et M. Sainte-Beuve ne s'en est pas souvenu : il s'est contenté d'indiquer sa pensée, sans se donner la peine de l'exprimer. Encore, si l'indication était toujours précise, le lecteur pourrait, à la rigueur, y trouver un sujet de réflexion; mais trop souvent l'indication est tellement vague, tellement confuse, que l'esprit ne sait où se prendre, et s'arrête découragé : on dirait que l'auteur craint de profaner les sentimens qui l'animent en nous les révélant sans détour, sans ambiguïté. Un tel procédé, on le comprend, devait rebuter la plupart des lecteurs, et c'est en effet ce qui est arrivé. Je le regrette sincèrement, car il y a dans les *Pensées d'Août* autant de thèmes vraiment poétiques, vraiment émouvans que dans *Joseph Delorme* et les *Consolations;* mais aucun de ces thèmes n'est développé de façon à prendre possession de notre intelligence. Pour justifier ce que j'avance, pour ne laisser aucun doute sur la justesse des principes exposés tout à l'heure, je choisis la pièce la plus importante du recueil, celle qui a soulevé le plus d'objections, je pourrais dire qui a excité le plus de colère, car l'impatience a souvent pris la forme de la colère. Je choisis *Monsieur Jean*. Certes, parmi ceux qui ont eu le courage de lire depuis le premier jusqu'au dernier vers cette mélancolique histoire, il n'y a personne qui ne se félicite d'avoir per-

sévéré. Cet enfant élevé jusqu'à vingt ans dans l'ignorance de son père, nourri d'enseignemens religieux, habitué à chercher la source du devoir dans la volonté divine plutôt que dans la raison humaine, et qui recule épouvanté devant le nom qu'il a cherché si long-temps, est à coup sûr un sujet d'attendrissement et de pitié. Sa vie tout entière offerte en expiation des fautes de son père nous frappe de surprise et d'admiration. Le fils de Jean-Jacques Rousseau, abandonné à l'hôpital, recueilli par une main pieuse, se faisant maître d'école pour réparer, autant qu'il est en lui, par ses leçons de chaque jour, le mal que son père a fait, pour préserver la génération nouvelle des doctrines téméraires qui ont égaré tant d'ames ardentes, c'est là sans doute un thème vraiment poétique. Le pèlerinage de M. Jean, entouré de sa jeune famille, ou plutôt de ses ouailles, aux lieux mêmes qui sont désormais associés sans retour au nom de Jean-Jacques, la parabole évangélique offerte aux écoliers en face du ciel qui sourit à ce pieux enseignement n'est certes pas une idée vulgaire. A quelque point de vue qu'on se place, qu'on juge *Monsieur Jean* au nom de la foi catholique, ou qu'on le juge au nom de la philosophie, qu'on accepte ou qu'on répudie l'anathème lancé par l'église contre Jean-Jacques Rousseau, il est impossible de méconnaître la grandeur et la nouveauté de la donnée choisie par M. Sainte-Beuve. Pourquoi faut-il que cette donnée si neuve et si féconde nous soit présentée dans une langue tour à tour obscure jusqu'à l'énigme ou prosaïque jusqu'à la vulgarité, hérissée d'ellipses, sillonnée de sous-entendus, capable, en un mot, d'irriter les esprits les plus bienveillans? Et non-seulement l'histoire de M. Jean est écrite d'un style qui semble chérir les ténèbres, mais elle se traîne et s'éparpille avec une lenteur, une prolixité qui lasse l'attention la plus robuste. Tous les traits que j'ai rassemblés en quelques lignes se laissent à grand'peine deviner au milieu des innombrables parenthèses qui interrompent à chaque instant le récit. Dans ce poème, qui n'a pas moins de huit cents vers, il n'y a pas trace de composition; les idées se succèdent, mais elles ne s'enchaînent pas. Qu'il s'agisse de nous attendrir ou de nous étonner, d'exciter notre admiration ou notre pitié, l'auteur ne prend jamais la peine d'achever une image après l'avoir ébauchée, de soutenir une comparaison après l'avoir indiquée : c'est un pêle-mêle de notes rassemblées pour un travail qui n'est pas fait. Pour quiconque a étudié le style de *Monsieur Jean*, la destinée malheureuse des *Pensées d'Août* ne saurait être un sujet d'étonnement. Certes il y a de l'injustice à dire que ce livre est sans valeur; mais je comprends très bien que les admirateurs mêmes des *Consolations* aient abandonné la partie à moitié chemin. Les *Pensées d'Août* sont plutôt un recueil de ce qu'on appelle au collége matières poétiques, une série de thèmes proposés à l'imagination du lecteur, qu'un livre de poésie, car la donnée la plus riche

ne mérite le nom de poème qu'après avoir revêtu une forme vivante et précise : c'est une condition qui n'est jamais méconnue impunément. L'idée poétique est au poème ce que la semence est à l'épi; ce que la terre nourricière fait pour le grain déposé dans son sein, la forme le fait pour l'idée qui lui est confiée. M. Sainte-Beuve, en écrivant ses poésies, a trop compté sur le bon vouloir et la patience de ses lecteurs; au lieu d'un texte à lire, il leur a offert un texte à déchiffrer, et ceux qui à force de persévérance ont réussi à trouver la clé de cette langue nouvelle, tout en reconnaissant la grandeur des pensées jetées confusément dans ce carnet poétique, ont accepté sans colère et sans dédain la destinée de ce livre. Ils n'ont pas accusé la foule de mauvaise foi ou d'ignorance, car ils ont compris que la foule trouvait dans le style même de M. Sainte-Beuve l'excuse de son indifférence. Pour ma part, bien que j'aie rencontré dans les *Pensées d'Août* plus d'une page émouvante, je suis obligé d'avouer que mon émotion a été souvent troublée ou plutôt anéantie par un mot inattendu, une phrase indécise, une ellipse impénétrable. Pour estimer le talent poétique de M. Sainte-Beuve à sa juste valeur, il faut oublier les *Pensées d'Août* et relire les *Consolations*. Je les ai relues avec bonheur, et c'est au nom même de l'admiration qu'elles m'inspirent que je condamne les *Pensées d'Août*.

Le roman de M. Sainte-Beuve se rattache à ses poésies par un lien très étroit, et cette parenté morale est trop évidente pour avoir besoin d'être démontrée : il suffit de l'affirmer pour que chacun la reconnaisse. *Joseph Delorme* et les *Consolations* contenaient le germe de *Volupté*, et j'ajouterai que *Volupté* contenait le germe des *Pensées d'août*. Cette intime relation ou plutôt cette identité du poète et du romancier ne doit pas nous étonner, car, bien que M. Sainte-Beuve ait embrassé l'art d'écrire comme une profession et soit demeuré fidèle au rêve de ses premières années, il faut le dire à sa louange, chez lui l'écrivain se confond toujours avec l'homme. La pratique de l'art d'écrire ne l'a pas conduit comme tant d'autres à séparer la parole de la pensée, à mettre sa parole au service d'une pensée quelconque; c'est pourtant ce qu'on appelle aujourd'hui le triomphe du talent. M. Sainte-Beuve n'a jamais exprimé que ce qu'il avait senti, ce qu'il avait pensé. Je ne suis donc pas surpris que *Volupté* rappelle en maint endroit *Joseph Delorme* et les *Consolations*, et présage parfois les *Pensées d'août*. C'est une conséquence logique et nécessaire de la sincérité de l'auteur.

Le sujet de *Volupté* est d'une nature très délicate, et la philosophie peut le revendiquer aussi bien que l'imagination. Il s'agit en effet de montrer que la volupté énerve toutes nos facultés, nous rend en peu d'années incapables de sentir, de comprendre et de vouloir, et fait de nous, impuissans désormais pour notre propre bonheur, un fléau ter-

rible pour le bonheur d'autrui. Présentée dans ces termes absolus, la thèse choisie par M. Sainte-Beuve peut paraître excéder les limites de la vérité. Et cependant, pour peu qu'on prenne la peine de réfléchir, pour peu qu'on appelle le souvenir au secours de la réflexion, on ne tarde pas à reconnaître que cette thèse est l'expression pure de la vérité, et ne contient rien de plus. L'homme énervé par la volupté croit encore sentir, comprendre et vouloir. Interrogez sa vie à tous les instans de la journée, et vous verrez qu'il se trompe et ne possède plus les facultés dont il ose encore se vanter. Est-ce vraiment sentir que de ne pouvoir aimer? est-ce vraiment comprendre que de s'arrêter au seuil de toute vérité? est-ce vraiment vouloir que de former à chaque instant des désirs nouveaux, qui s'effacent et disparaissent comme les plis de la vague agitée par le vent? Et n'est-ce pas là pourtant l'image fidèle du voluptueux? La triple faculté de sentir, de comprendre et de vouloir n'est vraiment complète qu'à la condition de pouvoir s'élever jusqu'à l'amour, jusqu'à la méditation, jusqu'à la résolution inébranlable d'accomplir une pensée librement conçue. Hors de là, il n'y a qu'une ébauche de sentiment, une ébauche d'intelligence, une ébauche de volonté. Il n'est donc pas sans intérêt et sans profit de nous montrer dans toute sa nudité la maladie morale qui mutile sous nos yeux tant de facultés puissantes et précieuses. Que voyons-nous en effet autour de nous? Ne sommes-nous pas chaque jour attristés par le spectacle d'une promesse déçue, d'une promesse réduite à néant? Comptez les hommes dont la vie est complète, je ne dis pas dans le sens le plus absolu, mais qui, sans perdre aucune de leurs facultés, en choisissent une pour la porter aux dernières limites de son développement; comptez les hommes qui savent aimer jusqu'à l'abnégation, qui savent comprendre et sonder la vérité sans autre souci que la vérité même, sans arrière-pensée de gain ou de renommée, qui savent vouloir et poursuivre l'accomplissement de leur volonté au mépris du danger, qui donnent à leur résolution les proportions d'une lutte héroïque. Comptez-les, et vous serez saisis de pitié. Comptez-les, et vous comprendrez que la vie humaine, sévèrement interrogée, n'est le plus souvent qu'une suite de sentimens, d'idées et de volontés avortés. Émotions passagères, perceptions confuses, désirs éphémères, voilà le tissu habituel de nos journées. Les passions qui enfantent le dévouement, les idées qui se traduisent en œuvres glorieuses, en découvertes fécondes, les désirs qui en persistant deviennent volonté et inspirent les actions héroïques, sont l'apanage de quelques ames d'élite. Le reste fait semblant de vivre et ne vit pas.

Quel rôle joue la volupté dans l'appauvrissement de nos facultés? Rien au monde n'est plus facile à déterminer. La poursuite du plaisir à toute heure, en toute occasion, ne laisse ni au sentiment, ni à l'in-

telligence, ni à la volonté le temps de se développer. L'égoïsme et la paresse abolissent bientôt dans notre conscience toutes les notions qui s'appellent droit et devoir. Habitués à prendre le plaisir pour but suprême et constant de la vie tout entière, nous écoutons le sourire sur les lèvres le récit de toutes les actions inspirées par un généreux sacrifice; nous prenons en dédain et en pitié les esprits amoureux de la vérité, qui, pour élargir le domaine de la science, consument leurs nuits en veilles laborieuses; nous traitons volontiers de fous ceux qui jouent leur vie pour prendre rang parmi les héros. Engourdis par la volupté, nous méprisons à l'égal du néant tout ce qui s'élève au-dessus de la joie des sens. Et quand nous comprenons toute la profondeur de l'abîme où nous sommes tombés, quand nous essayons, par un effort désespéré, de remonter jusqu'à la vie morale, quand nous tentons de ressaisir l'amour, l'intelligence, la volonté, trop souvent nous échouons dans cette tardive entreprise; énervés par un long sommeil, comme nous n'avons poursuivi l'ivresse des sens que pour obtenir le sommeil de l'ame, la lutte, au lieu de rétablir nos forces, nous épuise en peu de jours, et nous retournons à l'ombre et au néant, car nos yeux ne peuvent soutenir la lumière, et la vie vraiment digne de ce nom est pour nous un supplice.

Les personnages inventés par M. Sainte-Beuve pour la mise en œuvre de cette idée sont en petit nombre et très nettement dessinés. Il a très bien compris qu'une telle idée pouvait et devait se passer de l'éclat de la mise en scène. Sans vouloir donner à sa pensée la rigueur d'une démonstration philosophique, il a senti cependant qu'en s'éparpillant, elle courait le danger de perdre une partie de sa grandeur. Il a donc très bien fait de se contenter, pour Amaury, personnage principal de son livre, de trois épreuves capitales, représentées par trois femmes dont l'intelligence et le caractère offrent trois types très divers. Cette série d'épreuves suffit à nous montrer la faiblesse d'Amaury sous toutes ses faces. Mais, avant de parler de ces trois femmes, il est nécessaire de bien connaître et de résumer en quelques mots le caractère du héros, si toutefois un tel acteur est digne d'un tel nom. M. Sainte-Beuve, je lui rends cette justice, n'a pas cherché à masquer, ni même à revêtir d'une forme poétique l'infirmité morale d'Amaury. Dès les premières pages, il nous le montre dans toute sa nudité; le lecteur ne peut concevoir aucun doute sur la nature incomplète et boiteuse que l'auteur veut mettre en scène. Amaury forme chaque jour les plus beaux projets; il rêve tour à tour la gloire, la puissance, l'étude, et chaque jour ses projets s'évanouissent comme une bulle de savon. Ce n'est pas qu'il soit dépourvu d'instincts généreux, car, si ces instincts lui manquaient absolument, il ne soupirerait ni après la gloire, ni après la puissance; mais, livré de bonne heure à lui-même, trop timide pour essayer d'in-

spirer l'amour, il s'est jeté dans les grossiers plaisirs, et lorsqu'il veut sortir du bourbier, lorsque, saisi de honte, il essaie de se régénérer par la passion et le dévouement, le trouble des sens qu'il n'a pas su dompter met à néant ses plus fermes résolutions. Il a beau se débattre et se révolter contre le passé, il a beau rougir de lui-même, fouler aux pieds ses souvenirs comme des haillons et s'élancer hardiment dans l'arène où les hommes qui ont gardé pures et complètes toutes leurs facultés se disputent le bonheur et la puissance; à peine a-t-il fait quelques pas qu'il chancelle et trébuche. Le passé qu'il croyait avoir terrassé le ressaisit tout entier; la volupté reprend sa proie, et Amaury, consumé de désirs impuissans, appelle l'amour sans jamais oser le regarder face à face, sans aller au-devant de lui, sans hasarder une parole qui engage son cœur, qui enchaîne sa volonté. Ce personnage est dessiné de main de maître. L'énervement moral est décrit avec une rare précision; bien qu'on rencontre çà et là quelques pages dont le sens n'est pas facile à saisir, le caractère d'Amaury demeure dans l'esprit comme une création puissante, et le peintre n'a rien négligé pour compléter l'expression de sa pensée.

Amélie de Liniers et Mme de R. sont plutôt indiquées que dessinées. Il est évident que le romancier n'attache pas une grande importance à ces deux figures; quelques traits lui ont suffi pour les rendre intéressantes. Amélie est un type de candeur et d'ingénuité; c'est la jeune fille que chacun de nous a rêvée, faite pour connaître et donner le bonheur, capable d'aimer, incapable de deviner et de souhaiter les heures enivrées et les larmes amères de la passion. Bien que le personnage d'Amélie ne soit pas très développé, M. Sainte-Beuve a cependant trouvé moyen de lui donner un cachet original. Il y a dans son ingénuité même quelque chose qui la sépare des héroïnes de roman. Mme de R..., spirituelle et fière, accepte l'amour plutôt qu'elle ne le souhaite; elle ne refuse pas de se rendre, et n'a jamais conçu le projet d'une défense désespérée. Elle ne demande qu'une attaque hardie pour s'avouer vaincue. A vrai dire, sa fierté est plus exigeante que son cœur. Comme portrait esquissé d'après nature, Mme de R... ne manque ni de charme ni de nouveauté. Il est facile de comprendre que ce n'est pas là un personnage de pure invention.

C'est pour Mme de Couaën que l'auteur a réservé toutes ses forces; c'est dans le dessin de cette figure qu'il a dépensé, qu'il a épuisé toutes les ressources de son talent. Amélie et Mme de R... sont de gracieux pastels; Mme de Couaën est une peinture savante et laborieuse dont les moindres parties sont traitées avec un soin scrupuleux; c'est le type de la beauté, de la grandeur morale. Ame chrétienne, sévère pour elle-même, indulgente pour autrui, pieuse et forte, partagée entre la prière et les devoirs de la vie domestique, elle n'est pourtant pas sourde

à la voix de la passion; elle accueille, elle aspire comme un parfum enivrant les paroles ardentes d'Amaury. Sans bannir de sa mémoire l'image de son mari, elle se laisse aller à l'espérance d'être aimée sans partage et ne pressent pas le danger d'une telle espérance, car la conscience d'un mutuel amour suffirait à son bonheur. Habituée aux extases de la prière et de la méditation, elle ne connaît pas le trouble des sens; aussi elle s'abandonne sans défiance à la joie, à l'orgueil d'être aimée, et marche au-devant de la lutte qu'elle ne prévoit pas. Cependant, malgré sa force, malgré la pureté de sa conscience, elle succomberait peut-être, si elle trouvait dans Amaury un adversaire assez grand pour excuser sa défaite; mais, en présence de ce cœur énervé par la volupté, sa fierté s'alarme, et ses yeux se dessillent. Après avoir mesuré du regard l'homme qu'elle avait cru grand et digne d'elle, Mme de Couaën comprend le néant de ses espérances. L'étonnement et la confusion doublent ses forces; l'image du devoir lui apparaît plus douce et plus consolante. Elle ne quittera pas le port pour affronter la tempête, pour remettre son sort entre les mains d'un homme sans courage, sans volonté. Un tel personnage est à coup sûr une conception hardie où plus d'une femme se reconnaîtra. — Bien que M. de Couaën ne manque assurément ni de grandeur ni de sévérité, il me semble inutile de le caractériser, car il ne concourt pas directement à la marche de l'action. Il se trouve mêlé aux projets politiques de George Cadoudal, et sa haine pour le premier consul absorbe toutes ses facultés. C'est pourquoi je me crois dispensé d'en parler.

Le récit composé par M. Sainte-Beuve se recommande par la simplicité. Amaury ébauche trois amours, et le courage lui manque pour toucher le but; il n'ose prendre un engagement sérieux, et les trois femmes dont il a troublé la vie se détournent de lui avec dédain. Un jour ces trois femmes se trouvent réunies, et, sans échanger une parole, éclairées par un instinct tout-puissant, elles comprennent, en regardant Amaury, qu'elles ont devant les yeux la source commune de leurs douleurs. Amaury, sans les interroger, se sent terrassé par les reproches qu'elles lui adressent du fond de leur cœur. Il sent que la vie du monde lui échappe, qu'il n'a plus désormais qu'un seul rôle à remplir, le rôle de consolateur, et se réfugie en Dieu comme dans un suprême asile. A peine a-t-il dit un éternel adieu aux espérances dont il avait nourri sa jeunesse, à peine est-il ordonné prêtre, que ses nouveaux devoirs l'appellent près du lit funèbre de Mme de Couaën. Dans la peinture de cet épisode pathétique, M. Sainte-Beuve a montré tour à tour une magnificence, une austérité de langage qui émeuvent profondément. Amaury récitant sur le corps de la femme qu'il a aimée les prières de l'église pour les morts, bénissant d'une voix entrecoupée de sanglots les yeux dont le regard l'éblouissait, la bouche qui portait

à son oreille une musique si douce, épuisant sur cette chère relique tous les trésors de la ferveur et de l'humilité, ne trouvera pas un cœur indifférent. Il est impossible de lire sans attendrissement cet admirable épisode. De telles pages ne s'oublient jamais. C'est, à mon avis, la plus belle partie du livre, et M. Sainte-Beuve, n'eût-il écrit que ces pages, passerait à bon droit pour un artiste consommé. Il y a dans cette lutte de la passion contre la foi une douleur poignante qui achève la régénération d'Amaury. Sans cette cruelle épreuve, le renouvellement de l'homme ne serait pas complet. La prière d'Amaury sur le corps de Mme de Couaën est un morceau de maître. L'auteur, dans le récit de cette scène, a su concilier l'abondance et la simplicité. Les paroles se pressent sur les lèvres de l'amant désespéré, et cependant son émotion, dominée par une foi ardente, ne lui inspire pas une pensée amère; il offre sa douleur en expiation de ses désirs irrésolus, en expiation des blessures dont il a sillonné le cœur de ses victimes. Les derniers cris de la chair se perdent, se confondent, s'éteignent dans le cantique du chrétien.

Le mérite éminent de ce livre, c'est d'offrir au lecteur une nourriture substantielle. On pourrait souhaiter dans le récit plus d'art et d'habileté, on ne pourrait souhaiter un enchaînement plus rigoureux dans les pensées. Quant au style, bien qu'il se recommande par des qualités éclatantes, il n'a pas toujours la simplicité qui convient à la narration. L'auteur confond trop souvent la forme lyrique et la forme dramatique. Les personnages, lors même qu'ils sont animés de sentimens très vrais, ne s'expriment pas constamment dans la langue que ces sentimens devraient leur inspirer. L'ode et l'élégie remplacent parfois le dialogue. Cette méprise, très excusable dans la bouche de l'auteur, lorsqu'il parle en son nom, ne peut guère se justifier dans la bouche des personnages, car, dès qu'ils parlent, il faut que l'auteur s'efface et disparaisse derrière eux. Le ton lyrique, d'ailleurs très habilement soutenu, donne à la trame du style une certaine monotonie qui rend la lecture de ce roman quelque peu laborieuse. C'est un fait que je constate sans vouloir en faire le sujet d'un reproche sérieux. Il est trop clair en effet que ce livre n'est pas destiné à l'amusement des oisifs. Chacun sait, dès les premières pages, à quoi s'en tenir. C'est une œuvre née de la méditation, et que la méditation peut seule apprécier. Si j'insiste avec tant de soin sur la contexture du style, c'est qu'il y a entre le développement de la pensée et la forme qu'elle revêt une étroite relation, et je crois que M. Sainte-Beuve, quoique habitué dès long-temps à réfléchir, ne saisit pas toujours le moment précis où sa pensée est arrivée à maturité. De là une certaine confusion dans l'expression. Il emprunte tour à tour au monde de la conscience et au monde extérieur des images qui se croisent et se contrarient. Il con-

naît trop bien les ressources de notre langue, il a trop étudié les métamorphoses de l'idée poétique depuis le moment de la conception jusqu'au moment de l'éclosion pour se méprendre sur le sens de mes paroles. Il n'a pas toujours dit très nettement ce qu'il avait à dire, et parfois aussi il a tenté d'exprimer des sentimens qui pour lui-même n'avaient pas de caractère bien défini. Je pourrais au besoin étayer cette affirmation de faits précis.

Toutefois ces restrictions, purement techniques, n'enlèvent rien à mon admiration pour le roman de M. Sainte-Beuve. Ce n'est pas une œuvre de pure fantaisie, mais une œuvre qui a sa raison d'être. Toutes les pages portent l'empreinte d'une conviction profonde et d'une douleur réelle. Il est évident que l'auteur a vu ce qu'il nous montre et sondé les plaies qu'il expose à nos yeux. La vérité suffirait pour commander la louange, et l'auteur a plus d'une fois traduit la vérité en paroles éloquentes. Ainsi le mérite de la forme s'ajoute à la valeur morale du récit, et ce livre, publié il y a dix-sept ans, garde encore aujourd'hui toute sa nouveauté. Le vice qu'il nous retrace n'est pas déraciné. Les guérisons qu'on peut citer n'empêchent pas le mal de se reproduire.

En écrivant l'histoire de *Port-Royal*, M. Sainte-Beuve ne paraît pas avoir compris toute l'étendue de sa tâche. Après avoir envisagé toutes les faces du sujet, il a cru qu'il pouvait librement choisir celle qui s'accordait le mieux avec ses goûts, ses habitudes, les études de toute sa vie. Quant à moi, je pense que le choix n'était pas permis. Je ne conçois, pour un homme qui n'écrit pas au nom de l'église, qu'une seule manière de traiter un tel sujet : c'est de l'embrasser tout entier, et de ne reculer ni devant la question théologique, ni devant la question philosophique. S'en tenir au côté purement littéraire est, à mes yeux, une grave méprise, et je m'étonne que M. Sainte-Beuve ait pu la commettre. Quel que soit en effet le talent de l'auteur, quels que soient le nombre et la valeur des documens mis à sa disposition, il aura beau faire, il aura beau prodiguer les anecdotes ignorées, multiplier les rapprochemens inattendus, il ne réussira jamais à contenter le lecteur sérieux. Port-Royal littéraire n'est pas même la moitié de Port-Royal, et pourtant le livre tout entier de M. Sainte-Beuve se réduit à l'histoire littéraire de Port-Royal. La première partie nous offre une suite de documens curieux sur l'origine et la renaissance du monastère; la seconde expose la vie et les travaux de M. de Saint-Cyran; la troisième est remplie par Pascal; la quatrième par les écoles de Port-Royal; la cinquième et la sixième, encore inédites, contiendront la seconde génération de Port-Royal et Port-Royal finissant. Les trois volumes que nous possédons n'offrent certainement pas une lecture attrayante, et cependant l'auteur semble avoir pris à tâche d'éviter toutes les parties épineuses

du sujet. En racontant la vie et les travaux de Saint-Cyran, quand il trouve sur sa route le livre de Jansenius, ne pouvant se dispenser d'en parler, il en donne quelques extraits, et, comme s'il voulait demander grace pour l'aridité générale de l'*Augustinus*, il se hâte d'établir un parallèle littéraire entre l'évêque d'Ypres et Milton. Ce parallèle, j'en conviens, n'est pas dépourvu d'intérêt. Il est curieux de voir comment le poète protestant et le prêtre catholique comprennent et décrivent l'innocence du premier homme et le bonheur du paradis terrestre. Et ce n'est pas le seul passage qui soit de nature à plaire dans les deux chapitres consacrés par M. Sainte-Beuve à l'*Augustinus*. S'il n'a voulu qu'éveiller la curiosité, il a pleinement réussi; mais il m'est impossible d'accepter ces deux chapitres comme l'analyse complète de l'*Augustinus*. L'historien a choisi ce que j'appellerai la partie friande, et négligé la partie sérieuse. Les oisifs pourront l'en remercier; quant à ceux qui n'aiment pas à voir les vieilles questions inutilement réveillées, ils regretteront qu'un esprit aussi ingénieux ait remué les cendres de Port-Royal sans oser aborder les problèmes agités par ces laborieux solitaires.

Ce que je disais tout à l'heure du livre de M. Sainte-Beuve, envisagé dans son ensemble, ne saurait s'appliquer à la troisième partie, qui porte le nom de Pascal. Il serait difficile, en effet, de réunir sur ce penseur illustre un plus grand nombre de renseignemens précieux. Si l'origine et la renaissance du monastère, si la doctrine et le gouvernement de Saint-Cyran, malgré le talent de l'auteur, n'offrent pas un intérêt bien vif, il serait injuste de ne pas reconnaître le charme que l'historien a prêté à toute la biographie morale et littéraire de Pascal. C'est assurément le morceau le plus complet que nous possédions sur cet admirable écrivain. Nous assistons jour par jour à la composition des *Provinciales*. Tout ce qu'il est possible de savoir sur l'origine et la publication de ces prodigieux pamphlets, dont la puissance dure encore, M. Sainte-Beuve l'a cherché sans jamais plaindre son labeur, et nous devons le remercier de nous l'offrir dans un ordre simple et facile à saisir. Après avoir lu attentivement toute cette troisième partie, chacun connaît Pascal depuis le jour de sa naissance jusqu'au jour de sa mort. Il n'y a pas une question qui demeure sans réponse. Le miracle de la sainte épine et l'anecdote de l'abîme sont ramenés à leurs vraies proportions. Ainsi, considérée sous le rapport purement littéraire, cette troisième partie mérite les plus grands éloges. Nous voyons Pascal aiguiser en traits mortels contre les disciples de Loyola les citations savantes que ses amis lui ont apportées la veille, se faire de cette théologie improvisée une armure impénétrable, et poursuivre le combat sans se laisser décourager par les injures qui ne manquent jamais à la vérité. Si jamais écrivain pratiqua dans toute sa sévérité

le conseil d'Horace, c'est à coup sûr Pascal. Nous savons en effet, et à n'en pouvoir douter, que presque toutes *les Provinciales* ont été récrites plusieurs fois, une entre autres jusqu'à treize fois. Dans ce temps de stérilité, l'improvisation sans loi et sans frein n'était pas encore en honneur. Pauvre Pascal! quelle ingénuité! récrire une lettre jusqu'à treize fois! quel misérable et puéril souci! Il est vrai que *les Provinciales*, dont le style rapide et vigoureux étonne les hommes du métier, semblent à la foule ignorante écrites de premier jet, et que les pages improvisées ne rencontrent pas souvent la vigueur et la rapidité. Il est vrai que Pascal est demeuré le maître du pamphlet, et que personne encore n'a trouvé moyen de l'égaler dans la polémique théologique; mais, quoiqu'il soit mort à trente-neuf ans, il nous a laissé un si petit nombre de pages, qu'il doit faire pitié aux grands producteurs littéraires de notre temps. Sa puissance n'équivaut pas même à deux atmosphères. Il est aux grands génies qui charment nos ennuis ce que la tortue est au cerf.

L'histoire anecdotique des *Pensées* n'est pas traitée avec un soin moins scrupuleux que l'histoire des *Provinciales*. Personne ne lira sans étonnement tout ce que M. Sainte-Beuve nous raconte, preuves en main, des mutilations et des interpolations subies par les *Pensées*. Le rôle d'Arnauld, de Nicole et de M. de Roannez est désormais établi, et, bien qu'il soit impossible d'assigner à chacun la part qui lui revient, nous savons du moins avec quelle défiance on doit lire l'édition des *Pensées* donnée par les solitaires de Port-Royal.

M. Sainte-Beuve, en revoyant cette partie de son travail, a profité habilement de tous les documens nouveaux publiés sur Pascal depuis quelques années, et surtout de l'excellent rapport présenté à l'Académie française sur la nécessité d'une nouvelle édition des *Pensées* de Pascal. Les manuscrits dépouillés par M. Cousin sont en effet du plus haut intérêt. Deux morceaux capitaux sont pour la première fois rendus à leur vrai sens et remis en possession de leur vrai caractère : l'application de la règle des paris à l'existence de Dieu, et la comparaison des deux infinis. Le manuscrit original mis en regard des pages châtiées et châtrées par Nicole et Arnauld nous révèle un Pascal tout nouveau. C'est là qu'il nous est donné de surprendre et d'étudier toutes les angoisses de ce génie puissant qui se débat sous les étreintes du doute. Les atténuations imaginées par les amis de l'auteur nous masquaient sa pensée, et parfois même la défiguraient en essayant de la redresser. Aujourd'hui nous savons pleinement ce que vaut Pascal dans l'ordre philosophique. Il faut renoncer aux idées dont notre jeunesse a été nourrie, et voir en lui l'interprète le plus éloquent du scepticisme. A cet égard, l'argumentation de M. Cousin ne laisse aucun doute. Dans l'introduction placée en tête de son rapport, il a épuisé

toutes les preuves pour établir nettement la position de Pascal en face de la philosophie. Nous étions habitués à croire que l'auteur des *Pensées* était arrivé ou revenu à la religion par le raisonnement le plus rigoureux; il n'en est rien. Quelles que soient les conséquences qu'on en puisse déduire, nous sommes obligés désormais de reconnaître que Pascal est revenu à la foi en désespérant de la raison. On a dit et répété bien souvent que Pascal avait voulu réconcilier la religion et la philosophie. C'est une erreur qui ne peut plus subsister aujourd'hui. Il n'y a qu'une seule manière de caractériser justement la tentative de Pascal, c'est d'affirmer qu'il a voulu établir la religion sur les ruines de la philosophie. Toute autre affirmation serait ou fausse ou incomplète. L'application de la règle des paris et la comparaison des deux infinis ne permettent pas d'envisager sous un autre aspect l'œuvre suprême dont nous possédons l'ébauche. Fénelon et Bossuet, comme l'a très judicieusement remarqué M. Cousin, comprenaient autrement les intérêts de la foi. Dans leurs travaux théologiques, ils n'ont jamais oublié, jamais foulé aux pieds l'autorité de la raison. Ils n'ont pas cru que la religion eût grand'chose à gagner dans cette déclaration d'impuissance que Pascal renouvelle à chaque page. Qu'on se place au point de vue catholique ou au point de vue philosophique, affirmer l'impuissance de la raison à établir l'existence de Dieu ne sera jamais un moyen efficace de relever la foi. C'est une triste manière de la recommander que de la déclarer incompatible avec le libre développement de la raison.

Malheureusement le programme tracé par M. Cousin n'a pas été suivi avec tout le discernement qu'exigeait une tâche si délicate. M. Sainte-Beuve a eu raison, tout en consultant l'édition donnée par M. Faugère, de ne pas l'accepter comme définitive; la transcription littérale du manuscrit, excellente en elle-même, ne présente pas toujours un sens parfaitement clair : les ratures obscurcissent parfois la pensée de l'auteur, et, pour la dévoiler pleinement, il serait souvent utile d'ajouter à la dernière leçon la leçon précédente, à laquelle l'auteur a renoncé. Il ne faut pas oublier que les *Pensées* sont plutôt des notes amassées pour une œuvre future qu'une œuvre proprement dite. Plus d'une fois Pascal, en effaçant une phrase, ne l'a pas remplacée par une phrase meilleure : il y aurait donc avantage, dans plus d'une occasion, à nous donner la première au lieu de la seconde. En un mot, il faudrait faire sur Pascal un travail analogue à celui d'Orelli sur les œuvres d'Horace. La lecture attentive du manuscrit autographe ne suffit pas; puisque ce manuscrit présente plusieurs leçons, il importe de faire un choix. M. Sainte-Beuve a très bien compris ce qui manque à l'édition de M. Faugère, et je m'associe sans réserve au jugement qu'il en a porté; je regrette seulement qu'il n'ait pas toujours évité la faute qu'il

lui reproche. Il accuse la dernière édition de Pascal de tomber dans la confusion à force de respect pour l'exactitude littérale. En multipliant à l'infini les détails biographiques et bibliographiques, il est plus d'une fois arrivé à troubler ce qu'il voulait éclaircir. Les fragmens de correspondance, très curieux d'ailleurs, sont prodigués avec une générosité quelque peu fastueuse; ils amusent plutôt qu'ils n'instruisent : on dirait que l'auteur tient à nous montrer tout ce qu'il sait, à nous prouver qu'il n'a rien négligé pour connaître tous les secrets de l'homme dont il s'est fait le biographe. La démonstration n'est pas seulement complète, mais surabondante. Pour ma part, je suis convaincu que la moitié de ces documens pourrait disparaître sans laisser aucune lacune dans la trame du récit. M. Sainte-Beuve, pour plaire au lecteur, a dépassé le but.

Je reviens à ma première pensée. Je ne conçois qu'une seule manière d'écrire l'histoire de Port-Royal, c'est d'embrasser toutes les faces du sujet. Il faut se placer tour à tour au point de vue de la foi, au point de vue de la philosophie, et ce n'est qu'après avoir épuisé toutes les données de ces deux ordres d'investigation qu'il est permis d'aborder le côté littéraire de Port-Royal. M. Sainte-Beuve a éludé les deux premières questions pour s'en tenir à la troisième. Il parle à plusieurs reprises du gros livre de Jansenius, qui n'est pas en effet de facile digestion, et il dit qu'il ne l'a pas lu tout entier, ajoutant qu'il craindrait de se vanter. Ce n'est pas moi qui lui reprocherai de n'avoir pas poursuivi jusqu'au bout la lecture de Jansenius; mais je regrette qu'il n'ait pas compris la nécessité de remonter jusqu'à la source même où Jansenius avait puisé, je veux dire jusqu'à saint Augustin, car c'est là seulement qu'il pouvait trouver les vrais fondemens de la doctrine janséniste : il eût recueilli dans cette lecture une ample moisson de documens, et le style de saint Augustin, sans nous reporter précisément à la langue de Virgile et de Cicéron, nous présente pourtant sous une forme attrayante les questions les plus abstruses. La question de la grace que Jansenius a réveillée équivaut tout simplement à la négation du libre arbitre, et c'est au maître de Jansenius qu'il fallait demander l'exposition complète de cette étrange doctrine. Jansenius en effet ne parle pas en son nom, mais au nom de saint Augustin, et l'évêque d'Hippone a consacré à la discussion de ces matières plusieurs traités qui, malgré la diversité des titres, se composent d'une série d'affirmations identiques. Ce qu'il a écrit sur le péché originel et la grace du Christ, sur le libre arbitre et la grace, sur la prédestination des saints, soumis à l'épreuve d'une critique sévère, se réduit à cette seule pensée : Dieu choisit librement ceux qu'il veut toucher et sauver sans se laisser déterminer par le mérite de leurs actions. Interrogés dans tous les sens, ces trois traités ne signifient pas autre chose. C'est-à-dire

que saint Augustin, pour s'affranchir des doutes qui l'assiégeaient, s'est réfugié dans une foi aveugle : il croit parce qu'il ne comprend pas; il s'agenouille devant l'autorité de l'église parce que sa raison n'a pas rencontré la certitude et l'évidence. Il dit formellement, dans son traité de la grace et du libre arbitre, qu'il faut prendre garde, en défendant la grace, de nier le libre arbitre, et pareillement, en défendant le libre arbitre, de nier la grace; mais en réalité il ne tient pas compte de cette recommandation, dont le seul défaut est d'être inexécutable, car si Dieu choisit ceux qu'il touche et qu'il sauve sans tenir compte du mérite de leurs œuvres, que devient le libre arbitre de la race humaine? Si la rémunération et le châtiment ne suivent pas le bien faire et le mal faire, que devient la loi morale? Que devient la justice de Dieu? Questions difficiles, questions obscures, et qu'il faut pourtant consentir à poser, car tout le jansénisme est dans ces questions. Et de même qu'il vaut mieux étudier la doctrine et la méthode aristotéliques dans Aristote même que dans les docteurs et commentateurs du moyen-âge, il vaut mieux étudier saint Augustin dans ses œuvres que dans son disciple Jansenius. Bien que l'évêque d'Ypres ait traité toutes les questions traitées déjà au ve siècle par l'évêque d'Hippone, et n'ait guère apporté dans la controverse, comme contingent personnel, que la diffusion et la pesanteur de son style, sans jamais s'écarter des principes établis par son maître, il sera toujours plus prudent et plus sûr de recourir au maître lui-même pour connaître le fond de sa pensée. Or la pensée de saint Augustin, je ne crains pas de le dire, en niant la liberté humaine, ne va pas à moins qu'à nier la justice divine. C'est un acte de foi qui aboutit tout simplement à l'impiété. Et qu'on ne m'accuse pas d'exagérer la portée de sa pensée. Ou les mots dont se composent les langues humaines ont perdu leur sens naturel, ou la théorie de la grace exposée par saint Augustin ruine les fondemens de toute morale. S'il ne dépend pas de moi de bien faire ou de mal faire, et si mes actions, bonnes ou mauvaises, n'entrent pour rien dans les résolutions de l'intelligence divine à mon égard, ma liberté n'est qu'un leurre, et la justice divine n'est qu'un mot. Je veux croire et je crois que l'évêque d'Hippone ne réglait pas sa conduite d'après ses théories, car il a expié par une vie austère les passions et les désordres de sa jeunesse, et la théorie de la grace n'était pas de nature à le maintenir dans l'austérité. L'aumône, le dévouement, l'enseignement assidu de la foi nouvelle, méritoires aux yeux de la raison humaine, étaient comme non avenus aux yeux de la raison divine. Je pense donc que saint Augustin trouvait au fond de sa conscience un conseiller plus sûr que la théorie de la grace, et faisait le bien avec la certitude que Dieu jugeait sa vie, et lui en tiendrait compte. Ce qu'il dit du baptême pour étayer la doctrine de la grace n'est qu'une pure subtilité. Pour prouver que le mé-

rite des actions humaines ne détermine pas la prédilection divine, il cite l'exemple des nouveau-nés, qui ne sont pas tous sauvés, et qui cependant n'ont par eux-mêmes ni mérité ni démérité. Le digne évêque se contente d'affirmer ce qu'il devrait au moins essayer de démontrer. Ses affirmations sur la transmission du péché originel, sur l'origine de la concupiscence et sur la prédestination des saints, n'ont pas, philosophiquement parlant, une plus grande valeur. Il dogmatise et ne démontre pas, et je dois avouer que la logique la plus habile ne suffirait pas à établir sur de solides fondemens les principes qu'il nous donne comme antérieurs et supérieurs à tous les droits, à toutes les prétentions de la raison humaine. Si la vie la plus sainte sans le secours de la prédestination n'obtient pas la grace divine, la grace n'est plus qu'un caprice. L'indifférence des dieux d'Épicure est remplacée par une bienveillance arbitraire qui ne vaut guère mieux.

Je n'insisterai pas davantage; certes, les développemens que je pourrais donner à ma pensée n'ajouteraient rien à l'évidence de cette conclusion. J'arrive à la seconde face du sujet, à la face philosophique. En exposant les doctrines de saint Augustin, je n'ai pu me dispenser d'invoquer l'autorité de la philosophie. Cependant, bien que la raison m'autorise à répudier la foi fondée sur l'impuissance et le néant de toute science, il convient de caractériser rapidement l'état de la philosophie française à l'époque où parut le livre de Jansenius. L'évêque d'Ypres est le contemporain de René Descartes, et cette coïncidence marque nettement la seconde partie de la tâche que devait se proposer l'historien de Port-Royal. La *Méthode* et les *Méditations* de René Descartes ressuscitaient les droits de la raison enfouis sous les ténébreuses discussions de la scolastique. La méthode aristotélique mal comprise et défigurée était condamnée sans retour. Descartes débutait par le doute absolu, et fondait enfin une philosophie nouvelle sur cet enthymème victorieux : je pense, donc je suis. Il faut voir dans ses *Méditations* comment il arrive à cette conclusion. En souvenir de ses études géométriques, il compare le point d'appui qu'il demande à la psychologie, pour établir la certitude des connaissances humaines, au point d'appui que demandait Archimède pour soulever la terre. Descartes, en répudiant la méthode aristotélique, ne songeait pas à ruiner la foi catholique. Une telle pensée n'est jamais entrée dans son esprit. Aucune action de sa vie ne donne le droit de mettre en doute sa sincérité, et s'il n'eût pas été fermement décidé à poursuivre la recherche de la vérité d'une manière désintéressée, la vérité pour elle-même, il n'aurait pas dédié ses *Méditations* aux docteurs et au doyen de la faculté de théologie. S'il eût entrepris sa tâche avec une arrière-pensée de destruction, une telle dédicace eût été de sa part une indigne jonglerie. Mais il pouvait et devait dire ce qu'il dit en terminant : « A quoi bon insister plus long-temps sur l'im-

portance des vérités que j'ai cherché à démontrer? Vous qui êtes les colonnes de la foi, vous savez assez par vous-mêmes ce que valent ces vérités. » Et en effet Descartes partait de la connaissance de l'ame humaine pour s'élever jusqu'à la connaissance de Dieu, et sur cette double connaissance il fondait la moralité, la responsabilité de la créature intelligente, la prévoyance et la justice du Créateur. Certes, il n'y a rien d'impie dans une telle doctrine, et la faculté de théologie pouvait la prendre sous son patronage sans se compromettre. La lecture des *Méditations*, où dans le court espace de quarante pages se trouvent posées et résolues toutes les questions capitales de psychologie et de théodicée, n'éveille pas dans l'ame un seul doute sur la valeur des traditions chrétiennes. Tout ce qui se rapporte à la foi proprement dite demeure en dehors de la discussion, et le bon sens le voulait ainsi; car l'idée de Dieu, telle que la conçoit l'intelligence humaine, sans autre secours que l'idée de cause et d'effet, n'a rien à démêler avec les formes de la religion. La théologie et la philosophie ne peuvent jamais se confondre sans se dénaturer.

Mais, si le cartésianisme ne touche pas à la foi proprement dite, il ne laisse pas debout la doctrine de la grace. Le philosophe du XVIIe siècle, en renouvelant les bases de la science, répond implicitement à l'évêque du Ve siècle. Il est impossible, en effet, de concilier la notion de Dieu, telle que nous la voyons exposée dans les *Méditations*, avec la notion de la grace, telle que la conçoit et l'enseigne saint Augustin. C'est donc par le cartésianisme qu'il fallait combattre le jansénisme. Ici le devoir de l'historien ne se bornait pas à l'enregistrement des faits, la discussion des doctrines était de nécessité absolue; et, bien que le jansénisme, par les persécutions qu'il a subies, mérite toutes nos sympathies, l'historien, je le crois, pour ne pas faillir à sa tâche, ne pouvait se dispenser d'opposer Descartes à saint Augustin. Ce n'est pas que la philosophie, long-temps avant Descartes, ne fournisse des argumens nombreux contre la doctrine de la grace, c'est-à-dire en faveur de la liberté, de la responsabilité humaine. La philosophie antique, la philosophie même du moyen-âge, ont établi à leur manière les vérités que Descartes a rajeunies sans les inventer. La méthode seule est nouvelle, les conclusions sont aussi vieilles que la raison. Dès que l'homme a réfléchi, dès qu'il a eu conscience de lui-même, il a eu conscience de sa liberté; que cette vérité passe par la bouche de Platon ou de Descartes, elle ne change pas de nature. Cependant, comme l'*Augustinus* n'a pas précédé de dix ans les *Méditations*, il était naturel de répondre par les *Méditations* à l'*Augustinus*. C'eût été, à mon avis, entrer dans le cœur même du sujet. Descartes en face de Jansenius eût fait assez bonne figure. M. Sainte-Beuve, qui depuis long-temps s'est nourri de lectures si variées, n'avait pas à redouter le reproche de sécheresse; il eût

trouvé, je n'en doute pas, pour l'exposition des doctrines cartésiennes, des paroles vives et colorées, et, sans déroger à l'austérité de l'enseignement, il aurait su animer d'un intérêt dramatique le combat de la liberté humaine contre la prédestination. En négligeant toute cette partie philosophique, il s'est condamné à parler sans autorité. En pareille matière, le talent ne suffit pas : il faut produire des argumens, et quel argument plus puissant que Descartes contre Jansenius?

Après la théologie et la philosophie venait le tour de la littérature. Après saint Augustin et Descartes venait Pascal, qui, après avoir défendu la raison contre le probabilisme et la dévotion aisée, s'est retourné contre la raison, de telle sorte que son testament, c'est-à-dire le recueil de ses *Pensées*, est une protestation contre *les Provinciales*, qui ont établi la gloire de son nom. Quand je fais de Pascal un écrivain littéraire, je ne lui donne ce nom que par opposition à Descartes et à saint Augustin. L'analyse des *Pensées*, entreprise dans de telles conditions, n'eût pas manqué de perdre son caractère anecdotique pour prendre un caractère plus vigoureux et plus mâle. Malgré le charme que j'ai trouvé dans toutes les pages que M. Sainte-Beuve a consacrées à Pascal, j'aurais eu plaisir à le voir quitter le champ des menues causeries pour aborder le champ de la discussion.

Soumis à cette épreuve, que fût devenu Pascal? Son talent d'écrivain n'eût reçu aucune atteinte, car plus d'une page des *Pensées*, bien qu'ébauchée rapidement, soutient la comparaison avec *les Provinciales*, et les ébauches mêmes de ce maître illustre offrent des traits que la réflexion n'effacerait pas; mais la valeur philosophique de ces matériaux eût été mise dans son vrai jour par l'historien de *Port-Royal*. Il eût été facile de montrer que le plus éloquent des jansénistes, qui à l'âge de trente-quatre ans combattait les arguties des casuistes au nom de la philosophie, au nom de la raison, attaquait cinq ans plus tard, à l'âge de trente-neuf ans, ce qu'il avait défendu avec tant d'ardeur et de mordante ironie. Ne pas marquer nettement cette contradiction, c'est ne pas saisir Pascal tout entier, et M. Sainte-Beuve, bien qu'il l'ait indiquée, n'a pas satisfait à toutes les conditions de sa tâche. Il n'avait pas préparé de longue main cette démonstration, et n'a pas converti ceux qui sont habitués à voir dans Pascal non-seulement le champion de la foi, mais le champion de la raison.

Est-il sage de réveiller sans cesse les questions de la prévoyance divine et de la liberté humaine? Qui donc peut se flatter de les résoudre? Qui donc peut se vanter de concilier la volonté du Créateur et la volonté de la créature? Ces questions sans doute ne sont pas aussi claires que les règles de l'arithmétique. Est-ce une raison pour les dédaigner ou pour reculer devant elles? Des problèmes qui ont occupé les plus

grands esprits de tous les temps ne méritent pas notre dédain, et d'ailleurs nous aurions beau détourner les yeux de ces problèmes, nous ne réussirions pas à les oublier. La philosophie est aussi nécessaire à la vie de l'intelligence que l'air aux poumons. Il n'est pas plus facile d'éluder la pensée que d'éluder la respiration. Je suis donc très loin de blâmer le choix de M. Sainte-Beuve, je ne lui reproche pas d'avoir entrepris l'histoire de *Port-Royal;* je lui reproche de ne l'avoir pas traitée aussi sérieusement, aussi complétement que nous devions l'espérer. Son tort n'est pas d'avoir réveillé les querelles de la grace et de la prédestination, mais de n'avoir pas montré assez clairement comment la grace et la prédestination, en abolissant la responsabilité, abolissent du même coup la moralité. L'analyse même de son œuvre et les objections que j'ai produites prouvent assez toute l'importance que j'y attache. J'aurais souhaité que son histoire de *Port-Royal* fût conçue d'une manière plus large, plus conforme à la nature du sujet. Il s'est trop défié de l'intelligence et de l'attention de ses lecteurs; il a craint de fatiguer leur patience, et s'est efforcé de les intéresser en leur racontant la vie de la mère Angélique, de Saint-Cyran et de Pascal, au lieu d'exposer la doctrine de Jansenius et de saint Augustin. Il a craint de faire un livre ennuyeux, et, pour éviter ce danger, il a tourné autour du sujet qu'il avait choisi. En pénétrant au cœur même de la question théologique et philosophique, il eût agi plus sagement. L'ennui n'était pas à redouter, car toute vérité clairement exposée, sérieusement discutée, est sûre d'intéresser.

Le *Tableau de la poésie française au seizième siècle,* publié il y a vingt-trois ans, révèle chez l'auteur une rare finesse d'intelligence et un goût ardent pour l'érudition. Cette époque si curieuse de notre histoire littéraire n'avait jamais été traitée avec autant de sagacité. M. Sainte-Beuve, encouragé par les conseils d'un savant modeste et laborieux, M. Daunou, se proposait d'abord de suivre le programme tracé par l'Académie française et d'écrire un discours sur l'état de notre littérature pendant le règne des derniers Valois. Heureusement il comprit bientôt qu'une telle besogne ne le mènerait à rien; au lieu d'écrire un discours, il résolut d'écrire un morceau d'histoire. Il aurait pu, comme tant d'autres, assembler des phrases élégantes, des périodes nombreuses sur des faits mal connus et mal définis. Il a renoncé à la pompe oratoire pour étudier patiemment les théories et les œuvres littéraires du XVIe siècle. C'est, de sa part, une preuve de bon sens dont je lui sais gré. Ce livre éminent, comme bien d'autres livres du même ordre, a été jugé d'une façon singulière. Tandis que les hommes du métier prenaient la peine de le lire avant de se prononcer, la foule des beaux-esprits qui tiennent le dé dans les salons se prononçait sans

l'avoir lu, et le condamnait sur ouï-dire. Ils s'abordaient en riant et se gaussaient joyeusement de la réhabilitation de Ronsard. Or, il n'y a qu'une manière de répondre à ces quolibets, c'est que M. Sainte-Beuve, en étudiant les œuvres de Ronsard, ne s'est pas laissé emporter par l'enthousiasme, comme on se plaît à le dire. Il a recherché, il a prouvé les mérites de Ronsard; mais il n'a pas voulu le placer sur un piédestal. Il a trouvé, parmi des ruines sans nombre, la statue du poète que ses contemporains ne craignaient pas de placer entre Homère et Virgile; personne, après avoir lu son livre, ne peut croire qu'il ait voulu la relever. La plupart des lecteurs sont habitués à respecter, comme parole d'Évangile, le jugement de Boileau, et ne songent pas à le discuter. Il faut pourtant reconnaître que ce jugement, sans contredire la vérité d'une façon expresse, est formulé en termes trop absolus. Sans doute Ronsard a eu le tort de méconnaître, en plus d'une occasion, le génie de notre langue et de vouloir greffer sur la tige gauloise les fruits de la Grèce et de l'Italie. Cependant, malgré cette méprise trop fréquente, il n'est pas dépourvu d'une certaine originalité. Dans les sujets gracieux, il rencontre parfois des images que l'antiquité ne dédaignerait pas : s'il ne réussit pas dans sa lutte avec Pindare, il réussit mieux dans sa lutte avec les odes voluptueuses d'Horace et d'Anacréon. Et, quand je parle d'Anacréon, je n'entends pas accepter comme authentiques les pièces connues sous le nom du poète de Téos. C'est une question délicate dont j'abandonne la solution aux érudits.

Quoi que puissent dire les esprits indolens qui s'empressent d'adopter et de défendre un jugement sans se donner la peine de le vérifier, M. Sainte-Beuve n'a pas exagéré la valeur de Ronsard; il a signalé ses défauts en même temps que ses mérites. Il ne l'a pas placé sur la même ligne que le poète thébain. Peut-être a-t-il accordé trop d'importance à ses réformes rhythmiques; cependant je ne voudrais pas lui reprocher le soin scrupuleux avec lequel il a traité ces questions techniques. La plupart des écrivains qui dissertent sur la versification et qui ne l'ont jamais pratiquée sont trop portés à négliger tout ce qui regarde le maniement de la rime et de la césure. M. Sainte-Beuve, unissant la pratique à la théorie, devait naturellement étudier les réformes rhythmiques de Ronsard avec une attention toute particulière. Son zèle n'a rien qui me scandalise, et je souhaiterais qu'il trouvât de nombreux imitateurs.

Avant le livre de M. Sainte-Beuve, l'histoire de notre poésie au XVIe siècle était à peine connue. Quelques rares érudits conservaient précieusement dans leurs bibliothèques les œuvres de Ronsard, Baïf et Du Bellay. Ils en parlaient entre eux comme d'un sujet interdit aux

profanes. M. Sainte-Beuve, par des citations bien choisies, accompagnées d'éclaircissemens ingénieux, a mis le public à même de juger sur pièces. Il a franchement reconnu que Ronsard, malgré la richesse de ses rimes, malgré la construction savante de ses strophes, ne signifie pas grand'chose dans la poésie héroïque. Toutefois il n'a pas consenti à croire que les hommes les plus savans du XVIe siècle se fussent trompés grossièrement en proclamant le mérite de Ronsard. Il a cherché les raisons de leur admiration et les a trouvées dans leur prédilection pour l'antiquité. Ronsard, au lieu de traduire servilement les œuvres qu'Athènes et Rome nous ont laissées, ne craignait pas d'engager la lutte. Cette audace méritait d'être encouragée, et, bien qu'elle n'ait pas été couronnée d'un plein succès, nous devons excuser l'engouement des érudits pour l'auteur de *la Franciade*. M. Sainte-Beuve estime à sa juste valeur la tentative épique de Ronsard, et les lecteurs familiarisés par un commerce assidu avec la langue d'Homère et la langue de Virgile ne sauraient se montrer plus sévères que lui. Il n'hésite pas à déclarer que le poète vendômois, en dehors des sujets voluptueux, est plutôt un ouvrier patient qu'un artiste inspiré. C'est le jugement que la postérité, plus indulgente que Boileau, consentira sans doute à ratifier.

La pléiade poétique dont Baïf et Du Bellay étaient les plus brillantes étoiles n'est pas jugée avec moins de sagacité. M. Sainte-Beuve ne s'abuse pas sur la valeur des pensées exprimées par ces poètes ingénieux. Il reconnaît volontiers que la forme l'emporte sur le fond. Quant au roman satirique de Rabelais, il en parle, dans un chapitre spécial, en homme qui a mûrement étudié son sujet et qui le connaît pleinement. Il explique très bien pourquoi il faut faire bon marché de toutes les clés proposées par les commentateurs pour rattacher *Pantagruel* et *Gargantua* à l'histoire réelle de la France sous François Ier. Il comprend à merveille toute la puérilité de ces tentatives et n'hésite pas à s'en moquer. Rabelais, en effet, est le digne frère d'Aristophane, et s'il lui arrive plus d'une fois de prendre le thème de ses railleries dans l'histoire de son temps, plus souvent encore il laisse sa fantaisie errer librement. Celui qui voudrait retrouver dans Plutarque, dans Xénophon, dans Thucydide, la clé de toutes les comédies d'Aristophane que nous possédons entreprendrait une tâche impossible; *Gargantua* et *Pantagruel* ne sont pas moins difficiles à expliquer que *les Harangueuses* et *Lysistrata*. Aristophane et Rabelais, en prenant la réalité pour point de départ, ont usé de leur imagination sans jamais songer à modeler leurs bouffonneries sur la réalité. M. Sainte-Beuve l'a très bien compris et très nettement déclaré.

Le seul reproche que mérite à mon avis le *Tableau de la poésie fran-*

çaise au seizième siècle, c'est de n'être pas tracé d'une manière assez désintéressée. Il est bon sans doute de rattacher le passé au présent, car si le passé ne devait pas offrir une leçon, il serait inutile de l'étudier; mais il ne faut pas chercher le présent dans le passé, et M. Sainte-Beuve n'a pas toujours su résister à cette tentation. Dans son désir de justifier les théories de la nouvelle école poétique, il lui est arrivé plus d'une fois de juger avec trop de complaisance, d'interpréter avec trop de souplesse les précédens qu'il voulait invoquer. Cependant l'école poétique de la restauration doit voir en lui le plus savant de ses défenseurs. Si l'habileté est souvent poussée trop loin, l'érudition la plus solide ne fait jamais défaut.

Pour achever ma tâche, il me reste à parler des *Portraits* et des *Causeries* de M. Sainte-Beuve. Ses *Portraits* seront, selon toute apparence, son titre le plus durable dans l'histoire littéraire de notre pays. Malgré le vrai mérite qui recommande les *Consolations*, malgré les pages émouvantes qui se rencontrent dans son roman, c'est par ses *Portraits* surtout qu'il a sollicité, qu'il a obtenu l'attention publique. Cependant il y a dans ces *Portraits* mêmes deux parts à faire, deux parts bien distinctes. Ceux qu'il a tracés pendant les deux dernières années de la restauration ne sont pas de purs portraits. Aux détails biographiques, aux jugemens littéraires fondés sur les œuvres mêmes, se mêlent des idées d'un caractère purement polémique. L'histoire, pendant ces deux années, n'est pas pour M. Sainte-Beuve la contemplation impartiale du passé; c'est plutôt une arme qu'un enseignement. Cependant, malgré cette préoccupation évidente, comme il cherche la vérité avec ardeur, il trouve des idées excellentes et les traduit dans une langue très précise. C'est pour la prose la période la plus limpide de son talent. S'il ne juge pas Jean Racine et Jean-Baptiste Rousseau, La Fontaine et Mme de Sévigné avec assez de liberté, s'il ne sait pas se dégager du présent en étudiant le passé, il saisit très bien les traits principaux des modèles qu'il veut peindre. Avant d'aborder la polémique, avant de juger *Athalie* au nom d'*Hernani*, il la juge au nom du *Livre des Rois*, comme il juge *Britannicus* au nom de Tacite. Toutes ces études sont pleines de finesse et ne laissent rien à désirer sous le rapport de l'érudition. Bien que les doctrines du cénacle se fassent jour en maint endroit, il y aurait de l'injustice à ne pas considérer ces *Portraits* comme des modèles de saine critique. Le zèle de M. Sainte-Beuve pour les intérêts de la nouvelle école n'enlève rien à la sagacité de son esprit. Il n'accepte pas comme sans réplique l'autorité du maître qu'il a choisi. Tout en demeurant plein de respect pour *les Orientales*, pour *Marion Delorme*, il éprouve le besoin d'opposer aux œuvres de Racine et de Jean-Baptiste Rousseau une autorité plus imposante, et il s'a-

dresse à l'histoire, aux psaumes de David. Plus tard, M. Sainte-Beuve a réimprimé ces *Portraits* avec des notes explicatives, atténuatives. A mes yeux, c'est une faute. Il n'y a dans cette galerie si habilement composée rien à effacer, rien à désavouer. La date de chaque portrait explique l'entraînement avec lequel sont développées certaines opinions, et l'auteur n'avait pas besoin de faire amende honorable. Personne ne songe à s'étonner qu'une discussion soutenue par un avocat de vingt-six ans soit ardente et passionnée.

Quant aux portraits écrits par M. Sainte-Beuve depuis la fin de la restauration, ils sont empreints d'un caractère tout différent; la préoccupation polémique a fait place à la préoccupation biographique. On dirait que l'auteur, en prenant la plume, ne manque jamais de relire quelques chapitres de Boswell pour encourager, pour redoubler sa curiosité. Ce que le biographe anglais a fait pour Samuel Johnson, M. Sainte-Beuve s'efforce de le faire pour tous ses modèles; il tient à savoir ce qu'ils ont pensé, ce qu'ils ont dit jour par jour. Si plus d'une fois il a poussé trop loin ses investigations, s'il n'a pas toujours trié les détails qu'il racontait avec un goût assez sévère, il faut reconnaître pourtant que sa curiosité patiente nous a valu des récits animés d'un vif intérêt. Qu'il nous parle de Joseph de Maistre ou de Mme de Souza, de Lamartine ou de Béranger, de Mme de Krüdner ou de Mme de Charrières, il ne veut rien négliger, et il n'aborde son sujet qu'après l'avoir interrogé dans tous les sens. Aussi est-il probable que nos neveux, en feuilletant ces biographies, renonceront à l'espérance d'y rien ajouter. Dans cette seconde série de portraits, l'écrivain tient moins de place que l'homme. C'est au caractère, à l'éducation, aux habitudes, aux relations, aux amitiés de son modèle que M. Sainte-Beuve demandait l'explication de ses œuvres. La littérature proprement dite s'efface devant l'analyse morale. Chacun conçoit sans peine que ces portraits n'aient pas exercé sur le goût public une action aussi décisive. Dans l'application de cette méthode ingénieuse, M. Sainte-Beuve n'a pas de rival; personne ne sait comme lui grouper les détails biographiques et placer dans son vrai jour le personnage qu'il veut nous montrer. La lecture de cette seconde série est pleine de charme et de variété. Quoique la pensée, à force de chercher la finesse, se divise souvent en parcelles trop tenues et déroute les esprits habitués aux rapides lectures, elle ne manque jamais de laisser dans la mémoire un utile enseignement. Mais de tels portraits n'ont pas grand'chose à démêler avec les principes littéraires soutenus par l'auteur pendant les deux dernières années de la restauration; il est donc naturel qu'ils n'aient pas agi d'une façon marquée sur le goût du public. C'est une lecture, en effet, qui s'adresse plutôt à la curiosité qu'à la réflexion. Je dois ajouter d'ailleurs que le

style de ces portraits est loin d'être aussi clair, aussi pur, aussi sobre que le style de la première série. La phrase trop touffue aurait besoin d'être émondée. Les pensées les plus justes, les aperçus les plus fins, demeurent parfois enfouis sous un luxe d'images prodiguées au hasard. Cette seconde série, malgré sa richesse, ne convient pas à tous les esprits.

Depuis deux ans, M. Sainte-Beuve a pris dans la prose une troisième manière, plus vive, plus alerte que celle de ses derniers portraits; il a renoncé aux pensées patiemment et subtilement déduites pour chercher avant tout la clarté; il n'y a pas une page de ses *Causeries* qui puisse embarrasser le lecteur; l'hésitation n'est pas permise, car le langage de l'auteur est d'une précision constante. Nous retrouvons dans les *Causeries* un style qui rappelle celui des premiers portraits, sans pourtant l'égaler; c'est la même netteté, ce n'est pas toujours la même harmonie. Malheureusement M. Sainte-Beuve, en nous parlant du XVIIIe siècle, se complaît trop souvent dans les détails vulgaires. Emporté par son amour pour la réalité, il nous montre sous un vilain aspect les personnages qu'il expose à nos yeux. Je me contenterai de citer Voltaire et Mme Du Châtelet. On dirait qu'il prend plaisir à concentrer notre attention sur l'égoïsme et la vanité. Il y a dans ces pages spirituelles une amertume que j'ai peine à m'expliquer. On dirait que l'auteur, en disant adieu aux illusions de sa jeunesse, éprouve le besoin de railler tous ceux qui ne partagent pas son désenchantement. Il ne se contente pas de nous raconter la vie familière des hommes les plus illustres, il s'attache à promener nos regards sur toutes leurs misères. Il semble triompher en appelant le dédain sur les héros dont il a surpris les secrets. Il traite les rois de la pensée comme Suétone a traité les Césars.

Il y a pourtant dans cette troisième galerie des portraits dessinés d'une main sûre et savante : celui de Mme de Pompadour est charmant d'un bout à l'autre. La morosité dont je parlais tout à l'heure ne s'y laisse pas apercevoir.

Quant aux contemporains, dont M. Sainte-Beuve avait déjà plusieurs fois entretenu le public depuis vingt ans, il paraît maintenant les juger avec une sorte de rancune. Je ne crois pas qu'il soit animé contre eux d'aucun sentiment de haine, de colère ou de jalousie. C'est plutôt à lui-même que sa rancune s'adresse. Il tient à démentir les éloges qu'il leur a prodigués; il s'acharne à cette tâche nouvelle, non par injustice, mais plutôt par amour exagéré de la justice : il veut expier son excès d'indulgence par un excès de sévérité. Lamartine, Béranger, Chateaubriand qu'il a déifiés, sont autant de remords dont il veut se débarrasser à tout prix. Passe encore pour Lamartine, dont les der-

nières œuvres sont si loin des *Méditations* et des *Harmonies*. Je conçois très bien que les *Confidences* appellent sous la plume de M. Sainte-Beuve des épithètes peu flatteuses; mais Béranger est aujourd'hui ce qu'il était il y a vingt ans, et pourtant M. Sainte-Beuve découvre dans ses chansons une foule de défauts qu'il n'avait pas encore aperçus. Comment expliquer cette subite clairvoyance? Pourquoi le critique, autrefois bienveillant jusqu'à l'adoration, s'attache-t-il à relever ligne par ligne toutes les ellipses trop violentes, toutes les images d'une justesse douteuse? Je renonce à le comprendre. Quand M. Sainte-Beuve a parlé de Béranger, il n'en était pas à ses débuts; son goût s'était formé depuis long-temps, et aujourd'hui le voilà qui prend plaisir à se réfuter, comme s'il avait parlé à la légère; c'est vraiment se montrer trop sévère pour soi-même.

A l'égard de Chateaubriand, le revirement est encore plus singulier. Quand les amis de Mme Récamier pouvaient seuls entendre la lecture des *Mémoires d'Outre-Tombe*, M. Sainte-Beuve les a loués comme un chef-d'œuvre incomparable. Pour exprimer son admiration, il a prodigué toutes les richesses du vocabulaire. Sans doute, sa parole était l'image fidèle de sa pensée. A peine Chateaubriand est-il enseveli, que M. Sainte-Beuve déchire en lambeaux la pourpre dont il avait couvert les épaules de son idole. L'analyse du livre ne lui suffit pas; il cherche hors du livre des argumens contre l'auteur, et il trouve une femme assez mal inspirée pour lui confier des lettres qui ne devaient jamais voir le jour. Cette femme sans doute regrette amèrement de n'être pas nommée dans les *Mémoires d'Outre-Tombe*, et M. Sainte-Beuve tend la main à cette vanité fiévreuse. Il n'a pas écrit son nom, et il a bien fait; il eût agi plus sagement en n'imprimant pas une ligne de cette correspondance. Il a cherché à excuser sa première admiration en l'imputant tout entière à Mme Récamier. S'il s'agissait d'éloges donnés dans un salon, l'explication pourrait être acceptée; mais des éloges prodigués publiquement ne sauraient être effacés par une phrase de courtoisie. Je consens à croire que Mme Récamier exerçait sur les auditeurs de l'Abbaye-aux-Bois une immense autorité; je doute cependant qu'elle eût le don de rendre graves et sensées les pages que M. Sainte-Beuve trouve aujourd'hui amères et ridicules. J'admets la sincérité dans le blâme comme dans la louange, et je vois tout simplement, dans cette mobilité de jugement, une maladie morale.

Oui, l'auteur des *Consolations*, l'historien de Port-Royal, le peintre habile qui nous a donné tant de portraits gracieux ou austères, a perdu sa bienveillance en perdant sa jeunesse. Mécontent de la vie qui n'a pas tenu toutes ses promesses, il essaie d'oublier dans l'ironie les espérances de ses premières années. En les voyant s'évanouir comme

une ombre, il n'a pas su garder la sérénité de sa pensée. Tant qu'il n'aura pas franchi cette période d'agitation et de révolte contre les années envahissantes, il continuera de se réfuter. Qu'il s'apaise, qu'il accepte sans murmurer la vie que nous impose l'âge mûr, et il retrouvera sa bienveillance.

Les contradictions que je viens de signaler n'enlèvent rien à l'éclat de son talent, mais ébranlent son autorité. Bien qu'il soit en effet très naturel de modifier ses opinions à mesure qu'on vieillit, bien que chaque jour nous apporte un enseignement, ce n'est jamais sans péril qu'on déclare radicalement fausses toutes les idées qu'on a défendues. Le public s'habitue volontiers à douter de l'écrivain qui traite son passé avec tant de légèreté. Si M. Sainte-Beuve veut ressaisir le crédit légitime qu'il avait acquis par ses premiers travaux, il est temps qu'il se ravise. S'il persévérait dans la voie où il s'est engagé, malgré les œuvres solides qui ont établi sa renommée, il descendrait bientôt au rang d'homme d'esprit. Le public louerait son habileté à le divertir, mais refuserait de souscrire à ses jugemens. Un écrivain qui a conscience de sa valeur ne saurait hésiter. Que M. Sainte-Beuve se hâte donc de revenir à ses vieilles et bonnes habitudes : il perdra peut-être les applaudissemens des oisifs, mais il sera richement dédommagé par les applaudissemens de ses pairs et de tous ceux qui, depuis vingt ans, aiment à respecter sa parole.

GUSTAVE PLANCHE.

UN

VOYAGE AÉRIEN.

En arrivant à Bruxelles, le 7 juin dernier, après un voyage aérien en trois étapes de Paris à Spa, j'adressai à un ami, dans toute la chaleur de mon enthousiasme, quelques lignes rapides et confuses, lui promettant à mon retour une narration plus détaillée de mes aventures aérostatiques. La publicité donnée à cette lettre par une gracieuse indiscrétion m'a jeté en dehors de ma vie habituelle, et me pousse à une entreprise plus imprudente à coup sûr que mon ascension. A peine avais-je, en effet, touché le seuil de ma maison, que je me suis vu assailli de questions toutes aimables et sympathiques, mais dont l'insistance m'a ôté toute liberté d'esprit; parens, amis, compatriotes, ont voulu tenir de moi-même la confidence de mes sensations dans l'espace. En même temps m'arrivait une avalanche de lettres, si bien que, ne pouvant plus suffire à tant d'intérêt et de curiosité, plus fatigué d'un récit sans cesse renouvelé que de l'expédition même, j'ai pris mon courage à deux mains, et je me suis décidé à publier le compte-rendu de ma promenade aventureuse. Je ne suis point un homme de lettres, on s'en apercevra facilement, et je me sers d'une langue qui n'est pas la mienne, bien que je la parle depuis mon enfance. Sincère et sans prétention aucune, je dirai uniquement, simplement si je puis, ce que j'ai vu et ressenti, sacrifiant l'attrait du merveilleux à l'intérêt de la vérité.

J'avais lu avec une avide curiosité le récit des ascensions de MM. Gay-Lussac, Blanchard, et particulièrement de M. le duc de Brunswick en compagnie du célèbre Green; leurs tentatives audacieuses séduisaient mon esprit. J'étais tourmenté du désir de suivre leurs traces et de pousser une excursion dans les airs plus haut et plus loin qu'on ne l'avait

encore tenté. En vain l'importance et le charme des liens qui m'attachent à ce bas monde luttaient contre la témérité d'une telle ambition : ma fantaisie était devenue une idée fixe. Chacun, d'ailleurs, parlait autour de moi d'une ascension comme on parlerait d'un voyage à Versailles ou à Fontainebleau ; on y voyait une partie de plaisir et rien de plus. Enfin une proposition directe me fut faite dans des conditions irrésistibles; je n'hésitai plus, et le jeudi 5 juin, à cinq heures dix-sept minutes du soir, m'étant armé de tous les instrumens propres à donner à mes observations quelque intérêt scientifique, je montai dans le ballon *l'Aigle*, qui devait s'élever sous la conduite de M. Godard. Mes compagnons étaient Mme la comtesse de S....s, le comte Alexis de Pomereu et un de ses amis.

Nous étions d'une gaieté radieuse en quittant la terre. Pas un de nous ne sentit se précipiter les battemens de son cœur. Nul ne songeait au danger, et réellement l'état de l'atmosphère, la solidité de l'appareil et l'expérience de nos guides laissaient peu de place à l'inquiétude. Nous demeurâmes long-temps au-dessus de Paris, admirant le magnifique panorama de la grande ville et de ses environs. Accoudés sur le rebord de la nacelle comme sur un balcon, nous jouissions pleinement de ce spectacle grandiose que pas un nuage ne voilait, et nos regards ne pouvaient se lasser de cette contemplation. Ce prodigieux amas de maisons groupées ou isolées, d'arbres, de champs de couleurs si diverses, sillonné de cours d'eau, de routes, de chemins de fer, dessinant de capricieux circuits comme les allées d'un parc, les colonnes de fumée, le son des cloches, les mille bruits humains qui se confondent, puis le silence et le développement continu de l'immense tableau qui se déroule et s'agrandit sans cesse, tout cela enchante la vue et jette l'ame dans une rêverie profonde. — A voir de si haut les choses humaines, on trouve la vie plus mesquine et la nature plus grande; on se sent rappelé vers la terre par l'instinct de la conservation, mais plus puissante encore est l'attraction vers le ciel.

Ces impressions furent d'abord moins vives. En voyage, la première heure n'est pas l'heure du recueillement. Les gais propos, les exclamations les plus folles se croisaient à l'envi ; on reconnaissait, on nommait avec transport les lieux au-dessus desquels passait l'aérostat : nous appartenions encore à la terre. La sérénité de notre charmante compagne éloignait les préoccupations sérieuses. Par ce mépris de toute crainte, naturel aux femmes d'une apparence délicate, peut-être aussi dans l'intention de reconnaître si notre joyeux abandon ne dissimulait pas quelque inquiétude secrète, elle s'amusait à nous surprendre par des espièglerie assez périlleuses : tantôt son pied d'enfant imprimait à la nacelle une brusque secousse suivie d'oscillations capricieuses, tantôt elle se penchait par-dessus le bord, défiant le gouffre et compromet-

tant gravement notre équilibre. Enfin, cédant aux injonctions respectueuses de l'équipage, elle consentit à renoncer à ses expériences. Rassurés de ce côté, nous ouvrîmes une discussion toute de circonstance sur la possibilité de diriger les ballons. Il nous paraissait impossible que l'on ne parvînt pas tôt ou tard à rendre dociles ces locomotives de taffetas gommé. Les idées les plus ingénieuses comme les plus étranges furent émises, tous les systèmes furent analysés. Un intérêt plus pressant coupa court à ces problèmes : il fallait dîner. Cette nécessité avait été prévue. — En un instant, nous fûmes installés dans notre cabinet d'osier presque aussi comfortablement que dans un des salons des Frères-Provençaux. Les bouchons sautèrent joyeusement dans l'espace, et bientôt, l'animation croissant au choc des verres, chacun traduisit librement sa plus chère pensée.

— A sa majesté l'empereur de toutes les Russies! m'écriai-je le premier.

— A Henri V! répliqua M. de Pomereu. — Nous étions si près des nuages en ce moment, que la république ne pouvait nous entendre. D'ailleurs, dans ces régions si voisines des astres, le cœur s'ouvre à tous les épanchemens, l'imagination à toutes les espérances. Quant à moi, Dieu merci, nul regret, nulle contrainte ne pouvait se mêler à mes paroles, et mon toast avait été l'écho d'un cri invariable et unanime, le cri national russe.

La nuit nous surprit au milieu de ces effusions. Le mouvement de l'aérostat était presque insensible, et plus doux que celui d'un bateau glissant au fil de l'eau. Personne n'éprouvait ni vertige ni malaise; un état parfait de quiétude pénétrait nos sens. Nous désirions tous continuer notre ravissant voyage; mais il était prudent de s'assurer avant la nuit un gîte à proximité d'un chemin de fer. On commença donc les manœuvres de la descente, et nous nous rapprochâmes lentement du sol. Je ne pourrai jamais rendre la sensation délicieuse de ce moment; le calme de la nature nous remplissait d'un bien-être inconnu; le silence avait remplacé l'enthousiasme et la gaieté. — Nous rêvions beaucoup, la parole nous manquait; mais chacun de nous chantait intérieurement son poème. — A mesure que nous approchions de la terre, les grandes lignes du paysage se précisaient mieux, et les détails apparaissaient un à un sur la terre et dans le ciel, à demi éclairés par le crépuscule. Nous distinguions peu à peu les collines, les bois, les clochers, les maisons; nous comptions les feux des hameaux. Les bruits que nous avions perdus redevenaient sensibles à nos oreilles; une cloche lointaine tintait, une charrette roulait péniblement sur les cailloux, un cheval hennissait. Plus près encore, nous entendîmes le murmure des ruisseaux, enfin le son de la voix humaine : c'était la bienvenue amicale d'un paysan. Une corde de cent cinquante mètres,

jetée par M. Godard, fut saisie par quelques laboureurs, qui nous amenèrent sans secousse au milieu de leur champ, près du village de Bussy-le-Long.

Ce retour sur la terre restera comme un des plus doux et des plus poétiques souvenirs de ma vie. Il s'était accompli dans des conditions très favorables, car nous n'étions qu'à une lieue de Soissons, et nous pouvions facilement gagner cette ville en nous faisant traîner par de longues cordes, à peu près comme on conduit les barques sur les canaux. Nous mîmes pied à terre pour remercier les habitans du pays, accourus en toute hâte, et qui nous prodiguaient leurs offres de service. — Après une heure passée à répondre aux naïves questions qui nous étaient adressées, nous rentrâmes dans notre nacelle. — Il était complétement nuit; pour nous, voyageurs aériens, le soleil avait lui long-temps après avoir cessé d'éclairer le globe. Quelques paysans s'attelèrent aux câbles et nous remorquèrent jusqu'aux portes de la ville, où je descendis à onze heures et demie. J'entrai dans un corps de garde; les soldats ne furent pas médiocrement étonnés de la demande que je leur fis de remiser notre ballon. On me dit de m'adresser au commandant de la place pour obtenir la permission d'entrer dans la ville. Cette autorisation ne se fit pas attendre; je courus la porter à mes compagnons, restés dans la nacelle. Je m'emparai de la corde qui flottait sur le devant de notre machine, et le ballon captif entra triomphalement dans Soissons en passant par-dessus les fortifications. La population dormait; mais le bruit que nous fîmes en accrochant les cheminées dut émouvoir les bons Soissonnais, peu accoutumés à de pareilles visites. Le ballon une fois établi sur la place d'Armes et remis aux mains de M. Godard jeune, les dégâts des cheminées payés à fort peu de frais, nous nous établîmes dans un hôtel, jouissant avec bonheur de la solidité du sol et de la liberté de nos mouvemens.

Cependant le projet d'un second départ avait été agité. Nous aurions tous voulu être de la partie; mais M. Godard déclara qu'il ne pouvait accepter qu'un seul voyageur, car le ballon avait considérablement perdu de sa force ascensionnelle par l'humidité de l'atmosphère. Mes compagnons, m'abandonnant leurs droits, se mirent en quête d'une voiture pour atteindre le chemin de fer, pendant que j'écrivais à ma femme à Moscou et à mes amis à Paris. Cette nouvelle ascension au milieu de la nuit n'était pas, je l'avoue, sans une certaine solennité. Nous ne pouvions nous en dissimuler le danger. On comprend en effet que, dans une longue course, tous les agrès d'une frêle machine, où le poids et la matière doivent être strictement économisés, subissent une détérioration notable, et ont besoin d'être soigneusement rajustés et consolidés avant de reprendre leur service. En même temps, le gaz, devenu plus rare et diminué de volume, s'échappe insensiblement par les cou-

tures distendues et par le tissu dont le vernis a été plus ou moins endommagé. La prudence indiquait donc le retour à Paris par voie de terre comme le plus sage parti à prendre. Néanmoins, séduit à la seule idée d'accomplir une chose non encore tentée, rassuré par le calme et la bonne humeur de nos deux aéronautes, je serrai la main de mes compagnons; je me munis de quelques provisions, et j'enfourchai gaiement le nuage à trois heures sept minutes du matin pour aller au devant du soleil. Une foule nombreuse, attirée par l'annonce matinale de notre présence, se pressait autour de l'aérostat. Le sous-préfet, les autorités, mes compagnons que j'abandonnais, formaient, avec les groupes de curieux, un public sympathique, dont les vœux et les acclamations saluèrent notre départ.

Le ballon monta très lentement, puis il redescendit et effleura les toits : je crus que nous allions renouveler les dégâts de la veille; puis, voyant M. Godard jeter du plâtre qui nous servait de lest, j'en fis autant de mon côté, pour alléger plus rapidement la nacelle, et sans le prévenir du concours spontané que je lui prêtais. Mes compagnons, restés à terre, m'avaient prédit que nous ne perdrions pas de vue Soissons, — tant le ballon rétréci paraissait manquer de gaz; ils m'attendaient peut-être pour me railler de mon échec : nous fîmes si bien, que tout d'un coup *l'Aigle*, digne enfin de son nom, fendit l'air comme une flèche. Fier de ce succès, libre d'inquiétude, je reportai mes regards vers la terre. Une brume épaisse enveloppait la ville, et, sur la place d'où nous venions de nous enlever, je ne distinguai plus qu'une masse confuse, où quelques points mobiles indiquaient seuls la présence persistante des nombreux témoins de notre départ. Bientôt un autre spectacle attira nos regards : le jour commençait à poindre, une vive lueur s'élança de l'horizon, et le soleil parut. Je n'essaierai pas de peindre ce tableau. Il faudrait la plume d'un grand poète pour en donner une idée à ceux qui n'ont jamais vu le lever du soleil de la hauteur où je me trouvais alors. Mon Dieu, que c'est beau !

Le panorama était magnifique du côté du sud; le nord au contraire se couvrait de brouillards. — Tantôt il faisait une chaleur insupportable, tantôt un froid dont j'avais peine à me garantir sous mes fourrures, pendant que le soleil nous brûlait le visage. C'est ainsi que, lorsqu'au milieu des glaces on se trouve près d'un brasier, la chaleur et le froid font sentir simultanément toute leur intensité. J'ai vu au reste un supplice pareil dans *l'Enfer* du Dante, qui ne croyait pas si bien dire. Les frères Godard étaient aussi tourmentés par le froid, et je dus plusieurs fois leur prêter l'hospitalité de mon lourd manteau. Le thermomètre, qui avait marqué à notre départ 10 degrés au-dessus de zéro, descendit à 1 degré au-dessous, puis il remonta jusqu'à 6 degrés au-dessus, et cependant nous montions toujours. L'anéroïde cessa de fonc-

tionner à trois heures quarante minutes. Je pris alors ma boussole, et je la trouvai complétement immobile; la croyant cassée, je la remis à M. Godard, qui, l'ayant examinée, fut tout surpris de la trouver intacte. Partis de Soissons la nuit et fort préoccupés de l'aérostat, qui nous avait semblé de prime abord si peu disposé à une seconde ascension, nous n'avions eu ni le temps ni la possibilité de suivre les cartes que nous avions devant nous : c'est ce qui me forçait de recourir à la boussole pour connaître notre direction. Le refus de service de cet instrument sera probablement expliqué par la science. Je sais que, l'inaction de la boussole à une certaine hauteur ayant été signalée par un aéronaute, une expérience spéciale fut faite par M. Gay-Lussac, qui déclara que son instrument n'avait pas cessé de fonctionner. Voyageur inexpérimenté, je ne hasarderai aucune conjecture. Je constate seulement que, parvenus à l'apogée de notre seconde ascension, c'est-à-dire à 3,760 mètres, nos deux boussoles étaient insensibles, et que, consultées à notre retour à terre, elles avaient repris leur action, sans que nous ayons songé à préciser à quelle hauteur elles avaient cessé de fonctionner.

Nous dissertions sur ce point, quand une détonation subite se fit entendre. Nous nous regardâmes tous les trois; cette détonation fut bientôt suivie de plusieurs autres. Depuis notre départ de Paris, nous avions entendu souvent des coups de fusil tirés en signe de réjouissance et de joyeux accueil; mais cette fois le bruit ne venait pas de la terre : c'étaient des crépitations du ballon d'une nature fort inquiétante, et nous ne pûmes nous rendre compte de ce phénomène.

Le spectacle admirable que nous avions devant les yeux nous avait captivés jusqu'à ce moment. Le soleil se levait dans toute sa majesté; une chaîne de pitons brillans s'étendait à l'extrémité de l'horizon : c'étaient les Alpes, ce géant de pierres et de glaces avec lequel nous luttions de hauteur. Ici je prévois et j'excuse parfaitement un sourire d'incrédulité. Les Alpes vues distinctement à cent lieues! on va me croire, comme le rat voyageur de La Fontaine, dupe de mon enthousiasme :

> Voilà les Apennins et voici le Caucase!
> La moindre taupinée était mont à ses yeux.

Mais j'insiste et je maintiens mon dire; la configuration des Alpes m'est familière, et je reconnus la forme bien précise du Mont-Blanc. D'ailleurs, tout le monde sait aujourd'hui qu'à une certaine hauteur, on distingue parfaitement les points situés à d'immenses distances, et que l'on apprécie exactement les moindres détails de leurs contours. Je me souviens qu'à une ascension pédestre au sommet du Machouk, près de Piatigorsk, nous distinguâmes très bien le mont Elborousse, situé à près de 120 kilomètres du point où nous étions.

Je contemplais donc le Mont-Blanc avec une satisfaction voisine de l'extase. Nous étions alors au-dessus d'une petite ville que la carte nous dit être Thin-le-Moutier; il était 5 heures 37 minutes, il faisait très chaud. Ces inquiétantes détonations continuaient; je sentais battre mon cœur; ma respiration, déjà si gênée par la raréfaction de l'atmosphère, était devenue plus saccadée encore. Tout à coup l'aérostat commença à verser dans la nacelle des torrens d'une vapeur grise qui nous incommodèrent beaucoup. M. Godard saisit la corde de la soupape; je n'osais l'interroger, redoutant sa réponse autant que son silence. Il déploya un sang-froid et une présence d'esprit admirables dans ce danger qui me paraissait si imminent et qui était aussi nouveau pour lui que pour moi. Assis dans un coin de la nacelle, je suivais des yeux tous les mouvemens de l'aéronaute; je scrutais dans un morne silence son regard fixé sur la soupape; n'y lisant rien de rassurant, je compris que nous avions affaire à un ennemi inconnu qui se révélait à nous par cette émission de gaz qui risquait de nous asphyxier. Mon guide, malgré son expérience et son intrépidité, hésitait encore sur la nature du péril comme sur le moyen de le combattre; je me considérai dès-lors comme perdu. Dans cet instant suprême, mon cœur me transporta au milieu de ma famille, auprès de mes enfans; mais, grace à cette force surnaturelle qui s'empare de l'homme dans les périls les plus extrêmes pour reporter ses espérances aux pieds de son Créateur, mes adieux si poignans à tous les miens furent adoucis par l'ardeur d'une prière instinctive; j'élevai mon ame à Dieu. Dans ce religieux appel à la toute-puissance de la bonté infinie, mes craintes diminuèrent au moment où ma position allait devenir une véritable torture. Préciser le temps que durèrent mes angoisses, ce serait vouloir apprécier les millièmes de seconde; ce n'est point au chronomètre que s'évalue la durée de situations pareilles à la nôtre; les secondes sont des heures, quand une seconde décide de la vie ou de la mort. Je souffrais donc depuis des heures entières, lorsque M. Godard, dominant enfin ses hésitations, tira vivement la corde de la soupape: aussitôt le gaz cessa de nous envelopper, nous étions sauvés!

Autrefois, il y a dix ans, lorsque je quittai le régiment de cuirassiers de S. A. I. le grand-duc héritier pour suivre une expédition dans le Caucase, j'avais vu souvent la mort de bien près, comme tous mes compagnons d'armes: jamais je n'avais ressenti des transes de la nature de celles que je viens d'indiquer. J'étais jeune alors, il est vrai, et c'était pour mon souverain, pour ma patrie que j'accomplissais le premier, le plus sacré des devoirs, en risquant une existence qui leur appartient tout entière, tandis qu'ici j'avais cédé à une vaine curiosité, à l'inexplicable attrait de l'inconnu, et cette témérité fatale me conduisait peut-être à une fin cruelle, sans gloire et sans utilité.

Les anxiétés par lesquelles je venais de passer furent oubliées dès que je vis l'intérieur du ballon redevenir transparent. Le soleil montait sur l'horizon, la chaleur augmentait peu à peu, le gaz se dilata, et le ballon s'éleva sous cette action naturelle. Le thermomètre marqua 7 degrés centigrades au-dessus de zéro, puis il revint à la même température qu'au moment de notre départ de Soissons, deux heures et demie auparavant. Enfin, à cinq heures trente-sept minutes, le ballon cessa de s'élever et resta stationnaire pendant quelques instans, puis de lui-même il commença à descendre. Le baromètre marquait alors 492 mill. Nous traversâmes un nuage : ce fut une sensation bizarre, que connaissent ceux qui ont gravi de hautes montagnes. Nous étions mouillés jusqu'aux os, quoiqu'il n'y eût pas de pluie. L'humidité condensant le gaz, nous descendîmes rapidement; mais le lest, répandu à mesure que nous descendions, maintenait l'équilibre, et régularisait notre mouvement. Pendant que nous nous approchions ainsi de la terre, M. Godard jeune me fit apercevoir un gros oiseau blanc, d'une espèce qui m'était inconnue. Que faisait-il perdu comme nous dans l'espace? Sans doute il planait avec confiance au-dessus de son nid, certain de ne pas perdre de vue sa couvée et de s'abattre auprès d'elle au moindre danger.

C'est dans ce moment qu'oubliant déjà le danger couru, je songeai à une troisième ascension immédiate, si, comme je le supposais, nous devions toucher le sol pour savoir au juste dans quel pays nous nous trouvions et de quel côté le vent allait nous diriger. Il est bien permis de former des projets hasardeux à qui se voit suspendu à plusieurs kilomètres au-dessus de la terre, et c'est réellement dans cette voie que l'on peut dire : Il n'y a que le premier pas qui coûte. Au milieu de ces indécisions, nous descendîmes sur un champ de blé, près du château de Moncornet, appartenant à M. le comte Jules de Chabrillant; des paysans y travaillaient, ils nous reçurent avec toutes les marques de sympathie imaginables, et nous examinèrent avec étonnement. Leur surprise fut grande, quand nous leur dîmes d'où nous venions; elle augmenta en apprenant que j'étais Russe. Un Russe! c'était pour eux presque un habitant de la lune. Nous causâmes long-temps. Je leur demandai quelque plante pour la conserver dans mon herbier en mémoire d'eux, et, comme nous remontions dans la nacelle qu'ils devaient conduire captive jusqu'à Mézières, ils arrachèrent à la hâte quelques épis et me les offrirent. Ce fut un élan général, chacun me pria de recevoir son offrande. Ce petit tableau champêtre ne manquait pas de poésie. Des douaniers, gens plus positifs, vinrent s'y mêler en même temps que le maire de la commune voisine, celle de Cliron, qui nous donna le plus obligeamment du monde tous les renseignemens nécessaires. Les douaniers ne crurent pas devoir visiter notre véhicule;

je vis qu'ils se concertaient, et leur embarras me réjouit fort. Les règlemens n'ont probablement pas encore prévu la contrebande aérostatique.

Lorsque nous eûmes pris quelques instans de repos et recueilli nos informations, nous tînmes conseil. Un point important dominait en ce moment notre situation : *l'Aigle* devait être rendu à Paris, de manière à pouvoir être enlevé de nouveau le dimanche suivant, et il ne restait plus que la journée commencée et le lendemain pour opérer le retour. Cependant Mézières n'était qu'à deux lieues, le temps était calme, et M. Godard aurait bien voulu offrir à la curiosité des habitans de cette ville la vue de notre ballon. Nous partîmes résolûment pour cette destination, conduits à travers les champs, les chemins et les villages par une troupe de paysans attelés aux cordes, et entourés d'un cortége sans cesse grossi de toutes les populations, avides d'un spectacle aussi nouveau pour elles. Le poste de douaniers représentait dignement l'autorité et nous constituait une escorte protectrice, rendue d'ailleurs superflue par l'attitude et les sentimens bienveillans de la foule qui nous entourait. Après une heure de cette marche pittoresque, nous atteignîmes la grande route de Mézières; mais, si grande que fût cette route, elle n'offrait au ballon qu'une voie d'une largeur à peine suffisante, et le vent qui s'élevait la rendait impraticable, à cause des arbres dont elle est bordée. Le chemin à travers les champs avait aussi ses inconvéniens pour le passage de la foule, qui ne voulait pas nous quitter. Un seul parti restait à prendre, celui de dégonfler le ballon et de le transporter sur une charrette. Voilà donc cet *Aigle* superbe, si fier dans l'espace, réduit au plus humble moyen de locomotion, et voyageant par le roulage comme un vulgaire colis! Hélas! quelle gloire n'a pas ses misères!

Un champ de luzerne nous parut convenable pour l'opération du dégonflement, et nous en devînmes locataires pour une heure. Durant tous ces préliminaires, M. Godard s'était informé des voies et moyens de transport. Le chemin de fer le plus rapproché était celui d'Épernay, à trente lieues de là. La perspective d'un voyage de trente heures n'était pas acceptable, et le temps nous manquait. Le vent nous portait vers Bruxelles, nous disait-on. — Voulez-vous m'en croire? me dit M. Godard, allons en Belgique; là, nous trouverons facilement un chemin de fer, et nous pourrons nous abattre sur un point voisin d'une station.

— Cela se peut-il?

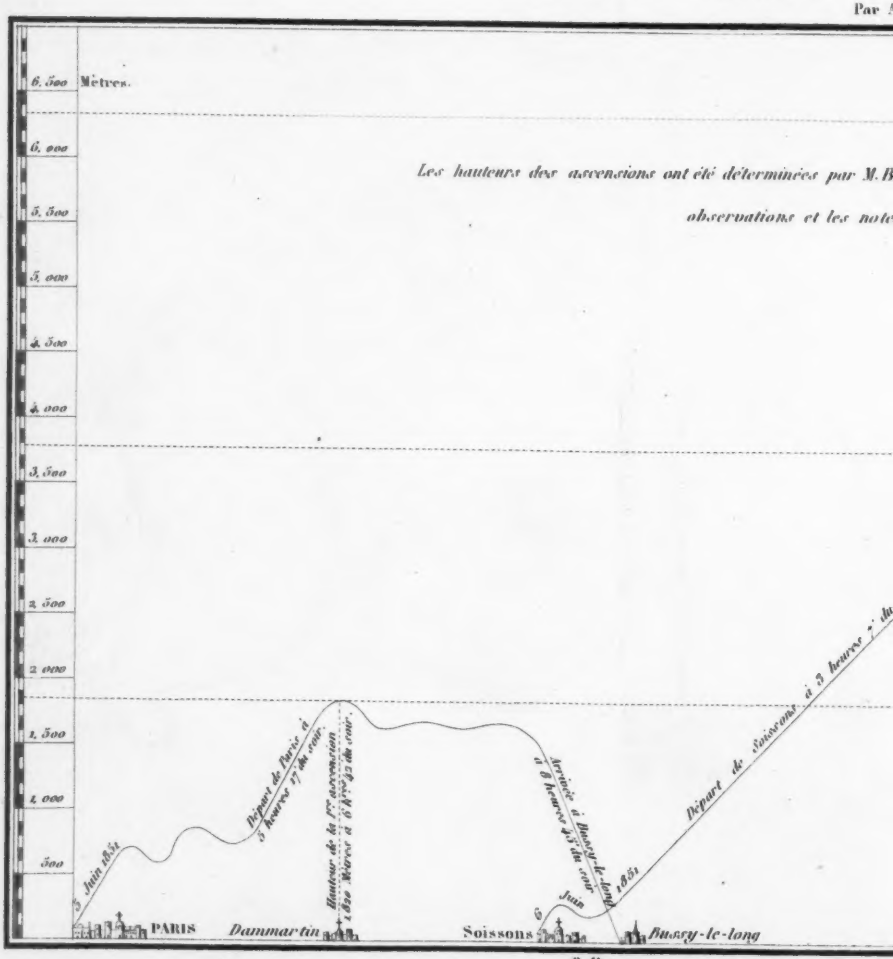
— Cela se peut.

— Partons.

Quoique le temps fût magnifique, l'intensité du vent devait grandir avec l'élévation du soleil au-dessus de l'horizon, et M. Godard ne doutait pas que nous n'eussions de grandes difficultés à vaincre pour notre

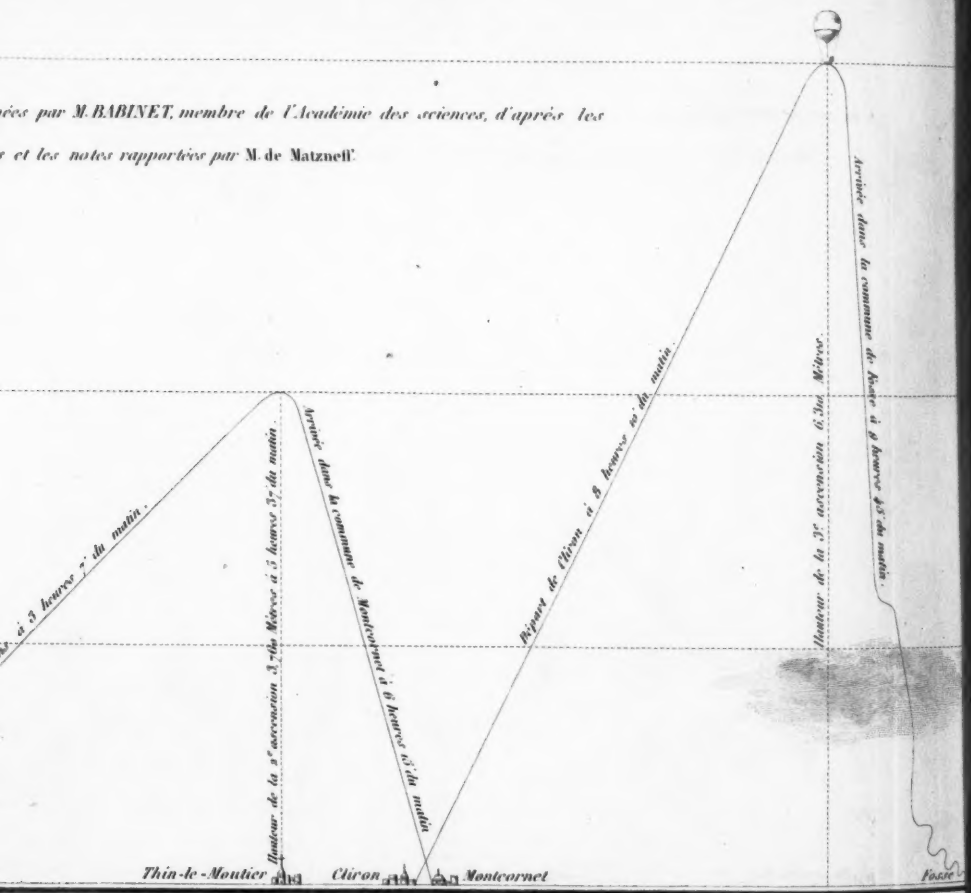
PROFIL DE LA MONTÉE ET DE

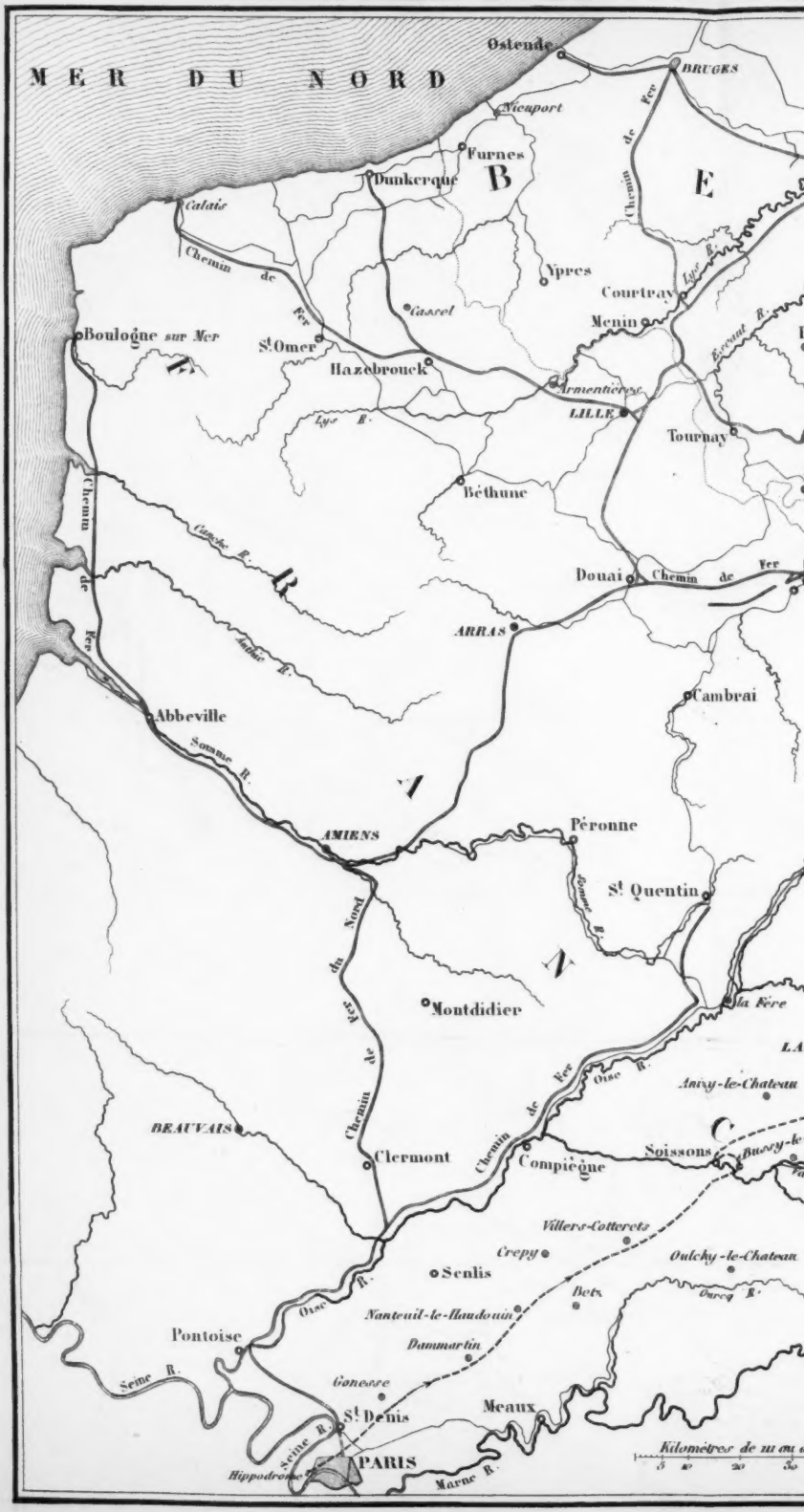
Par M

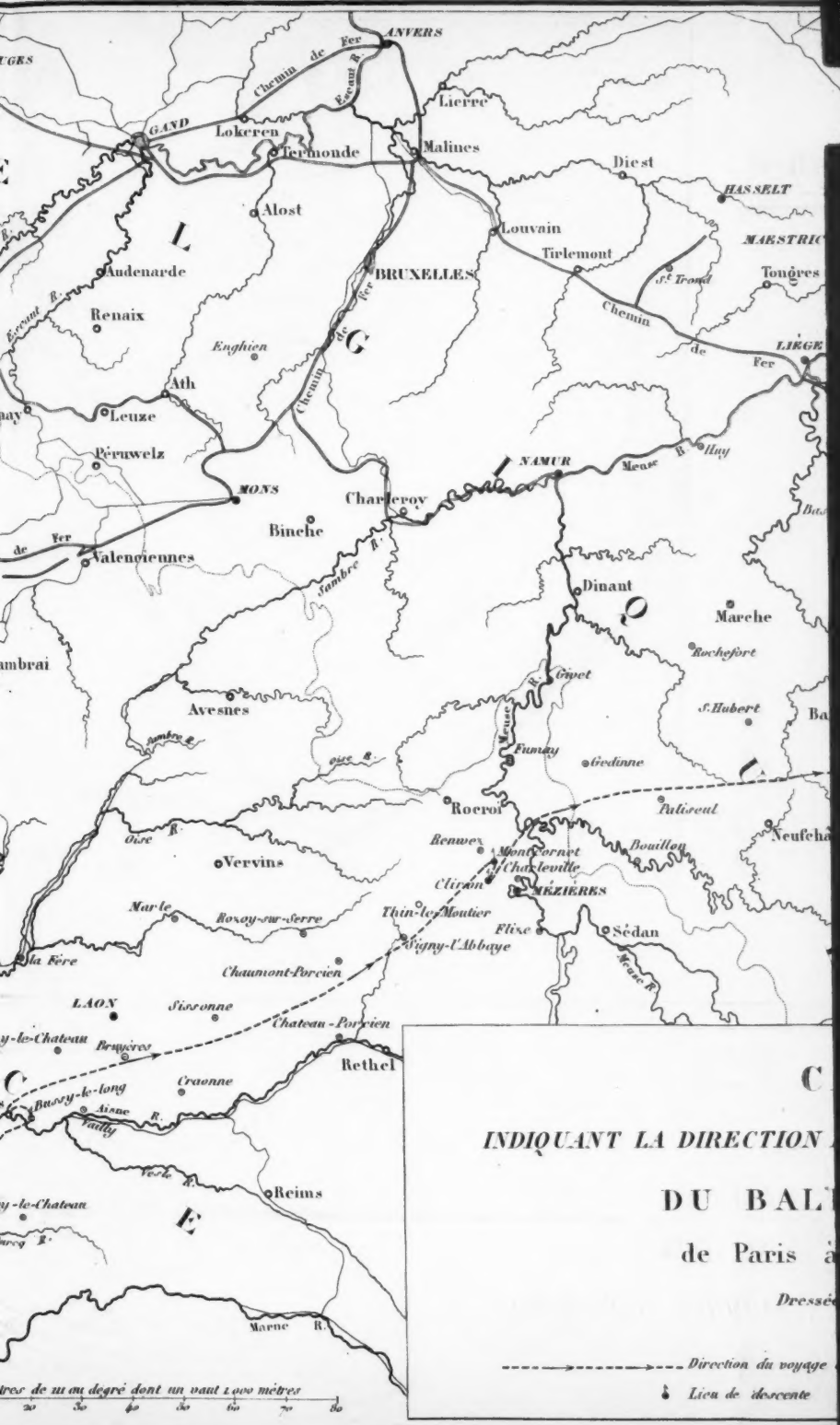


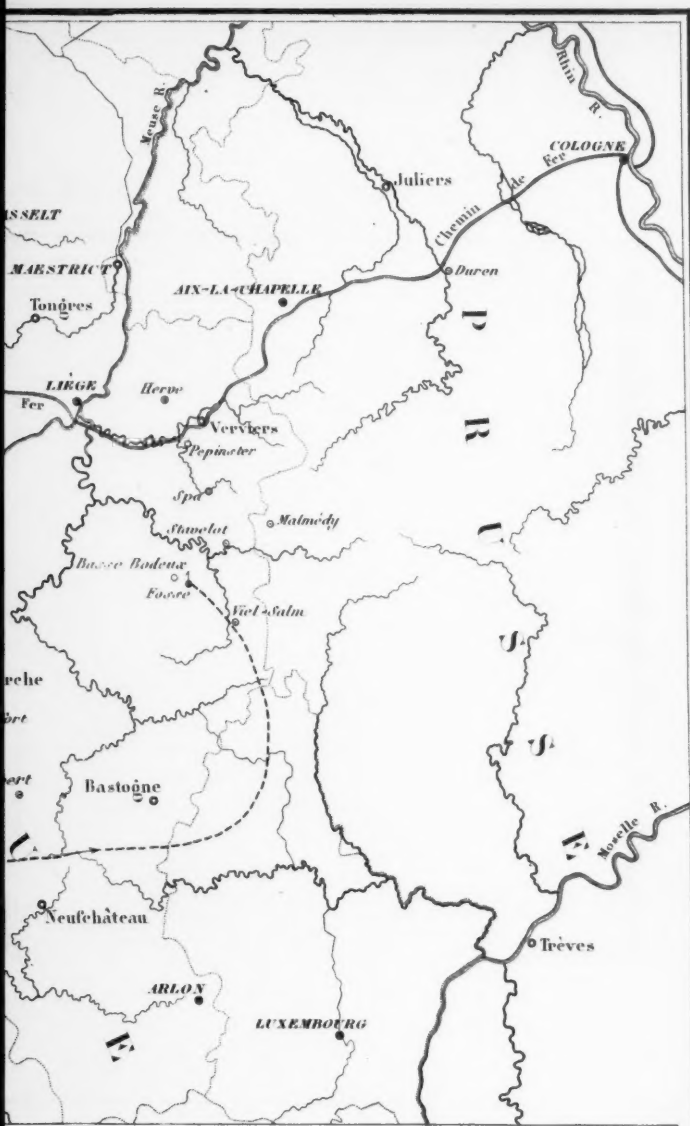
E ET DE LA DESCENTE DU BALLON L'AIGLE.

Par A. H. Dufour.




MER DU NORD
Ostende
BRUGES
Nieuport
Furnes
Dunkerque
B
E
Calais
Chemin de Fer
Ypres
Courtray
Lys R.
Cassel
Menin
Boulogne sur Mer
St Omer
Hazebrouck
Armentières
LILLE
Escaut R.
Tournay
Lys R.
Béthune
Canche R.
Douai
Chemin de Fer
ARRAS
Authie R.
Cambrai
Abbeville
Somme R.
AMIENS
Péronne
St Quentin
Somme R.
Montdidier
la Fère
Chemin de Fer du Nord
Oise R.
Anizy-le-Chateau
BEAUVAIS
Clermont
Compiègne
Soissons
Villers-Cotterets
Crepy
Oulchy-le-Chateau
Senlis
Betz
Ourcq R.
Oise R.
Nanteuil-le-Haudouin
Pontoise
Dammartin
Seine R.
Gonesse
St Denis
Meaux
Seine R.
PARIS
Hippodrome
Marne R.
Kilomètres de 111 au
5 10 20 30


ANVERS
Chemin de Fer
Escaut R.
Lierre
GAND
Lokeren
Termonde
Malines
Diest
HASSELT
Alost
Louvain
MAESTRIC
Tirlemont
Audenarde
BRUXELLES
St Trond
Tongres
Escaut R.
Renaix
Chemin de Fer
Enghien
LIÈGE
Ath
Leuze
Péruwelz
NAMUR
Meuse R.
Huy
MONS
Charleroy
Binche
Valenciennes
Sambre R.
Dinant
Marche
Rochefort
Givet
Avesnes
S. Hubert
Meuse R.
Fumay
Gedinne
Oise R.
Rocroi
Paliseul
Oise R.
Renwez
Montcornet
Charleville
Bouillon
Vervins
Clirion
MÉZIÈRES
Marle
Rozoy-sur-Serre
Thin-le-Moutier
Flize
Sédan
Signy-l'Abbaye
la Fère
Chaumont-Porcien
Meuse R.
LAON
Sissonne
Chateau-Porcien
Bruyères
Rethel
Craonne
Bussy-le-long
Aisne R.
Vailly
Vesle R.
Reims
Marne R.
INDIQUANT LA DIRECTION
DU BAL
de Paris à
Dressé
Direction du voyage
Lieu de descente
tres de 111 au degré dont un vaut 1.000 mètres
20 30 40 50 60 70 80



CARTE

ECTION DES ASCENSIONS AÉROSTATIQUES

BALLON L'AIGLE

Paris à Fosse (Belgique).

Dressée par A. H. Dufour.

1851.

on du voyage aérostatique de M. Godard aéronaute et de M. de Matzneff.

descente

Gravée par Ch. Dyonnet.

troisième descente; mais nous étions encore sous l'empire de l'enthousiasme, et la fièvre de l'extraordinaire nous dévorait. Nous partîmes donc après avoir reçu du maire de Cliron un procès-verbal constatant notre visite dans sa commune et l'heure de notre départ; il était alors huit heures dix minutes. Nous nous élevâmes très rapidement; le thermomètre marquait 17 degrés centigrades au-dessus de zéro. Nous revîmes les Alpes, moins éclatantes qu'au lever du soleil. Tout à coup un rideau de nuages nous cacha la terre; nous allâmes un peu à l'aventure, ignorant où le vent nous portait. En effet, malgré les assurances de M. le maire, dont les appréciations atmosphériques étaient un peu en défaut, nous voguions droit vers la Prusse.

— Ne nous plaignons pas de la direction que le vent nous imprime, dis-je à M. Godard; votre ballon va traverser les espaces où les plus illustres des aérostats, les dignes ancêtres du vôtre, ont noblement soutenu la mitraille de l'artillerie des armées prussienne et autrichienne. Nous sommes ici sur le champ d'honneur des aéronautes; un jour viendra peut-être où la France votera en leur mémoire un ballon monumental.

Je racontai alors à M. Godard l'histoire des campagnes aériennes de l'intrépide Coutelle, qui fut nommé *colonel des aérostiers de Sambre-et-Meuse*. Coutelle avait rendu de notables services aux armées françaises en faisant servir son expérience d'aéronaute à des reconnaissances militaires. C'était en Belgique, à Charleroi, à Fleurus, à Namur, que la science aérostatique s'était le plus particulièrement signalée comme auxiliaire de la stratégie. Par l'attention que prêtait M. Godard à mon récit, je compris qu'il n'avait pas perdu, comme moi, de longues heures à se préparer à la navigation aérienne par l'étude de l'histoire spéciale de l'aérostation. J'avoue que j'étais quelque peu fier, moi, simple passager, d'avoir cet avantage sur mon courageux capitaine.

Nous planions au-dessus des nuages, qui se jouaient sous nos pieds comme un groupe de montagnes animées. Ces masses de vapeur nous semblaient lutter entre elles de vitesse et d'élasticité. Pendant que nous regardions du haut de notre observatoire ailé ces nuages filant avec la même rapidité que nous, nous eûmes un effet de mirage très curieux. Entre l'azur et les nuages, nous vîmes un ballon qui nous suivait. Il avait la forme et les proportions du nôtre, dont il était le vif et léger reflet. Un coup de vent, chassant les nuées, fit disparaître cette vision, et nous transporta au-dessus des frontières belges.

Notre vue ravie embrassait alors à la fois les trois contrées limitrophes, la Prusse, la France et la Belgique. Nos yeux plongeaient avec avidité dans un panorama sans cadre, et nos regards hésitaient entre tous les sites pittoresques qui se présentaient sur notre passage. — Le long des fleuves, sur les hauteurs, nous remarquions de

nombreuses cités émaillant de leur teinte grise le vert continu du paysage; de longues lignes droites ou brisées nous représentaient les routes et les rivières, si multipliées dans ce riche et plantureux pays. Les villes et villages que nous laissions à droite et à gauche nous envoyaient du haut de leur clocher des jets de lumière qui, quoique affaiblis par la distance, nous atteignaient avec une intensité suffisante pour éveiller notre attention. Nous franchissions des espaces immenses; le panorama majestueux continuait à dérouler ses surprises à nos regards ravis : nous suivions très distinctement les bords de la Meuse, nous distinguions la ville et le pont de Namur; mais bientôt la perspective se troubla, tous les objets rentrèrent dans un vague de lignes mal définies, de contours sans précision. Les Alpes aux sommets dentelés reparurent à notre droite; nous voyions en même temps les Vosges, qui semblaient continuer cette chaîne de montagnes de glace. Nous montions toujours. L'expansion progressive du gaz, produite par la diminution de la pression atmosphérique et par sa dilatation sous l'intensité des rayons solaires, nous poussait en avant. Loin de nous inquiéter de cette course verticale, captivés comme nous l'étions par les merveilles de la nature, nous nous surprîmes à aider nous-mêmes à cette surexcitation de la force sans frein qui nous emportait au plus haut de l'espace. Nous cédâmes, M. Godard et moi, au besoin impérieux de lancer par-dessus le bord de la nacelle quelques poignées de lest. Peut-être serions-nous montés plus haut encore, si le tableau que nous avions sous les yeux, diminuant son cadre et tournant à la miniature, ne nous avait avertis que nous allions rompre le charme de notre vision, courir quelque nouveau danger, et qu'il était temps de s'arrêter.

Bientôt même il me sembla que la descente était devenue un problème; les détonations qui nous avaient surpris à notre seconde ascension se firent entendre avec plus de violence : l'anxiété me reprit au cœur, un morne silence s'établit; le sentiment de mon impuissance me rendait muet et immobile. M. Godard, impatient, s'élança aussitôt sur le cercle qui retient le filet, il plongea ses regards dans l'intérieur du ballon, puis il examina d'un coup d'œil rapide l'appareil extérieur. Filet, taffetas, soupape, tout est en ordre, s'écria-t-il, nous n'avons rien à craindre. Redescendu dans la nacelle, il me dit comment les rafales du vent comprimaient l'étoffe, qui, reprenant ensuite sa tension, venait bruyamment frapper le filet; mon inquiétude cessa devant cette explication très simple. Nous étions alors à notre plus grande élévation, à 6,310 mètres; il était neuf heures quarante minutes, et le thermomètre marquait 3 degrés au-dessous de zéro.

M. Godard me dit que dans aucune de ses ascensions il n'avait ressenti rien de semblable à ce que nous éprouvions; son frère et lui fu-

rent pris d'un malaise poignant. Sous le poids de cette oppression, nous devînmes comme sourds, et cet état était rendu plus sensible par le silence absolu qui nous environnait. Un tel anéantissement finit par produire une sensation pénible, qu'on regrette cependant quelquefois quand on se trouve au milieu du tumulte de Paris. Je m'aperçus de ma surdité parce que je n'entendais plus ma propre voix, ni celle de mon intrépide conducteur; un bourdonnement assez fort dans les oreilles m'incommodait aussi beaucoup. Nous voulûmes encore consulter la boussole; mais, comme à la deuxième ascension, elle ne fonctionnait plus. Nous apercevions les plaines de la Belgique sillonnées de chemins de fer et de routes qui se confondaient à nos yeux. Nous restâmes stationnaires sur ce point pendant une demi-heure; mon pouls battait quatre-vingt-dix-huit pulsations à la minute; nous avions la gorge sèche, la respiration pénible; un violent assoupissement nous dominait, et nous étions obligés de nous tenir fréquemment debout pour ne pas y succomber. M. Godard jeune s'enveloppa d'une couverture, se coucha au fond de la nacelle, et s'endormit aussi tranquillement que s'il eût été dans son lit. L'aîné voulut en faire autant et me confier la surveillance de l'aérostat, me recommandant seulement de le réveiller lorsque le ballon commencerait à descendre. Je repoussai énergiquement cette marque de confiance, me sentant incapable de supporter une pareille responsabilité et de remplacer, même pour un moment, deux hommes qui accomplissaient, l'un sa trente-quatrième, l'autre sa quatre-vingt-cinquième ascension. Nous résolûmes donc de nous tenir mutuellement éveillés.

Vers dix heures, le ballon commença à descendre rapidement, puis s'arrêta de lui-même à 1,000 mètres environ à la surface des nuages. Après une station de quelques instans, M. Godard, voyant que la descente cessait complétement, ouvrit plusieurs fois la soupape; mais la chaleur des rayons du soleil, augmentant la dilatation, favorisait la résistance. M. Godard lâcha obstinément du gaz, et nous traversâmes enfin la couche des nuages. Nous revîmes la terre, mais plus éloignée que nous ne le pensions : l'humidité des nuages et l'absence des rayons du soleil condensèrent promptement le gaz, et, comprimant la partie inférieure du ballon, le firent descendre rapidement. Comme nous avions très abondamment dépensé de force ascensionnelle, il fallut alors prodiguer le lest, et notre provision se trouva bientôt épuisée.

Cependant notre course pouvait se prolonger. Pour la première fois nous manquâmes de présence d'esprit; nous oubliâmes les banquettes qui garnissaient notre nacelle. Allégé de leur poids, le ballon eût pu nous conduire bien plus loin et sur un terrain plus favorable. Nous fûmes forcés, malgré nous, de céder au mouvement de descente, et nous le ralentîmes autant que cela nous était possible. M. Godard jeune

voulut faire filer l'ancre; mais la corde, au lieu de se dérouler peu à peu comme de coutume, lui échappa et tomba subitement de la longueur de 40 mètres en nous donnant une terrible secousse. L'autre corde, de 150 mètres, qui suffit habituellement, par son frottement contre les aspérités du sol, à diminuer la vitesse horizontale et à neutraliser l'effet du vent, fut d'un secours insuffisant, car les paysans accourus, ne comprenant ni le français ni l'allemand, n'osèrent saisir cette corde pour nous attirer vers la terre. L'ancre ne trouvait où se prendre; elle accrochait tout et ne tenait nulle part; ses grosses branches cassèrent l'une après l'autre, les petites résistèrent mieux. Tantôt nous nous rapprochions du sol et tantôt nous allions en sens contraire; le danger augmentait à chacune des secousses saccadées, qui devenaient de plus en plus violentes; mes instrumens tombaient un à un dans l'espace; nous avancions vers une gorge resserrée, et je voyais notre frêle machine précipitée avec nous et se brisant sur la pointe des rochers qui s'étendaient sous nos yeux.

— Monsieur de Matzneff, descendez si vous voulez, me dit M. Godard d'une voix assez émue (nous étions à une trentaine de mètres); attachez-vous comme moi, et glissons sur la corde, si vous pouvez compter sur vos forces.

Les paysans avaient enfin saisi la corde, comprenant que nous voulions arrêter le ballon et que nous ne pouvions nous en rendre maîtres; ils nous furent d'un grand secours, grace à l'échevin de la commune de Basse-Bodeux, qui, nous ayant vus de loin, était accouru à cheval. J'exécutai de point en point les instructions de mon guide, et, réunissant toutes mes notions de gymnastique, je parvins à toucher le sol sans trop d'avaries. Aujourd'hui je raconte tout à mon aise ces rapides impressions d'un voyage d'agrément assez insolite; mais, si l'on veut bien se représenter la situation d'un homme suspendu entre ciel et terre le long d'une corde assez mince, on comprendra facilement l'émotion que je dus éprouver. Ma première pensée fut une action de grace et un élan du cœur vers ceux que j'aime, puis je regardai autour de moi. Les paysans nous interrogeaient tous à la fois dans leur idiome flamand; M. Godard essayait de leur faire comprendre l'urgence du service que nous attendions d'eux. Nous n'avions pas lâché nos cordes, et les efforts des gens encouragés par l'échevin avaient un peu ralenti la marche du ballon; mais il fallait amener à terre la nacelle où M. Godard jeune était encore, et qui, dégagée de notre poids, allait reprendre son essor. La force ascensionnelle de *l'Aigle* était telle qu'elle nous souleva de terre. Le bourgmestre de la commune de Fosse et son adjoint arrivaient en ce moment à la rencontre du ballon : ils rattrapèrent les cordes que nous avions lâchées malgré nous, et que les paysans refusaient de reprendre; mais tous nos efforts réunis ne purent

suffire à contenir *l'Aigle*, qui fuyait toujours, malgré la soupape ouverte, et nous entraînait après lui. Pour comble de malheur, le fond de la nacelle se détacha en partie. La position de M. Godard jeune était terrible; nous le distinguions cramponné aux cordes, rudement ballotté, et presque sans point d'appui sous les pieds. Un violent coup de vent nous arracha tout à coup le ballon, qui, suivant la courbe du défilé où nous nous étions engagés, disparut à nos yeux. M. Godard jeta un cri de désespoir : Mon frère est perdu! s'écria-t-il, et le malheureux courait au hasard. J'essayai de le suivre, mais je perdis sa trace au milieu du ravin. Ne sachant plus dans quelle direction le suivre, je m'arrêtai haletant à la porte d'une cabane, où j'attendais avec une anxiété terrible le résultat de cette catastrophe. A chaque instant, on me rapportait quelques pièces de notre matériel brisé; mais j'étais sans nouvelles de mes malheureux compagnons. Enfin, après une heure d'une attente mortelle, un marchand, passant devant l'habitation où je m'étais arrêté, comprit à mes vêtemens en désordre, à mon attitude consternée, que je devais m'intéresser au sort des aéronautes; il m'apprit qu'ils s'étaient rendus maîtres de leur ballon à une demi-lieue de là, et qu'ils travaillaient déjà à le dégonfler. Je courus dans la direction qui m'était indiquée, et bientôt en effet j'aperçus du haut de la montagne mes deux intrépides compagnons; je les rejoignis, et nous nous félicitâmes de l'heureux dénoûment de notre naufrage. M. Godard jeune m'assura qu'il n'avait pas eu beaucoup d'émotion dans cette course à la Mazeppa. Il y a évidemment des graces d'état, et celui-là a la vocation bien marquée de l'aérostation et du parachute.

Le désarmement du ballon terminé et abandonnant les débris de notre nacelle, nous fretâmes une charrette pour nous transporter jusqu'à Spa; il était écrit que *l'Aigle* n'échapperait pas à cette humiliation. Nous avions fait certainement cent quarante lieues à vol d'oiseau en six heures et demie d'aérostation depuis notre départ de Paris, et nous mîmes plus de trois heures pour faire une lieue jusqu'à Stavelot. Notre brave échevin nous rejoignit pendant la route; je lui fis accepter quelques indemnités bien légitimes pour ceux de ses administrés qui avaient été plus que nous-mêmes maltraités par notre chute, et nous arrivâmes à Spa vers neuf heures du soir, devant la fontaine dédiée à Pierre-le-Grand.

Le lendemain, j'étais à Bruxelles; le surlendemain, je regagnai Paris en chemin de fer dans un wagon spécial où Mme la princesse régnante de Valachie, venant de Bucharest, voulut bien m'offrir une place. Une heure après mon arrivée à Paris, j'aperçus de ma fenêtre *l'Aigle* qui reprenait le cours de ses ascensions régulières. — Que les vents et les élémens lui soient propices! me dis-je alors. Je le suivrai avec intérêt dans son vol hasardeux, je ferai surtout des vœux sincères pour le

succès et la fortune de nos deux jeunes aéronautes; mais, satisfait d'avoir accompli ce que nul encore n'avait entrepris avant moi et d'avoir mené à bonne fin une ascension en trois parties, je lirai avec une curiosité plus calme les notes de mes successeurs, et je ne m'associerai plus que par la pensée à ces entreprises presque toujours gratuitement hasardeuses, à moins cependant que le génie de l'homme, toujours en progrès, ne parvienne à régulariser la navigation aérienne au point d'en faire un moyen de transport aussi sûr qu'il est rapide.

Telle était la ferme résolution que j'avais prise le jour même de mon retour à Paris; mais il était dit que ces projets si sages ne tiendraient pas contre la première occasion qui s'offrirait à moi de tenter un nouveau voyage entre ciel et terre. Quelques semaines après ma périlleuse excursion de Paris à Spa, la fatigue d'un travail prolongé m'avait rendu nécessaire une promenade en rase campagne, et je m'étais arrêté pensif devant le parc du château de Neuilly. Tout à coup des cris confus attirèrent mon attention. Mes regards se tournèrent vers le point qu'indiquaient les gestes animés des promeneurs arrêtés près de là, et j'aperçus un ballon qui planait majestueusement à une centaine de mètres au-dessus des arbres de l'avenue. Mon cœur et mes yeux reconnurent *l'Aigle,* et je ne pus, je l'avoue, me défendre d'une certaine émotion en le voyant se rapprocher de moi comme par une réciproque attraction. J'entendis bientôt une voix m'appeler : c'était M. Godard, qui, m'ayant reconnu, venait m'offrir une place auprès de lui. J'hésitais à répondre, mais *l'Aigle* vint s'abattre à quelques pas de moi; la tentation était trop forte : en un instant, je me trouvai assis sur le même banc où j'avais fait ma première campagne. Nous partîmes à l'aventure au milieu d'une atmosphère suffocante, sillonnée d'éclairs lointains.

La pluie commençait à tomber avec force, et un violent orage s'annonçait. En ce moment, je sentis mes belles résolutions s'envoler comme une troupe d'oiseaux effarouchés. — Le ciel, dis-je à mon hardi pilote, nous offre un spectacle qui a manqué à notre première expédition. Allons voir de près le tonnerre que nous entendons gronder. — *L'Aigle* s'éleva perpendiculairement avec rapidité; un brouillard épais nous enveloppa; l'eau, ruisselant sur les flancs du ballon, inonda la nacelle. Je crus que nous allions être submergés. L'impression de l'humidité était très pénible; nous passâmes dans un intervalle resté libre entre les nuages, et l'orage continua sous nos pieds. Cependant l'eau dont nos vêtemens étaient imprégnés nous faisait grelotter. Pour des gens qui viennent de braver la foudre, nous avions, mes compagnons et moi, de piteuses mines. M. Godard vit notre état, et, ouvrant au gaz une large issue, il nous fit descendre tout d'un trait. Nous revîmes la

Seine. Le son d'une musique joyeuse frappa mes oreilles; c'était l'orchestre du bal d'Asnière. Je demandai à débarquer près du château; on manœuvra en conséquence, et nous fûmes déposés sur la rive droite de la rivière. Revenu à Paris, je pris encore une fois la résolution de ne pas m'aventurer de nouveau dans des régions inconnues, ou du moins de n'en plus faire confidence au public.

Il me restait à constater la valeur scientifique des observations que j'avais recueillies pendant mon premier voyage aérien. Malgré les émotions et les fatigues multipliées de cette triple ascension, j'avais constamment, on s'en souvient, noté les différences de température et de densité atmosphérique par lesquelles nous faisait passer chaque évolution de l'aérostat. J'étais arrivé ainsi à dresser trois tableaux indiquant les degrés thermométriques et barométriques correspondant aux diverses hauteurs où nous nous étions élevés pendant les trois périodes du voyage. Je donne ici l'un de ces tableaux, — le premier, — qui fera juger de l'intérêt que pouvaient offrir ces rapides résumés de mes calculs.

Heures.	Minutes.	Baromètre.	Thermomètre.	Anéroïde.
5	37	657 millim.	20 1/2	631
5	49	665	16	636
5	58	655	18	630
6	7	667	19	639
6	22	660	12	643
6	36	625	8	616
6	42	616	6	614
7		618	6	614
7	13	618	5	625

Pendant la seconde et la troisième ascension, les mouvemens de l'aérostat avaient été beaucoup plus brusques. A 3 heures 7 minutes par exemple, au moment de notre départ de Soissons, le thermomètre marquait 10 degrés au-dessus de zéro; il n'en marquait plus que 6 à 3 heures 25, 3 à 3 heures 28, et descendait à zéro à 3 heures 40. A 4 heures 21, il était à 1 degré au-dessous de zéro. A 5 heures, il remontait à 6 degrés au-dessus, et à 5 heures 11, à 10. Au moment de notre descente, 5 heures 55, il était à 7 degrés. La densité atmosphérique avait subi des variations non moins considérables. Pendant notre troisième ascension, les changemens de température furent encore plus rapides. A 8 heures 10 minutes, moment du départ, le thermomètre marquait 17 degrés au-dessus de zéro, 8 à 8 heures 43, 9 à 9 heures 15 et 2 seulement à 9 heures 17. A 9 heures 20, il se relevait à 5 degrés pour descendre à 2 degrés au-dessous de zéro à 9 heures 38, et à 3 degrés à 9 heures 42. Quant au baromètre, le mercure étant descendu au-dessous de la planche indiquant les degrés, il avait fallu

en calculer la descente par des marques faites sur le bois de l'instrument.

Fort défiant de ces observations littéralement prises au vol, j'eus hâte, à mon retour à Paris, de soumettre mes calculs à l'un des juges les plus compétens en pareille matière, M. Babinet de l'Institut, et j'eus la satisfaction de voir que mes calculs pouvaient servir de base à quelques évaluations précises. Les renseignemens sur les différences de température observées pendant mon voyage furent comparés avec les registres de l'observatoire de Paris. On put ainsi évaluer avec certitude la distance maximum à laquelle je m'étais trouvé de la terre pendant la triple ascension des 5 et 6 juin, et « on arriva, m'écrivit M. Babinet, aux résultats suivans :

Hauteur maximum de la première ascension, 5 juin, à 6 h. 42 m. du soir,	1,820 mètres.
Hauteur maximum de la deuxième ascension, le 6 juin, à 5 h. 37 m. du matin,	3,760 mètres.
Hauteur maximum de la troisième ascension, le 6 juin, à 9 h. 1/4 environ du matin,	6,310 mètres.

« Je vous engage à publier toutes vos observations, ajoutait M. Babinet, sans consulter leur concordance avec les idées reçues. La circonstance d'un voyage à ascensions multiples avec le même ballon et sans renouvellement de gaz leur donnera un intérêt pratique que n'ont pas eu jusqu'ici les voyages précédens. Il faut même donner ce que vous avez vu, ou ce que vous avez cru voir relativement à la boussole. » J'ai suivi ce conseil, et, si insuffisans que puissent paraître mes calculs, je n'ai pas cru devoir les séparer du récit de mon voyage; je n'ai voulu écarter, comme hasardée ou inutile, aucune de mes observations. Dans cette voie si nouvelle que les aérostats ouvrent à la science, les plus petits détails ont leur importance, les particularités les plus insignifiantes en apparence peuvent devenir d'utiles jalons. Si pendant long-temps encore la navigation aérienne doit avoir ses dangers, il convient au moins qu'elle ne soit pas inutilement périlleuse, et que, dans ces mille excursions qu'on tente chaque jour entre ciel et terre, la part de la science soit faite aussi bien que celle d'une aventureuse curiosité.

IVAN MATZNEFF.

DU

MOUVEMENT INTELLECTUEL

PARMI LES POPULATIONS OUVRIÈRES.

II.[1]

LES OUVRIERS DU NORD DE LA FRANCE.

A aucune époque de notre histoire, les classes ouvrières n'ont été complétement étrangères au mouvement général de la société. Durant les siècles mêmes où elles sont plongées dans les plus profondes ténèbres, si nous pouvons saisir, au milieu des récits des chroniqueurs, quelque peinture de leur état moral, nous les voyons ressentir en une certaine mesure les grandes émotions qui agitent au-dessus d'elles les autres classes sociales. Aux temps des croisades, des guerres avec l'Angleterre ou des guerres de religion, par exemple, le mouvement n'avait-il pas pénétré jusqu'aux dernières couches populaires? Cependant, sous l'ancienne monarchie, on chercherait en vain, parmi les masses, un courant d'idées, un travail intellectuel qui leur fût propre. Exclues de toute participation à la vie publique, elles n'ont pas, comme le clergé, la noblesse et la bourgeoisie, une histoire politique à elles. La condition des travailleurs éprouve, il est vrai, de successives transformations : grace à l'idée chrétienne, elle se relève de l'avilissement antique; mais en définitive les ouvriers restent renfermés dans la cor-

(1) Voyez, dans la livraison du 1er juin, *l'Enseignement industriel en France.*

poration, qui, après les avoir protégés à l'origine, les entoure peu à peu d'inextricables liens.

Après la révolution de 1789, les classes ouvrières entrent dans la société générale; le tourbillon les emporte et les confond au sein de la grande unité française. Quand elle cherchait à déraciner jusque dans leurs fondemens toutes les anciennes classes, la révolution ne pouvait pas songer à en former une avec les travailleurs affranchis : elle appelait les intelligences populaires à participer activement et non plus par reflet au mouvement général des esprits. Il y avait encore avec le passé cette différence, que le développement prenait un caractère politique, et que le mur étroit de la corporation n'était plus là pour l'arrêter. La législation disciplinaire du consulat et de l'empire posa les premières assises de la société industrielle. Restant fidèle au principe de la liberté du travail, mais cherchant à en prévenir les écarts, elle donna à l'industrie une sorte de droit public. A une époque où toute la vie du pays débordait au dehors sous nos drapeaux victorieux, il était impossible que les masses ne subissent point l'influence des idées militaires communes à toute la nation. De même que le sentiment politique les avait agitées après 89, de même alors ce qui les dominait et les passionnait, c'était le sentiment national. On le reconnut bien au moment de nos désastres; toute l'activité morale des populations laborieuses s'était réfugiée dans ce noble instinct.

Sous la restauration, à mesure que l'industrie, se développant après le rétablissement de la paix, étonnait les regards par la rapidité de ses triomphes, quelques symptômes semblèrent déjà présager pour les classes ouvrières une vie propre dont les élémens s'élaboraient; mais rien encore n'annonçait un courant d'idées et d'intérêts assez spécial et assez fort pour commander l'attention des hommes d'état. De la révolution de 1830 date un changement considérable. A voir le soin avec lequel le gouvernement de juillet s'inquiète du sort des ouvriers, soit en cherchant à créer de nouvelles sources de travail, soit en multipliant les écoles, en développant l'institution des caisses d'épargne, des salles d'asile, etc., il est facile de juger qu'une force naguère inconnue le presse et le sollicite. Les gouvernemens, quels qu'ils soient, n'ont pas l'habitude de s'avancer dans une voie nouvelle sans y être poussés par le besoin de la société. L'initiative chez les dépositaires du pouvoir consiste, en général, à reconnaître les nécessités publiques avant qu'elles éclatent violemment. Dès ses premières années, le gouvernement de 1830 comprit que la réalité sociale acquise déjà aux ouvriers réclamait de sa part une action vigilante. L'industrie favorisée prit un essor inoui jusque-là; la population laborieuse employée dans les fabriques se développa rapidement; son état moral et matériel appela les regards des publicistes et des économistes. Les problèmes qui se rattachent à la vie industrielle acquirent une im-

portance chaque jour croissante. La politique s'empara de ces questions, et leur prêta la publicité dont elle dispose. Mille écrits divers s'adressèrent aux ouvriers. On leur présenta le remède aux vicissitudes du travail et par suite le bien-être, ici dans la vie claustrale du phalanstère, là dans des ateliers publics élevés sur les ruines des ateliers privés, ailleurs dans quelque décevante et chimérique *Icarie*. Différentes sectes communistes se livraient en outre à des menées souterraines. Aucune de ces influences ne put arriver à prévaloir parmi les classes ouvrières; mais leur action engendra une fermentation profonde où l'extravagance et l'injustice se mêlaient à des aspirations sérieuses et légitimes, des besoins factices à des nécessités réelles. Un résultat était constant : c'est que les ouvriers commençaient à penser à part, à se considérer comme en dehors de la société générale dans laquelle les hommes de 89 avaient voulu les confondre, et dont un peu plus de réflexion et un peu plus d'expérience doit infailliblement les rapprocher.

La révolution de février éclata inopinément au milieu de ces circonstances; les ouvriers ne l'avaient pas faite, mais ils s'en emparèrent immédiatement. Incapables de la diriger et de se diriger eux-mêmes, ils la tinrent entre leurs mains; ils dominèrent un moment la nation stupéfaite et troublée. Quand on songe aujourd'hui à l'enivrement qui devait saisir une classe peu éclairée, conduite par des agitateurs ambitieux et pervers, on s'étonne bien moins de quelques excès qui ont été commis sur divers points du territoire que de la rapidité avec laquelle l'ordre s'est rétabli. Il fallait, je le dis à l'honneur de la société tout entière, il fallait qu'il y eût dans ces esprits égarés, dans ces ames ardentes, de profonds instincts d'honnêteté.

Quatre années nous séparent bientôt de cette époque. Un travail incalculable s'est accompli depuis dans les intelligences populaires. Héritier de toutes les écoles, de toutes les sectes antérieures à la révolution de février, qui conservent sous un seul nom leurs vues diverses, le socialisme a tâché de recruter une armée parmi les ouvriers. Quelle impression a-t-il produite sur leurs esprits? quels résultats a-t-il obtenus? Chercher la réponse à ces questions, c'est chercher la clé de notre temps et prendre à sa racine le problème qui plane sur l'avenir. Il n'y en a point d'autres sur lesquelles la société ait plus d'intérêt à être fixée d'une manière précise. Il s'agit en effet de savoir si la virile population qui peuple nos usines et prend une si grande part dans l'accomplissement des merveilles de l'art, de la mécanique et de l'industrie, est véritablement livrée à des doctrines brutales et cupides; il s'agit de savoir si la masse de la nation, impatiente de s'affranchir de la nécessité du travail, sourde aux idées de justice, en est venue à croire qu'il suffit de dépouiller ceux qui possèdent pour enrichir ceux qui n'ont rien. Impuissans à constituer un gouvernement assez fort

pour remédier à des perturbations aussi profondes, sommes-nous condamnés à voir la civilisation chrétienne s'écrouler sur notre sol déchiré, et les magnifiques triomphes de l'esprit humain, l'œuvre des siècles et du génie, s'évanouir au milieu d'un épouvantable chaos? En un mot, la société est-elle en proie à une décomposition irrémédiable, ou bien, au fond d'une fermentation parfois convulsive, conserve-t-elle assez de vitalité pour triompher des difficultés actuelles et poursuivre le cours de ses grandes destinées? La vérité veut ici qu'on l'interroge pour elle-même, en dehors des préoccupations de parti. Plier les faits aux intérêts de telle ou telle opinion, ce serait préparer de gaieté de cœur des conclusions fausses et périlleuses. Pour répondre aux graves préoccupations du pays, une enquête sur l'état moral des classes ouvrières, sur le progrès que le socialisme a pu faire dans leurs rangs, doit être avant tout rigoureusement impartiale.

I. — LES CINQ RÉGIONS INDUSTRIELLES DE LA FRANCE. — LILLE ET LA RÉGION FLAMANDE.

Le socialisme, dans ses rapports avec les classes laborieuses, se présente sous deux caractères : en premier lieu, comme doctrine sociale, ou plutôt comme un amas de doctrines qui, prétendant toutes établir un nouveau mode de répartition des avantages sociaux, aboutissent aux conséquences les plus diverses, les plus contradictoires; en second lieu, comme moyen d'agitation. Le socialisme, envisagé comme doctrine, a été cent fois défini, et nous croyons inutile d'y revenir. Nous nous bornerons à rappeler qu'il est, dans sa donnée la plus générale, une exagération du principe d'association. Comme moyen d'agitation, le socialisme ne se discute pas : brandon de haine et de discorde, il fait appel aux plus mauvais instincts de notre nature; il défigure les faits, aigrit les douleurs qu'il serait impuissant à soulager, et outrage indignement les idées de fraternité qu'il invoque.

La moitié de la France au moins reste en dehors du cercle où s'exerce l'influence du socialisme sous l'une ou l'autre de ces deux formes. Ainsi, dans les départemens de l'ouest et du sud-ouest, dans une grande partie de ceux du centre, dans d'autres qui se trouvent enclavés au milieu des zones méridionale et orientale de notre pays, la question n'a que peu ou point d'intérêt. Les parties du territoire sur lesquelles elle s'agite sont la région du nord, — quelques-uns des départemens de l'est, — Lyon et les localités voisines, — le midi et quelques districts du centre, — enfin Paris avec le cercle industriel qui entoure cette grande capitale. L'état moral des ouvriers varie beaucoup dans ces diverses contrées, et chacune d'elles demande à être étudiée isolément. A ne considérer même en premier lieu que nos départemens septentrionaux, le régime de l'industrie y présente encore, malgré des ressem-

blances très réelles, de profondes variétés, qui agissent sur la condition morale comme sur le développement intellectuel des travailleurs.

Une première distinction doit être faite ici entre les cités du littoral maritime et les villes manufacturières de l'intérieur. Ces dernières sont infiniment plus accessibles au mouvement des idées bonnes ou mauvaises, vraies ou fausses, qui peuvent agiter une époque. Dans les ports, l'intérêt commercial domine les autres; on est négociant avant tout. Entendue dans un sens légitime, l'idée du lucre y entraîne les imaginations. Le commerçant ne vit pas seulement dans le pays qui l'a vu naître, il disperse son existence sur tous les coins du monde où il a des intérêts. On dirait que le sol tient moins ici qu'ailleurs à la plante des pieds; les pensées comme les intérêts y sont naturellement cosmopolites. C'est le vieil esprit de Tyr et de Carthage toujours subsistant à travers les siècles. Je ne prétends pas dire que le terrain soit rebelle aux sentimens généreux, aux nobles inspirations; mais enfin, entraînées incessamment sur les mers à la suite du négoce, les ames y sont moins faciles à se laisser emporter sur l'océan des idées. C'est dans les districts manufacturiers qu'éclate surtout le mouvement dont nous voulons étudier la portée et la profondeur. Sous ce rapport, la zone septentrionale de la France se place au premier rang; elle peut être scindée en deux parties : la région flamande et la région normande. La première comprend, outre la Flandre proprement dite, les anciennes provinces de l'Artois et de la Picardie; on doit y rattacher encore, à cause du rapprochement géographique, deux annexes importantes : la fabrique de Saint-Quentin et celle de Sedan. La seconde division embrasse toute la riche et industrieuse Normandie.

La contrée flamande, la seule qui nous occupera aujourd'hui, s'étend des frontières de la Belgique à l'embouchure de la Somme et englobe, avec ses annexes, cinq départemens. Quelques détails de statistique matérielle sont ici indispensables pour faciliter l'intelligence de la situation morale. Dans cette *Revue* même, nous avons eu l'occasion d'apprécier l'importance relative des différentes zones de la France en ce qui concerne la richesse manufacturière (1); nous sommes placé aujourd'hui au point de vue du régime des diverses industries et de l'influence que chacune peut avoir sur la condition intellectuelle des travailleurs. La région flamande est la partie de la France où la grande fabrication manufacturière s'exerçant dans de vastes ateliers est le plus répandue. Les ouvriers étant sans cesse rapprochés les uns des autres, et pour ainsi dire enrégimentés, se communiquent plus aisément leurs idées et leurs impressions. Les industries de la laine, du coton et du lin y occupent infiniment plus de bras que toutes les autres. La

(1) Voyez la livraison du 15 juin 1849, *de l'Industrie française depuis la révolution de février*.

laine, par exemple, on la peigne et on la file à Lille, Roubaix, Tourcoing, Sedan, Amiens, etc.; on la tisse en étoffes drapées et foulées, fines ou communes, à Sedan, Abbeville, Saint-Omer, etc., en étoffes légères et non foulées à Roubaix, Amiens, Cambrai, Saint-Quentin. Des milliers d'ouvriers se pressent dans les filatures de coton du Nord. Les fils courent ensuite sur d'innombrables métiers et deviennent les jaconas, les nansouks de Saint-Quentin, les tulles du Pas-de-Calais, ou se transforment en mille tissus divers mélangés de laine ou de soie. La filature ou le tissage du lin se pratique sur une grande échelle à Lille, Halluin, Marquette, Armentières, Amiens, Pont-Remy, etc.

Dans le département du Nord, sur une population totale de 1,132,000 ames, les familles ouvrières n'y embrassent pas moins de 500,000 individus. Quelque nombreuses que soient ici les fabriques, tout le travail n'y est pas concentré. Si la filature, les apprêts, la teinture ont lieu dans les établissemens industriels, le tissage au contraire, en laissant de côté quelques usines à moteur mécanique, s'exécute chez le tisserand. A Lille même, les ouvriers sont presque tous attachés à des ateliers plus ou moins considérables. A Roubaix, où l'industrie est si active et si puissante, à Tourcoing, à Armentières, à Halluin, les fabricans de tissus donnent de l'ouvrage dans les campagnes environnantes à une nombreuse population. Dans le Pas-de-Calais, l'industrie manufacturière, qui ne saurait être comparée à celle du Nord, compte cependant de vastes établissemens, qui occupent de trois cents à huit cents individus, tels que des filatures de lin et de chanvre à Boulogne, à Rollepont-lez-Frévent, à Saint-Pierre-lez-Calais, etc. Bien que travaillant également en commun, les ouvriers sont beaucoup moins nombreux dans les papeteries, les forges, les usines pour les fontes brutes et moulées et les fonderies de cuivre du même département. — A Calais, à Saint-Pierre-lez-Calais, ils vivent très rapprochés les uns des autres au sein des ateliers de l'industrie tullière, dont l'introduction dans ce pays ne remonte pas au-delà d'une trentaine d'années et occupe un personnel d'environ cinq mille individus. Dans d'autres industries importantes, telles que la fabrication des batistes, des cotonnades, des tissus de laine, les tisserands emportent chez eux les chaînes et les trames après les avoir reçues de la main de contremaîtres spéciaux à chaque partie, qui sont eux-mêmes les commissionnaires des négocians de Paris, Rouen, Lille, Saint-Quentin, etc.— L'industrie de la Somme offre de frappantes analogies avec celle du Pas-de-Calais. Ici se rencontrent également des filatures où sont agglomérés de deux cents à huit cents ouvriers. Quelques ateliers de tissage en rassemblent aussi plusieurs centaines. Cependant la majorité des tisserands, dont les produits sont d'ailleurs extrêmement divers, ont leurs métiers à leur domicile. Dans l'Aisne, à Saint-Quentin, nous voyons cinq ou six filatures, deux ou trois fabriques de tissus et huit ou

neuf ateliers de blanchiment ou d'apprêt; mais déjà nous nous éloignons du régime de travail établi dans la Flandre proprement dite. Sur cent à cent vingt mille individus qu'alimente la fabrique de Saint-Quentin, sept sur huit sont éparpillés dans des hameaux plus ou moins éloignés, et font mouvoir isolément leur métier. Dans les Ardennes, la fabrique de Sedan fait une plus large part au travail agglomméré. Le tissage qui s'effectue à domicile occupe seulement quinze à dix-huit cents ouvriers sur un total de huit à neuf mille.

Comment ce grand nombre d'ouvriers, ceux qui sont enfermés dans les fabriques et ceux qui travaillent à leur domicile, ont-ils traversé les deux années d'où nous sortons? Ont-ils éprouvé que la société est impuissante à leur donner du travail, et doivent-ils être aigris pour n'avoir pu utiliser leur force oisive? L'esprit du peuple a-t-il été poussé par la misère dans des voies hostiles à l'ordre social? En se reportant à la fin de la campagne de 1850, avant que les inquiétudes nées d'une situation difficile eussent altéré le cours naturel des transactions économiques, on remarque dans toutes les industries une activité prodigieuse. Si on excepte les usines métallurgiques, dont le ralentissement des travaux de chemins de fer paralyse encore les allures, partout dans cette contrée du nord les feux éteints en 1848 se sont rallumés, et les métiers immobiles ont repris leur marche accoutumée. Les commandes abondent dans les filatures et dans les fabriques de tissus. Le lin et le chanvre en particulier ont eu, en 1849 et en 1850, deux années d'une très haute prospérité. Durant cette période, la continuité du travail et l'élévation des salaires forment, au point de vue de l'intérêt des travailleurs, les traits saillans de la situation générale de l'industrie. La fabrication n'a éprouvé aucune de ces crises intérieures qui, en amenant le chômage et en réduisant la rétribution payée aux ouvriers, retranchent, comme l'a dit M. Léon Faucher, *quelque chose de leur sueur et de leur sang*. De plus, le pain et les denrées de première nécessité ne cessent pas d'être à bas prix. Le milieu où vit le travailleur se présente donc à nos regards dans les conditions les plus favorables. Le tableau s'est rembruni, il est vrai, depuis les derniers mois de 1850. Un renchérissement survenu dans le coton et le lin, en forçant les manufacturiers à hausser les conditions de la vente, avait déjà resserré les débouchés et par conséquent la production. D'un autre côté, la douceur exceptionnelle de la température durant l'hiver dernier a considérablement nui à la vente des draps et de tous les tissus de laine. En des temps ordinaires, ces embarras d'un moment seraient bientôt emportés par le grand courant de la consommation. Si les inquiétudes répandues dans le pays n'interrompent pas trop long-temps le roulement habituel des affaires, la situation morale des contrées flamandes, on peut l'espérer, ne sera point altérée. Du moins est-il vrai qu'au jour où nous voulons sonder les intelligences populaires et suivre les directions du mou-

vement qui les emporte, aucune circonstance extraordinaire dans l'ordre de la vie matérielle n'est venue, depuis trois ans, irriter les esprits. On ne saurait donc choisir un meilleur moment pour chercher à mesurer l'influence qu'a pu exercer le socialisme sur les classes laborieuses.

Bien que le caractère et l'étendue de cette action, de même que le mode suivant lequel se développe l'esprit des masses, diffèrent assez notablement dans les divers districts qui composent la zone septentrionale, quelques observations d'ordre purement moral peuvent également s'appliquer à tous. Ainsi, dans toute la zone flamande, on n'a eu à déplorer pendant les deux dernières années aucun de ces désordres extérieurs qui dénotent des haines sourdes et des cœurs ulcérés. Depuis que les fabriques fermées en 1848 se sont rouvertes devant une population empressée d'y rentrer, point de coalitions ni de grèves. Quelques émotions partielles et toutes locales sont aisément calmées aussitôt qu'elles se manifestent. Étrangers à la crise que subit le travail en ce moment, les ouvriers n'ont pas à se reprocher cette fois d'avoir abandonné eux-mêmes l'atelier et épouvanté les capitaux par de violentes démonstrations. Ces premiers signes, qui ne suffisent pas, il est vrai, pour faire apprécier l'état moral de la population industrielle dans le nord de la France, indiquent du moins qu'il n'y a pas là un vase d'où le désordre coule à pleins bords. On le comprendra mieux encore en suivant l'ouvrier dans sa vie ordinaire et au milieu des institutions locales qui s'offrent à lui.

Pour les cinq départemens de la région appelée flamande, cinq villes industrielles d'une importance diverse, Lille, Calais, Amiens, Saint-Quentin et Sedan, nous présentent tous les traits de la physionomie morale des classes laborieuses dans cette partie de la France. A dire vrai, en ce qui concerne le Nord, le Pas-de-Calais et la Somme, il pourrait presque suffire de s'arrêter à Lille, où se rattachent les principaux fils de la vie industrielle de toute cette contrée, où les ouvriers sont si nombreux, où les influences qui les sollicitent en sens divers revêtent des aspects si singuliers et si curieux. L'action dépensée en vue de relever la condition morale et la condition matérielle de la classe ouvrière a pris depuis trois ans, dans un grand nombre de villes de province, un développement rapide et étendu; mais cette action n'est nulle part peut-être plus énergique, plus ingénieuse, plus persévérante qu'à Lille, bien qu'elle n'y frappe pas les regards de prime abord. Voulez-vous en découvrir l'étendue? vous devez pénétrer dans le sein d'institutions souvent peu apparentes, et étudier de près des mœurs et des habitudes tout intérieures. Là, en effet, rien de vif et de saisissant dans le caractère de la population. La masse, qui a de la droiture dans l'esprit et de la générosité dans les sentimens, est peu éclairée et souvent apathique. Sous un ciel froid et pluvieux, la vie ne se passe guère au

grand jour, dans les rues ou sur la place publique. Entre les murailles d'une ville fortifiée, on ne saurait s'attendre à trouver de vastes promenades, où le peuple va chercher ces perspectives riantes qui ravissent l'imagination. Sur les remparts ou l'esplanade, partout l'horizon est extrêmement resserré. Il n'y a pas ici, comme à Rouen, à Bordeaux, à Nantes, un grand fleuve dont les rives attirent toujours une partie de la population et forment une sorte de lieu de rendez-vous. Il faut sortir des portes de la cité, traverser de longs faubourgs, devenus quelquefois des villes de 12,000 ames, comme Wazemmes, avant de rencontrer des espaces agrandis. Que dans des conditions pareilles le goût du peuple lillois ne le pousse pas vers la vie en plein air, rien de plus facile à comprendre. L'été, quand il fait beau, à l'heure où les ateliers se ferment, les ouvriers se promènent quelques instans dans les rues centrales; mais ce n'est pas là évidemment qu'ils occupent la plus grande partie de leurs loisirs. Et cependant on reconnaît promptement en eux des hommes qui ne se plaisent point dans l'isolement, qui aiment au contraire à se rapprocher les uns des autres. Doués d'un caractère hospitalier et sympathique, les Flamands sont portés à s'aider mutuellement; ils affectionnent les réunions de tout genre et recherchent les occasions de passer en commun les heures qui ne sont pas données au travail. Rebelle à l'esprit d'individualisme, le sol lillois est très favorable à l'esprit d'association; aussi les sociétés y sont-elles le moyen à l'aide duquel s'exerce l'influence morale et se développe le mouvement intellectuel. Leur rôle y est considérable; c'est dans leur sein que se révèlent le véritable caractère de la population et le niveau du développement des esprits.

Les associations lilloises se partagent en deux grandes catégories : celles qui sont fondées sous l'inspiration d'une idée religieuse, et celles qui en sont plus ou moins éloignées. En y regardant d'un peu près, on retrouve bientôt ici la lutte entre l'esprit chrétien et l'esprit socialiste, lutte qui formera dans l'avenir une des pages les plus saillantes de l'histoire contemporaine. Le socialisme a pris dans l'Évangile ses idées sur l'égalité et la fraternité; mais, comme il en exagère l'application sur le théâtre de la vie présente, il rencontre aussitôt le christianisme pour adversaire inconciliable. Qu'on ne s'étonne pas que la doctrine socialiste se soit montrée si souvent comme à plaisir irréligieuse et impie. M. Proudhon savait bien ce qu'il faisait quand il déclarait la guerre à Dieu, au Dieu qu'adore le monde civilisé. Admettre le christianisme, c'eût été abdiquer toute originalité et toute raison d'être. Le christianisme n'est pas venu, comme les sectes socialistes, prêcher la ruine des sociétés existantes et attaquer les gouvernemens établis; il s'est adressé à l'homme pour le régénérer à l'aide d'une nouvelle loi morale d'où la rénovation des lois politiques devait

ensuite naître d'elle-même. Comme, d'ailleurs, aucun système social ne peut se flatter sans folie de mettre l'individu à l'abri du malheur et de la souffrance, il y aura toujours une masse d'hommes que l'esprit chrétien seul pourra soutenir et consoler. Le côté de l'ame humaine que le socialisme laisse en dehors de lui, le sentiment religieux s'en empare pour ressaisir les cœurs. Les diverses associations lilloises fondées sous l'empire d'une idée chrétienne agissent dans ce sens. Bien qu'elles soient placées sur un théâtre restreint, bien qu'elles ne comprennent peut-être pas toute la portée de leur œuvre, elles tirent de la nature même des choses une influence vraiment sociale et politique. On compte à Lille cinq associations de cette espèce : la société de Saint-Joseph, la société de Saint-Vincent de Paul, celle de Saint-François-Xavier, celle de Saint-François Régis et une société de patronage pour les jeunes ouvriers.

En parlant de la société de Saint-Joseph, un des hommes de la ville de Lille qui s'occupe avec le zèle le plus éclairé des associations religieuses me disait : « C'est un estaminet catholique. » Pris en bonne part, ce mot est exact. La société de Saint-Joseph n'a point pour objet des exercices religieux ou un enseignement moral : elle se propose de fournir à ses membres un moyen de passer honnêtement et agréablement la soirée du dimanche et celle du lundi, où les ateliers sont fermés. Elle possède à Lille une vaste maison pour l'hiver, et une belle villa à Esquermes pour les jours trop rapides de l'été : tous les jeux habituels des cercles sont réunis dans l'établissement de Lille, tous les exercices champêtres dans la maison de campagne. Une courte prière faite en commun, au moment où les portes se ferment et à laquelle on n'est pas obligé d'assister, rappelle seule que l'association se rattache à une idée religieuse. On s'en rapporte, quant au résultat, à cette règle générale, que toute institution suit la loi de son origine. Le nombre des membres s'élève environ à mille, dont la majorité se compose d'ouvriers des divers corps d'état; il s'y joint des commis de magasin et quelques chefs d'atelier. La bonne intelligence et une sorte de cordialité fraternelle n'ont jamais cessé de régner entre ces divers élémens. Toute discussion politique est défendue dans la société, qui vise, comme on voit, à moraliser le plaisir et à diminuer la clientelle du cabaret.

La confrérie de Saint-Vincent de Paul arrive aux masses populaires par la charité; elle visite les familles pauvres et distribue des secours soit en nature, soit en argent : en adoucissant les rigueurs de la misère, elle tend à pacifier les cœurs et à resserrer les liens si réels, bien que souvent contestés de nos jours, qui unissent les différentes classes sociales. Oui, le président de cette société avait raison de le dire, il y a quelques mois, dans une circonstance solennelle, l'accomplissement

d'une pareille tâche réclame cette éternelle jeunesse du cœur, toujours ardente, toujours infatigable, et ce dévouement ignoré et furtif qui puise en lui-même sa récompense.

L'enseignement chrétien, tel est le but principal de la société de Saint-François-Xavier. Les réunions, qui ont lieu le dimanche soir, comprennent des exercices pieux et des instructions sur des sujets relatifs à la religion ou à la morale religieuse : ces conférences s'adressent aux ouvriers, mais un assez petit nombre en profite. Le personnel de la société, qui s'est en grande partie renouvelé dans le cours de quelques années, demeure aujourd'hui à peu près stationnaire. Nous est-il permis de sonder la cause de cette immobilité? Ne serait-ce pas que, pour devenir et surtout pour rester sociétaire de Saint-François-Xavier, il faut être déjà fort avancé dans la voie chrétienne? Si le sujet habituel des instructions roulait dans un cercle moins spécial, si les ouvriers, sans même faire partie de l'association, pouvaient être admis aux conférences, il y aurait là le germe d'une influence infiniment plus sérieuse sur l'éducation des masses.

Le bien que produit la société de Saint-François Régis est malheureusement le signe d'un désordre incontestable dans la vie de la population laborieuse. Quoique les chefs d'établissement, on doit le dire à leur honneur, se préoccupent de plus en plus de la dignité morale de l'ouvrier, le rapprochement des âges et des sexes devient trop souvent la source d'une précoce altération des mœurs. Oui, les ateliers sont bien tenus; oui, la discipline y est irréprochable; mais, quand le seuil de la fabrique est franchi, qui peut prévenir les conséquences des relations qui s'y sont formées? Il en résulte de fréquens concubinages et un grand nombre de naissances illégitimes. La société de Saint-François Régis a été fondée en vue de faciliter les mariages et par suite la légitimation des enfans naturels. Depuis une dizaine d'années, elle est intervenue dans plus de deux mille quatre cents mariages, et elle a procuré la légitimation à plus de 800 enfans. Son concours consiste à se charger elle-même d'une partie des formalités légales à remplir, à faire venir à ses frais, des localités éloignées, les actes de l'état civil ou les pièces nécessaires dans cette grave circonstance de la vie. La loi récente, qui accorde en pareil cas aux indigens la remise des droits de timbre et d'enregistrement, sera pour elle d'un utile secours. Bien placés pour juger du mérite de cette œuvre, les conseils municipaux de Lille et de Wazemmes l'ont inscrite au budget communal : une association qui agit aussi largement sur la constitution de la famille parmi les classes ouvrières n'appartient plus seulement au domaine de la charité chrétienne, elle devient une institution sociale; mais la pensée religieuse répand sur elle un caractère de désintéressement et de bienveillance qui la rehausse et la féconde.

L'*œuvre des apprentis* prend les fils des ouvriers au moment où ils

sortent de l'école; elle les place en apprentissage et s'applique à les préparer à la vie réelle, dans laquelle ils vont bientôt avoir un rang à tenir. Dans des réunions du soir, des instructions religieuses auxquelles on a heureusement mêlé le chant des cantiques, tendent à soutenir et à développer le sens moral. Inaugurée au mois de novembre 1849, cette institution a été parfaitement accueillie par les classes laborieuses. De cent trente, le nombre des jeunes ouvriers patronnés s'est bientôt élevé à deux cents, et le local primitif est devenu trop étroit. En s'appliquant à un âge où les impressions reçues se gravent si profondément dans le cœur, une tutelle bienveillante et éclairée peut obtenir des résultats qu'il serait presque impossible d'espérer plus tard. Il n'y a pas plus de bons citoyens sans une éducation morale que de citoyens utiles sans une instruction spéciale. Réunir à l'apprentissage d'un métier un enseignement propre à élever l'ame, c'est agir à la fois selon l'intérêt de chaque individu et selon l'intérêt de la société tout entière.

Les associations religieuses de Lille répondent évidemment à des besoins réels et rendent d'incontestables services; mais embrassent-elles tous les élémens de la vie de l'homme ici-bas? satisfont-elles à tous les instincts légitimes de l'ame? Elles n'y prétendent pas; elles ont un rôle défini et circonscrit, où le meilleur côté du cœur trouve un aliment. L'individu, considéré comme membre d'une grande association politique qui lui impose des devoirs, mais qui en même temps lui confère des droits, n'y est pas et ne pouvait pas y être entièrement compris. A défaut d'autres motifs, les divisions si tranchées auxquelles nous sommes en proie y auraient opposé un obstacle invincible. Est-ce une raison, d'ailleurs, pour ne pas applaudir au bien très réel que produisent ces diverses institutions? Parce que tout le champ n'a pas été défriché, devons-nous dédaigner la moisson dorée qui couvre une partie de sa surface? Notre âge doit-il d'ailleurs prendre en jalousie les œuvres du sentiment religieux? Quand le parti libéral, sous la restauration, se montrait si ombrageux à cet endroit, il avait au moins pour prétexte l'invasion momentanée du clergé dans le domaine de la politique. De 1814 à 1830, en effet, le clergé avait paru oublier que les pouvoirs publics ont plus besoin de la religion que la religion n'a besoin d'eux. Aujourd'hui, aller encore puiser ses inspirations dans l'esprit haineux du siècle dernier, c'est commettre un anachronisme sans excuse et se placer en dehors du courant de l'opinion publique. Disons-le : dans un temps comme le nôtre, où rien d'individuel n'est efficace, les idées de moralisation et de charité qui ont présidé à l'établissement des sociétés religieuses de Lille ont pris la bonne route pour agir sur l'esprit des masses.

Le socialisme, de son côté, on s'y attend bien, s'efforce d'exploiter l'esprit d'association si naturel à la population lilloise. Il a cherché à

s'infiltrer dans toutes les réunions formées en dehors de la pensée religieuse. En fait d'associations de cette seconde espèce, dont les mouvemens méritent à coup sûr l'étude la plus attentive, nous trouvons à Lille la société dite de *l'Humanité,* des sociétés de secours mutuels, des sociétés chantantes, et enfin les cercles des cabarets. Quels résultats le socialisme a-t-il obtenus sur ce terrain, où il ne rencontrait pas la digue impénétrable du sentiment chrétien? Où en est-il aujourd'hui dans ses rapports avec la population?

La *Société de l'Humanité,* fondée le 7 mai 1848, se propose de procurer à ses membres, à bon compte et en bonne qualité, la viande de boucherie, le pain, les vêtemens et le chauffage. Il est vrai que, dans l'intention des fondateurs, on y voulait joindre une caisse de secours et une caisse de retraite; mais ce sont là des hors-d'œuvre. Les dispositions des statuts qui y sont relatives n'altèrent pas du reste le caractère essentiel de l'association, le seul, selon nous, par lequel elle puisse produire de sensibles avantages. Cette société ouvre ses rangs à tous ceux qui se présentent, pourvu que leur moralité ne soit pas entachée. La cotisation exigée de chaque membre est de 15 centimes par semaine. Le nombre des sociétaires était de quatorze cent trente-deux au mois de juin dernier; comme le chef de la famille est seul inscrit, ce chiffre englobe une masse très considérable d'intérêts. Les associés sont divisés par groupes de vingt; chaque groupe nomme un *vingtainier;* cinq groupes forment une centaine et choisissent un *centainier.* Placée sous la direction d'un président élu chaque année, l'association est administrée par une commission générale qui se réunit au moins une fois par mois et se divise en sous-commissions dites des subsistances, de l'habillement, de la comptabilité, etc.

Quels bénéfices la société procure-t-elle à ses membres en échange de leurs modiques cotisations? réalise-t-elle son programme en faisant payer moins cher les objets de consommation habituelle sans rien sacrifier sur la qualité? Après une expérience de deux années, on peut juger ses œuvres. Pour le pain, l'habillement et le chauffage, la société n'achète pas elle-même les matières premières, elle a traité avec des fournisseurs particuliers qui vendent aux sociétaires à un prix inférieur au prix courant les articles de leur commerce. Ainsi, pour le pain, le rabais est de 2 cent. 1/2 par kilog. Quant à la viande, la société fait acheter elle-même les bêtes qu'elle abat et les vend en détail dans quatre boucheries; c'est ici surtout que son action est intéressante à suivre. A Lille comme dans beaucoup d'autres villes, la viande de boucherie n'est pas tarifée; avant l'institution de la *Société d'Humanité,* les bouchers se refusaient à établir des catégories de viandes; on cherchait à vendre les morceaux les moins estimés aussi cher que les autres. Pressés par la concurrence de la société, les bouchers ont compris qu'il n'était plus possible de résister à un vœu souvent et inutile-

ment exprimé jusque-là. Il y a donc aujourd'hui des différences reconnues entre les viandes; c'est un service rendu par *l'Humanité* à toutes les classes laborieuses de la population lilloise. A ses membres munis de leur carte, *l'Humanité* offre un avantage plus direct : tandis que la viande de bœuf de la première catégorie se vend chez les bouchers 65 c. le demi-kilogramme, la société la donne à 50 c. Une cuisine tenue avec une propreté remarquable distribue en outre de la viande cuite et du bouillon à un prix très modéré.

Toutes ces opérations entraînent nécessairement une comptabilité développée et minutieuse. On ne saurait prendre trop de soin pour mettre en évidence la régularité des comptes; la classe à laquelle s'adresse *l'Humanité* est d'autant plus accessible au soupçon qu'elle est moins éclairée. J'ai vu les livres de la société, j'ai pu juger du système de ses registres à souche, de ses livrets et de ses cartes : si la société peut être frustrée, ce n'est pas faute de vérifications. Les nombreuses écritures sont parfaitement établies, et les constatations s'opèrent avec une prodigieuse facilité. Cependant l'association porte en elle des germes de dissolution contre lesquels elle a besoin de se prémunir avec l'attention la plus vigilante : elle doit savoir résister, par exemple, à la tendance qui la pousse à élargir démesurément le cercle de ses opérations. Une question réglementaire, celle du crédit pour le paiement du pain, est venue, d'un autre côté, provoquer des discussions orageuses et amener plusieurs démissions. Exploitée par la rivalité jalouse du commerce de détail, cette question du crédit menace d'agir comme un dissolvant au sein de la société; mais *l'Humanité* doit craindre par-dessus tout de laisser la politique pénétrer dans ses rangs. Je commence par le dire : dans les salles où se réunit la commission générale, dans la cuisine où se distribuent les viandes cuites, partout, en un mot, où plusieurs associés peuvent se rencontrer, la défense des discussions politiques est inscrite en gros caractères. Cependant, éclose au lendemain de la révolution de février, il était impossible que cette association ne se ressentît pas de l'influence qui passionnait alors les esprits; aussi la police lilloise se défie-t-elle des pensées qui pourraient encore y éclater. Au fond, cette vigilance protége l'institution, car la discorde entrerait inévitablement chez elle avec la politique et aurait bientôt compromis son présent et son avenir. Le socialisme n'aurait pas mieux demandé que de faire son œuvre propre de cette société, mais elle lui échappe en principe comme en fait. D'une part, elle ne prétend s'imposer à personne; créée au profit de la grande famille ouvrière, elle laisse chacun libre d'utiliser son concours ou de s'en passer. Pour se soutenir et prospérer, elle a besoin, d'autre part, que le calme règne dans le pays et l'activité dans le travail. Les quatorze cents actionnaires de *l'Humanité* sont rattachés plus qu'ils ne le croient eux-mêmes à la cause de l'ordre.

Les sociétés de secours mutuels, nées des sentimens les plus instinctifs de la population, existaient à Lille bien long-temps avant qu'on y eût entendu parler de socialisme. Quelques statuts encore en vigueur attestent une durée de trois siècles. A l'origine, l'intention religieuse s'y mêlait étroitement. Un grand nombre de ces associations portent encore le nom d'un saint, et plusieurs conservent en tête de leur charte ces mots : *A la plus grande gloire de Dieu et du glorieux saint N...* Ces sociétés sont de deux sortes : les unes réunissent tous les ouvriers d'un même établissement, sans distinction d'âge ni de sexe, et leurs statuts font partie intégrante du règlement de la fabrique. Les autres se composent d'ouvriers de toute profession et de tout atelier. Tandis que celles-là sont obligatoires, celles-ci restent facultatives. Les premières, qui sont d'une création plus récente et taillées sur le même modèle, ont pour aliment, outre les cotisations hebdomadaires de leurs membres, le produit des retenues ou amendes de toute nature payées dans l'atelier. Avant 1848, les amendes encourues, par exemple, pour absence ou retard profitaient au chef de l'établissement, par cette raison que, les frais généraux marchant toujours, il y avait pour lui une perte évidente. Ce raisonnement était juste, et cependant on était choqué de voir le patron s'adjuger cette indemnité prélevée sur le salaire de l'ouvrier; il en était de même des retenues pour mauvais ouvrage qui exposaient sans cesse à d'injurieux soupçons la bonne foi des chefs d'établissement. Le mode actuel de pénalité, en donnant au patron une position plus haute, est infiniment plus propre à maintenir la bonne harmonie entre les divers intérêts engagés dans la production.

Les sociétés de la seconde catégorie ont seulement pour ressource la mise volontaire de chaque associé, fixée à 20 ou 25 centimes par semaine, et qui est perçue à domicile par un receveur désigné quelquefois aussi dans les vieux règlemens sous le nom de *clerc* ou de *valet*. Ressort principal de l'association, le receveur touche sur le montant des cotisations une remise qui peut être évaluée à 10 pour cent de la recette totale. Certains statuts, qui portent le cachet de leur temps, lui allouent une ou deux paires de souliers ou une seule paire et un ressemelage. Un même receveur peut desservir plusieurs sociétés. Un ouvrier n'est admis à faire partie que d'une seule en dehors de celle de l'établissement même où il travaille.

Les sociétés mutuelles de Lille ont ce caractère singulier, qu'elles sont formées à la fois pour l'assistance et pour le plaisir. Autre trait qui les distingue : elles ne durent qu'une année et recommencent ensuite un cours tout nouveau. Voici comment on procède : un sociétaire tombe-t-il malade, on lui paie sous des conditions déterminées une indemnité de 5 à 6 francs par semaine, indemnité qui diminue et s'éteint ensuite complétement au bout d'un certain temps. Puis au

mois de mai, à la Saint-Nicolas, tous les associés partagent entre eux l'excédant des recettes sur les dépenses. Cette épargne est généralement consacrée à fêter le grand patron de la filature. Durant cette solennité appelée en patois la fête du *broquelet* (fuseau), les ateliers sont fermés trois jours, les patrons donnent habituellement une gratification aux ouvriers qui n'ont pas encouru d'amende pendant le cours de l'année. Après cette interruption traditionnelle du travail, les sociétés de secours mutuels recommencent à opérer leurs versemens dans la caisse épuisée.

On devine sans peine qu'avec le fractionnement de ces associations et le but spécial qu'elles se proposent, le socialisme n'a pas dû avoir une grande prise sur elles. Il a bien cherché à s'emparer des receveurs; mais les receveurs sont presque des fonctionnaires, qui tiennent à leur emploi et se trouvent ainsi engrenés dans l'ordre social. Il aurait voulu aussi pouvoir prendre ces sociétés sous son égide; mais comme ni les patrons ni l'autorité ne les ont attaquées, il n'a pas eu à les défendre. L'exagération du principe socialiste n'a donc pas pénétré dans leur organisation.

La population lilloise se complaît trop dans les réunions de tout genre pour ne pas aimer les chants qui les animent et qui sont un des plus sûrs moyens d'éveiller à la fois le même écho dans les ames. Les sociétés chantantes germent ici spontanément tout comme les sociétés de secours mutuels. Affranchies en fait de la nécessité d'une autorisation préalable après la révolution de février, elles s'étaient extrêmement multipliées. Une décision du préfet, qui a rappelé les dispositions légales relatives aux réunions, a eu pour effet d'en diminuer un peu le nombre. L'autorité locale veut pouvoir connaître leurs mouvemens; mais, en cherchant à prévenir les écarts qui menaceraient l'ordre public, elle ne saurait avoir l'intention de réagir contre les inoffensives satisfactions d'un goût populaire. Les destinées de la chanson survivront aux discordes de notre temps.

Quels sont les chants en faveur auprès des sociétés lilloises? Il y a bien une place pour nos fameuses chansons patriotiques, qui, depuis l'ardente *Marseillaise*, ont tant de fois gonflé les poitrines; elles n'entrent plus néanmoins dans les répertoires quotidiens. Les œuvres de Béranger en ont aussi à peu près disparu. Les compositions plus actuelles de M. Pierre Dupont ont été au contraire et sont encore assez souvent répétées en chœur; mais la préférence marquée des ouvriers se porte sur des chansons qu'on nous permettra d'appeler des chansons du cru, composées en patois par des poètes de la localité. Ce sont celles-ci qui retentissent incessamment dans les sociétés chantantes. Le patois de Lille a des charmes particuliers pour les oreilles populaires. A défaut d'harmonie, il se prête, comme notre vieux français, à des tours de phrase très naïfs et très faciles à comprendre. Lille

compte de nombreux chansonniers, en tête desquels marchent MM. Desrousseaux et Danis, tous les deux poètes drôlatiques et burlesques, et qui ont également tous les deux publié plusieurs recueils de chansons. Beaucoup d'ouvriers composent aussi des chants patois qui sont imprimés sur des feuilles volantes et se vendent généralement à un assez grand nombre d'exemplaires. Les idées mises en œuvre dans toutes ces poésies n'ont rien de bien original : ce sont le plus souvent de nouvelles paroles sur des thèmes très connus; mais il s'y trouve des couplets assez drôlement tournés et des scènes de la vie habituelle fort exactement rendues. Presque jamais on ne touche à la politique. Les sujets sont pris dans la région de la fantaisie, ou bien tirés de quelque circonstance fortuite de la vie locale. Tout devient matière à chansons : une fête, un concert, un ballon lancé, etc. Ainsi dernièrement une société musicale de Lille recrutée dans différentes classes sociales et désignée sous le nom bizarre de société des *Crick-Mouls*, dont personne n'a pu me dire l'étymologie, est conviée à un concours de musique ouvert par la ville de Troyes. Les enfans de Notre-Dame-de-la-Treille (1), si hospitaliers chez eux, ont trouvé très parcimonieuse l'hospitalité des Champenois. Leur déconvenue forme tout de suite, pour M. Desrousseaux, le sujet d'une chanson assez piquante intitulée *l'Garchon Girotte au concours de Troyes*. Sous ce titre, *M'Cave et min Guernier* (ma cave et mon grenier), un ouvrier tapissier a composé quelques couplets à propos de la discussion parlementaire relative aux habitations des ouvriers de Lille. Je choisis cette chanson pour en citer quelques passages comme un échantillon du patois lillois, parce qu'elle renferme une peinture très significative de certaines préférences de la classe ouvrière. C'est l'apologie de la cave et la réprobation du grenier.

On a lu sur la gazette,
Dins chés derniers jours,
Sur les cav's et les courettes
Gramint (beaucoup) d'longs discours.
. . . . . .
Chés monsieux ont mis d's'intraves
  Dins min p'tit métier,
Y me f'ront sortir de m'cave
  Pour mette au guernier.
. . . . . .
Y m'ont dit, chés gins habiles :
  « Vo cave est malsain. »
J'y vivos avé m'famille
Sans besoin d'médecin...
Allons, y n'y a point d'répliques,
  Du moins j'intindrai

(1) Notre-Dame-de-la-Treille est la patronne de la ville de Lille.

Les anges canter des cantiques
Pa'l'sus d'min guernier.

Le sentiment exprimé dans cette chanson est véritablement celui des masses. Les ouvriers de Lille aiment mieux descendre cinq ou six marches que monter deux étages. J'ai vu des chambres bien aérées rester inoccupées, quand des caves se louaient dans le voisinage à un prix plus élevé. La cave permet d'exercer un petit métier, et les habitudes indolentes du peuple lillois trouvent leur compte dans ces réduits en communication si facile avec la voie publique. Toutes détestables que soient ces habitations, il faut savoir d'ailleurs, si on veut s'en faire une idée exacte, qu'il n'y a pas ici, comme à Paris ou à Lyon par exemple, des maisons de six étages bordant des rues étroites. Les maisons ne sont pas hautes; les rues sont généralement larges et disposées de telle manière que l'air y circule et s'y renouvelle avec facilité. Ce sont les caves situées dans quelques cours rétrécies du quartier Saint-Sauveur que M. Blanqui avait particulièrement en vue dans son rapport à l'Académie des sciences morales et politiques en 1848, rapport qui visait d'ailleurs, nous aimons à le rappeler en passant, à tempérer l'éclat des passions déchaînées à cette époque. Aujourd'hui, grace aux efforts de l'édilité municipale, les caves reconnues malsaines ont à peu près cessé d'être habitées. Les logemens des classes laborieuses à Lille offrent en général des conditions de salubrité satisfaisantes; mais l'ouvrier chassé de son logis souterrain par une philanthropie importune y jette encore un œil plein de regret lorsqu'il monte péniblement l'escalier de sa mansarde.

Avec les habitudes invétérées de la population lilloise, le logement exerce peu d'influence sur le côté moral de la vie. On ne reste pas chez soi, et eût-on un palais pour demeure, on ne s'y tiendrait peut-être pas davantage, s'il fallait y rester sans compagnie. Les ouvriers ont des espèces de cercles où ils passent les heures de loisir dans les nombreux cabarets de la ville, dont les volets verts se présentent plus agréablement à l'œil que les devantures rougeâtres des guinguettes de la banlieue parisienne. Le cabaret n'est pas seulement un lieu où l'on va boire, bien qu'on s'y enivre trop souvent; c'est avant tout un lieu où l'on se réunit. Les mêmes visiteurs fréquentent habituellement les mêmes maisons. Quelquefois les ouvriers d'un même atelier prélèvent un sou par semaine pour leur cercle, afin de pouvoir y aller quand ils le veulent, sans être obligés d'y rien consommer.

L'idée d'un prélèvement organisé sur le salaire est tout-à-fait entrée, comme on le voit, dans les mœurs de la population lilloise; mais ce prélèvement a moins pour objet de mettre en commun une certaine quantité des chances de la vie que de donner satisfaction au côté sym-

pathique de l'ame. Tout en s'unissant, on garde sa personnalité et son libre arbitre. Ce système de cotisations qui se reproduit à tout moment, qui revient pour le carnaval, pour des danses durant l'hiver, etc., donne naissance à une infinité de petites caisses gérées par un trésorier et autour desquelles il se passe parfois des faits propres à jeter une lueur nouvelle sur les habitudes populaires. Quelques-unes de ces caisses consentent à prêter au sociétaire qui le demande une partie de la somme par lui versée; ainsi, à l'époque de l'année où on a payé cinq francs, on peut être admis à en emprunter trois. Ce prêt n'est point gratuit; il n'y a pas de banquier qui vende le crédit aussi cher. L'emprunteur doit donner un liard par semaine et par franc, ou cinquante-deux liards par an, c'est-à-dire 65 pour 100 d'intérêt. Que devient cet intérêt? Il accroît la masse, et, à l'époque fixée pour le partage, celui des sociétaires qui n'a rien emprunté touche une somme supérieure à son propre versement. Les ouvriers ne se gâtent pas, comme on en peut juger, les uns les autres; jusque-là, cependant, nous ne voyons dans ce procédé qu'une dureté extrême : n'en résulte-t-il point des abus plus graves? Nous ne voudrions pas affirmer, après les renseignemens que nous avons recueillis, que certains trésoriers peu scrupuleux n'aient jamais continué, quand le partage de la caisse était accompli, à faire, pour leur propre compte, ces prêts à la petite semaine, moyennant le même intérêt de 65 pour 100.

Dans tout ce mouvement des sociétés de plaisir et des cercles des cabarets, la politique occupe-t-elle une place? l'agitation socialiste y trouve-t-elle un moyen d'influence? Quant aux sociétés dansantes et autres réunions analogues, il faut vivre dans un temps où la politique a presque tout envahi pour être obligé de dire que des intentions de cette nature en sont tout-à-fait absentes. Pour les cercles des cabarets, c'est différent : sans en être l'objet, la politique y pénètre naturellement avec les journaux qu'on y reçoit, et qui sont ordinairement des journaux exaltés. Il est pourtant bien rare qu'en temps ordinaire les conversations y roulent sur le gouvernement ou sur ses actes. Le journal n'est pas lu à haute voix : ceux qui le lisent passent par-dessus la polémique pour courir aux faits divers et aux annonces (1); mais, si les ouvriers lillois restent étrangers à la polémique courante, pour laquelle ils n'ont aucun goût, ils prêtent l'oreille à ce qui les concerne. Il n'y a pas dans l'assemblée nationale une seule discussion relative au travail qui n'ait au milieu d'eux un grand retentissement. Quelques-uns lisent alors le journal, et racontent aux autres ce qui s'est

(1) Une des feuilles du parti conservateur qui tenait à se placer dans les cabarets de Lille, et qui, grace à quelques sacrifices, a réussi à y glisser cinq ou six cents numéros, avait considéré comme une condition essentielle de succès de présenter une belle page d'annonces.

passé. Cette attention qu'ils donnent à leurs intérêts, naturellement liés aux intérêts généraux du pays, peut à coup sûr offrir des dangers chez des hommes peu instruits, et par conséquent faciles à égarer. En elle-même cependant, elle est un signe incontestable du mouvement qui élève les masses, et dont l'origine se mêle étroitement à toute notre histoire depuis soixante années. Qu'on réprouve ou non ce travail de la pensée, il existe; il a pénétré jusque dans les entrailles de notre société industrielle. Voudrait-on le supprimer, on reconnaîtrait bientôt qu'il est assez puissant pour déconcerter tous les efforts. Tâcher d'éclairer les classes laborieuses et de mettre la vérité à la portée de leur esprit, étendre le rayon lumineux qui luit sur notre pays, c'est la mission et ce sera, nous l'espérons, la gloire de ce siècle. Tant qu'aucune idée un peu générale n'a pénétré dans l'esprit d'une population, tant que la masse se laisse docilement conduire au travail sans s'interroger sur son rôle, l'ignorance est peut-être un moyen de domination; mais, aussitôt que les hommes commencent à réfléchir sur la situation relative des différentes conditions sociales, le développement des intelligences et le développement du sens moral peuvent seuls assurer la paix dans la société. Il faut alors arriver à faire comprendre aux intérêts la raison des phénomènes sociaux.

En dernière analyse, malgré l'apathie flamande, la population ouvrière de Lille s'habitue peu à peu à raisonner. « Si l'esprit de nos ouvriers n'est pas ouvert et prompt, me disait naguère un fabricant qui les a maintes fois entendus débattre leurs intérêts, car il a fait partie pendant de longues années du conseil des prud'hommes de Lille, il ne résiste presque jamais à une explication un peu patiente. Quand un ouvrier a eu tort, on l'amène sans trop de difficulté à le reconnaître lui-même. » Ce bon sens naturel n'a besoin que d'être dégrossi pour devenir un rempart contre des suggestions perfides. Les ouvriers lillois ont appris à leurs propres dépens que le désordre ne fait pas marcher le travail et cuire le pain du lendemain; mais, si l'agitation a perdu du terrain, il y a toujours chez une partie de ces ouvriers des sentimens profonds de défiance à l'égard des chefs d'établissement : le bien même qui vient du patron est suspect. Pour activer la pacification des ames, un ancien manufacturier du département du Nord, dont les intentions bienveillantes envers les travailleurs de l'industrie reposent sur une profonde connaissance de leur état moral et physique, recommandait de s'occuper d'eux activement, mais sans le leur dire, de leur faire du bien constamment, mais sans chercher à s'en prévaloir. La défiance, on ne saurait en douter, s'évanouirait peu à peu devant l'application d'un pareil programme, qui compte d'ailleurs à Lille même d'énergiques et puissans adeptes, et peut opposer déjà des résultats acquis aux exagérations du socialisme.

II. — CALAIS ET AMIENS. — SAINT-QUENTIN ET SEDAN.

Dans les deux villes de Calais et d'Amiens, qui rentrent dans le cercle industriel de la Flandre, le mouvement des idées et des faits ne se présente point avec un caractère aussi animé, aussi large que dans la capitale de cette ancienne province. Les traits généraux vont en se rapetissant. La fabrique de Calais et de Saint-Pierre-lez-Calais renferme quatre associations de secours mutuels qui se réunissent tous les quinze jours, et dans lesquelles les cotisations varient de 10 à 50 centimes par semaine. Bien que ces sociétés soient étrangères à la politique, on trouverait aisément dans chacune d'elles un noyau d'agitation socialiste. Tant que les métiers sont en mouvement, tant que l'ouvrier peut gagner sa vie, la grande masse des travailleurs échappe à une influence qui se dissimule elle-même; mais, dans un moment de crise industrielle, l'accès des ames deviendrait plus facile. Est-ce à dire que l'idée fondamentale du socialisme, l'idée d'une association exagérée et obligatoire ait pénétré dans les esprits? Non, les ouvriers de Calais n'aspirent même pas, comme ceux de quelques autres districts, à une exploitation collective de l'industrie locale. Leurs vues ne s'étendent point aussi loin; mais les cœurs sont tourmentés par un sentiment d'envie contre les chefs d'établissement. La source du mal est là. Peut-être aussi a-t-on trop négligé d'éclairer les intelligences, de leur rendre sensible l'intime corrélation qui existe au fond entre le travail et le capital. Il en résulte qu'une population, qui n'est pas une population égarée, qui s'est promptement rassise en 1848, au milieu de l'émotion générale, est plus susceptible de céder à des suggestions qui l'emporteraient bien loin de ses vrais intérêts comme de ses sentimens véritables.

La ville d'Amiens présente le contraste d'une belle cité où de larges perspectives s'ouvrent de tous côtés, où se déploient des boulevards spacieux, des promenades magnifiques, et d'une fabrique qui se replie sur elle-même, qui paraît craindre de demander à une initiative hardie les moyens d'un nouvel épanouissement. Les masses y participent moins peut-être qu'en aucune autre ville du nord de la France au mouvement intellectuel. Que les salaires soient élevés, tel est bien là, comme partout, le désir qui émeut les ouvriers, mais ce désir est peu éclairé; il ne sait pas, quand il se manifeste au dehors, se régler et se limiter lui-même. Le chef d'une des nombreuses teintureries établies sur les cours d'eau qui coupent la ville d'Amiens me racontait dernièrement que ses ouvriers, trouvant trop faible leur salaire accoutumé de 9 francs pour six jours de travail, étaient venus lui demander de le porter à 12 francs. « J'étais disposé, me disait-il, à consentir à cette demande, parce que l'ouvrage allait bien dans ce moment-là; j'y

mis seulement pour condition que les autres fabricans de la ville accorderaient la même augmentation; mon exemple et mon adhésion devaient, d'ailleurs, exercer sur eux un certain poids. Que firent cependant les ouvriers? Ayant obtenu si facilement de moi une réponse favorable, ils imaginèrent d'aller plus loin et de réclamer une diminution dans la durée du travail. Je m'élevai contre cette nouvelle prétention. Les deux exigences réunies offrirent un excellent motif à ceux des patrons qui ne voulaient ni de l'une ni de l'autre, pour les repousser toutes les deux. Il en résulta des tiraillemens, des retards; en fin de compte, nos ouvriers, pour n'avoir su ni se borner ni se contenir, obtinrent à grand'peine, dans un très petit nombre d'établissemens, 10 fr. ou 10 fr. 50 centimes par semaine, tandis que, dans la plupart, les salaires restèrent à 9 francs. » Jusqu'à ces derniers temps, les sociétés de secours mutuels étaient inconnues dans cette ville. On s'efforce assez péniblement d'en constituer une aujourd'hui. Tout en manquant d'un élan qui lui soit propre, la population est extrêmement accessible au contre-coup des événemens extérieurs. Qu'une émotion un peu profonde se fasse sentir à Paris, elle peut entraîner de graves désordres à Amiens. L'agitation socialiste n'y trouverait pas pour obstacle, autant qu'ailleurs, la réflexion qui contrôle les faits et commence à savoir calculer les chances du lendemain.

Des traits de caractère plus singuliers et plus marqués apparaissent dans les deux grandes annexes de la zone septentrionale de la France, Saint-Quentin et Sedan; mais le mouvement s'y produit sous d'autres aspects que dans la Flandre proprement dite. A Saint-Quentin d'abord, on chercherait vainement cet esprit de corporation si vivace parmi les ouvriers lillois. C'est l'individualisme qui domine ici. Point de sociétés religieuses qui s'appliquent à réunir en un faisceau les aspirations de chacun et à les pénétrer de l'idée chrétienne, point de sociétés de secours mutuels qui fassent servir une épargne collective au soulagement d'un malheur particulier; point de ces sociétés chantantes, de ces sociétés de plaisir où les ames se livrent aux mêmes impressions et semblent se toucher par la communauté des sentimens. On est encore bien plus éloigné des associations savantes et complexes qui enveloppent, comme *l'Humanité* de Lille, l'ensemble des consommations domestiques. Subsistant avec leur salaire quand le travail marche, ou secourus par la charité publique durant les momens de crise, les ouvriers de Saint-Quentin n'éprouvent le besoin de rien mettre en commun dans les relations ordinaires de la vie. Le cabaret est, en dehors de l'atelier, le seul lieu qui les rassemble; encore n'y vont-ils pas comme à un cercle où ils doivent trouver d'autres hommes et passer en compagnie les heures de loisir : le cabaret est pour eux, avant tout, un lieu où l'on vend à boire. L'ivrognerie est le grand vice de tout ce district industriel, et le

plaisir de boire la jouissance préférée. Comme le vin est cher dans le pays, bien qu'on y soit fort rapproché des contrées viticoles, on s'enivre avec de la bière ou avec des boissons alcooliques de mauvaise qualité, qui donnent à l'ivresse un caractère particulier de pesanteur et d'abrutissement. On aurait pu s'attendre au premier abord, en n'apercevant ici de sociétés d'aucune espèce, que le vide laissé par l'esprit d'association serait rempli par l'esprit de famille; mais non : c'est le cabaret, comme on vient de le voir, qui accapare toutes les heures dérobées au travail.

La ville de Saint-Quentin est entourée de promenades verdoyantes; bâtie sur le flanc d'un coteau, elle est dominée par une plate-forme couverte d'arbres magnifiques, et d'où la vue peut s'étendre sur une immense vallée. Ces lieux si propres à charmer les regards, l'ouvrier ne les fréquente guère, et jamais il n'y conduit sa famille. Tandis qu'il passe son temps au dehors, la mère et les jeunes enfans restent à la maison. Deux manières de vivre aussi distinctes entraînent deux catégories de dépenses dans le maigre budget du travailleur. Si la nourriture de la famille y a son chapitre, le cabaret doit y avoir le sien; or, comme c'est le client du cabaret qui préside au partage, il consacre trop souvent une somme bien faible aux besoins domestiques, gardant pour lui quelquefois plus de la moitié de son gain. La femme s'arrange comme elle peut, c'est-à-dire que le foyer reste sans feu, et que les enfans, couverts de haillons, mendient sur la voie publique. Avec de pareilles dispositions, quelle prévoyance serait possible? L'ouvrier sans doute est plus heureux quand il gagne davantage, puisqu'il a plus de moyens de satisfaire ses goûts, mais il ne pense guère plus à se préparer des ressources pour le lendemain. Avant 1848, la moyenne des salaires dans la fabrique de Saint-Quentin, en tenant compte des hommes, des femmes et des enfans, était de 20 à 22 sous par jour; en 1848, sous le coup de la crise qui paralysa tant de métiers, les salaires tombent à 18 sous pour monter ensuite à 40 ou 45 durant les deux années si productives de 1849 et 1850. Eh bien! à ces diverses époques, avec une rétribution si différente, on cherche également en vain le produit des économies.

Cette population paraît, d'ailleurs, animée d'excellens instincts : visiblement touchée du bien qu'on lui fait, elle sait au besoin témoigner sa reconnaissance par les attentions les plus délicates. Il n'est pas besoin de beaucoup d'efforts de la part des chefs d'établissement pour gagner les sympathies de leurs ouvriers : qu'ils s'occupent un peu d'eux, cela suffit. Les inclinations des masses ne sont ni turbulentes, ni agressives, et Saint-Quentin s'endort chaque soir fort tranquillement, sans avoir chez elle un seul soldat en garnison.

Les classes ouvrières ainsi disposées, que fait-on pour elles? quelle

influence les sollicite et comment y répondent-elles? Considérée indépendamment du district dont elle est le centre, la ville de Saint-Quentin renferme un nombre beaucoup plus considérable de commerçans, de commissionnaires que de manufacturiers. Le génie commercial y domine le génie industriel; c'est par le commerce des batistes et des linons que cette ville, dont la population a monté en quarante années de dix mille à vingt-cinq mille ames, avait commencé sa rapide fortune. Or, le commerce est déjà un peu éloigné des ouvriers, auxquels ils ne se mêle pas directement. Livré à ses spéculations, comment serait-il porté à s'occuper beaucoup d'une classe dont il ignore bien souvent le véritable état? Voulons-nous dire qu'ici les travailleurs de l'industrie sont entièrement abandonnés à eux-mêmes sans que personne songe à les aider et à les soutenir? Non: quelques hommes généreux ont même su prendre une initiative intelligente qui a trouvé de l'écho et dans la municipalité et dans la population aisée; mais cette action, d'ailleurs assez récente, est encore circonscrite dans un cercle peu étendu; elle pourrait s'ingénier davantage à trouver des moyens d'atteindre à la source du mal. Voici, par exemple, les écoles communales qui sont insuffisantes: la ville continue néanmoins à fermer sa porte aux frères de la Doctrine chrétienne. Craint-on que les ouvriers n'envoient pas leurs enfans dans ces classes? L'expérience accomplie dans tant d'autres villes de fabrique démontre combien cette appréhension serait erronée. Disons-le plutôt, il y a dans cette localité, parmi la bourgeoisie, un levain profond de cet esprit prétendu voltairien qui florissait au temps de la restauration. Une société de dames, dite *Société de la Providence*, est, il est vrai, instituée pour venir au secours de quelques familles au moyen de prêts gratuits d'objets mobiliers, notamment d'articles de literie. Dans une contrée où le mobilier des indigens est déplorablement négligé, où il n'est pas rare de voir un même lit servir à cinq ou six personnes, cette œuvre est sans doute d'une incontestable utilité. Resserrée toutefois dans des limites étroites, elle ne saurait avoir une influence sociale digne d'être signalée. Un seul mode d'action nous paraît largement approprié aux besoins de la localité, un seul attaque l'ouvrier dans le retranchement de ses vices. Ce mode consiste dans la destination donnée, depuis quelques années, à des terrains communaux voisins de la ville. Saint-Quentin possède une assez grande étendue de terres situées près de ses boulevards et qu'elle a l'intention d'aliéner; en attendant des acquéreurs, on a imaginé de diviser ces terrains en petits lots et de les donner gratuitement à des ouvriers qui les cultivent. Le nombre de ces lots est de quatre à cinq cents; pour en obtenir un, on doit adresser une demande à une commission spéciale prise dans le sein du conseil de la cité; les allocations sont faites pour un an. A Saint-Quentin, où le chômage du lundi

est universel, on voit tout de suite quels heureux effets peut produire une mesure qui fournit à l'ouvrier une occupation attrayante et productive. Les heures données à la culture sont prises au cabaret. Plaise à Dieu que la ville attende long-temps des acquéreurs et puisse laisser à ces terres une si bienfaisante destination!

Le socialisme ne se révèle dans la fabrique de Saint-Quentin par aucune institution spéciale; mais il y compte des représentans isolés dont quelques-uns exercent une réelle influence. En général, la politique a le cabaret pour théâtre; les maîtres de l'opinion sont les cabaretiers. Ils choisissent le journal que reçoit leur maison, et le commentent à leur manière. Bien que les ouvriers sachent presque tous lire, ils lisent peu la polémique et se contentent du commentaire qu'on leur en fait. Les journaux reçus dans les cabarets appartiennent presque tous à l'opinion radicale. Les votes électoraux se ressentiraient à l'occasion de cette influence, à laquelle échappent pourtant les actes de la vie habituelle. Au fond, les ouvriers restent complétement en dehors de l'idée socialiste, parce qu'il n'y a point de place dans leur ame pour le désir de révolutionner l'industrie en lui imposant l'association de tous les élémens qui concourent à la production.

Cette dernière pensée, la pensée fondamentale du socialisme, s'est, au contraire, fait jour en une certaine mesure dans la fabrique de Sedan. Les masses n'y comprennent pas, il est vrai, la doctrine même envisagée comme théorie sociale; mais elles accueillent avec faveur, en matière d'association, de vagues aspirations qui en dérivent. Dans aucune autre ville du nord de la France, on ne trouve, au point de vue moral, autant de contrastes que dans cette industrieuse cité des Ardennes. Sous beaucoup de rapports, la situation des esprits y est satisfaisante. L'ivrognerie a pu être radicalement extirpée, grace au bon sens des populations et à la fermeté des chefs d'usine. Un ouvrier ivre est à Sedan une singularité. On y affectionne la vie de famille; le plaisir préféré consiste dans des promenades qui ont un objet tout spécial. Beaucoup d'ouvriers louent sur les anciennes fortifications de la ville un petit jardin dont le prix varie de 10 à 15 francs par an; ils s'y rendent tous les dimanches pendant l'été avec leurs femmes et leurs enfans. On y dîne sur un coin de gazon, et le père ramène le soir sa famille au logis, cent fois plus heureux, cent fois mieux préparé à reprendre son travail le lendemain que s'il avait passé, comme ailleurs, sa journée au cabaret. Les habitudes religieuses ne sont pas non plus entièrement abandonnées. Les parens apportent un soin particulier à l'éducation de leurs enfans. Un fait digne d'être mis en relief se produit sous ce rapport. La municipalité sedanaise, qui, en 1848, a eu le tort de rayer du budget communal les écoles chrétiennes, entretient trois classes d'enseignement mutuel complétement gratuites; les ouvriers n'y envoient

pas leurs enfans. Ils préfèrent les écoles des frères ignorantins, où ils sont obligés pourtant de payer une petite rétribution, parce qu'ils ont plus de confiance dans l'éducation qu'on y donne. Leur choix n'est dicté d'ailleurs par aucune intention de narguer le conseil municipal. Un grand nombre d'ouvriers fréquentent l'église le dimanche. A une époque où, dans les momens de presse, les fabriques ne s'arrêtaient pas le septième jour de la semaine, quelques chefs d'établissement avaient proposé à leurs ateliers de travailler jusqu'à une ou deux heures, sauf à se reposer le restant de la journée; les ouvriers aimèrent mieux, au contraire, demeurer plus tard à la manufacture et avoir dans la matinée le temps d'aller à la messe. Tout récemment, le cardinal-archevêque de Reims visitait Sedan pour la première fois depuis son élévation; on lui préparait une réception solennelle. Les ouvriers demandèrent eux-mêmes à quitter l'atelier pour se rendre au-devant de lui, et ils se présentèrent sur son passage dans une respectueuse attitude, malgré les recommandations d'une feuille locale qui leur conseillait de se mettre au-dessus de ces vaines fantasmagories. Toutefois il ne faudrait pas croire qu'en dehors du domaine spirituel, le clergé ait une grande influence à Sedan, et toute tentative même pour étendre son action soulèverait immédiatement une invincible répugnance parmi les ouvriers sedanais. Aussi n'y a-t-il point dans cette ville d'institutions religieuses destinées aux ouvriers; elles seraient mal accueillies et ne tarderaient pas à dépérir.

Au milieu des émotions de 1848, la population laborieuse de cette fabrique ne se laissa pousser à aucun excès. Des démonstrations violentes s'étant produites contre la maison d'un ancien et très honorable manufacturier qui avait long-temps occupé une place dans les conseils du dernier roi, les ouvriers y établirent un poste jour et nuit pendant un mois, afin de prévenir le retour de ces scènes affligeantes, auxquelles pas un d'entre eux n'avait participé. Long-temps même ils résistèrent à des sollicitations venues du dehors pour les embrigader en vue de balancer l'influence des chefs d'établissement. C'est seulement beaucoup plus tard, quand l'exécution de la loi sur la durée du travail fut généralisée, qu'un dissentiment profond, qui touchait au taux du salaire, éclata entre eux et les patrons. Les ouvriers choisirent des délégués et se mirent en chômage pendant quatre jours. Une caisse centrale, dont ils s'efforcent d'entourer d'un certain mystère l'existence et le régime, fut alors créée par eux. Le minimum des versemens est de 50 cent. par mois; beaucoup d'ouvriers paient 50 cent. par semaine. Quelle est la destination réelle de cette institution? Sous prétexte d'aider les travailleurs quand l'atelier chôme, elle nous paraît avoir pour principal objet de les soutenir, s'ils jugent à propos de faire grève pour résister à telle ou telle prétention des fabricans. Nous ne voudrions pas affir-

mer que les fonds ne reçoivent jamais d'application politique. Serrés autour de leur caisse centrale, les ouvriers sedanais ont accueilli peu à peu des pensées d'association qui les flattent et qui les abusent. Honnêtes et laborieux, ils répugnent à tout projet de spoliation, ils ne recherchent point l'agitation pour elle-même, ou parce qu'ils s'imagineraient pouvoir vivre sans rien faire. Que veulent-ils donc? A quelles impulsions cèdent-ils? En allant au fond des choses, on retrouve dans leurs opinions la trace de la doctrine de M. Louis Blanc mêlée peut-être à je ne sais quel lambeau de la théorie fouriériste. Exploiter le travail de la fabrique sedanaise par associations d'ouvriers après avoir indemnisé les propriétaires actuels, tel est à peu près l'idéal auquel tendent ici les aspirations de la masse laborieuse. Quelques créations récentes contribuent à égarer son esprit en offrant à ses yeux, sur une petite échelle, l'image de ce qu'elle désire. Ainsi les ouvriers ont établi une épicerie commune, dite *épicerie sociétaire,* en vue de payer moins cher les denrées de consommation quotidienne. Ils ont choisi parmi eux un gérant auquel ils allouent un traitement fixe; ce gérant achète les marchandises en gros et les revend en détail presque à prix coûtant. Il en résulte pour les consommateurs une très notable économie. La pensée de cette création, qui ressemble en petit à *l'Humanité* de Lille, est bonne; elle est simple et elle n'était pas difficile à réaliser. Les ouvriers s'étant astreints à s'approvisionner exclusivement dans l'épicerie commune et à payer les achats comptant, il suffisait d'un très petit capital pour commencer l'opération sans avoir de risques à courir. Un tel établissement n'aurait, à coup sûr, rencontré que des sympathies, s'il ne s'y mêlait pas l'intention visible d'offrir un modèle d'organisation générale. Cette circonstance a effrayé quelques esprits et suscité les défiances de l'autorité locale. Un jour, on a fait arrêter le gérant; on l'accusait de se livrer à une propagande anarchique et d'être un comptable infidèle. Tous les papiers de la société ont été visités sans qu'on découvrît la trace d'une propagande quelconque; des experts ont examiné les livres et les ont trouvés en règle. L'épicerie sociétaire et son chef ont inspiré dès-lors une confiance encore plus grande aux travailleurs. Ces derniers n'en ont été que plus portés à s'exagérer démesurément la signification d'une expérience aussi étroite. Qu'arrive-t-il? On ne considère que le coin du pays sur lequel on vit, on ne se rend aucun compte des conditions générales du mouvement social, et on se figure que la France entière pourrait être organisée comme un magasin d'épicerie? Voilà mise à nu l'erreur des ouvriers sedanais, erreur dangereuse, mais qui, tempérée par leur amour du travail et l'honnêteté de leurs sentimens, par les habitudes de la vie de famille, est loin de les associer à tous les rêves des écoles socialistes.

Si, au moment de quitter l'industrieuse région flamande, nous jetons un regard sur l'ensemble du pays parcouru, nous pourrons remarquer quelques points saillans qui se dégagent de la variété des situations. Une première observation se présente : depuis 1848, à mesure que les ateliers se rouvraient, à mesure que le travail reprenait son essor, l'agitation perdait du terrain. Dans les grands centres industriels, de larges améliorations ont été obtenues sous ce rapport; la population laborieuse a été, pour ainsi dire, arrachée à l'influence anarchique qui l'avait entraînée si loin de ses intérêts réels. Dans les égaremens de 1848, les masses ont trouvé une sévère leçon, celle de la misère subie au sein d'un universel chômage, Cette leçon n'a pas été perdue pour elles : si les populations ouvrières ressemblent toujours à une mer immense dont une crise économique, traînant après elle l'oisiveté et la misère, pourrait encore bouleverser les flots, du moins ont-elles échappé à cet esprit d'agitation quotidienne qui les rendait accessibles à tous les entraînemens.

Le socialisme ne s'est pas présenté dans cette contrée en déployant franchement son drapeau et en présentant aux regards ses principes et leurs conséquences. Comme doctrine sociale, il demeure un livre fermé pour les ouvriers, incapables qu'ils sont de se reconnaître dans le dédale des sectes qui le composent. Le plus souvent il se voile sous la critique de l'ordre économique existant. Malgré ce déguisement, l'immense majorité des populations laborieuses résiste instinctivement aux applications exagérées des idées d'association. L'individualité humaine est un instinct si naturel et si invincible, qu'elle refuse, même chez les esprits incultes, de se rendre aux plus séduisantes promesses. A mesure que les ouvriers s'instruisent davantage, qu'ils envisagent de plus près la vie sociale, ils apprennent à mieux distinguer le champ du possible du pur domaine des rêves. Chacun tient à ce qu'il a. Le plus pauvre comprend que son travail est sa richesse. Or, pour appliquer ses facultés et recevoir le prix de ses labeurs, n'a-t-il pas besoin de l'ordre dans la société? Que les ouvriers se laissent aller parfois à des désirs excessifs et accueillent encore, comme à Sedan, de chimériques espérances, c'est malheureusement incontestable. Dans la région flamande cependant, les impressions populaires n'ont pas la même vivacité que dans d'autres contrées de la France. Il est ici plus facile d'éclairer, de guider les masses dans leurs aspirations vers un sort plus heureux. La justice et la prudence politique commandent également d'aplanir devant leurs pas les aspérités du chemin. En leur montrant que le travail est la source féconde de toute amélioration, la société, et la société seule, peut, avec le temps, réaliser ce qu'il y a dans leurs vœux de légitime et de possible.

A. AUDIGANNE.

LES ÉTUDES

HISTORIQUES ET ARCHÉOLOGIQUES

EN PROVINCE DEPUIS 1848.

FLANDRE, ARTOIS, PICARDIE, ILE-DE-FRANCE, CHAMPAGNE ET LORRAINE.

Dans le cours de ces dix dernières années, l'histoire de nos anciennes provinces a été l'objet de travaux importans dont cette *Revue* s'est plus d'une fois occupée. A l'époque même où commençait cette vaste enquête sur nos antiquités nationales, nous avons essayé de montrer combien étaient déjà fécondes les associations littéraires, historiques, archéologiques et agricoles qui se multipliaient alors sur tous les points du territoire (1). Depuis la formation de ces sociétés, une révolution nouvelle est venue modifier profondément les institutions du pays, et il nous paraît intéressant aujourd'hui de chercher quels ont été, au milieu de tant de graves préoccupations, les travaux des hommes qui, dans la vie sérieuse de la province, s'attachent obstinément au culte du passé, dans quel esprit sont rédigées ces nombreuses monographies provinciales et municipales qui forment chaque année une véritable bibliothèque, ce qu'elles valent au point de vue de la science, quels élémens nouveaux elles apportent, et comment se répartit dans notre pays la production de cette sorte d'ouvrages. Forcé de nous restreindre en un sujet aussi vaste, nous nous attacherons uniquement à l'histoire et à l'archéologie proprement dites. Les livres, dans ces deux spé-

(1) Voyez, dans les livraisons du 1er novembre et du 1er décembre 1846, *les Sociétés savantes et littéraires de Paris et de la province.*

cialités mêmes, sont trop nombreux pour qu'il soit possible de les examiner tous. Quelques-uns d'ailleurs ne valent point la peine d'être nommés, et dans ce voyage à travers la vieille France, nous ferons comme les touristes, qui s'arrêtent seulement aux ruines intéressantes.

Un instant ralenties par les événemens de 1848, les publications historiques ont repris aujourd'hui toute leur activité, principalement dans la Flandre, l'Artois, la Picardie, la Normandie et la Bourgogne, et en comparant à la distance de quelques années les monographies locales, on est frappé des progrès incessans de l'érudition dans les provinces. La forme, la méthode, se sont notablement améliorées; les érudits ne se confinent plus exclusivement dans les matières archéologiques; ils embrassent en général le passé dans son ensemble par l'étude des faits, des mœurs et des institutions, et comme ces conquérans germains qui se partageaient en le morcelant le territoire des vieilles cités gallo-romaines, ils ont divisé le vaste domaine de l'histoire en une infinité de fiefs et d'arrière-fiefs qui relèvent, pour l'hommage, de l'Académie des Inscriptions. Clercs et laïques, bourgeois et bannerets, ils sont là,—chacun sur son terrain,—cherchant, selon que la fantaisie les pousse, — les uns des sous d'or, les autres des livres *imagiés;* s'enquérant ici des blasons effacés de la noblesse, de ses expéditions en Terre-Sainte, de ses guerres et de ses alliances, là du travail des *gens de petit état* et des souffrances du pauvre peuple dans ce moyen-âge où le pauvre peuple avait souvent tant de peine à trouver du pain, où les chevaux de l'ennemi mangeaient en vert le blé qui devait nourrir les hommes, où les rois de France eux-mêmes n'avaient pas toujours de quoi payer le baptême de leurs enfans. Sur tous les points du territoire, c'est une évocation universelle des vieux souvenirs. Il semble que pour échapper aux inquiétudes, aux ennuis du présent, aux appréhensions de l'avenir, on se rejette avec tristesse dans le passé, et qu'on cherche à se consoler de vivre en vivant avec les morts. Pour dresser l'inventaire de tous ces livres qui parlent des vieux âges, pour suivre les érudits sans s'égarer au milieu des mystères encore si nombreux de notre passé, le seul ordre qui convienne est celui qu'adoptent encore les bibliographes dans les catalogues des ouvrages relatifs à l'histoire de l'ancienne France : l'ordre géographique des anciennes provinces. Nous allons donc commencer par la Flandre et l'Artois.

I. — FLANDRE ET ARTOIS. — LES FLAMANDS DE FRANCE. — VAN RECHEM, L'OUVRIER POÈTE. — LE LÉGENDAIRE DE LA MORINIE. — LA CHRONIQUE DE L'AVOCAT PONTUS PAYEN.

Dans ces belles provinces, si riches en souvenirs, Lille et Arras, en qualité d'anciennes capitales et de chefs-lieux modernes, marchent en tête du mouvement historique et archéologique. L'un des représentans les plus distingués de l'érudition provinciale, M. Leglay, conservateur des archives de Lille et correspondant de l'Institut, a donné, sous le titre de *Cameracum Christianum*, l'ouvrage le plus important qui ait paru depuis long-temps sur l'histoire ecclésiastique du nord de la France. Ce livre, rédigé d'après la *Gallia Christiana*, offre le tableau complet du diocèse de Cambrai. Il se compose de deux parties distinctes, comprenant, l'une la chronologie des évêques, des prévôts, l'histoire

des abbayes, des prieurés, des hôpitaux, et la statistique du diocèse actuel, — l'autre une introduction dans laquelle M. Leglay trace un large tableau de l'histoire du catholicisme dans le nord de la France depuis le moment où l'Évangile fut annoncé pour la première fois dans la Belgique, vers la fin du IIIe siècle. Tout ce qui se rattache à ces époques lointaines est exposé par l'auteur avec beaucoup de méthode et de clarté, et un sentiment élevé de la poésie des âges héroïques de la foi chrétienne; les faits réels sont nettement dégagés de la partie légendaire; l'histoire de l'église se développe parallèlement à celle de la société civile, et, si nous possédions pour chacune de nos anciennes provinces un résumé aussi substantiel, l'histoire du catholicisme français serait complète dans ses moindres détails. Les qualités qui distinguent le *Cameracum Christianum* se retrouvent dans le *Glossaire topographique de l'ancien Cambresis*, du même auteur. M. Leglay a joint à ce glossaire un très grand nombre de chartes inédites, et, d'une nomenclature aride, il a su faire un véritable modèle d'érudition. De plus, tout en donnant ses soins à ces curieuses publications, M. Leglay continue l'inventaire des archives des comtes de Flandre, travail énorme qui suffirait seul à assurer au laborieux érudit la reconnaissance des amis de notre histoire nationale.

Le livre de M. Louis de Baecker intitulé *les Flamands de France* (1) est surtout curieux par le sujet. Il se rapporte à l'une de ces tribus germaniques dont la mission providentielle semble avoir été la rénovation du monde païen; mais tandis que les Germains, absorbés dès l'origine par la civilisation gallo-romaine, sont depuis long-temps Français par le caractère et par la langue, les Flamands ont gardé, avec une forte empreinte de germanisme, leur idiome primitif. L'angle du territoire français baigné au nord par l'Océan, à l'ouest par la rivière d'Aa et le canal de Saint-Omer à la Lys, au midi par la Lys, et borné à l'est par la Belgique, représente, sur une superficie de soixante kilomètres de long et de quarante kilomètres de large, la terre classique de l'idiome flamand, le *nederduitsch*. C'est à l'étude de cette langue et de ses monumens littéraires que le travail de M. de Baecker est principalement consacré. L'auteur, après avoir établi que le *nederduitsch*, malgré la conquête française, n'a point changé depuis deux siècles, s'attache à prouver par plusieurs exemples que cet idiome est bien réellement le vieil idiome tudesque, légèrement modifié, et l'on peut croire en effet, par les textes qu'il cite en les accompagnant d'une traduction en flamand moderne, que si les Francs du VIIIe siècle revenaient en ce monde, ils pourraient, sans trop d'embarras, soutenir une conversation avec les paysans des environs de Dunkerque et d'Hazebrouck. Quatre-vingt douze communes de France gardent encore, d'après M. de Baecker, le dialecte primitif des peuplades conquérantes qui ont donné leur nom à la nation française, et à cet intérêt national s'ajoute par l'antiquité, dans l'étude de ce dialecte, un grand intérêt philologique.

Après avoir traité la question de linguistique, l'auteur des *Flamands de France*

(1) 1 vol. in-8°, Paris, Victor Didron, 13, rue Hautefeuille. On doit encore à M. de Baecker une *Histoire de Bergues*, des notices archéologiques sur les églises du nord de la France, quelques biographies et des travaux hagiographiques sur quelques saints flamands.

aborde la question littéraire. Les premiers monumens de la littérature flamande sont des poèmes chantés par des espèces de bardes désignés sous le nom de *vinders*. Ces poèmes, que M. de Baecker analyse ou traduit, ont un caractère énergique et simple qu'on ne trouve que dans les compositions tout-à-fait primitives. M. de Baecker consacre aussi une partie de son livre aux chambres de rhétorique. Il est probable que ces associations prirent naissance au XIIe siècle, et que les *vinders*, qui jusqu'alors avaient mené une vie errante et isolée, se réunirent en *gildes* ou confréries religieuses et littéraires, comme les bourgeois des villes affranchies se réunissaient en corporations industrielles ou en associations militaires. Les *chambres de rhétorique* commencèrent par donner sur des chariots, au milieu des rues et des places, des représentations de scènes muettes dont le sujet était emprunté aux mystères de la foi chrétienne, aux souvenirs des croisades et des pèlerinages à Jérusalem ou à Saint-Jacques de Compostelle; plus tard, les scènes dialoguées furent jouées sur des théâtres, et même dans les habitations particulières, pendant la durée des festins d'apparat. Régulièrement organisées et liées entre elles par des relations bienveillantes, les *chambres* étaient soumises à une hiérarchie régulière; elles avaient un empereur, un prince souvent héréditaire, un président d'honneur, un porte-étendard, quelquefois même un bouffon, et, sous le nom de *factors*, des poètes qui étaient chargés de composer les pièces de théâtre et les vers qu'on répétait dans les grandes solennités. De brillans concours entretenaient entre les villes une active émulation, et des prix, connus dans les grandes communes sous le nom de *joyaux du pays*, dans les petites sous le nom de *joyaux de la haie*, récompensaient les vainqueurs de ces luttes poétiques. Au XVe siècle, les confréries littéraires de la Flandre furent pour ainsi dire arrachées, par l'esprit des temps nouveaux, à leurs traditions pacifiques. Les questions politiques et religieuses étaient désormais à l'ordre du jour, et en 1539, quand la rhétorique de Gand mit au concours ce programme : *Quelle est la plus grande consolation de l'homme mourant?* de nombreux concurrens envoyèrent de tous les points de la Flandre des dissertations dans lesquelles ils attaquaient tout à la fois la politique espagnole, le pape, les moines, les indulgences. La poésie fut oubliée pour la polémique active, et l'esprit national des Flamands, comprimé par la domination étrangère, se réveilla avec une singulière ardeur dans ces joutes littéraires, qui furent interdites par les gouverneurs des Pays-Bas. Lorsque le traité d'Aix-la-Chapelle eut définitivement réuni la Flandre à la France, la littérature et la langue nationale persistèrent sous la domination nouvelle comme elles l'avaient fait sous la domination espagnole, et le siècle de Louis XIV fut aussi pour la West-Flandre une époque de brillante culture littéraire. Dunkerque citera toujours avec orgueil le nom de Michel de Swaen, auteur d'une traduction du *Cid*, d'une tragédie originale — *l'Abdication de Charles-Quint*, et de divers poèmes, dont l'un, intitulé : *De la vie et de la mort de Jésus-Christ*, offre, au jugement des personnes initiées à la langue flamande, des beautés du premier ordre et l'empreinte d'une véritable inspiration religieuse. Le XVIIIe siècle eut aussi sa pléiade, et de nos jours encore quelques poètes ont gardé, avec l'amour de la vieille nationalité, l'usage poétique et familier du vieil idiome. Hubben de Dunkerque, Bertein et Bels de Wormhout, van Rechem d'Hazebrouck, sont dans notre siècle même les derniers représentans des

vinders. Van Rechem surtout, par sa vie, sa pauvreté et sa foi, rappelle fidèlement ces poètes des corporations du moyen-âge qui chantaient aux *palinods*. Homme aimable et doux, van Rechem, qui exerça pendant près d'un demi-siècle la modeste profession de peintre en bâtimens, allait chanter aux festins de noces des épithalames de sa composition, et, lorsqu'une famille perdait l'un de ses membres, il allait sur le bord de la fosse répéter des vers, pour dire au mort un éternel adieu et consoler les vivans des regrets de sa perte. Infirme et vieux, mais résigné, parce qu'il a toujours été honnête homme, van Rechem a obtenu de sa ville natale une place à l'hospice, et depuis long-temps, dans cet asile de ses derniers jours, il avait renoncé à la poésie, lorsqu'après février 1848, il vit de sa fenêtre planter un arbre de liberté sur une place d'Hazebrouck. Alors il improvisa une pièce de vers, la dernière qu'il ait composée, et qui commence ainsi : « L'arbre de la liberté est planté; fasse le ciel qu'il puisse croître, et que, pour le bonheur de la patrie, on l'émonde à temps! C'est un arbre qui pousse des rameaux étendus, mais qui donne parfois des rejetons sauvages, si l'on ne veille à l'en dépouiller. » Quelle leçon dans ces quelques lignes! et qu'il y a loin de ce simple bon sens à l'enthousiasme factice de la plupart des ouvriers poètes, et même des poètes qui ne sont pas ouvriers!

Le livre de M. de Baecker, qui contient, outre la partie philologique et littéraire, une partie archéologique étendue, présente un grand nombre de pages intéressantes, mais il manque d'ordre et de méthode. Des digressions dans le domaine de la littérature générale transportent le lecteur hors du sujet, qui n'est point d'ailleurs suffisamment circonscrit, et de plus, dans un ouvrage de cette nature, une bibliographie flamande eût été indispensable. Il nous semble du reste, et c'est là pour l'auteur des *Flamands de France* une question de loisir et de temps, car il possède toute l'érudition nécessaire, que la seconde partie de son travail contient en germe un excellent livre, l'*histoire de la littérature flamande du nord de la France*. Qu'il reprenne donc en sous-œuvre cette utile et curieuse entreprise, et les encouragemens, nous en sommes certain, ne lui feront pas défaut.

Chaque ville dans la Flandre et l'Artois a son école érudite, son groupe de travailleurs dévoués. Ainsi on doit à M. Duthillœul, bibliothécaire de Douai, sous le titre de *Douai et Lille*, une série de documens relatifs aux dissensions qui éclatèrent au XIIIe siècle entre ces deux cités; à M. Wallet, de Saint-Omer, diverses descriptions des anciennes églises de cette ville et des magnifiques pavés en mosaïque et en poterie vernissée qui les décoraient; à M. A. Lefebvre, une biographie cambraisienne; à MM. Meurice et Choulat, des notes sur les fêtes populaires du Nord; à M. G. Pillot, une *Histoire du parlement de Flandre*, que l'auteur a fait imprimer à Douai après 1848, afin de donner du travail aux ouvriers typographes, et qui joint au mérite d'une œuvre philanthropique une incontestable valeur sous le rapport de l'érudition; à M. Bruyelle, agent-voyer principal, *l'Indicateur des rues de Cambrai*, des *Notices* sur les villes de Bapaume, de Crèvecœur, sur les communes de l'arrondissement de Cambrai, etc.; à M. Raymond de Bertram, l'histoire de la ville romaine de Mardyck; à M. Pilate, une *Notice* sur l'hôtel de ville et le beffroi de Douai. — MM. Victor Derodde, Carlier aîné et Dasendyck s'occupent, chacun de son côté, en ce moment de la monographie de Dunkerque, et M. Arthur Dinaux poursuit avec zèle la publi-

cation de ses *Archives historiques et littéraires du nord de la France*, ainsi que ses études sur les trouvères.

Collecteur non moins infatigable que M. Dinaux, M. de Lafons de Mellicocq a rassemblé, dans un ouvrage intitulé *les Artistes et les Ouvriers du nord de la France*, toutes les pièces qui traitent de la construction des anciens édifices dans la Picardie, l'Artois, la Flandre et le midi de la Belgique aux XIVe, XVe et XVIe siècles. Chercheur intrépide, M. de Mellicocq, à force de fouiller les archives et d'interroger les parchemins, a souvent rencontré des pièces curieuses, et les documens qu'il édite pourraient offrir d'excellens *instrumenta*; mais par malheur il aime mieux publier que choisir, et de la sorte il enfouit souvent des choses précieuses sous un fatras d'inutilités. C'est là, du reste, un reproche qu'on peut adresser à la plupart des éditeurs, et surtout aux éditeurs d'archéologie artistique. Sans doute, ce serait se montrer ingrat que de laisser dans l'oubli les noms des hommes qui ont orné la vieille France de tant de monumens magnifiques; mais il ne faut pas confondre les artisans avec les artistes, et, sous prétexte de gratitude et d'admiration, écrire l'histoire des maçons, des charpentiers, et la monographie du prix des clous et des lattes. Ainsi réduite aux infiniment petits, l'érudition perd tout son intérêt, et n'est plus pour l'esprit qu'une occupation stérile.

Le clergé, dans les départemens du Nord et du Pas-de-Calais, s'est associé, comme partout, au mouvement historique; mais, dans cette partie de la France où la tradition religieuse est si puissante, il s'est à peu près exclusivement renfermé dans les études hagiographiques. C'est dans cette spécialité qu'il faut ranger le *Légendaire de la Morinie*, qui contient l'analyse des travaux publiés par les bollandistes et par Ghesquière sur les saints de cette contrée, et l'excellente traduction de la *Vie de saint Éloi*, écrite au VIIe siècle par saint Ouen, traduction à laquelle l'auteur, M. Parenty, vicaire capitulaire d'Arras, a joint une notice, malheureusement trop sommaire, sur une ancienne abbaye d'augustins, située au village du Mont-Saint-Éloi.

Parmi les publications récentes qui ont plus particulièrement pour objet l'ancien Artois, nous placerons au premier rang celles de M. Achmet d'Héricourt, qui, jeune encore, a donné sur cette province une dizaine de volumes, études originales, dissertations ou documens inédits. Dans les trois derniers concours des antiquités nationales, M. d'Héricourt a obtenu des mentions honorables pour une *Histoire de l'Administration militaire de la ville d'Arras*, une *Histoire de Béthune* et une *Bibliographie arrageoise*. De plus, il a publié depuis quatre ans une notice sur *Carenci et ses Seigneurs*, et les *Troubles d'Arras*. Carenci, qui n'est aujourd'hui qu'un tout petit village, a été possédé, sous l'ancienne monarchie, par de grandes familles historiques, les Béthune, les Châtillon, les Condé, les Montmorency, et, en retraçant l'histoire de cette localité, M. d'Héricourt a donné sur la constitution féodale du pays des détails exacts et curieux. Les *Troubles d'Arras* sont la reproduction de divers documens du XVIe siècle relatifs à la guerre intestine et aux désordres dont cette ville fut le théâtre en 1577 et 1578, et dont la religion fut la cause ou le prétexte. Le plus important de ces documens est un mémoire de l'avocat Pontus Payen, qui appartenait au parti catholique, et qui présente sous un jour très dramatique les événemens dont il fut le témoin et dont il s'est fait le narrateur souvent très

partial, comme le sont presque tous les historiens du XVIe siècle, quel que soit d'ailleurs leur drapeau. Un fait surtout nous a frappé en parcourant ces pages d'un bourgeois obscur et oublié, qui n'eut pour horizon que l'enceinte de sa ville, et ce fait, c'est la parfaite similitude qu'offrent entre elles toutes les agitations populaires, sur quelque théâtre qu'elles se manifestent, dans la vaste étendue d'un royaume, d'une république, ou dans l'étroite banlieue d'une ville. Certes, il a raison l'avocat Payen, et c'est notre histoire qu'il écrit par anticipation, lorsqu'il dit, au début de sa *Chronique*, que, lorsqu'on veut « altérer l'ordre des estats, » on commence par « se targuer du nom du bien publicq, » et que la meilleure ruse pour attirer un peuple à la sédition, c'est de lui promettre « liberté et exemption des tailles et gabelles; » car « c'est ainsy que se couvre ordinairement tout usurpateur qui faict parade d'un prouffit publicq et réformation d'estat, affin que le peuple charmé avec ung sy honneste tittre ne voye la corruption de celuy quy ne desire aultre chose que tout engloutir pour resaissement de sa grande et insatiable convoitise. » L'usurpateur à Arras, c'était le prince d'Orange; ses partisans, c'étaient les calvinistes, et l'instrument des calvinistes, c'était le peuple, dont l'immense majorité cependant était catholique, mais qui, habilement exploité par des meneurs, suivait les calvinistes dans l'espoir de s'enrichir du bien des églises et des abbayes. La bourgeoisie, comme toujours, resta indifférente aux premiers symptômes d'agitation, et elle ne se réveilla « d'ung somme profond » qu'au moment où elle se vit sérieusement menacée par le peuple, auquel on avait distribué les armes déposées à l'hôtel de ville et appartenant aux bourgeois. Maître Pontus Payen remarque à ce propos qu'il n'est pas « expédient pour la seureté publicque d'armer indifféramment tout le monde, » et il cite à l'appui de cette opinion l'exemple des *Mitéléniens* et des *Grœqs*, comme nous pourrions citer aujourd'hui l'exemple de la garde nationale de 1848. L'un des premiers actes du peuple révolutionné fut de nommer un gouvernement de quinze tribuns, et d'envahir l'échevinage où se trouvaient les magistrats légalement institués : ce fut le 15 *mai* de cette émeute. A cette occasion, maître Pontus Payen fait les réflexions suivantes, qui ne manquent pas d'à-propos : « Au temps que le magistrat estoit en honneur, — je ne parle que d'un ang auparavant, — la sommation d'ung petit sergeant faisoit comparoir les plus braves, et ung papier de quatre doigts de largeur attaché à l'une des colonnes de la halle faisoit trembler les plus furieulx; le nom du magistrat estoit tant révéré que le meilleur gentilhomme de la ville n'eust voullu présumer d'entrer dans la chambre du conseil qu'en demandant audience en toute humilité; mais dans ce jour je vis cette chambre indignement prophaner, et fouller aux pieds par ung tas de belistres et infames poltrons l'auctorité du magistrat, et ny avoit lors homme sy hardy s'il ne eust esté fasché de vivre qui eust ausé dire seullement : enffans vous faictes mal, car celuy d'entre eulx quy se monstroit le plus insolent estoit tenu pour meilleur patriot; et il me souvient d'ung de la troupe le quel monta sur le bancq des échevins... ung aultre enjoua son arcquebuze le cocquelet abbaissé pour tirer le conseiller de ville... Ce galand quy venoit de fort bons parents avoit dissipé son bien par prodigalité et mauvais gouvernement... Il estoit tellement surprins de vin qu'il ne se cognoissoit soy mesme, etc. » Nous ne multiplierons pas les citations; il nous suffira de dire que les rapprochemens de ce genre se

présentent à chaque page dans le cours du livre; l'histoire du passé y tourne sans cesse à l'allusion contemporaine, et M. d'Héricourt, qui se montre partout dans ses publications l'ami du progrès calme et régulier, ne pouvait choisir un texte à la fois plus intéressant et plus instructif. Nous l'engageons à poursuivre ses études et ses recherches, en lui recommandant toutefois de se concentrer davantage. L'histoire de l'Artois est encore à faire, et nous ne doutons pas qu'en appliquant à cette œuvre importante son zèle et son savoir, M. d'Héricourt ne la mène à bonne fin.

Aux nombreux travaux que nous venons d'indiquer il faut ajouter les articles dispersés dans les recueils des sociétés savantes de Lille, Arras, Douai, Cambrai, Calais, et de la société de la Morinie, qui réunit en un faisceau commun les archéologues et les érudits de l'extrême nord. Les *Mémoires* de la Société de Cambrai, édités avec un luxe qui prouve que la typographie a fait en province les mêmes progrès que l'érudition, contiennent, entre autres morceaux distingués, une notice de M. A. Lefebvre sur la vie de l'archevêque Van-der-Burch et les fondations de charité dont ce prélat a doté sa ville épiscopale, et un éloge historique du dernier archevêque de Cambrai, M. de Belmas, par M. L. Lasalve. Cet éloge, qui ne comprend pas moins de cent soixante-seize pages in-octavo, est suivi de notes justificatives et historiques, dont quelques-unes se rapportent à des époques fort reculées et présentent des faits intéressans et peu connus. Outre ses *Mémoires*, la Société centrale du Nord, séant à Douai, a commencé la publication d'une série de documens dont le premier volume a paru en 1849 sous le titre de *Recueil d'actes des* XIIe *et* XIIIe *siècles, en langue wallonne du nord de la France, avec une introduction et des notes*, par M. Tailliar. Ce volume contient deux cent vingt-sept actes dont cent dix-huit ne dépassent pas l'année 1250. Le savant éditeur, qui s'est fait connaître par des recherches approfondies sur l'ancien droit municipal de la Flandre et de l'Artois, a étudié les textes wallons contenus dans le volume dont nous venons de parler au double point de vue des institutions et des coutumes dont ces textes constatent l'existence, du droit public et privé dont ils sont l'expression : c'était là une tâche difficile, et M. Tailliar s'en est aussi heureusement acquitté comme philologue que comme jurisconsulte. L'académie d'Arras, dont Voltaire disait : « C'est une bonne fille qui n'a jamais fait parler d'elle, » a tenu à honneur, depuis le XVIIIe siècle jusqu'à notre temps, de répondre à cette épigramme par une série non interrompue de travaux estimables.

Une seconde société, désignée sous le nom de Commission des antiquités départementales, s'est récemment constituée dans cette ville. Le but de cette association, qui compte au nombre de ses membres les plus actifs MM. l'abbé Parenty, de Linas, Henneguier, Achmet d'Héricourt, est d'appeler l'attention de l'autorité sur les monumens historiques, de prévenir des mutilations malheureusement trop fréquentes, et de surveiller les restaurations; elle a reçu, en 1849, du conseil-général, la mission de publier un *Album départemental*, dont les deux premières livraisons ont paru récemment, avec une introduction élégamment écrite par M. Harbaville, auteur du *Mémorial* historique du Pas-de-Calais. Ce qui caractérise les divers travaux dont nous venons de parler, c'est surtout l'exactitude et l'étendue des recherches. Esprits positifs et sérieux, les Flamands et les Artésiens ne se laissent point entraîner par les systèmes. Ils

cherchent avant tous les faits, les dates précises, les éclaircissemens. Sévères et corrects dans la forme, ils appartiennent, par les idées, à l'école des bénédictins plutôt qu'à l'école moderne, et comme ils se souviennent de quelle manière ils ont été traités par leurs compatriotes Robespierre et Joseph Lebon, ils se montrent en politique très peu sympathiques aux théories de la terreur, et en religion ils sont plus près de De Maistre et de Bonald que de Voltaire, ce qui ne les empêche pas d'être sincèrement attachés à la cause de la liberté et du progrès, mais de la liberté tolérante et du progrès pratique.

II. — PICARDIE. — LA MILICE D'AMIENS. — UN MUSÉE CELTIQUE. — LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE ET LA SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE L'OISE.

La Picardie, pays de communes et de traditions comme la Flandre et l'Artois, s'est montrée, ainsi que ces deux provinces, fort curieuse de son passé. Amiens, qui, dans les dernières années de la restauration, était encore une ville exclusivement industrielle, s'est métamorphosée en succursale de l'Académie des Inscriptions, et malgré les agitations de ces dernières années, les travaux de l'érudition ne s'y sont point ralentis. Les *Coutumes locales du bailliage d'Amiens*, par M. Bouthors, savant travail plein de vues exactes et judicieuses; la *Bibliographie picarde*, de M. Dufour; les actes de l'*Église d'Amiens*, publiés par les soins du vénérable évêque de cette ville, M. Mioland; les *Recherches* de M. Rigollot sur les peuples d'origine germanique qui ont envahi la Gaule au ve siècle, et son *Essai* sur les arts du dessin en Picardie depuis l'époque gallo-romaine jusqu'à la renaissance, essai dans lequel on retrouve les qualités qui ont placé l'auteur au premier rang des savans de la province; la *Notice* de M. Janvier sur les milices communales; l'excellente biographie de Ducange, par M. Hardouin; la nouvelle édition de l'*Histoire d'Amiens*, et *le Département de la Somme*, de M. Dusevel; la *Description de la Cathédrale d'Amiens*, de M. Goze, les *Stalles* de cette même cathédrale, de MM. les abbés Duval et Jourdain, telles sont les publications récentes les plus notables qui complètent le contingent de l'érudition amiénoise. Le plus grand nombre de ces publications, par le caractère spécial des recherches et l'extrême gravité du sujet, s'adressent surtout aux archéologues et aux savans. MM. Dusevel et Janvier s'adressent plus particulièrement à toutes les classes de lecteurs, et c'est là sans contredit un mérite de plus.

En exposant l'origine des milices communales d'Amiens, M. Janvier a fort bien saisi le caractère de cette institution dans le Nord. Née de la commune, la milice est comme elle une association de défense mutuelle. On recourait à la force, parce qu'on était menacé par la force. « Si la commune est violée, dit la charte de Noyon, tous ceux qui l'auront jurée devront marcher pour la défendre. » Ainsi les constitutions urbaines du moyen-âge, comme notre constitution républicaine, étaient confiées à la garde de tous les citoyens. A Amiens, comme dans la plupart des villes de loi, les obligations de la milice comprenaient le service intérieur de la place et le service militaire pour le roi, ce qui équivalait, pour la bourgeoisie, à l'ost et à la chevauchée de la noblesse. Jusqu'en 1316, la milice amiénoise fut placée sous l'autorité exclusive du maire; c'est à cette date seulement que la royauté intervint pour réglementer son or-

ganisation, et depuis lors la ville ne cessa de lutter contre les capitaines qui partageaient avec le maire la police militaire de la cité. Du reste, chaque fois que, dans les guerres incessantes du moyen-âge, on fit appel à son courage, la milice d'Amiens se montra toujours prête à marcher. Elle combattit vaillamment à Bouvines, à Mons-en-Puelle, à Poissy, où elle fut écrasée par l'armée d'Édouard III le 16 août 1346; elle assista à une infinité de siéges, prit une part active aux affaires de la ligue, et de notre temps même on la retrouve au siége de Lille, à la défense de Cadzan et aux barricades de juin, au pied desquelles elle a laissé des morts. La publication de M. Janvier est intéressante et curieuse surtout à comparer avec les études du même genre concernant les milices de Rouen et de Nantes; mais nous aurions voulu plus d'ordre et de méthode, moins de phrases pittoresques au début, et surtout plus de développemens sur les expéditions militaires auxquelles la milice amiénoise, devenue la garde nationale du chef-lieu de la Somme, a pris part de notre temps, car nous ne pensons pas, comme on l'a dit souvent, que les monographies locales doivent s'arrêter à 89; l'histoire contemporaine nous intéresse plus vivement par cela même qu'elle nous touche de plus près, et si on néglige de l'écrire, sous prétexte qu'elle est aujourd'hui connue de tout le monde, il est évident que, dans un siècle, elle ne sera plus connue de personne.

Peu de villes, on le voit, sont aussi riches qu'Amiens en publications historiques, et surtout en publications d'un genre aussi varié; cependant ce n'est point tout encore, et tout récemment la vieille capitale de la Picardie s'est enrichie d'un précieux volume publié par M. Augustin Thierry. Ce volume, qui ouvre la série des *Documens inédits* relatifs au tiers-état, se compose de deux parties distinctes, comprenant, l'une une introduction dans laquelle M. Thierry expose, avec l'éclat de son grand style, l'origine et le développement du tiers-état, depuis le mouvement d'affranchissement du XIIe siècle jusqu'à la révolution de 89, — l'autre les documens qui concernent l'existence municipale de la ville d'Amiens jusqu'au XVe siècle. On a de la sorte, pour l'histoire politique de la France entière, une appréciation générale de l'un des faits sociaux les plus importans du passé, et pour l'histoire particulière un excellent spécimen de publication.

Dans le département de la Somme, les villes d'Abbeville et de Doullens, chacune selon son importance relative, ne sont point restées en arrière du chef-lieu. Sous le titre d'*Antiquités celtiques et antédiluviennes*, M. de Perthes a publié, à Abbeville, un livre qui touche tout à la fois aux questions les plus intéressantes de l'archéologie et aux plus hauts problèmes géologiques. Dans un ouvrage intitulé *de la Création*, M. Boucher de Perthes s'était attaché à cette idée que l'on devait tôt ou tard trouver les traces d'une race d'hommes antédiluvienne. Pour arriver à la preuve matérielle de cette assertion, il s'est livré aux plus actives recherches, et le résultat de ses recherches l'a conduit à conclure qu'il existait dans les bancs tertiaires, au milieu des débris de mastodontes et d'éléphans fossiles, des traces de la présence des hommes. Cette opinion, qui est en désaccord complet avec la science moderne, trouvera nécessairement des contradicteurs; mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'il est résulté des recherches de l'auteur une très-belle collection d'objets provenant de ces races fortes et vaillantes qui nous ont précédés sur la terre de France quand elle portait un autre

nom. Tous les objets décrits dans les *Antiquités celtiques* ont été réunis dans une vaste galerie que l'auteur a fait construire en 1848. Ce musée, unique en son genre, offre un spécimen complet de l'industrie humaine à l'époque où l'usage du fer n'était point encore connu. On y trouve des haches de pierre emmanchées et montées dans des cornes de cerf, des silex taillés et tranchans comme nos couteaux modernes, des lances ou des javelots formés avec des tibias humains effilés et durcis au feu, des boîtes à parfums faites avec des rotules de bœuf, de petites scies, des coins, des marteaux en cailloux; des silex de forme annulaire, soigneusement polis, percés à leur centre d'un trou rond et régulier, et qui servaient à former des colliers et des bracelets. Le musée de M. de Perthes est sans contredit l'une des plus curieuses créations archéologiques qui aient été faites en France dans ces dernières années, comme son livre est un de ceux qui sont de nature à éveiller les discussions les plus sérieuses.

A côté de ce travail, qui est avant tout une œuvre de théorie générale, nous indiquerons encore, dans la même ville, les travaux tout-à-fait particuliers au pays de MM. de Marsy, F. Louandre et Prarond; le premier a donné une bonne *Notice* sur des coins monétaires qui existaient à l'échevinage d'Abbeville avant 89, et sur les principales monnaies du Ponthieu; le second, une chronologie annotée des *maieurs* et des maires de la même ville, de 1184 à 1847. Les maires d'Abbeville, qui exerçaient une autorité quasi-souveraine, avaient le commandement militaire de la cité, et même le commandement des troupes royales qui s'y trouvaient en garnison; ils étaient en possession de la haute justice; ils condamnaient à mort sans appel, avec exécution dans les vingt-quatre heures, et, pour s'assurer que leurs sentences étaient bien exécutées, ils allaient eux-mêmes conduire les coupables au pilori, et ils leur passaient la corde au cou en leur adressant une allocution paternelle. Ce qui rend intéressant l'opuscule sur les maires d'Abbeville, c'est qu'il montre avec quelle indépendance et quelle force certaines communes étaient organisées au moyen-âge, et combien le principe de l'autorité était énergiquement constitué dans la démocratie municipale. Si, dans le nord de la France, la responsabilité des officiers des échevinages était considérable, leur inviolabilité l'était également. Le pouvoir, délégué par tous, devait être respecté par tous, et ceux qui se permettaient de le calomnier n'en étaient pas toujours quittes pour une oreille ou le bout de la langue; on les bannissait après les avoir mutilés et quelquefois même on les pendait. Les *Notices* de M. Ernest Prarond sur les rues et les faubourgs d'Abbeville, et son *Voyage* dans l'arrondissement de cette ville ont un cachet de distinction littéraire qu'il est rare de rencontrer dans les livres du même genre. M. Prarond, qui a publié de jolis vers, a gardé, dans ce travail d'érudition locale, ses inspirations d'artiste. En donnant pour épigraphe à son livre le mot des flaneurs de l'antiquité : *Per vias et plateas*, il a expliqué en fort bons termes comment il appartient à cette école d'érudits locaux, qui forment, dans chaque ville du nord, une *académie des inscriptions* renfermée dans la banlieue, et qui s'attachent d'âge en âge à recueillir la tradition qui s'efface, à sauver la pierre qui tombe du monument. L'affection qui se lie aux lieux où l'on est né, aux premières impressions de la vie, le retour involontaire de l'esprit sur les choses du passé, si simples et si peu importantes que soient ces choses, voilà, dit-il, les sentimens qui ont inspiré son travail, et nous ajouterons, pour notre part, qui l'ont inspiré heureu-

sement, surtout dans la partie anecdotique et dans toutes les questions qui touchent au côté élégiaque de l'histoire.

M. Labourt, de Doullens, à qui l'on doit, entre autres, un *Essai* sur l'origine des villes de Picardie, a publié, en 1848, un livre curieux : *Recherches historiques et statistiques* sur l'intempérance des classes laborieuses et les enfans trouvés. Lorsque la plupart des écrivains de notre temps ne parlent au peuple que de ses droits, M. Labourt s'est appliqué à lui parler de ses devoirs, et il a mis, avec indépendance et talent, une vaste érudition au service d'une pensée utile et morale.

Dans le département de l'Oise, qui est en partie un démembrement de l'ancienne Picardie, M. E. Woillez a publié dans le format in-folio, avec des dessins d'une très bonne exécution, l'*Archéologie* des monumens religieux du Beauvaisis, depuis le ve siècle jusque vers la fin du xiie, et dans ce livre exact et savant il a démontré que le Beauvaisis possédait, durant la période romane, une école d'architecture religieuse indigène, parfaitement caractérisée; on doit encore à M. Woillez une *Iconographie* des plantes aroïdes, telles qu'on les figurait au moyen-âge en Picardie, et considérées comme origine de la fleur de lys. Ce dernier travail est fort ingénieux, mais nous pensons qu'il est difficile d'arriver, dans la question qui s'y trouve traitée, à un éclaircissement complet. Beneton de Peyrins, Bullet et une foule d'autres érudits s'en étaient vivement préoccupés sous l'ancienne monarchie : les uns ont vu dans les fleurons qui se montrent, sur quelques monumens figurés, aux couronnes de la seconde race, le type primitif de cet emblème, d'autres ont vu ou cru voir dans ces fleurons des lys véritables; mais comme on ne peut faire positivement la distinction des fleurons et des lys, comme les monumens d'après lesquels on a disserté étaient souvent d'une date incertaine, il est résulté de là une grande obscurité. Quand on pose nettement la question en ces termes : Qu'est-ce que la fleur de lys, telle qu'on la voit représentée sur le blason royal? est-ce une fleur, un fer de lance, ou le type dégénéré de l'abeille impériale? à quelle époque la voit-on paraître? — on ne peut répondre que par des conjectures. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'on trouve des lys sur les sceaux des empereurs d'Allemagne, sur les couronnes de quelques rois d'Angleterre, antérieurement à l'époque où ils commencèrent à figurer dans les armoiries des rois de France : ce n'est qu'au xiie siècle qu'ils furent adoptés dans le blason héréditaire d'une famille souveraine, et ce n'est qu'à cette date qu'ils sont mentionnés par les textes dans une ordonnance rendue en 1179 sur les cérémonies du couronnement, et dans Rigord, qui écrivait sous Philippe-Auguste. M. Woillez a fait beaucoup mieux que ses prédécesseurs : il a soutenu sa thèse avec beaucoup de savoir et de sagacité; mais cette thèse ne nous paraît pas concluante, et il aurait pu, ce nous semble, choisir un sujet plus heureux. Il en est de ce problème héraldique comme de tant d'autres questions qui ont le privilége d'offrir aux discussions des érudits un texte inépuisable. Le dernier venu prouve inévitablement que ses prédécesseurs se sont trompés; ce qui n'empêche pas que l'opinion pour laquelle il a dépensé beaucoup de temps et de travail reste à son tour à l'état d'hypothèse : c'est la *quadrature du cercle*, ou le mouvement perpétuel de l'érudition.

Aux nombreux travaux que nous venons d'énumérer il faut ajouter les *Mémoires* des sociétés savantes d'Abbeville, de Saint-Quentin, d'Amiens et de Beau-

vais. La plus notable de ces sociétés, celle des antiquaires de Picardie, vient de publier le tome XI de ses Mémoires, ainsi que la première livraison de l'*introduction* à l'*Histoire générale de la Picardie* par le bénédictin dom Grenier, qui, dans le XVIIIe siècle, fut chargé par le gouvernement d'écrire l'histoire de cette province, et dont les manuscrits, qui forment à eux seuls une bibliothèque considérable, sont conservés dans le dépôt de la rue Richelieu. La société des antiquaires de Picardie, en se constituant, s'est placée sous le patronage de l'un des savans les plus célèbres de l'Europe, l'Amiénois Ducange; elle a dignement payé la dette de la reconnaissance publique envers la mémoire de cet homme vraiment extraordinaire en lui élevant une statue dans sa ville natale, et l'on peut dire aussi qu'elle se montre, par son zèle et ses travaux, jalouse de prouver que les traditions de ce maître illustre sont encore vivantes et fécondes dans la ville qui s'honore de l'avoir vu naître. Le dernier volume publié par cette laborieuse association contient le *Glossaire étymologique et comparatif du patois picard ancien et moderne*, de M. l'abbé Jules Corblet. Ce glossaire, disposé avec beaucoup d'ordre, se divise en deux parties distinctes, comprenant l'une l'histoire philologique du patois, l'autre un vocabulaire où sont réunis plus de six mille mots. Suivant M. Corblet, treize patois principaux se partagent l'ancienne France de la langue d'oïl : le wallon, dans le Nord et le Pas-de-Calais; le rouchi, à Valenciennes; le picard, le normand, l'austrasien, le champenois, le haut-breton, le poitevin, le saintongeois, le tourangeau, le berrichon, le bourguignon, le franc-comtois. De tous ces dialectes, c'est le picard, suivant l'auteur du *Glossaire*, qui a le mieux conservé la physionomie de la langue du moyen-âge, et qui a le plus influé sur la formation de la langue moderne. M. Corblet, que sa qualité d'enfant de la Picardie pourrait faire accuser de partialité, invoque à l'appui de cette opinion le témoignage d'hommes qui, dans ces derniers temps, se sont occupés avec succès des origines de notre langue, MM. Gustave Fallot et Génin, et cette opinion nous paraît de toute justesse. Les formes grammaticales, l'orthographe, la prononciation, la syntaxe de l'idiome picard, sont étudiées dans l'introduction du *Glossaire* avec beaucoup de sagacité; on y trouve aussi un curieux chapitre sur les proverbes, maximes et dictons, et de même que les formes grammaticales du picard moderne rappellent le génie de notre vieille langue nationale, de même les aphorismes de la sagesse populaire rappellent l'esprit à la fois naïf et railleur des trouvères les plus heureusement inspirés. Le travail de M. Corblet sera consulté avec fruit par les philologues, avec un vif intérêt par les Picards, et nous n'hésiterons pas à le proposer comme un modèle de méthode aux personnes savantes qui voudraient s'occuper des mêmes questions.

Le *Bulletin de l'Athénée du Beauvaisis* et les *Mémoires de la Société académique de l'Oise* méritent également d'être distingués. On y trouve, entre autres, un résumé historique de la musique en France, par M. Victor Magnien, résumé qui, sans avoir les développemens des mémoires de MM. Coussemaker et Bottée de Toulmont, renferme cependant des renseignemens utiles; une étude de M. Auguste Morel sur l'abbé Dubos, considéré comme critique, comme diplomate et comme historien; un mémoire de M. de Pongerville sur l'invasion du roi d'Angleterre Édouard III en 1346, invasion qui fut marquée par la sanglante défaite de Crécy. Ce mémoire, qui intéresse à la fois l'histoire et la stra-

tégie, offre, sur l'un des plus grands événemens militaires du moyen-âge, des vues nouvelles et des rectifications d'autant plus importantes que cette bataille a été pour ainsi dire défigurée dans l'histoire générale. Parmi les livres ou les travaux qui se rapportent particulièrement à la ville de Beauvais, nous mentionnerons la description des deux grandes rosaces de la cathédrale de cette ville, par M. l'abbé Barraud, la notice sur la *Procession de l'assaut*, par M. Danjou, et *la Fête de l'Ane*, de M. l'abbé Corblet. Cette cérémonie burlesque, que l'on a dans ces derniers temps classée parmi les *drames* liturgiques, fut instituée dans le cours du IXe siècle. Le 14 janvier de chaque année, une jeune fille, montée sur un âne et tenant un enfant dans les bras, pour représenter la fuite en Égypte, se rendait de la cathédrale à l'église Saint-Étienne. La jeune fille portait une chape d'or, l'âne était magnifiquement caparaçonné; le clergé les introduisait en grande pompe dans le sanctuaire, et pendant la célébration de l'office, le *Kyrie*, le *Gloria*, le *Credo*, se terminaient toujours par ce cri trois fois répété : Hi, han! Après l'épître, on chantait la *prose* de l'âne, dont chaque couplet avait pour refrain :

Hez! sire âne, car chantez,
Belle bouche rechignez,
Vous aurez du foin assez
Et de l'avoine à plantez.

Ce que nous avons dit de l'esprit historique de l'Artois et de la Flandre s'applique également à la Picardie. C'est la même exactitude, la même préoccupation positive des faits, et, pour tout ce qui touche aux questions politiques dans le passé comme dans le présent, le même sentiment d'ordre et de liberté sage.

III. — ILE-DE-FRANCE, CHAMPAGNE ET LORRAINE. — L'ACADÉMIE DE REIMS. — POLÉMIQUE ARCHÉOLOGIQUE ENTRE SENS ET PROVINS. — NOUVELLES RECHERCHES SUR L'HISTOIRE DE LORRAINE.

Dans l'Ile-de-France et la Champagne, la renaissance des études historiques a surtout été marquée par la création de plusieurs sociétés savantes. L'académie de Reims, qui date de 1841, a mis au jour, depuis cette époque, seize volumes de mémoires, et elle a signalé ses débuts en faisant imprimer à ses frais, pour une somme de 19,000 francs, l'*Histoire de la cité, ville et université de Reims*, par le bénédictin dom Marlot. On connaissait déjà de cet érudit l'ouvrage intitulé : *Metropolensis Remensis historia*, en deux volumes in-folio; mais le texte français inédit, publié par l'académie de Reims en quatre volumes in-quarto, est bien autrement intéressant que l'ouvrage latin. L'académie de Reims travaille en outre à une traduction annotée de Flodoard, et elle prépare la publication des documens relatifs à la vie de Gerbert, documens inconnus jusqu'à ce jour et qui ont été rapportés de Rome par M. Gousset, lors de sa promotion au cardinalat. Gerbert, moine français, l'un des plus grands esprits du moyen-âge, après avoir été précepteur du roi Robert, fut, on le sait, archevêque de Reims; il mourut pape en 1003, sous le nom de Sylvestre II, et c'est à lui qu'on attribue l'une des plus belles inventions de l'industrie humaine,

celle des horloges à roues dentées. Le moyen-âge, frappé de son génie, le regarda comme un sorcier, et certes tout ce qui se rapporte à un homme de cette valeur ne peut manquer d'exciter l'intérêt. La *Société de l'Aube*, tout en s'occupant plus particulièrement d'agriculture, n'a pas négligé l'histoire. On lui doit quelques mémoires et la fondation du musée de Troyes. Celle de Langres, créée en 1842, s'est donné pour principale mission de recueillir et de publier les documens qui se rattachent aux diverses localités du département de la Haute-Marne, et de réunir en même temps les inscriptions antiques et du moyen-âge.

Ville gauloise, municipe romain, commune orageuse et puissante, métropole ecclésiastique, Reims, l'antique *Durocortorum*, est justement fière de son passé, et à toutes les époques, y compris l'époque mérovingienne, son histoire a été curieusement étudiée. Sans parler des monographies d'Anquetil, de Géruzez, de Camus Daras, elle a eu, de notre temps et parmi ses enfans mêmes de laborieux annalistes : M. Louis Pâris, éditeur de la *Chronique de Rains*; M. P. Varin, qui a commencé dans la *Collection des documens inédits* la publication de ses *Archives* ecclésiastiques, municipales, judiciaires et industrielles, travail considérable auquel le savant éditeur se dévouait avec une patience infatigable, lorsque la mort vint l'enlever jeune encore à l'enseignement de l'histoire. Travailleur non moins zélé que M. Varin, M. Prosper Tarbé, tout en publiant en collaboration avec M. Macquart une monographie de sa ville natale et une brochure sur les dalles de Saint-Nicaise, a donné, de 1848 à 1851, la *collection* en treize volumes in-8° des poètes champenois antérieurs au XVIe siècle, avec notices, variantes, éclaircissemens et glossaires. La Champagne, qui a donné à la France un si grand nombre d'hommes éminens dans tous les genres, Joinville, Villehardouin, Gerson, Jeanne d'Arc, Mignard, Mabillon, La Fontaine, Colbert, Turenne, Diderot, la Champagne a donné aussi dans le moyen-âge des poètes auxquels il n'a manqué souvent qu'une langue plus parfaite. En popularisant aujourd'hui les œuvres de Guillaume de Machault, d'Eustache Deschamps, de Chrestien de Troyes, de Godefroy de Laigny, de Bertrand de Bar, de Guillaume Coquillart, de Thibault IV, comte de Champagne et roi de Navarre, et des chansonniers champenois des XIIe et XIIIe siècles, M. Tarbé a donc rendu un véritable service non-seulement à l'histoire de la province, mais encore à celle de notre vieille littérature. Son recueil contient un grand nombre de morceaux inédits; mais on peut lui adresser le reproche d'avoir mis dans ce travail un peu trop de précipitation, ce qui nuit à la correction des textes. Cette réserve faite, on ne peut qu'adresser de sincères éloges à l'éditeur, car les publications de ce genre, toujours très dispendieuses, ne s'adressent qu'à un public restreint. En Angleterre, elles sont faites aux frais des amateurs riches, tandis qu'en France, où elles n'ont point ce puissant appui, elles deviennent souvent une très lourde charge pour ceux qui ont le courage de les entreprendre, et à ce titre seul elles ont droit à l'indulgence de la critique.

MM. Guillemin de Curel, Dollet, Feriel, Bouillevaux, Marcel Richier, Pothier, Jolibois, A. Aufauvre et M. l'abbé Godard se sont particulièrement occupés du département de l'Aube et de la Haute-Marne. M. Aufauvre a donné un bon texte à l'*Album monumental de l'Aube*, dessiné et gravé à deux teintes par M. Ch. Fichot, et on doit à M. Godard, professeur au séminaire de Langres, un

Cours d'archéologie sacrée qui se recommande par des qualités sérieuses; mais il nous semble que M. Godard juge beaucoup trop sévèrement la renaissance. Admirateur passionné du style architectonique du XIIIe siècle, il veut le faire revivre dans les constructions modernes, et il présente un devis d'église dans ce style pour une commune de mille habitans, car son cours, comme tous ceux qui sont professés dans les écoles ecclésiastiques, n'a point seulement pour but de faire connaître le passé au simple point de vue de la curiosité érudite, mais aussi de mettre les membres du jeune clergé parfaitement à même de diriger des travaux d'architecture religieuse, et de défendre les édifices consacrés au culte contre les restaurations inintelligentes.

Dans le département de Seine-et-Marne, qui fit primitivement partie de la Champagne et qui appartint ensuite à l'Ile-de-France, Provins est par excellence la ville de la polémique historique et archéologique, et la querelle date de loin. Voici à quelle occasion : César parle dans ses *Commentaires* d'une ville puissante du pays des Sennonais, *Agendicum*, qu'un chef gaulois du nom d'Accon défendit vaillamment contre Labienus, de la résistance opiniâtre que lui-même, César, éprouva dans cette contrée belliqueuse, du traitement cruel qu'il fit subir aux habitans, et de l'héroïsme du dernier des chefs gaulois de cette contrée, Drapès, qui, après la défaite, aima mieux se laisser mourir de faim que de vivre esclave. Il y avait là dans ces glorieux souvenirs de quoi éveiller bien des vanités locales; aussi Sens et Provins se disputèrent-elles l'honneur d'être l'antique Agendicum. On commença par discuter sur l'étymologie du nom de la cité gallo-romaine : les uns découvrirent que ce nom venait d'*agenda dicere*, dire les choses qu'il faut faire; les autres, d'*Agendicum Castellum*, château dans lequel se trouvaient les moyens de faire la guerre, *in quo erant rationes agendi in bello*. Enfin, en 1789, la municipalité de Sens décida, sans s'occuper des questions étymologiques, que cette dernière ville était bien réellement la vaillante cité mentionnée par César, et, adoptant le martyr de l'indépendance gauloise pour un de ses enfans, elle donna à l'ancienne place du Cloître le nom de place *Drapès*. L'amour-propre des Provinois s'émut de cette décision : ils se déclarèrent *Agendiciens*, et ils entrèrent en campagne, ou plutôt ils recommencèrent une guerre qui remontait au XVIe siècle. Vers 1818, un ancien conventionnel, M. Opoix, raviva de nouveau la querelle en cherchant à démontrer qu'*Agendicum* et Provins étaient une seule et même ville, et de plus que cette ville, à un certain moment de l'histoire qu'il n'est point facile de déterminer, avait pris le nom d'*Anatilorum*, qui se compose des mots *Anas*, canard, et *Lorum*, courroie, ce qui veut dire qu'on y élevait de très bons canards et qu'on y préparait fort bien les cuirs. La dissertation de M. Opoix, quoique complétement dénuée de vraisemblance historique, fit sensation dans le département de Seine-et-Marne : elle eut trois éditions, et l'opinion de l'auteur fut soutenue très chaudement par MM. Achaintre, Barrau, Doë, Thiérion, Opoix fils et Cénégal, et non moins chaudement contredite par M. Allou, aujourd'hui évêque de Meaux, dont le mémoire a été imprimé en 1846 dans le *Bulletin de la Société archéologique de Sens*, et par MM. Pasques, Victor Petit et Félix Bourquelot. Il y eut dans ce tournoi d'érudition de *moult belles appertises d'armes*, comme on eût dit au moyen-âge, et les coups les plus rudes furent portés par M. Bourquelot, qui démontra d'une manière irrécusable, dans son *Histoire de Provins*, que cette ville n'est pas plus

l'*Agendicum* de César que l'*Anatilorum*, le *canard-courroie*, de M. Opoix. M. Bourquelot a depuis corroboré ses argumens dans diverses publications relatives à l'histoire de Provins et de la Champagne (1), et nous l'engageons fort, pour notre part, à réunir dans une monographie générale de cette province les nombreux documens qu'il possède, et à mettre en relief dans une œuvre de longue haleine une érudition qu'il a peut-être jusqu'ici un peu trop éparpillée en brochures.

Le département de l'Aisne, qui fut, comme celui de Seine-et-Marne, un démembrement de l'Ile-de-France, après avoir fait primitivement partie de la Picardie, possède à Soissons une société archéologique très zèlée qui compte, entre autres, parmi ses membres actifs, M. l'abbé Poquet, qui a écrit diverses monographies sur la cathédrale de Soissons, les abbayes de Saint-Médard et de Notre-Dame de la même ville, le bourg et l'abbaye de Chezy-sur-Marne; MM. Daras, Williot, Lecomte, Destrez, Decamps et de La Prairie, auteur d'une curieuse notice sur le théâtre romain de Soissons. Ce théâtre, plus vaste que celui d'Arles, atteignait, dans le grand axe de la *cavea*, 144 mètres, tandis que le célèbre théâtre de Marcellus à Rome en atteignait à peine 140. Ce fait, qui n'avait point encore été remarqué, montre à quel degré de civilisation la Gaule du nord s'était rapidement élevée dès les premiers temps de la conquête romaine, et quelles étranges vicissitudes ont dû traverser quelques-unes de nos villes pour tomber, comme Soissons, du rang de capitale à la modeste condition de sous-préfecture. Tout ce qui se rattache à la question traitée par M. de La Prairie est d'autant plus digne de remarque, que c'est à Soissons qu'on vit au VIe siècle les derniers essais d'imitation des jeux scéniques du paganisme, mais du paganisme transformé déjà par l'influence de la religion nouvelle. Nous voulons parler, on le devine, du cirque que Chilpéric fit construire dans cette ville en 577, et dans lequel le prince chevelu avait substitué à la mise en scène terrible et grandiose des Romains des bateleurs, des danseuses, des chevaux et des chiens savans. Malgré cet adoucissement, l'église se montra sévère à l'égard des jeux scéniques, quels qu'ils fussent; elle les poursuivit en les maudissant. Les pompes du culte nouveau achevèrent de détourner la foule de ces amusemens réprouvés; les théâtres, abandonnés des spectateurs, servirent de forteresses contre les invasions, ou furent démolis pour bâtir les enceintes des villes ou les églises, et la plupart d'entre eux disparurent du VIe au VIIIe siècle.

Dans la Lorraine, le mouvement archéologique et historique s'est ralenti dans ces derniers temps, et l'on s'est tourné de préférence vers les sciences d'application et l'agriculture. Nous trouvons cependant encore quelques publications intéressantes à mentionner, telles que les *Mémoires* des académies de Metz, de Nancy et de la société philomatique de Verdun, le *Bulletin* de la société d'archéologie de Lorraine, la *Biographie vosgienne* de M. Vuillemin, l'*Histoire ecclésiastique de la Province de Trèves et des pays limitrophes* de M. l'abbé Clouet, l'*Histoire apologétique de l'Église de Metz* par M. l'abbé Chaussier, le *Catalogue*

(1) Nous indiquons entre autres les *Notices* historiques sur le prieuré de Saint-Loup de Naud, le prieuré de Voulton, la grange aux dîmes, la grosse tour de Provins, et l'article sur Anne Musnier, qui poignarda en 1175 le chef d'un complot tramé contre la vie de Henri-le-Large, comte de Champagne.

des documens relatifs au pays messin, l'*Histoire de Metz* de M. Justin Worms, et quelques opuscules de MM. Auguste Digot, Chabert, Jules Gouy, Lorette et l'abbé Guillaume.

Tout ce qui se fait dans cette partie de la France est marqué d'une forte empreinte de patriotisme local; la vieille individualité de la Lorraine s'y manifeste encore avec une grande énergie, et c'est sous ce point de vue que nous donnerons une attention particulière à un opuscule de M. G. de Dumast intitulé : *Philosophie de l'Histoire de Lorraine*. Dans cette brochure, composée pour le congrès scientifique de Nancy en 1850, M. G. de Dumast s'attache à prouver que les races mosellanes, c'est-à-dire les populations qui habitent entre le Rhin et la Meuse, ont reçu dans le développement de la civilisation moderne une véritable mission providentielle; c'est là, suivant M. de Dumast, dans le royaume d'Austrasie, que se fonda l'alliance de l'église avec les jeunes conquérans barbares; ce sont les peuples mosellans qui arrêtent en France l'invasion sarrasine; ce sont eux qui défendent le saint-siége contre les Lombards. Dans le réveil moral qui suivit l'an 1000, ils marchent à la tête de la chrétienté, et, à toutes les époques décisives de notre histoire, ils apportent dans les luttes politiques et guerrières un contingent nombreux d'hommes supérieurs. En face de tous les démolisseurs albigeois, hussites ou rustauds, ils se montrent les défenseurs intrépides des principes sur lesquels reposent les sociétés humaines; avec les Guise, ils sauvent l'unité nationale; ils arrêtent avec eux, sous les murs de Metz, l'invasion allemande, et ils arrachent à l'Angleterre la dernière conquête qu'elle ait gardée sur le sol français; enfin c'est la Lorraine et la Pologne, Charles V et Sobieski, qui sauvent l'Europe dans la quatorzième et dernière croisade, en écrasant les Turcs sous les remparts de Vienne. Admirateur enthousiaste du passé, M. de Dumast n'accepte que sous bénéfice d'inventaire la théorie du progrès, et, à force de patriotisme local, il en arrive parfois à des exagérations qui enlèvent à un travail d'ailleurs recommandable, et dans lequel on trouve des aperçus ingénieux, le caractère d'impartialité et de précision dont les œuvres historiques ne sauraient se passer.

La théorie *lotharingienne*, soutenue par M. de Dumast, a été reprise en sous-œuvre, développée et considérablement exagérée par M. G. de Latour. Tandis que M. de Dumast reste dans l'appréciation historique, M. de Latour met l'histoire au service de la politique, et il fait de la nation lorraine une sorte de peuple de Dieu, chargé de sauvegarder, en présence du scepticisme français, la tradition catholique. Suivant lui, Henri IV, Richelieu, Mazarin, Louis XIV et Napoléon représentent, dans notre politique nationale, le système rationaliste, tandis que les Lorrains et leurs princes représentent le système religieux et vraiment libéral. Richelieu, le plus profond, *le plus formidable révolutionnaire* de l'Europe après Luther, a porté, comme ce dernier, les coups les plus terribles à la papauté, parce qu'en cherchant à abaisser l'empereur, il a abaissé le pape, tandis que la Lorraine, dont Richelieu a été l'un des ennemis les plus implacables, a toujours activement travaillé à la consolidation du saint-siége. Aujourd'hui, l'esprit lorrain survit encore dans la maison d'Autriche, la maison de Habsbourg-Lorraine, tutrice naturelle de la papauté, et le seul moyen de sauver l'Europe du danger dont la menacent tout à la fois les révolutionnaires et le Nord *schismatique et demi-socialiste*, c'est de cimenter une alliance entre

la France et l'Autriche, sous la direction morale du saint-siége. Breton de naissance, M. de Latour s'est attaché sympathiquement à l'histoire de la Lorraine, parce qu'il a remarqué, dit-il, entre cette histoire et celle de sa province natale une profonde analogie. Suivant lui, les Lorrains comme les Bretons sont envahis et *opprimés* par la France, qui joue vis-à-vis d'eux, sous l'ancienne monarchie, le même rôle que la Russie joue de nos jours vis-à-vis de la Pologne. D'un côté comme de l'autre, les croyances sont sincères et profondes, et, si le *paganisme révolutionnaire* venait jamais à triompher, un cri fraternel parti des côtes de l'Armorique donnerait sur les bords de la Meuse, aux peuples lotharingiens, le signal de la guerre sainte.

Dans l'Alsace, les traditions de l'ancienne nationalité ne sont pas moins vivaces que dans la Lorraine; cependant le goût des études historiques y est moins développé; l'*Alsatia illustrata* défraie depuis long-temps les écrivains locaux. Ce ne sont pas les hommes distingués qui manquent, loin de là; mais l'attention des esprits s'y tourne à peu près exclusivement vers la politique, les sciences d'application, l'industrie; tout s'est borné depuis cinq ans à des opuscules de peu d'importance, dont quelques-uns appartiennent à la démocratie la plus avancée, et nous n'avons guère à citer que quelques articles de la *Revue d'Alsace*, et *la Cathédrale de Strasbourg*, de M. A. W. Strobel.

Ainsi, dans cette revue rapide qui nous a conduit des bords de la Manche au bord du Rhin, nous rencontrons dans les esprits des dispositions très diverses, et dans le nombre des publications historiques et archéologiques des différences très notables. La Flandre, l'Artois, la Picardie, se distinguent par l'ordre, la régularité de la méthode, la patience de la mise en œuvre, un parfait équilibre entre les opinions extrêmes, une constante préoccupation des choses positives, et comme dans ces provinces l'on marche avec prudence, en s'appuyant avant tout sur les dates et les faits, on s'égare rarement, et l'on gagne en solidité ce qu'on perd en éclat. Dans la Champagne et l'Ile-de-France, l'esprit est déjà plus aventureux, plus littéraire, et tourné davantage à la polémique; et tandis que la Lorraine relève d'une main chevaleresque le drapeau de sa vieille nationalité et la bannière des antiques croyances, l'Alsace marche en sens tout-à-fait inverse, et se montre souvent aussi démocratique que la Lorraine est chevaleresque. 89 et la vieille monarchie, la ligue et le protestantisme sont là pour ainsi dire en présence, et lorsqu'on voit, sous notre apparente uniformité, ces différences profondes d'aptitudes, d'opinions et d'intérêts qui séparent les provinces lors même qu'elles se touchent par leurs frontières, on comprend les tiraillemens auxquels la France est en proie depuis tant d'années, et l'on se rappelle ces mots de la *Ménippée* : « Quand l'un veut du soleil pour ses blés, l'autre veut de la pluie pour ses choux. »

CHARLES LOUANDRE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 août 1851.

Les conseils-généraux sont maintenant réunis. La question de la révision a été naturellement le premier point sur lequel aient porté leurs débats. Trente-sept se sont déjà prononcés : un seul, le conseil d'Eure-et-Loir, a décidé qu'il n'émettrait pas de vœu politique; les trente-six autres demandent que la constitution soit révisée. Il paraît vraisemblable que les manifestations, qui ne pouvaient manquer de sortir de ces assemblées départementales, se classeront à peu près partout dans des proportions analogues. Le conseil-général d'Eure-et-Loir est certainement resté fidèle à la lettre même de la légalité : c'est un scrupule rare dans le temps où nous sommes, c'est du stoïcisme. Il serait pourtant difficile de prouver que les trente-six conseils qui ne se sont pas crus aussi étroitement enchaînés par ce respect de la lettre se soient par cela seul écartés de l'esprit de leur mandat et des voies qui s'ouvrent chaque jour davantage à leur institution.

L'âge où nous vivons n'est point favorable à la fondation des établissemens politiques : il y a trop de mobilité dans les situations et dans les circonstances; les choses, les personnes, tout se renouvelle trop souvent et ne dure point assez pour prendre racine. Au milieu de cette instabilité perpétuelle, il est cependant une influence qui s'est faite, qui s'est assise, qui a prévalu contre toutes les révolutions, que les révolutions mêmes ont agrandie, au lieu de l'abattre : l'influence des conseils-généraux. La révolution de juillet leur a donné des bases plus populaires et un rôle plus étendu; la révolution de février a presque invinciblement attiré sur eux tous les regards du pays, parce qu'à travers les fantasmagories dont elle couvrait la France, c'était encore dans les conseils-généraux qu'on avait la chance de trouver l'expression la plus sincère et la moins artificielle de la pensée nationale. On s'étonne qu'après un coup de main comme celui de février, qui semblait constater victorieusement la suprématie de la capitale sur la province, la province ait reconquis si vite une part si active dans le mouvement public. On ne réfléchit pas qu'il y avait là justement un recours tout prêt contre l'empire de ces fictions au nom desquelles les vain-

queurs voulaient commander à la France. Pendant que le scrutin de liste envoyait en masse à l'assemblée constituante les représentans de telle opinion ou de tel compromis qui n'avait qu'une raison d'être éphémère ou factice, les élections cantonales restaient ou devaient bientôt redevenir un moyen précieux pour les populations d'investir d'une confiance personnelle ceux qu'elles estimaient les plus capables de la justifier. Le député du canton, choisi sur les lieux mêmes, nommé par ses voisins, sans cesse en rapport avec eux, s'est vu de la sorte un personnage très différent des représentans du peuple, proclamés plus ou moins à l'aventure par le département tout entier, et délégués par fournées pour venir se perdre dans le tourbillon parisien. L'importance de l'élu cantonal s'est singulièrement accrue par ce contraste, qui était certes beaucoup moins sensible lorsque le député était élu dans l'arrondissement. Le député était alors, même sous l'empire du suffrage des censitaires, beaucoup plus près de ses commettans qu'il ne l'est aujourd'hui; l'esprit positif et l'esprit politique s'unissaient plus facilement pour choisir leur organe. Le grand reproche qu'il fallait même adresser à cette organisation du suffrage par le privilége du cens, c'est que l'esprit positif primait trop dans l'urne l'esprit politique, et que le patriotisme de clocher pouvait parler là quelquefois plus haut que l'autre. On assiste maintenant à un spectacle tout contraire : l'esprit général, l'opinion courante, dans un de ses élans, souvent même dans un de ses biais, dicte la loi au centre du département; l'esprit positif des localités n'est plus guère admis à partager. C'est pour cela qu'il prend sa revanche dans les conseils sortis, individu par individu, des subdivisions cantonales; c'est pour cela qu'il s'exprime avec plus d'effusion et qu'il est plus écouté que jamais : c'est que, comme on lui a refusé satisfaction ailleurs, il s'empare plus hardiment, et avec plus d'autorité, de l'issue qu'on lui a laissée.

Ce n'est pas seulement par son origine, par la manière dont il est désigné, que le mandataire politique se trouve aujourd'hui trop à distance de ceux qui lui ont donné leurs voix : c'est par la carrière qu'il est presque invinciblement obligé de fournir. Cet esprit général qui l'a nommé, qui l'a imposé, comme nous le disions tout à l'heure, n'a pas précisément une simplicité primitive : il faut bien se figurer comment les choses se passent. Quelques personnes notables, très occupées des questions de partis, se réunissent en comité au chef-lieu du département; elles correspondent avec quelque comité supérieur dont le mot d'ordre leur arrive, dont elles arborent le drapeau; on discute les noms, on s'explique sur les nuances, on réglemente les professions de foi, on transige quand on ne peut mieux, et on lance son candidat. Le candidat est ainsi au préalable engagé dans une ornière d'où il ne se tire point sans beaucoup de peine, si même il n'arrive pas, ce qui est le plus fréquent, qu'il ait le goût d'y rester. Il appartient plus ou moins par reconnaissance filiale à la coterie (soit dit dans le meilleur sens) qui l'a pris sous son patronage, et, sauf les positions supérieures ou les caractères indépendans, avec lesquels on est toujours réduit à compter, il reçoit une direction qui ne lui laisse pas beaucoup de latitude. Une fois qu'il est entré au palais législatif, son chemin, la plupart du temps, semble encore se rétrécir. Ce morcellement de l'opinion que nous déplorons toujours est peut-être plus marqué dans l'assemblée qu'au dehors. On croirait que le point de vue politique se resserre à mesure qu'on s'élève plus haut dans

la vie publique. A moins d'une trempe assez vigoureuse, le représentant du peuple, dès qu'il siège sur son banc, ne peut guère se défendre contre l'obsession des infiniment petits de l'existence parlementaire. Il est presque inévitable qu'il s'enrégimente, et comme il y a maintenant beaucoup de colonels et très peu de soldats, les régimens sont trop nombreux pour être bien forts. Le voilà donc engagé dans les marches et les contre-marches de cette tactique de détail où tout ensemble disparaît, où il n'y a plus de signe assez frappant pour saisir, pour commander l'intérêt du pays. Les motifs particuliers vont infailliblement tenir dans sa conduite presque autant de place que les motifs d'ordre supérieur, et ceux-là ne sont point d'ordinaire à la portée du public. Il sera d'une fraction quelconque ou même d'un groupe dans une fraction, heureux encore si, aux rencontres décisives, cette fraction à laquelle il est incorporé ne s'avise pas de rompre en visière avec le sentiment unanime de la nation! Combien de raisons plus raffinées et plus spéciales les unes que les autres n'ont pas dû concourir pour former la majorité qui a voté, sans pouvoir l'obtenir, cette révision que la France demande, quant à elle, par une raison si impérieuse et si grosse, par la suprême raison du salut commun!

En effet, pendant que la politique proprement dite s'épuise dans les dissidences et les controverses des partis, la France, nous ne saurions le répéter trop souvent, simplifie toujours davantage ses espérances et ses ambitions. Pendant que les partis rivalisent de combinaisons ingénieuses pour lui assurer à qui mieux mieux un très long avenir, la France est par-dessus tout préoccupée du souci bien plus pressant de ne pas se laisser périr demain. Le représentant du peuple membre d'un conseil-général qui revient de Paris dans son chef-lieu, la tête pleine des fumées et des bruits de la session, voit bientôt le peu que tout cela signifie, quand on est en présence de la réalité. Le monde où il a séjourné n'est pas toujours le monde réel : ses collègues au contraire, qui sont restés au cœur même du pays, qui n'ont pas quitté le foyer de la vie pratique, en apportent au conseil les impressions et les inspirations. Ils ne sont pas sans doute très au courant des rumeurs de couloirs et des intrigues de bureaux, mais ils savent mieux ce qui se dit dans les cantons les jours de fête ou de marché; ils ont suivi de plus près, à travers toutes ses phases, l'état moral des différentes classes de la population au milieu de laquelle ils habitent. Cet immense besoin d'en finir, qui est aujourd'hui le dernier mot de la vraie pensée populaire, s'énonce ainsi par leur bouche avec une vivacité naturelle. Les conseils-généraux, en vertu même de leur composition, ont donc l'avantage de rendre plus directement la pensée dominante du pays, parce qu'ils échappent aux entraves qui la gênent dans des régions plus élevées. C'est cet avantage nouveau qui leur donne la prépondérance dont on peut bien leur contester l'usage, mais dont ils ont pourtant la pleine possession.

A quoi l'on objecte que cette pensée étant d'ordre politique, les conseils-généraux n'ont point qualité pour la produire, et que la cause de la révision perd plus qu'elle ne gagne à être ainsi sollicitée. Oui, sans doute, il n'y aurait rien de plus funeste, dans la dissolution qui nous menace, que de laisser le gouvernement politique s'éparpiller aux quatre vents et se réfugier à tous les coins du territoire français. Rien ne serait plus contraire au génie, à l'histoire entière de la France; aussi peut-on affirmer que la France elle-même ne se prêterait point à ce dé-

membrement de sa force, et qu'il y aurait impossibilité matérielle de jamais la fédéraliser. Supposez tant que vous voudrez une pure question politique, une question de guerre ou de paix, une question de cabinet, s'il y en avait encore; cette question éclate au moment où les conseils-généraux s'assemblent: imaginez-vous qu'il y aurait autour d'eux le moindre entraînement pour les aider à formuler leur avis, à prendre parti sur un démêlé diplomatique ou sur une crise ministérielle? Est-ce que leur voix ne serait pas couverte par le ridicule, si seulement ils avaient l'idée d'empiéter ainsi sur la souveraineté nationale, et de s'ériger eux-mêmes en autant de corps souverains qu'il y a de départemens? Pourquoi donc ne se sont-ils pas interdit d'aborder cette pénible affaire de la révision? Pourquoi, loin de les blâmer, la grande majorité de la nation les appelle-t-elle sur ce terrain? Pourquoi tous tant que nous sommes, leurs avocats ou leurs adversaires, attendons-nous avec un si vif intérêt le résultat de leurs votes? C'est que la révision n'est pas, en somme, une question politique dans l'acception ordinaire du mot : elle dépasse cette mesure restreinte; elle est une question d'existence pour tout un peuple. Entendons-nous bien : le plus important dans cette pensée de la révision, ce n'est pas de savoir quelle sera la forme constitutionnelle, ou quelle sera la personne qui gouvernera la France en 1852; il s'agit d'abord d'empêcher que la France ne tombe dans le chaos ouvert sous ses pas par l'imprudence systématique des législateurs de 1848 à l'expiration des pouvoirs actuellement en exercice. On ne vaincra point cet effroi raisonnable et patriotique qui s'empare de tous les gens sensés à la seule idée du désarroi dans lequel le pays sera plongé entre un pouvoir moribond et un pouvoir à naître. Le meilleur titre qui a recommandé la révision à la faveur universelle, c'est qu'elle est une précaution possible contre cette crise à laquelle on nous a condamnés. La nécessité de la révision ainsi conçue pénètre aisément dans toutes les intelligences : il ne s'agit plus là du plaisir ou de l'honneur de s'attacher une cocarde; il n'y a point en jeu de métaphysique ou de mystère : on veut la révision comme on veut un garde-fou devant un précipice. Allez donc chercher des nuances politiques dans ce profond instinct de conservation que donne aux multitudes comme aux individus l'horreur de l'abîme. Cet instinct, il est partout, et tous les échos en renvoient le cri : à l'atelier comme aux champs, toute la grande famille des travailleurs regarde avec angoisse approcher la date fatale où le travail s'arrêtera de lui-même, parce que l'homme ne travaille point sans lendemain. Comment fermer les yeux, quand l'autre famille humaine, celle des paresseux et des violens, ne cesse d'en appeler à ce fameux jour de 1852, comme au jour qui lui procurera toutes ses joies? « Nous faisons volontiers flamboyer ce chiffre en tête de nos colonnes, » nous disent les démagogues de Londres dans *la Voix du Proscrit*. Est-il surprenant que cette flamme sinistre soit un avertissement pour tout le monde? et se mettre en garde sur un pareil avertissement, n'est-ce donc qu'un expédient politique? Non : c'est une mesure de paix publique et de salut social. Les conseils-généraux sont aussi légitimement autorisés à chercher un abri contre cette terrible secousse de 1852 qu'ils le sont à réparer ou à prévenir les dégâts des inondations et des incendies.

Les adversaires de la révision font, sur les votes déjà connus de ces conseils, une remarque qui tourne trop à leur propre confusion pour que nous ne

la relevions pas. La plupart des conseils révisionistes, nous dit-on, ne parlent point de proroger les pouvoirs présidentiels. Nous le pensons bien : qu'auraient-ils besoin d'en parler? Est-ce qu'au temps où la France, loyalement interrogée, répondra par l'envoi d'une nouvelle constituante, celle-ci ne sera pas toujours à même de constater à son gré la véritable intention du pays? De quel droit voudrait-on se substituer au pays dans le moment où on l'invoque? Mais comment ceux qui triomphent si légèrement de voir la majorité des conseils s'en tenir ainsi à demander la révision pour elle-même, oublient-ils déjà qu'ils ont accusé les quinze cent mille pétitionnaires de n'avoir été que des instrumens de l'autorité administrative, qui, à les en croire, réclamait par leur intermédiaire la révision pour la prorogation? Oui, c'est bien là ce qui constitue l'authenticité, la gravité de ce mouvement si caractéristique : c'est que par sa masse et par sa profondeur il est nécessairement en dehors de toute influence politique; il n'est point déterminé par une pression extérieure : il part du sein de la nation, et il poussera tout devant lui, non pas seulement les conseils-généraux, qui ne font que suivre et communiquer une impulsion venue de plus loin, mais le gouvernement, mais le parlement lui-même.

Voici l'objection : les conseils-généraux prêchent et soutiennent l'illégalité! Suivez ce raisonnement : 278 voix, minorité légalement maîtresse, ont décidé à une première épreuve que la révision ne passerait point, malgré la volonté contraire exprimée par 446 voix, majorité légalement impuissante; donc les conseils-généraux qui s'associent au vote des 446 sont, comme les 446 eux-mêmes, coupables du crime de lèse-constitution, plus coupables encore, car ils persévèrent dans l'hérésie après qu'on l'a surprise et dénoncée; ils sont hérétiques convaincus et relaps. Il y a mieux : c'est trop de 278 voix, c'est plus qu'il ne faut pour empêcher toute réforme dans cette constitution dont les plus ardens prosélytes disent si peu de bien; la résistance n'est point encore assez piquante, lorsqu'on est si fort en nombre; le beau de la situation, le moment dramatique, la jouissance dans le triomphe, ce serait de tomber au plus bas chiffre possible, de n'être plus que 188 Spartiates au défilé de ces Thermopyles, de narguer, avec ce nombre strictement suffisant pour les défendre, la France entière, qui voudrait les franchir, et s'arrêterait comme un seul homme par respect pour une loi si médiocrement aimée. Eh bien! ces 188 champions, on est sûr de les rencontrer toujours à leur poste; ils ont juré d'y mourir. C'est donc folie de revenir à la charge, ou plutôt c'est une adhésion explicite donnée d'avance aux tentatives d'usurpation et de coup d'état. Nous savons en effet un honnête homme qui se le tient pour dit, et qui, le lendemain du jour où, dans la sincérité de sa conscience, il avait voté pour la révision, s'est empressé de demander pardon de la liberté grande à ses hauts et puissans amis anti-révisionistes, protestant qu'il avait pris cette liberté pour une fois seulement, et qu'il n'y reviendrait pas.

Nous ne voyons pas en vérité de motif à ce repentir; nous sommes uniquement émerveillés d'une des contradictions les plus bizarres que le jeu des circonstances et des passions amène parmi tant d'autres inconséquences. Il se trouverait en effet, si l'on s'en rapportait à ces grands champions de la légalité, que la poursuite de la révision, qui est légalement autorisée par la charte même qu'ils protégent, serait cependant le droit chemin de toutes les

entreprises illégales. Curieux accord des partis dans leur mauvaise foi! Détestable hypocrisie avec laquelle ils se réservent tous une arrière-pensée de violence et de fraude! Il n'en est pas un seul qui, dans la donnée extrême jusqu'où il s'avance, sous le drapeau qu'il déploie, ne sous-entende une illégalité bien flagrante ou un manquement capital à l'esprit même de la constitution, et néanmoins aucun d'eux ne se fait faute d'écarter, sous prétexte d'illégalité, le seul procédé qui reste pour se tirer légalement de cette constitution insupportable à tout le monde, et pour assurer une victoire pacifique aux véritables desseins du pays. On accuse les révisionistes de courir les aventures; nous prions seulement qu'on se représente un peu les voies respectives des différentes coteries qui se battent au-dessus de la nation et se la disputent sans vouloir la consulter, comme si elle n'avait d'autre lot que de servir de récompense au plus heureux. Pour ramener en France M. le comte de Chambord ou M. le prince de Joinville, pour conduire de l'Élysée jusqu'aux Tuileries M. le président de la république, le chemin ne serait point, à ce qu'on peut croire, dépourvu d'accrocs et de mauvais pas. — Mais nous, s'écrient les purs républicains, nous sommes sur une ligne irréprochable : qu'est-ce que nous désirons? Un président citoyen, l'idéal même de la constitution; nous n'avons qu'à marcher devant nous! — Oui, mais ceux-ci, d'autre part, n'ont-ils pas fait un ferme propos de ne point observer la loi du 31 mai? N'ont-ils pas décidé, en engageant leur honneur d'hommes publics, que cette loi n'était point dans la constitution? Et s'ils prétendent voter aux élections, comme si cette loi n'existait pas, se peut-il qu'ils en viennent là sans encombre? Il n'est donc point de parti dont l'avant-garde, sinon l'armée entière, ne se lance exprès sur la route la plus difficile, et, pour arriver plus vite à son but exclusif, ne coure la chance de se perdre en perdant tout avec lui. Où sont, à côté de ces témérités sans excuse, les imprudences des révisionistes? Les partis ne veulent pas de la révision, parce qu'aucun d'eux n'est assez persuadé de la fortune de sa cause pour la remettre à un arbitrage suprême. Est-ce donc là de quoi empêcher la France, qui n'est d'aucun parti, de vouloir ce qu'ils ne veulent pas? Et faut-il qu'elle se résigne d'emblée à ne point obtenir ce qu'ils refusent?

Nous croyons qu'on l'obtiendra; nous croyons que la révision se fera d'une façon ou de l'autre, et avec la conscience de cette nécessité nous ne comprendrions pas que l'on cessât de rappeler tous les motifs qui la rendent si urgente, toutes les forces qui la précipitent. Le moyen de décider entre les ambitions des partis et des personnes, c'est la révision; le moyen de couper court aux embarras que traînent après elles toutes les candidatures, c'est la révision. Plus on va depuis quelque temps, plus on voit les meneurs politiques multiplier les candidats sous le manteau. Il y a d'abord la fusion, qui est un candidat à plusieurs têtes, ce qui n'en vaut pas une bonne; il y a la candidature bonapartiste, qui a pour elle le possessoire; il y a la candidature joinvilliste, qui ne parlera peut-être pas toujours par procureur. Certains légitimistes proposeraient volontiers le général Changarnier; d'autres crient déjà le nom de M. de Larochejaquelein : ce sont les seuls qui se décident, ce qui ne leur coûte pas beaucoup, parce qu'ils savent bien que leur décision ne tire pas à conséquence. Les républicains murmurent sous leurs tentes les noms autrement célèbres de M. Carnot et de M. Nadaud; mais c'est à qui ne se prononcera point le pre-

mier, et ce qui paraît le plus dans l'éclosion encore incertaine de toutes ces candidatures, c'est l'appréhension avec laquelle de toutes parts on retient, on réserve sa préférence. On sent trop profondément, si aveuglé qu'on puisse être par le fanatisme ou par les faux calculs, que l'on n'a point avec soi le cœur de la France : le candidat de la France, si l'on peut ainsi parler, c'est la révision.

Aussi jugeons-nous très naturel et très légitime que le gouvernement et la majorité mettent tous leurs efforts à conquérir cette indispensable solution. Si l'on empêche le pays de se prononcer directement et de front, il faut lui fournir l'occasion de se prononcer par d'autres voies. On a beaucoup parlé ces jours-ci d'avancer l'époque des élections, afin de constater le plus tôt possible le mouvement de l'esprit général et d'opposer ainsi une barrière à tous les entraînemens de l'esprit de faction. Un journal a cru bien faire en se rendant l'éditeur de ces idées, qui s'étaient probablement déjà présentées à la pensée de plusieurs hommes politiques. Nous ne croyons pas que la polémique à laquelle on s'est, comme toujours, trop hâté de les livrer leur ôte de leur valeur réelle. Puisqu'il suffit d'une minorité si peu considérable pour barrer à la majorité la route par laquelle on pourrait en appeler le plus vite à la nation, il est tout simple que la majorité profite de sa force pour en frayer d'autres. Aux termes de la constitution, les 188 peuvent empêcher la révision; mais ils ne peuvent empêcher la loi parfaitement constitutionnelle qui fixerait un jour plus tôt que plus tard l'élection de la seconde législative. Quel que soit d'ailleurs le recours auquel en vienne la majorité parlementaire, il est un point qui s'établit de plus en plus dans l'opinion, et qui de plus en plus devient comme la base solide de la pensée publique : c'est qu'on ne peut pas s'abandonner pieds et poings liés aux chances de 1852. Il est trop de rancunes, trop de passions stupides ou malfaisantes qui se donnent rendez-vous à cette date-là et se promettent la joie de se déchaîner à l'aise. Ce procès politique qui s'est terminé par un si scandaleux mépris de la justice et par une répression si méritée, le procès de Lyon, aura fourni du moins un aperçu des espérances que les agitateurs de profession travaillent à répandre autour d'eux. Nous ne voulons rien dire des hommes qui sont maintenant sous le coup de la loi : il faut réserver toutes ses censures pour les avocats qui ont déserté leur devoir et leurs cliens sur l'ordre de quelque conciliabule secret. Il n'est cependant point permis de taire l'impression qu'on ressentait d'audience en audience, à voir comment, grace à cette propagande pernicieuse, des départemens entiers étaient minés par une société souterraine uniquement occupée d'épier la société régulière en attendant l'heure où elle pourrait la surprendre et la battre. Est-il étonnant que dans ces pays du midi, traversés, surexcités par tant d'obscures intrigues, il y ait à chaque moment des explosions si insensées et si violentes? Ces ignorans, ces furieux auxquels on recommande d'être toujours prêts, s'imaginent toujours que l'instant est arrivé : ils font feu avant le signal; alors on les renonce, on les désavoue, ou bien leurs bons amis, qui savent écrire et plaider, rejettent le mal sur le vin du cru et sur l'allégresse des fêtes votives maladroitement contrariée par la police. Les glorieuses fêtes que celles dont le plus bel éclat est la bataille d'une populace entière contre huit gendarmes! Il n'y avait jadis que les voleurs de grand chemin qui tirassent sur le gendarme;

c'est devenu l'une des réjouissances des patriotes de la république démocratique et sociale. Les troubles de l'Ardèche ont fort à propos servi de commentaire et de pièces justificatives au réquisitoire prononcé devant le tribunal militaire de Lyon. Le jeune et courageux préfet qui est venu déposer devant le conseil y pouvait bien parler en homme qui sait payer de sa personne. Voilà ce qu'il y a tout de bon sous les paroles pompeuses des manifestes dont la montagne ne se lasse point. Le grand style et les grands sentimens de M. Lamennais ne font que recouvrir ce fond turbulent et criminel toujours à la veille de déborder. Ils ne recouvrent pas même les jalousies intestines qui dévorent tous ces ennemis de l'ordre social, et ne leur permettent seulement pas de faire cause commune pour détruire. La montagne de Paris et la montagne de Londres ne correspondent que pour échanger les témoignages de leurs aigres animosités. La montagne de Londres ne veut pas qu'on l'oublie, et prétend que le lieu de son exil doit être le foyer de l'agitation universelle. La montagne de Paris, fatiguée de l'orgueil incapable des chefs qu'elle n'a jamais été très fâchée d'avoir perdus, ne se résigne pas à les subir de loin, quand il en coûtait déjà tant de les subir de près. On se dispute le maniement de la démocratie et le patronage des démocrates. Il paraît que l'Italie est la chose de M. Mazzini; M. Lamennais se l'est fait dire assez rudement. Ni l'Italie ni la démocratie ne gagneront pourtant plus par l'un que par l'autre.

Le roi Frédéric-Guillaume vient d'accomplir à travers les provinces occidentales de sa monarchie une sorte de pérégrination politique, dont le but et les épisodes méritent quelque attention. C'est un détail à marquer dans le tableau de cette restauration singulière entreprise avec un courage si malencontreux par le gouvernement prussien et par le petit nombre d'auxiliaires dont l'appui lui semble suffisant pour aller si vite jusqu'aux plus étranges extrémités. Les rôles sont partagés d'une manière assez curieuse dans cette campagne, où l'on risque assurément beaucoup trop pour ce qu'elle peut en définitive rapporter. Il y a le corps d'armée qui n'est pas très considérable, mais qui est très tenace, très avide de représailles et de butin, — cette cohorte aristocratique des provinces de l'est et de quelques districts westphaliens qui veut tout simplement profiter de l'occasion pour reconquérir ses priviléges pécuniaires et autres, non-seulement ceux qu'elle a perdus depuis 1848, mais ceux aussi qu'elle possédait avant la réforme de Stein et de Hardenberg. Ces ardens champions de l'ancien régime ne se donnent pas la peine de dissimuler ou de déguiser leurs prétentions; ils parlent dans toute sa crudité le langage d'un intérêt égoïste, et qui n'est même pas des plus nobles : ils veulent de l'argent; ils ne se cachent pas de le réclamer, de l'aimer pour lui-même. A la tête de ce bataillon sacré, il y a cependant d'autre part un état-major qui se met beaucoup plus en frais d'imagination, qui essaie d'habiller plus décemment les exigences trop grossières de ses soldats. Ce sont des prêcheurs de morale qui ne ménagent pas les sermons, et qui, tout en accordant satisfaction aux appétits tracassiers d'une certaine noblesse, veulent encore prouver aux pauvres gens qu'on ne les vexe que pour leur bien. Ce n'est pas la cupidité qui les pousse, c'est le zèle d'une vraie charité chrétienne : ils ne travaillent que pour le salut de leur prochain et pour la gloire de Dieu. Ils ne visent à rien moins qu'à dépouiller les uns pour relever les autres; ils violent toutes les lois établies

en faveur de la grande majorité des sujets prussiens; ils sacrifient cette majorité à une minorité improductive et hargneuse. — Mais, écoutez-les, ce n'est point par passion, c'est par conscience; ils doivent leurs leçons au pays; ils sont responsables de son éducation, ils l'enseignent. Toutes les mesures qu'ils prennent comme pour le froisser à plaisir devraient au contraire, à leur sens, lui ouvrir les yeux et le faire rentrer en lui-même; ils sont plus encore des catéchistes et des hommes d'école que des hommes de parti.

Ne nous y trompons pas, cette direction d'esprit est trop essentiellement inhérente à la nature allemande pour qu'on puisse la reprocher comme un tort très personnel, comme une hypocrisie très particulière aux pieux convertisseurs qui précèdent et guident en Prusse l'invasion beaucoup moins cérémonieuse des hobereaux. Les Allemands naissent doctrinaires; la démocratie, comme l'absolutisme, tourne aisément chez eux à n'être plus que de la science pure. Nous lisions, par exemple, l'autre jour, qu'on venait de fonder à Adelaïde une *Gazette allemande de l'Australie du sud*. L'Australie est un pays où il n'y a guère encore pour un émigrant que deux manières de gagner son pain : s'engager comme berger ou comme boucher; on y passe sa vie dans les champs ou à l'abattoir. Devinez de quoi parlent ces nouveaux journalistes à leurs compatriotes ainsi occupés. Voici le sommaire de quelques numéros : — *L'état*. — *Des rapports de l'église avec l'état*. — *La Prusse depuis l'année* 1848. — *Responsabilité de tous en tout*. — *Le droit de la révolution*, etc. Quant au cours commercial des viandes, des laines et des cuirs, c'est à peine s'il se glisse honteusement au milieu de ces belles choses. Et voici un échantillon du style germanique, même transporté dans l'autre hémisphère : — « L'état est un organisme; mais, si l'état est un organisme, il ne s'ensuit pas que le *moment* de l'unité nécessaire à tout organisme doive y dominer avec une rigueur abstraite; il ne s'ensuit pas davantage que le *moment* de la pluralité doive y anéantir son contraire, etc. » Il est vrai que l'éditeur déclare par avance en tête de sa feuille qu'elle sera souverainement un organe de *tendance*, et que, parmi les variétés d'états qu'il énumère, il en compte un qu'il appelle *l'idéocratie*. C'est peut-être *l'idéocratie* qu'il espère implanter au milieu des colons australiens.

Sérieusement, ce n'est pas pour rien que nous allons chercher si loin ce modèle de métaphysique; nous l'offrons comme un terme indispensable dans une comparaison que nous nous permettons de risquer. Les doctrinaires de Potsdam et le plus illustre de tous à leur tête ne sont pas beaucoup moins en dehors de la réalité que les obscurs doctrinaires de l'émigration australienne. Le roi Frédéric-Guillaume IV appartient corps et ame à une *tendance* qui n'est pas la même sans doute, mais qui n'est pas plus pratique que celle de la *Gazette de l'Australie du sud;* il veut, lui aussi, voir un jour s'élever pour le parfait contentement de son cœur cet état qui serait bien l'état allemand par excellence, si seulement l'Allemagne en pouvait accoucher, — l'état *idéocratique*. Il poursuit donc de son mieux l'avénement de son *idéocratie*, et il ne s'épargne point pour y rallier les intelligences rebelles de son peuple. Ce voyage du roi en Westphalie et sur le Rhin ressemble de point en point à un cours de politique conservatrice; le mal est que le professeur ne sort pas de son système, et que, ne touchant pas terre, il est trop étranger à l'auditoire. C'est un des traits les plus accentués de la physionomie si caractérisée du monarque

prussien de vouloir ainsi toujours donner de sa personne dans cette propagande dogmatique, qui est à peu près tout le fond de son gouvernement. Il aime à exhorter, à louer, à réprimander; il a le goût du discours magistral; il désire par-dessus tout amener les gens à résipiscence, et il ne les lâche qu'après qu'ils ont reconnu leur faute et mérité leur absolution. Ce n'est pas sur un trône que siége ce roi quasi-constitutionnel, c'est dans un confessional, quand ce n'est pas dans une chaire d'université.

La politique maintenant dominante en Prusse marche ainsi par ces deux voies; elle dogmatise de haut et presque dans les nuages en même temps qu'elle agit assez petitement dans ce bas monde, et l'on ne saurait mieux comprendre tout ce que l'apparente élévation de son dogmatisme a de factice et de mensonger qu'en considérant d'un peu près la brutalité fort terrestre de ses procédés. On a vu naguère comment les séides de cette politique, les propriétaires nobles des provinces orientales, se prétendaient dispensés d'acquitter l'impôt foncier, et ne consentaient à le subir que si l'état leur assurait d'avance une indemnité suffisante, en leur rachetant par une somme une fois payée leur droit d'exemption. Ce qu'il y a de certain, c'est que la loi de l'impôt foncier reste toujours en suspens, et que ce sont ces résistances qui l'arrêtent. Il apparaît maintenant une autre fantaisie qui n'est pas moins naïvement hostile au bien d'autrui. Les domaines nobles auxquels sont attachés tous les priviléges féodaux dont on espère la résurrection n'appartiennent point malheureusement toujours à de vrais chevaliers; ce sont des bourgeois enrichis qui les ont achetés, et l'on n'est point assez sûr que ces intrus aient déjà tous les sentimens de la vraie noblesse. Aussi l'on pétitionne à grand bruit pour obtenir que désormais nul ne puisse acquérir un domaine noble, s'il n'est bon chevalier de naissance, — que ces bons chevaliers soient toujours en droit de racheter les domaines mal occupés, et qu'enfin si l'argent leur manque, l'état le leur prête. L'état n'en viendra pas là tout de suite, nous aimons à le croire; mais il n'en est pas moins très curieux de voir à quelle hauteur l'esprit du roi Frédéric-Guillaume IV plane constamment par-dessus toutes ces mesquines envies qui sont pourtant bien et dûment les protégées de sa doctrine. Suivez-le dans son itinéraire à Hamm, à Dusseldorf, à Cologne; écoutez-le distribuer le pain de sa parole comme un missionnaire évangélique. Il n'est question que du redressement des esprits et des consciences, et tout cela dans un langage mystique et féodal, qui est juste pareil à celui de 1840. « Je bois, dit-il aux bourgeois de Dusseldorf dont il est content, je bois à la vieille fidélité de cette ville et de ce pays; je bois à la nouvelle fidélité : puisse sa naissance ne pas causer beaucoup de douleurs! » Et aux bourgeois de Cologne, qui ne sont pas très gracieux pour l'école historique : « Je ne suis pas venu ici pour faire des complimens, pour récompenser ou pour punir, mais pour vous dire la vérité, toute la vérité! » La vérité qu'on veut leur faire entendre, c'est que la presse les gâte, et qu'on les guérira malgré eux. Puis sa majesté prussienne arrive enfin à Hechingen, le but du voyage. Le puissant chef de la maison de Hohenzollern a désiré recevoir en personne l'hommage de ces petites principautés d'où sa famille est originaire, et dont les souverains se sont donnés à la Prusse sous le coup des terreurs de 1848. Frédéric-Guillaume IV se retrouve là décidément en pleine féodalité. Il embrasse ces princes de son sang, qui lui rendent foi et

hommage comme dans les miniatures d'un vieux manuscrit. Il leur prend les mains. « La solennité pour moi, leur dit-il, consiste à recevoir votre main dans la mienne à la manière allemande. C'est le plus beau symbole du peuple allemand dont la fidélité est devenue proverbiale. » — Souveraine puissance de l'*idéocratie!*

Ce n'est point assurément un royaume d'*idéocratie* que la Belgique; elle pratique patiemment son pénible métier d'état moderne, et, malgré toutes les difficultés d'un régime qui ne subordonne pas les difficultés aux systèmes, elle est heureuse et fière de se gouverner par les humbles lumières de la sagesse constitutionnelle. Cette sagesse est mise maintenant à une épreuve assez laborieuse. Le ministère a présenté un ensemble de projets de loi qui atteste une conception large et vigoureuse des besoins publics. Il propose de faire exécuter, en les répartissant dans les diverses provinces, toute une série de travaux publics qui, soit à la charge de l'état, soit sous la responsabilité de compagnies auxquelles on garantirait un minimum d'intérêt, coûteraient jusqu'à 120 millions; il propose encore un emprunt de 26 millions pour éteindre la dette flottante. Ces dépenses, si opportunes qu'elles soient, nécessitent forcément un accroissement de recettes. Le ministère belge se procure les ressources dont il a besoin en établissant de nouveaux impôts, impôts directs et impôts de consommation, afin de distribuer équitablement le fardeau sur toutes les classes. Il veut, d'une part, établir des droits sur les bières, les eaux-de-vie indigènes et les débits de tabac; de l'autre, augmenter le droit de succession et l'étendre même à la succession en ligne directe, qui échappait jusqu'ici à toute taxation. C'est là le point le plus risqué de son plan, et l'on doit dire que le moment n'est peut-être pas très bien choisi pour grever ainsi l'héritage. Néanmoins le ministère ne veut rien retrancher de ce plan compacte. Il ne veut point se lancer dans les dépenses avant d'être sûr des recettes; il ne veut point frapper le consommateur en épargnant l'héritier.

Après quelques péripéties dont nous avons précédemment parlé, la chambre des représentans a fini par accepter tous ces projets à une grande majorité; mais maintenant la loi particulière relative au droit de succession rencontre beaucoup de résistance dans le sénat. La commission a multiplié les amendemens; le sénat pourrait bien rejeter le projet, même amendé. Le ministère aura très probablement raison de cette opposition qui l'arrête aujourd'hui. Si le sénat renvoie à la seconde chambre le projet avec les amendemens par lesquels il l'aura modifié, celle-ci à son retour, car elle est entrée d'hier en vacances, rejettera les amendemens et refera le projet primitif. Si alors le sénat refusait encore son assentiment, il en faudrait peut-être venir à une dissolution. Quoique les choix des éligibles soient assez restreints à cause de l'élévation du cens (1,000 florins, 2,111 francs d'imposition directe), on croit que l'on pourrait remplacer une partie des sénateurs hostiles à la loi, et que dans le sénat ainsi recruté la majorité serait acquise au ministère. Il ne faut cependant pas se dissimuler qu'il est des victoires qui affaiblissent plus qu'elles ne fortifient; nous en souhaitons d'autres à M. Rogier.

En Hollande, la session des états-généraux approche de son terme. A bien dire, la seconde chambre, en prenant ses vacances depuis quelques semaines, s'était elle-même prorogée. Cette prorogation un peu brusque, qui laissait beau-

coup de questions indécises, n'a généralement pas été vue avec plaisir : l'opposition est même allée jusqu'à la prendre pour une violation de la loi constitutionnelle. Il est donc facile de croire qu'on attend avec impatience la reprise des travaux législatifs au mois de septembre; d'ici là, cependant, l'activité politique n'en est pas encore à chômer; la loi communale, votée dans le courant de cette session, close de fait, lui ouvre pleine carrière.

Cette loi a été l'occasion de débats très épineux. Elle complète, avec la loi électorale et la loi provinciale, un ensemble de mesures où l'on voit le caractère particulier des idées permanentes de M. Thorbecke, qui, sans être le président du conseil, en est toujours l'ame. La nouvelle loi communale n'admet plus l'inamovibilité des conseils municipaux. Les deux points capitaux sur lesquels disputaient les antagonistes de la loi étaient le principe de centralisation et l'établissement d'une législation uniforme imposée à toutes les communes, grandes ou petites. Les partisans du nouvel ordre de choses ont répondu à ces objections que, tout en consacrant l'indépendance des communes, ils ne voulaient pas l'étendre au point d'en faire sortir l'anarchie; ils ont soutenu que la loi ne donnait point au gouvernement le droit de s'immiscer dans des affaires de communes qui ne fussent point du ressort de l'intérêt général, que l'uniformité de la législation n'était pas une entrave véritable pour les libertés réellement nécessaires aux municipalités. On a longuement pesé les avantages et les inconvéniens d'un conseil communal composé de membres nombreux. Plusieurs amendemens ont été formulés, mais tous rejetés, à l'exception d'un seul qui avait pour objet de fixer, d'après une échelle mieux graduée, le chiffre des conseillers municipaux, tout en conservant les chiffres extrêmes du gouvernement, sept conseillers dans les communes qui ont moins de trois mille ames, trente-neuf dans celles qui en ont plus de cent mille. L'article qui règle le cens des électeurs communaux prêtait également à d'assez grandes divergences d'opinion. Les adversaires du gouvernement voulaient que la loi fût accompagnée d'un tableau qui marquât le cens à payer dans chaque commune, en tenant compte de la situation locale, et en prenant comme base constante un chiffre moyen entre le maximum et le minimum établis par la constitution pour le cens général; cette idée, qui se retrouvait dans plusieurs amendemens, n'a point passé. Ajoutons enfin que la nouvelle loi hollandaise admet la publicité des séances des conseils communaux.

Parmi les projets qui viennent d'être examinés dans les bureaux, et qui attendent une solution prochaine, restent particulièrement la loi d'organisation judiciaire, et la proposition qui, donnant une nouvelle assiette aux impôts, irait même jusqu'à frapper la rente. Cette dernière proposition a soulevé une résistance décidée, soit au sein des états-généraux, soit dans le public. Pour ce qui est de l'organisation judiciaire, les rapporteurs de la deuxième chambre voudraient une cour d'appel générale au lieu des cours provinciales qui existent aujourd'hui. Quant aux projets de finances, les rapporteurs n'entendent absolument pas toucher à la rente, et repoussent toute idée de la taxer du point de vue légal aussi bien que du point de vue économique. Ils ont voté, sauf quelques exceptions, le maintien du système financier actuellement en vigueur; ils craignent qu'à force de le remanier, on ne tombe dans les erremens dont on se plaint si amèrement ailleurs. La proposition relative à la rente paraît

même d'autant moins admissible, que la constitution hollandaise garantit dans les termes les plus formels les droits des créanciers de l'état.

Le ministère néerlandais se verra probablement bientôt dans la nécessité de se reconstituer plus complétement. Le portefeuille de la marine est toujours par intérim dans les mains du ministre de la guerre. On parle du capitaine-lieutenant M. van Karnebeek, pour succéder au vice-amiral Lucas dans ce département. Le ministre de la justice, M. Nedermeyer van Rosenthal, atteint à la fois par des malheurs de famille et par des échecs parlementaires, a su pourtant se maintenir. En somme, la discussion du budget ne manquera pas de fournir plus d'une occasion où l'on pourra juger la force du ministère. D'ici là, quoique l'on ne soit pas encore tout-à-fait en villégiature, le gouvernement court un peu le pays. Le roi a fait récemment quelques excursions dans les provinces, et il est assez intéressant de comparer les voyages de sa majesté néerlandaise avec ceux de sa majesté prussienne. Le roi Guillaume III, qui ne se pique point de donner des leçons, ne s'en trouve pas au demeurant plus mal. Sur les différens points où il s'est montré, ce prince s'est surtout attaché à étudier les progrès de l'agriculture et l'état des relations commerciales. Dans la Zélande, il a voulu assister à l'ouverture d'un congrès agronomique et à l'essai d'instrumens aratoires dans un des polders; à Rotterdam, il a reçu une véritable ovation. Cette seconde métropole du commerce hollandais avait préparé une réception magnifique au jeune souverain. Ce n'étaient cependant pas tant les illuminations grandioses de la ville et des navires, ce n'étaient pas tant les fêtes originales et somptueuses de ces jours de bruit et de plaisir qui donnaient à la solennité son plus remarquable caractère : c'était surtout l'échange cordial des bons sentimens qui animaient l'un pour l'autre la population et le roi. A Groningue, même expansion de la loyauté nationale, que la naissance d'un prince vient encore tout récemment de rendre plus vive. De son côté, M. Thorbecke a fait aussi une tournée dans les provinces du nord, où il a été très bien accueilli. Ces manifestations spontanées prouvent l'heureux accord qui existe dans les Pays-Bas entre la personne royale, les dépositaires du pouvoir et la masse du pays. On ne sépare point dans son attachement la dynastie des institutions, et le descendant de la vieille maison d'Orange sait porter au gré de tous le rôle toujours difficile de monarque constitutionnel.

Les négociations du gouvernement hollandais avec la Prusse au sujet de l'embranchement du chemin de fer rhénan sur l'Allemagne ont abouti à une solution favorable pour les deux pays : le prolongement du chemin de fer rhénan jusqu'aux frontières prussiennes a été décidé. Depuis quelque temps, on parle beaucoup d'annexer les voies ferrées de la Hollande à celles de la Belgique. On voit que la Hollande aspire aussi à entrer de plus en plus dans le mouvement général du commerce et à multiplier ses points de contact avec les pays qui l'entourent.

Les nouvelles des colonies néerlandaises sont assez rassurantes. Les Chinois révoltés de Bornéo se sont définitivement soumis. Le choléra s'est, il est vrai, déclaré à Java et ailleurs dans l'archipel; mais il n'a point, à beaucoup près, l'intensité qu'il avait en 1821, lorsqu'il régnait d'une manière si cruelle aux Indes.

ALEXANDRE THOMAS.

REVUE LITTÉRAIRE.

I. *Lettres et Opuscules inédits de Joseph de Maistre*, 2 vol. 1851.
II. *Essai sur le Catholicisme, le Libéralisme et le Socialisme*, par M. Donoso Cortès; 1 vol. 1851.
III. *Histoire des Origines du gouvernement représentatif*, par M. Guizot; 2 vol. 1851.

Chaque moment, dans un siècle qui marche d'un pas aussi précipité que le nôtre, est plein de symptômes et de faits révélateurs. Il peut suffire aujourd'hui au regard le plus inattentif de se promener sûr le monde moral pour être frappé d'un phénomène digne de méditation : c'est le spectacle d'un mouvement révolutionnaire se déroulant avec une suite invincible, secondé souvent par ceux mêmes qui ne l'aiment pas, favorisé par une société oublieuse, et déterminant dans son triomphe le plus complet et le plus imprévu une réaction qui atteint jusqu'à son principe, et menace d'envelopper le bien et le mal accomplis depuis soixante ans. Il en résulte, dans l'ensemble des tendances et des idées contemporaines, un revirement à peu près semblable à un changement de front entre deux armées en présence; l'impulsion morale se déplace, et l'attitude respective des opinions se trouve sensiblement modifiée. Ainsi il est visible, par exemple, que tout ce qui tient à la révolution a baissé depuis février dans l'estime et dans les croyances du monde : elle est dans les faits, dans les institutions, — elle n'a plus autant que par le passé le culte de beaucoup d'esprits élevés et virils. Ce mot même de révolution a cessé d'être l'illusion des ames généreuses pour rester la proie de quelques étourdis bavards ou de quelques mystiques sinistres. Il ne s'allie plus d'une manière générale à une idée de progrès; il éveille l'idée de la destruction, et il effraie. Je ne nie pas la puissance des systèmes révolutionnaires comme excitation permanente adressée aux passions des multitudes : je constate leur déclin dans le domaine intellectuel, leur irrémédiable déchéance comme systèmes ayant don de vie et d'action morale. Les doctrines plus modérées elles-mêmes qui passaient pour dominantes il y a quelques années, et qui étaient effectivement la règle la plus usuelle des intelligences, subissent en ce moment le discrédit d'une défaite et sont réduites à se défendre au lieu de régner. Aujourd'hui le plus grand effort du libéralisme pour reconquérir son ascendant, c'est de chercher à prouver qu'il ne se confond point avec l'esprit révolutionnaire : c'est là ce que j'appelle une attitude défensive devant le sentiment public inquiet et troublé, qui ne l'entoure plus de la même popularité et ne lui fait point écho.

Est-il bien sûr même que l'on comprenne encore le libéralisme? N'est-il pas évident, au contraire, qu'il règne dans l'atmosphère actuelle comme un courant favorable à l'expression des idées les plus opposées aux idées issues de la révolution, et que, dans le démêlé des opinions, l'offensive appartient à celles qui ne reculent devant aucune des conséquences du dogme absolu de conservation? La réalité prête facilement un appui et des armes à ces chercheurs ardens des lois suprêmes de l'ordre, qui ne parviennent souvent à les découvrir que dans les conditions les plus extrêmes, fût-ce aux confins de la théocratie. Quiconque parlait de liberté il y a quelques années était sûr de faire vibrer un instinct universel. Quiconque parle aujourd'hui d'autorité rencontre les mêmes sympathies. On se laissait volontiers aller autrefois à mettre à l'abri de la nécessité ou

de la gloire les crimes de la révolution française; on n'accepte plus maintenant ces images de *grande bataille*, et des œuvres sérieuses sont consacrées à dissiper cette confusion entre l'héroïsme de nos soldats et la fureur sanguinaire des bourreaux. Ce qu'on aimait à rechercher et à peindre dans un Mirabeau, c'était le tribun et le factieux intimant à la royauté humiliée les volontés populaires; maintenant, c'est l'homme d'état, malgré ses souillures, s'efforçant de retenir sur son penchant la monarchie croulante. Dans le symbole de nos croyances, notre premier acte de foi était pour la raison humaine; peut-être serait-il aujourd'hui pour la mystérieuse puissance de la vérité religieuse. Cela est bien simple : hommes, idées, institutions, conditions de la vie morale ou politique, — tout nous apparaît sous une inclinaison différente, et nous sommes les premiers à revenir sur nos jugemens, à réformer nos admirations, à outrager même, s'il faut le dire, nos illusions d'autrefois. Mon Dieu, quand des hommes d'un esprit rare et pénétrant veulent bien transiger avec leur temps en avouant quelques-uns des bienfaits de la société moderne, il n'est pas sûr que bien des gens leur en sachent gré, et n'y voient une coupable condescendance. Bien des écrits de philosophie, de politique ou d'histoire rendent témoignage de cette situation; ils reproduisent dans une mesure inégale de talent les nuances diverses de ce mouvement de réaction. Deux choses en ressortent encore avec évidence à travers les emportemens mêmes par lesquels l'opinion manifeste parfois ses retours : c'est qu'il y a des vérités inaliénables, traditionnelles de la civilisation vers lesquelles la société se sent invinciblement ramenée sous le feu des assauts révolutionnaires, et qu'il est en même temps des progrès réels courageusement accomplis dont elle ne saurait se dessaisir. Voilà pourquoi la société veut bien qu'on maudisse la révolution, et contraint, d'un autre côté, les plus intrépides penseurs, pour arriver aux choses possibles, de compter avec quelques-unes de ces réalités légitimes dont 1789 portait le germe. La société est aujourd'hui, sauf quelque degré de plus peut-être dans le péril, ce qu'elle était en 1800, lorsque la main du premier consul venait la rasseoir victorieusement sur ses bases; les mêmes tendances sont encore aux prises. Cette analogie de situation, elle a été rendue plus palpable et plus saisissante dans l'ordre politique par la résurrection imprévue de l'ascendant d'un même nom. Je ne sais quel concours de circonstances fait reparaître aussi les mêmes noms dans l'ordre intellectuel, à un demi-siècle de distance. Joseph de Maistre était le premier, en 1796, à s'élever en adversaire inflexible contre la révolution française; — nul penseur peut-être n'a été plus étudié, plus interrogé, plus commenté que lui depuis quelques années, et il s'est trouvé qu'une publication inattendue de ses lettres les plus intimes est venue le ramener avec une sorte de nouveauté dans la mêlée contemporaine, et attacher à sa mémoire un genre d'intérêt que j'essaierai de définir en le montrant encore en opposition avec notre temps par un point que je voudrais indiquer.

Les *Lettres* de Joseph de Maistre n'ajoutent rien à l'idée qu'on se faisait du penseur. Qui ne connaît ses doctrines dans ce qu'elles ont d'altier et d'absolu, d'extrême et de subtil parfois? Qui ne fait la part des mâles coups d'œil et des aperçus excessifs? Ce que j'admire dans ces lettres, c'est l'homme même, supérieur peut-être encore à l'écrivain et au philosophe. Un des plus tristes fruits de l'esprit révolutionnaire, c'est justement qu'il détruit l'homme, si

l'on me passe ce terme, en détruisant son caractère, en énervant le sentiment du devoir dans sa conscience, en lui enlevant la notion de la réalité et des conditions pratiques de la vie, c'est-à-dire en dissolvant tout ce qui constitue son être moral; c'est qu'il fait de lui quelque chose de factice et de chimérique livré au souffle de toutes les passions et de toutes les incertitudes. Ce que révèlent au contraire les *Lettres* de M. de Maistre, c'est un homme dans toute la noble acception du mot. Nature forte et simple, hardie et disciplinée, empreinte d'une sorte de loyale originalité, accessible à tous les élans de l'esprit et aux plus sincères effusions du cœur, mêlant à ces momens de haute ironie que lui inspirent les événemens cet autre enjouement rare et supérieur qui décèle une ame saine, particulièrement assurée sur toutes les grandes choses de la vie. Joseph de Maistre est l'homme qui a le moins eu d'hésitations sur ce qu'il devait faire dans un temps de crise universelle, tant le devoir lui apparaissait net et clair; et cela est dû, sans nul doute, à des habitudes premières, à cette enfance bien conduite où son pieux biographe, — son fils qui le caractérise aujourd'hui, — le peint rempli d'une « soumission amoureuse pour ses parens, » ne lisant pas même un livre à l'université de Turin qu'il n'en eût reçu l'autorisation de son père, et où il se représente lui-même « étant dans la main de sa mère comme la plus jeune de ses sœurs. » Cet instinct simple du devoir et de la rectitude, Joseph de Maistre semble le porter partout avec lui soit comme homme privé, soit comme homme public. Attaché à un roi dépossédé de ses états, il ne songe pas même qu'une plus vaste carrière puisse s'ouvrir à son ambition au prix d'une infidélité. Frappé dans sa fortune, c'est à peine s'il mentionne d'un mot dans une lettre ce naufrage personnel au milieu de tant d'autres naufrages, et il passe outre avec une merveilleuse sérénité; il ne s'en souvient pas surtout avec âpreté au jour des revendications possibles. Envoyé comme ministre à Saint-Pétersbourg, sans moyens suffisans pour avoir même un secrétaire, par une fierté simple et aisée, par sa rare supériorité, il fait une figure que les ressources de son maître ne peuvent l'aider à faire d'une autre manière. Ajoutez que, contraint à la simplicité, il n'en a point le faste, qu'inflexible sur les principes comme penseur, rude pour ses adversaires, il ne garde dans l'ame aucune haine, et que, comme diplomate, il se faisait juger ainsi : « Le comte de Maistre dit tout ce qu'il veut et ne commet jamais d'imprudence! » Et comme il faut de notre temps un intérêt visible en toute chose, même à être homme de bien, je dirai : Voyez ce que devient le talent lorsqu'il émane d'un tel foyer, et qu'il est l'expression d'un tel caractère.

Le séjour de M. de Maistre à Saint-Pétersbourg, qui a duré de 1802 à 1817, a été l'époque féconde de sa vie. C'est là qu'il préparait les *Soirées* et le *Pape*, partagé dans sa solitude entre les soins de la diplomatie et le travail de son intelligence, « *faisant ses études;* — car enfin il faut bien savoir quelque chose, » disait-il avec une grace charmante. C'est de là aussi que sont datées la plupart de ces *Lettres* aujourd'hui mises au jour, et qui allaient porter en Italie, en Suisse, en France, les épanchemens de son esprit et de son cœur. Tantôt M. de Maistre s'y élève avec abandon à ses considérations politiques habituelles, tantôt son imagination parcourt le cercle des souvenirs rajeunissans, tantôt il se peint, lui, ses habitudes intimes, sa vie laborieuse et distraite... « ... Ici, là, dit-il dans une lettre de 1805, je tâche, avant de terminer ma journée, de re-

trouver un peu de cette gaieté native qui m'a conservé jusqu'à présent. Je souffle sur ce feu comme une vieille femme souffle pour rallumer sa lampe sur le tison de la veille. Je tâche de faire trève aux rêves de bras coupés et de têtes cassées qui me troublent sans relâche; puis je soupe comme un jeune homme, puis je dors comme un enfant, et puis je m'éveille comme un homme, je veux dire de grand matin, et je recommence tournant toujours dans ce cercle et mettant constamment le pied à la même place... » Un des plus charmans épisodes de cette correspondance, c'est celui où l'auteur du *Pape* rajeunit avec sa fille Constance la piquante controverse des *Femmes savantes*. Là se fait jour sans contrainte ce qu'il y avait en lui d'aimable enjouement et de bon sens plein de grace spirituelle. L'auteur des *Soirées de Saint-Pétersbourg* rivalise avec Molière, et n'est point battu assurément. Les *Lettres* de Joseph de Maistre révèlent dans leur variété un fonds natif de sympathie et de bonté, et cela aide à apprécier plus exactement la portée de quelques-unes de ses théories les plus rigoureuses. On se sent plus à l'aise, en le connaissant mieux, pour pénétrer avec lui dans cette sphère de redoutables problèmes sur l'expiation, sur le châtiment. Il est bien facile de prendre quelques pages de M. de Maistre et de dire : Voilà le théoricien de la légitimité du bourreau! Cela peut prêter à quelques laborieuses antithèses de M. Hugo dans les prétoires, où d'honnêtes magistrats se croient tenus à des déférences pour qui les injurie et injurie la justice elle-même. En pénétrant au fond des théories de Joseph de Maistre cependant, il y a une chose bien simple : ce qu'il cherche à relever, à restaurer, c'est l'idée du châtiment. On ne remarque pas assez que partout où cette idée s'affaiblit, cet affaiblissement correspond à une altération de l'idée du juste et de l'injuste. La haine effrénée du châtiment ne signifie qu'une chose, c'est que toutes les volontés et toutes les passions de l'homme sont saintes et ont droit à se produire. Nous tombons à M. Proudhon, qui nie aujourd'hui le principe de la justice sociale, et accorde à chacun la juridiction souveraine sur lui-même. Singulier sophiste! pensez-vous abolir pour cela la loi du châtiment? Elle s'appliquerait plus que jamais, — seulement au hasard et d'une manière gigantesque. Les hommes l'accompliraient sur eux-mêmes en s'entr'égorgeant. Voilà ce qu'entrevoyait Joseph de Maistre, et ce qui le rejetait vers le point le plus opposé. En relisant ses pages d'autrefois, on aime à les éclairer par quelqu'une de ses lettres à sa fille, quand il dit : « Je te serre avec mes vieux bras sur mon jeune cœur! » ou bien encore : « Je crois entendre pleurer à Turin!... »

Si le caractère et le génie de Joseph de Maistre s'éclairent d'une noble lumière au contact de ses plus violens adversaires, peut-être sa rare nature d'homme et de penseur ne ressort-elle pas moins à côté de ceux dont il sert les intérêts ou qui s'attachent servilement à ses idées au risque de les travestir. Il se distingue des hommes de son propre camp par une certaine manière inimitable d'agir et de juger qui ne se prête guère aux vues étroites des partis; il suit les événemens avec un esprit intéressé à ce puissant spectacle et libre de puérils préjugés. Ses préférences ne troublent pas sa sagacité supérieure. Voyez-le se plaçant en face de la figure de Napoléon en 1804! Tandis que les royalistes de son temps, répandus en Europe, s'amusent de la *farce impériale*, tonnent contre l'*usurpateur*, lui, d'un œil ferme, il envisage toutes les éventualités, même celle où la maison de Bourbon serait *usée*; il voit dans l'empereur l'homme

extraordinaire et providentiel qui tue l'esprit révolutionnaire et reconstruit l'édifice social. Un instinct naturel de grandeur l'attire vers Napoléon, vers celui qu'il nomme le *Demonium meridianum*. Il y a un prestige secret exercé par le génie sur le génie : c'est de là, sans nul doute, qu'est née une démarche singulière faite par De Maistre en 1807 pour avoir une entrevue avec le dominateur de l'Europe et plaider devant lui la cause de son souverain, dépossédé du Piémont. Cette tentative fut sans résultat; mais qu'on remarque la diversité d'impressions qu'elle éveille selon la portée de ceux qui en ont alors le secret : Napoléon ne sait point mauvais gré de sa démarche à l'auteur des *Considérations;* il l'avait *déchiffré*, selon le terme énergique de M. de Maistre lui-même, avec cet instinct infaillible du dominateur qui connaît les hommes et à qui la fidélité plaît. « Je serais heureux, ajoute le diplomate philosophe avec un juste orgueil, que sa majesté me déchiffrât comme lui. » La petite cour de Cagliari, au contraire, exprime quelque surprise où perce une sorte de soupçon, et c'est une occasion nouvelle pour De Maistre de dévoiler sa droite et fière nature. « ... Voilà le mot, dit-il dans sa lettre au chevalier de..., le cabinet est *surpris*. Tout est perdu! En vain le monde croule, Dieu nous garde d'une idée imprévue! et c'est ce qui me persuade encore, monsieur le chevalier, que je ne suis pas votre homme, car je puis bien vous promettre de faire les affaires de sa majesté aussi bien qu'un autre, mais je ne puis vous promettre de ne jamais vous surprendre : c'est un inconvénient de caractère auquel je ne vois pas trop de remède... » C'est ainsi que, dans ces *Lettres* d'un prix rare, se révèle à chaque page, d'une manière inattendue, un homme dont la vie respire je ne sais quoi de sain et de valeureux fait pour éveiller aujourd'hui bien autre chose qu'un simple intérêt littéraire, et dont les traits accentués et profonds se gravent dans l'esprit à l'égal des doctrines du philosophe.

L'homme dans De Maistre subjugue sans qu'on lui résiste; ses doctrines restent un perpétuel sujet de dispute, et elles ont la destinée de toutes les opinions humaines, — celle d'être considérées inégalement selon l'état de l'atmosphère morale, de s'effacer ou de se rajeunir par quelque expression nouvelle selon les tendances générales du moment. M. Donoso Cortès aujourd'hui se lie incontestablement par ses idées à la tradition de M. de Maistre, et, en agitant du même point de vue les mêmes hautes et mystérieuses questions de philosophie religieuse, il leur imprime le sceau d'un esprit original et d'une imagination pleine d'éclat. Nous avons étudié ici même ce talent éminent, cette manifestation nouvelle de la pensée catholique qui nous venait de l'Espagne, et qui s'est si promptement fait une place dans le monde intellectuel européen. Ce qui prenait la forme de conjectures, de développemens politiques dans les discours de l'orateur espagnol, se condense en corps de doctrines religieuses et philosophiques dans l'*Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme*. Ce qui se produisait à l'état d'instinct, de tendance, dans ce vif esprit avant février, la révolution en a fait un système rigoureux et coordonné de croyances. M. Donoso Cortès aborde de front dans son *Essai* le principe même de la doctrine catholique, il en déroule les conséquences en les opposant aux solutions des diverses philosophies, et rien n'est plus curieux assurément que de voir ce vigoureux esprit chercher la certitude aux sources religieuses les plus hautes, remonter jusqu'à ces dogmes premiers, obscurs par eux-mêmes, comme il le dit,

mais qui, une fois admis, expliquent ce qu'il y a de mystérieux et de contradictoire dans la destinée de l'homme.

Ce qui fait la grandeur du christianisme en effet, c'est qu'à la lumière de ses dogmes, les choses les plus incompréhensibles de notre nature trouvent une justification, prennent un sens et se coordonnent. Supprimez le dogme chrétien de la déchéance pour le remplacer par le dogme de la bonté absolue et innée de l'homme : est-ce que la loi universelle et invincible du travail et de la douleur ne sera point une insupportable injustice? Le mal lui-même vous apparaîtra-t-il autrement que comme un fait, partout visible et partout inexpliqué? M. Donoso Cortès a raison lorsqu'il fait du problème de la nature de l'homme le premier objet de ses recherches, car selon la solution, — chrétienne ou révolutionnaire, catholique ou socialiste, — que reçoit cette question, il s'en dégage tout un ordre différent de déductions dans les institutions sociales et politiques comme dans la philosophie. L'étude de ces déductions différentes fait le sujet même de l'*Essai sur le catholicisme;* une dialectique enflammée poursuit les systèmes socialistes qui nient tout ce que le christianisme affirme et affirment tout ce que le christianisme nie. Esprit absolu, je le disais, M. Donoso Cortès va droit aux extrémités de ces redoutables questions; les nuances s'effacent pour lui; il place le monde entre le socialisme et le catholicisme. C'est une alternative faite pour frapper une grande imagination. N'est-il pas seulement à craindre que l'instinct exalté de ce qu'il y a de destructif dans les philosophies révolutionnaires et l'entraînement d'un esprit ardent ne précipitent l'auteur, dans ses interprétations catholiques, vers des conséquences périlleuses?

La liberté humaine est une pauvre humiliée aujourd'hui qui a commis bien des fautes et qui en porte la peine. Le talent lui-même, le plus rare talent peut mettre une sorte de haute ironie à montrer par des exemples contemporains quelle triste affinité existe entre la raison de l'homme et l'absurde; mais enfin raison et liberté ont leur place et leur action nécessaires dans le monde moral, elles ont un certain degré d'indépendance qui se lie à l'idée de mérite et de démérite. — Raison et liberté ne peuvent rien par elles-mêmes, dit M. Donoso Cortès, et quand elles agissent, c'est pour amener *naturellement* et *nécessairement* le triomphe du mal dans le monde; — elles peuvent tout, et c'est par elles que se réalise le bien absolu, dit le socialisme. — D'après les socialistes, l'homme dans son progrès continu arrive à absorber Dieu, à le supprimer comme malfaisant ou inutile. — Selon M. Donoso Cortès, le bien n'est possible que par l'action *surnaturelle* de la Providence; le progrès ne résulte que de l'assujettissement absolu de l'élément humain à l'élément divin : c'est Dieu qui absorbe l'homme. N'est-on pas frappé d'une singulière identité de résultats obtenus par des voies si contraires? Des deux côtés, l'un des termes est supprimé dans le grand problème : Dieu ou l'homme. — Quand je vois ces vigoureuses et éclatantes reconstructions de systèmes qui embrassent tous les problèmes du monde moral et se présentent dans des termes absolus, je sens bien quelle utilité il peut y avoir à ce qu'il soit proféré en certains momens de telles paroles pour nous rappeler aux hautes conjectures sur nos destinées, et il est en même temps une question que je me fais avec anxiété : Quelle est la conclusion pratique à en tirer, dans les conditions de la réalité actuelle, pour la direction de nos efforts et le choix de nos moyens? M. Donoso Cortès a déjà répondu quant à lui : Les

institutions issues du catholicisme pur, assises à l'ombre de l'église, sont l'unique refuge efficace pour la société menacée. — Sans doute, les politiques sacrées ont leur grandeur quand elles ont leurs racines dans un état donné de civilisation; mais y revient-on ainsi pour faire honneur aux théories? Ne serait-ce pas simplement tenter de refaire le passé que Dieu lui-même ne refait pas? Il y a donc pour nous une nécessité invincible, — en obéissant à ce souffle religieux qui s'élève dans plus d'une ame de notre temps, en secondant ces retours qui se manifestent en faveur de l'idée d'autorité, — de ne point identifier ces tendances avec tel ou tel mode d'existence du passé, tel ou tel régime évanoui. Cette nécessité parle d'autant plus haut lorsqu'un événement comme la révolution française est venu tracer une ligne de feu entre le passé et le présent et transformer toutes les questions. Les écoles mixtes dont M. Donoso Cortès discute les titres avec une force remarquable ont dû long-temps leur ascendant à l'instinct qu'elles avaient de cette situation générale; elles ont été emportées, et si elles n'avaient contre elles que leur insuccès, ce ne serait pas un motif suffisant de sévérité : l'histoire est pleine des défaites des causes justes.

L'erreur de ces écoles n'a point été de croire que 1789 devait être le germe d'essais nouveaux, d'institutions élargies, de progrès à poursuivre dans l'ordre social et dans l'ordre politique; leur erreur a été d'essayer quelques-unes de ces grandes et légitimes choses avec des idées révolutionnaires, ou du moins avec de singulières condescendances pour l'esprit de révolution. Quand elles ont travaillé à la sécularisation de la société, elles en ont trop souvent fait le prix de l'abaissement du principe religieux : elles n'ont point aperçu qu'en agissant ainsi, elles allaient en sens inverse de la nature des choses, que plus une société s'émancipait dans sa vie politique et civile, plus il était nécessaire que le principe religieux eût tout son empire sur les ames, et les contînt par la discipline intérieure. Quand elles se sont attachées au gouvernement constitutionnel, elles l'ont fondé — sur quoi? — sur les infatuations des tribunes et des journaux, sur une sorte de déification de la parole considérée en elle-même et pour elle-même, — et ici encore elles n'ont point vu que cette perpétuelle mise en question de toutes choses par la parole, ces discussions universelles étaient les piéges des gouvernemens libres, par où ils perdaient leur énergie morale et tombaient dans la stérilité et l'énervement. Nous avons eu d'admirables luttes d'éloquence, des discours et des polémiques de quoi alimenter tous les peuples en révolution; les hommes d'état eux-mêmes croyaient agir quand ils parlaient, et, tandis que notre *Moniteur* s'enflait glorieusement chaque année en signe de progrès, l'Angleterre qui a bien, elle aussi, un gouvernement constitutionnel, mais qui le comprend autrement, — les États-Unis qui sont bien, eux aussi, un pays libre, mais où l'instinct de liberté s'allie au vieux sentiment puritain, — ces deux grands peuples surprenaient le monde par leur puissance d'action. Tandis qu'ils conquéraient des continens, nous pesions gravement dans nos balances le destin de quelques fonctionnaires-députés, nous faisions la théorie des ministères désagréables au souverain, et nous passions maîtres dans l'art des coalitions parlementaires. Sans manquer de justice pour les écoles libérales, on pourrait dire qu'elles ont passé leur vie à élever un édifice conservateur en y logeant à chaque étage ou en y laissant pénétrer sous mille figures l'esprit révolutionnaire, — si bien que ce redoutable esprit s'est trouvé un jour le maître du logis, presque sans lutte

et sans combat, par surprise, comme on a dit. C'est là ce qui rend si facile aujourd'hui, pour les intelligences rigoureuses, d'attaquer les écoles libérales, — en même temps que leur défaite est la raison de leur impopularité auprès de la foule, qui adore le succès. Au milieu de ces déviations et de ces revers, il reste toujours néanmoins un point de départ, une date, — 1789, — et cette date ne saurait être éludée, ne fût-ce que comme point d'appui pour agir sur notre temps. Le vrai, le profond intérêt moral du moment où nous vivons, c'est le besoin ardent de ressaisir le sens conservateur de cette époque, de la dégager des complicités révolutionnaires, de répudier dans la pratique contemporaine les préjugés, les irréflexions, les théories capricieuses qui en ont dénaturé ou compromis les conséquences légitimes, et ce besoin même marque le caractère et les limites de la réaction dans laquelle ont à se retremper les idées modernes, pour ne point risquer de trahir les principes supérieurs de la civilisation, ainsi que le leur reproche M. Donoso Cortès dans les pages sévères et éloquentes de son *Essai sur le Catholicisme*.

Nul homme, assurément, n'a plus de droit que M. Guizot, par la double autorité du talent et du caractère, à stipuler pour ce qu'on nomme les idées modernes, à les représenter dans leurs phases d'éclat et dans leurs revers, dans leurs audaces tempérées et dans leurs retours. Ces idées, M. Guizot les a professées et pratiquées; il les a portées dans les tribunes de l'enseignement et au pouvoir; sa fortune se lie à leur fortune, jusqu'à la dernière heure où il a eu le fatal honneur de les personnifier dans leur défaite. La publication que fait aujourd'hui l'illustre historien d'un livre mûri et composé autrefois prouve quelle élévation et quelle fermeté d'esprit il mettait l'un des premiers à tracer le symbole des croyances libérales et constitutionnelles, à définir la nature et l'action de la société moderne. L'*Histoire des Origines du gouvernement représentatif*, en effet, reporte vers les plus belles années militantes du libéralisme, vers une époque où il avait pour lui l'avenir, la popularité, la faveur instinctive des masses, l'enthousiasme débordant de la jeunesse, le culte réfléchi des esprits les plus éminens. L'éclat du talent, un peu de persécution assez douce, il est vrai, mais assez opportune peut-être pour ceux qui en étaient l'objet, la séduction de théories ingénieuses et savantes qui flattaient l'instinct public par le spectacle d'institutions où l'action nationale était sans cesse provoquée, — tout cela suffisait pour enflammer les imaginations et pallier ce qu'il pouvait y avoir de factice ou d'erroné dans les opinions. Entre l'année 1820, où M. Guizot, l'un des héros de ce mouvement, professait ses leçons sur le gouvernement représentatif, et l'époque actuelle, où il les met au jour, les idées libérales ont eu le temps de manifester leur puissance, de se réaliser en institutions et d'être vaincues à leur tour. Ces trente années ont vu la plus effrayante consommation de théories, de systèmes plus ou moins empreints de libéralisme, — étais fragiles sur lesquels s'est appuyé vainement notre chancelant édifice; l'esprit s'embarrasse à les rechercher et à en ressaisir les nuances caractéristiques. Une des plus séduisantes et des plus viriles de ces théories, à coup sûr, c'est celle qui a été popularisée principalement par l'école dont M. Guizot est le chef et qui se fait jour dans l'*Histoire du gouvernement représentatif* : c'est la doctrine qui place la source de la souveraineté et du droit dans la raison humaine, dans l'intelligence; M. Guizot en fait découler la puissance paternelle elle-même.

Cette doctrine de la souveraineté de l'intelligence contient-elle en effet la loi

de la civilisation, comme on a pu le penser? En elle-même, elle n'a rien de bien extraordinaire, si elle n'est que la simple expression d'un fait : à savoir qu'en général les plus intelligens, ou les plus capables plutôt, sont appelés à commander. L'illusion de ceux qui en ont fait une sorte de dogme a été d'imaginer que ce qui confère l'unité, la vie, la puissance à une société, c'est l'intelligence, tandis que c'est la foi à un ensemble de vérités religieuses et sociales qui est ce premier ciment. Une erreur plus grande encore, sortie avec le temps de cette doctrine, a été de croire que l'intelligence, séparée de tout ce qui l'épure ou la féconde, suffisait à tout, pouvait suppléer à toutes les autres forces morales défaillantes dans l'homme. Cette croyance a été une source de déceptions et de désastres. Livrée à son propre mouvement, imbue de l'idée excessive de sa souveraineté, l'intelligence s'est éprise d'un amour singulier pour elle-même; elle s'est adorée dans ses conceptions, dans ses rêves, dans ses doutes et ses incertitudes même, tendant sans cesse à les substituer à la réalité vivante et imprescriptible, à la réalité présente comme à la réalité traditionnelle. Considérée dans un sens pratique et individuel, comme moyen de domination, comme titre unique, en quelque sorte, à toutes les fortunes, à tous les succès, elle a été l'objet de toutes les poursuites et de tous les efforts. L'éducation n'a plus eu pour but de former des hommes dans toute l'excellence du mot, de les rendre *meilleurs*, selon le langage antique, mais de cultiver artificiellement leur esprit, de créer des *capacités*, comme on disait avant février : — orateurs en expectative, agitateurs intéressés, prétendans à tous les emplois et réformateurs bénévoles des gouvernemens. C'est là le vice de l'éducation moderne, et c'est sous l'empire de la doctrine dont nous parlons qu'elle a pris cette funeste direction. Le talent étant la mesure de tout, devenant le signe accrédité de la valeur sociale, il s'est développé une rage singulière d'atteindre à ce degré voulu d'aptitude vulgaire pour arbitrer, controverser, conjecturer sur tout. Il s'est élevé des couches brûlantes de la société une nuée de talens, de demi-talens, — utopistes niais ou pervers, esprits puérils et faux, spéculateurs du vice, — revendiquant leur part d'initiative souveraine de l'intelligence, et inoculant à cette société d'où ils sortent cette triste impuissance qui naît des hallucinations intellectuelles, des disputes chimériques, des controverses oiseuses. On ne remarque pas qu'il peut y avoir des siècles prodigieusement cultivés et prodigieusement corrompus, où l'intelligence éblouisse ou brûle sans éclairer, et soit un instrument d'énervement moral et de décadence, au lieu d'être un instrument de progrès. Ce sont les siècles « où le culte austère de la vérité est abandonné pour l'idolâtrie de l'esprit, — ainsi que le dit M. Donoso Cortès; derrière les sophismes viennent les révolutions, et derrière les sophistes les bourreaux, » — ou le barbare « envoyé par Dieu pour trancher le fil de l'argument. » Ce sont là de ces vérités un peu rudes pour l'orgueil de l'esprit humain, que nous ne soupçonnions peut-être pas il y a quelques années. Il ne dépend pas de nous aujourd'hui, quand nous considérons les doctrines en apparence les plus généreuses, de les séparer de leurs résultats et de fermer les yeux sur nos propres déceptions.

On pourrait distinguer dans l'*Histoire* de M. Guizot deux parties essentielles, qui se fondent dans un développement commun et qui sont toutes deux également dignes d'étude, également propres à faire réfléchir l'esprit : l'une est la recherche philosophique des principes, des conditions du régime représentatif,

— et c'est celle-là sans aucun doute qui prêterait le plus aisément aux commentaires, aux rectifications que pourrait dicter l'expérience; — l'autre est la partie plus purement historique où l'auteur, en décrivant quelques-unes des origines de la civilisation européenne, fait converger tous les progrès de la pensée politique vers l'établissement du gouvernement libre. M. Guizot ne poursuit son travail assez avant que pour l'Angleterre. L'éminent publiciste avait assurément un but politique en enfonçant ainsi dans l'histoire les racines du régime représentatif qu'il croyait le seul capable de protéger la société moderne en l'honorant; mais, par ce côté même, il se distinguait profondément des propagateurs d'abstractions révolutionnaires. En rattachant le présent au passé, en montrant notamment, par l'histoire politique de l'Angleterre, comment un peuple se développe, par quelle lente et mystérieuse élaboration il arrive à se donner une organisation virile, quelle large et juste place occupe toujours la tradition dans son existence, M. Guizot opposait la plus éloquente réplique aux reconstructeurs de sociétés *à priori*, à tous ceux qui prétendent asservir un peuple aux principes abstraits qu'ils forgent et aux illuminations de leurs cerveaux échauffés. J'ajouterai une chose : c'est qu'au fond, en s'attachant au sens de ce beau travail historique, on pourrait y trouver peut-être la réfutation de M. Guizot lui-même et de ses amis, de ceux en un mot qui tentaient avec éclat la naturalisation artificielle des institutions anglaises dans notre pays; car enfin cette Angleterre libre et prospère dont on invoque l'histoire, comment a-t-elle atteint ce degré de grandeur politique où elle est? C'est en n'obéissant qu'à sa propre inspiration et à la loi intérieure de son développement national, par le mouvement original et spontané de son génie et de ses mœurs, par le plus opiniâtre et le plus héroïque travail sur elle-même, par le mépris des abstractions et des fictions, et souvent aussi par la combinaison d'élémens contradictoires, mais réels et vivaces. Nous avons pris à l'Angleterre l'appareil extérieur de ses institutions en prétendant le perfectionner; nous avons calqué ses révolutions et ses changemens de dynasties : lui avons-nous pris son génie, ce caractère national trempé dans les luttes de son histoire, et par lequel vivent ses institutions? Pouvions-nous même le lui prendre? C'est ce qui fait dire aujourd'hui à M. Guizot que le régime représentatif ne peut avoir un type unique, qu'il doit se proportionner aux origines et aux destinées de chaque pays. Malheureusement, dans cette poursuite artificielle d'institutions qui ne naissaient point de nous-mêmes, nous nous sommes éloignés du but, nous avons laissé s'obscurcir la notion de nos propres besoins, des conditions réelles de notre propre existence, et tandis que notre ennemi, l'esprit révolutionnaire, grandissait autour de nous, au lieu de lui opposer la virilité d'un sentiment moral et politique intact, nous nous préparions à le combattre par des fictions. La révolution de février ne nous aurait rien appris, si elle ne nous avait point enseigné que nous avons à la combattre dans ses conséquences avec d'autres armes que des fictions, des mécanismes savans, — et même des réconciliations universelles de toutes les dynasties que nous avons poussées dans l'exil.

Il est très vrai, en effet, que cette révolution, à l'insu même de ses auteurs et de ses héros, aura été une époque décisive et féconde dans cet ordre d'avertissemens et de révélations morales. Elle nous aura contraints à replacer nos esprits en face de tous les grands problèmes de la vie humaine pour chercher des solutions meilleures; elle nous aura révélé ce que nous paraissions igno-

rer : c'est qu'un peuple ne fait point impunément de son ame le réceptacle de toutes les contestations sur les devoirs les plus simples. Il est évident aujourd'hui pour nous que tout ce qu'on ôte de force à l'autorité ne profite pas nécessairement à la liberté, que tout ce qu'on enlève de respect à la loi divine ne tourne point à l'honneur de l'indépendance de la pensée humaine, qu'une révolution est un châtiment, et non un acte viril d'émancipation. Une chose surtout nous est apparue dans ces crises gigantesques : c'est la puissance bienfaisante de la règle. Supprimez la règle, vous aurez dans l'ordre politique ces catastrophes qui ont deux fois fait frissonner la France, — dans l'ordre intellectuel ce hideux dévergondage où s'est amorti et consumé notre génie, — dans l'ordre privé ces existences flétries et hasardeuses sur lesquelles se projettent parfois des lueurs sinistres. Ce que peut la règle, ne fût-ce que sous ce dernier rapport, voyez-le par cette mâle et simple vie de M. de Maistre. C'est l'heure ou jamais de faire appel à ces leçons, et d'en tirer un principe pratique de conduite. Les momens de liberté morale accordés à un peuple entre deux révolutions sont courts. Peut-être sommes-nous encore dans une de ces trèves qui précèdent la réalisation de ces paroles de Bossuet : « Quand Dieu veut faire voir qu'un ouvrage est tout de sa main, il réduit tout à l'impuissance et au désespoir; puis il agit. » Jamais ces paroles n'ont reçu de plus éclatantes confirmations que de nos jours; mais souvenons-nous aussi que l'homme peut avoir sa place dans les conseils de la Providence autrement que par l'*impuissance* et le *désespoir*.

CH. DE MAZADE.

Les journaux ont appris à la plupart de nos lecteurs la mort déplorable de M. Alexis de Valon, un des collaborateurs les plus actifs de la *Revue*. Le 20 de ce mois, il s'amusait à conduire un canot à voile sur un petit lac, à quelque distance du château de Saint-Priest, qu'il habitait pendant l'été. Avec lui se trouvaient un de ses amis et deux dames de sa famille. Ce lieu est désert et l'habitation la plus rapprochée est à un quart de lieue. Le vent soufflait avec violence, et les dames voyaient avec inquiétude le bateau s'incliner. Pour les rassurer, M. de Valon leur racontait que, quelques mois auparavant, par un vent aussi fort, il avait essayé avec son frère de faire chavirer la même barque, mais que tous ses efforts avaient été inutiles. En parlant ainsi on virait de bord, et le canot chavira. Des quatre personnes qui le montaient trois parvinrent à gagner le rivage; mais M. de Valon avait disparu. Il était excellent nageur, et, dans le premier moment de confusion, c'était à lui moins qu'à tout autre qu'on aurait pensé à porter secours. Quelques minutes de mortelle anxiété se passèrent avant qu'on pût le découvrir. On le trouva enfin, mais déjà sans vie.

M. de Valon n'avait que vingt-huit ans. Riche, marié depuis peu, doué d'un caractère heureux et charmant, personne n'avait plus de motifs pour aimer la vie, surtout dans le moment où il l'a perdue. Il était entouré de presque tous les membres de sa famille, attachés à lui par la plus intime affection. Cette réunion, si difficile dans une famille nombreuse, ne datait que depuis quelques jours; c'était pour ses funérailles qu'on s'était ainsi rassemblé.

Les lecteurs de la *Revue* n'ont pas oublié les premiers essais de M. de Valon, publiés dans ce recueil à la suite d'un voyage en Espagne et en Orient. Plusieurs nouvelles intéressantes, un travail très remarquable sur le système des

quarantaines, une étude historique sur le marquis de Favras, enfin, tout dernièrement, un excellent article sur l'exposition de Londres ont assuré à leur auteur une place très distinguée parmi les écrivains de notre époque. Ses œuvres forment aujourd'hui plusieurs volumes que la contrefaçon belge n'a pas manqué de reproduire. A la plus merveilleuse facilité, M. Alexis de Valon joignait le goût qui sait épurer un premier jet plein de verve. Son talent d'écrire se perfectionna, mais il conserva toujours le naturel et la liberté de l'homme du monde, tout en recherchant la correction avec la patience et le scrupule d'un littérateur d'autrefois. Sous une forme légère, sous un ton cavalier et presque frivole, il laissait voir un talent d'observation applicable aux sujets les plus sérieux. Le monde lui a quelquefois reproché je ne sais quelle tendance au scepticisme en toutes choses, car nous vivons dans un temps où l'indépendance d'esprit est presque un travers. Il est vrai que M. de Valon, plein de respect pour toutes les opinions honnêtes, tenait aux siennes, et à bon droit, car il n'en adoptait aucune à la légère et sans l'avoir bien examinée. Il n'avait pas plus de goût pour le paradoxe que pour la trivialité, et lorsqu'il croyait avoir de bonnes raisons pour le faire, il avait le courage de louer un homme ou un livre, fussent-ils condamnés par *les honnêtes gens*. Cette impartialité dans la critique, ce goût de l'examen et cette recherche du bien partout où il se trouve, sont rares aujourd'hui et méritent qu'on les remarque. Avec une modestie poussée peut-être jusqu'à la défiance de lui-même, M. Alexis de Valon est l'homme que j'ai connu le plus indépendant dans ses opinions des coteries politiques ou littéraires.

Recherché comme il l'était, et obligé de consacrer beaucoup de temps à ce qu'on appelle les devoirs du monde, on s'étonnait qu'il pût trouver le loisir de travailler; mais il y avait dans cette nature calme et contenue une habitude d'observation constante. En lisant un livre, il formait son style; en causant au milieu d'une soirée, il étudiait les hommes. Bien qu'il aimât avec passion tous les exercices de son âge, — et sa mort en est la triste preuve, — il donnait la préférence aux amusemens de l'esprit, un peu abandonnés par notre société moderne. Il aimait les arts et en parlait bien. Il a fait de jolis vers, connus seulement d'un bien petit cercle d'amis, et il les improvisait avec une grace parfaite. Il ne manquait peut-être à M. de Valon qu'un peu d'ambition pour développer toutes les ressources de son esprit; mais quelle ambition pouvait avoir un homme si heureux dans son intérieur, si aimé et si digne de l'être? Le désir et la conscience d'être utile à son pays pouvaient seuls l'obliger à renoncer à son repos et à son indépendance. Cédant aux pressantes sollicitations de ses amis, M. de Valon avait promis de se présenter comme candidat aux prochaines élections de la Corrèze, où la mémoire des services rendus par son père et l'affection générale dont il était lui-même entouré lui assuraient de nombreux suffrages. La mort a rompu brusquement cette existence de tant d'avenir. Si quelque chose peut adoucir nos regrets, c'est la pensée que cet excellent jeune homme n'a connu de la vie que ses joies et ses douceurs, et qu'il ne laisse après lui que des souvenirs chéris de tous ceux qui l'ont approché.

P. MÉRIMÉE.

V. DE MARS.